



SEANCE ORDINAIRE DU 19 JUILLET 2012

Compte rendu

L'an deux mille douze et le dix-neuf juillet à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, M. P. BONNAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, M. J.-M. CASTET, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, M. P. COMBETTES, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. P. DUDIEUZERE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. H. MARTIN, M. J. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. Y. PINASSEAU, M. L. POUGET, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, Mme D. SANTONJA, M. P. SAUREL, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. C. SUDRES, M. P. THINES, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, M. A. ZYLBERMAN, Madame E. LABORDE suppléant de M. H. ALLOUCHE, Mme M.-L. OMS suppléant de Mme I. GUIRAUD, M. M. MOURGUES suppléant de M. R. JOUVE, M. P. MARTY suppléant de M. J.-L. MEISSONNIER.

Pouvoir(s):

Mme F. BERGER à M. T. BREYSSE, Mme S. BONIFACE-PASCAL à Mme A. BENEZECH, Mme J. CLAVERIE à M. R. SUBRA, Mme M. COUVERT à Mme H. QVISTGAARD, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. J.-L. GELY, M. M. DUFOUR à M. P. THINES, M. S. FLEURENCE à M. M. LEVITA, M. J.-P. GRAND à Mme P. MIENVILLE, M. L. LOPEZ à M. F. ANDREU, M. P. MAUREL à M. P. BONNAL, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme F. PRUNIER à Mme C. TROADEC-ROBERT, Mme R. SOUCHE à M. P. SAUREL, M. J. TOUCHON à M. B. ABBOU, M. F. TSITSONIS à M. M. ASLANIAN.

Excusé(es):

Mme C. LABROUSSE, M. P. VIGNAL

Absent(es):

Mme N. MIRAOU

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 111 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU JEUDI 28 JUIN 2012

Monsieur Président soumet à l'approbation des Elus le projet du procès-verbal du jeudi 28 juin 2012.

Le procès-verbal de la séance du jeudi 28 juin 2012 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N° D2012-1 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à une décision d'ester en justice « MATMUT Assurances » ligne N°3 du tramway

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats Landwell et Associés, suite à l'assignation en référé des 28 et 30 novembre 2011 demandée par la Compagnie MATMUT Assurances relative à des dégradations constatées sur la copropriété de cette dernière, située au 11 rue de la République à Montpellier et ce, consécutivement aux travaux de réalisation de la ligne N°3 du tramway.

N° D2012-2 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°2869MG12 d'acquisition d'un véhicule neuf de type berline pour les services de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché à bons de commande est passé avec la Société CITROEN à Montpellier. Ce marché concerne l'acquisition d'un véhicule neuf de type Berline pour les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Le montant du marché s'élève à 20 383,95 € H.T.

N° D2012-3 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à une décision d'ester en justice: Syndicat des copropriétaires 11 rue Franceze de Cezelli à Montpellier

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau Paliès, Noy, Gauer et Associés près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite à l'assignation en référé déposée par le syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis 11 rue Franceze de Cazelli à Montpellier représenté par son syndic en exercice la SARL MAB PLANCHON et ce, consécutivement à des infiltrations et remontées capillaires d'eau affectant un appartement de la copropriété concernée.

N° D2012-4 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°2811 de maintenance des vidéoprojecteurs Barco 909 HD et remplacement des 18 tubes cathodiques de la salle du Planétarium Galilée de Montpellier - Lot n° 2

Objet : Un marché n°2811 de prestations de services pour le lot n°2 est passé avec la société IEC sise à Gennevilliers (92). Ce marché concerne la maintenance des vidéoprojecteurs Barco 909 HD et le remplacement des 18 tubes cathodiques de la salle du Planétarium Galilée à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 4 mois. Le montant du marché s'élève à 69 935 € H.T.

N° D2012-5 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°2811 de maintenance des vidéoprojecteurs Barco 909 HD et remplacement des 18 tubes cathodiques de la salle du Planétarium Galilée de Montpellier - Lot n°1

Objet : Un marché n°2811 de prestations de services pour le lot n°1 est passé avec la société IEC sise à Gennevilliers (92). Ce marché concerne la maintenance des vidéoprojecteurs Barco 909 HD et le remplacement des 18 tubes cathodiques de la salle du Planétarium Galilée à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 12 mois renouvelable 2 fois par période de 12 mois. Le montant du marché s'élève à 22 866 € H.T.

N° D2012-6 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à une décision d'ester en justice M. Mohammed SAADAoui

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération est confiée au cabinet d'avocats Landwell et Associés suite à la requête n°1200317-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Mohammed SAADAoui le 23 janvier 2012 tendant à indemnisation pour préjudice subi, consécutivement aux travaux de réalisation de la ligne n°3 du tramway de Montpellier.

N° D2012-7 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°2844AJ11 de maintenance d'une machine à affranchir et d'une balance postale pour les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché n°2844AJ11 sous procédure adaptée est passé avec la société PITNEY BOWES sise à Montpellier. Il concerne la location, la maintenance d'une machine à affranchir et d'une balance postale pour les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le montant du marché s'élève à 2 425 € H.T. Le marché est conclu pour une période de 24 mois à compter du 1^{er} avril 2012 jusqu'au 31 mars 2014.

N° D2012-8 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule accidenté (épave) au Garage du Près d'Arènes à Montpellier

Objet : Le véhicule 316ADR34 accidenté et déclaré épave est cédé à titre onéreux au Garage du Près d'Arènes à Montpellier. Le prix de cession est fixé à 400 euros.

N° D2012-9 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession de véhicules vétustes à réformer à l'Hôtel des Ventes de Montpellier

Objet : Les véhicules vétustes suivants : 534 ADM 34, 6598 YZ 34 et 3415 ZY 34 sont cédés à l'Hôtel des ventes de Montpellier pour être vendus aux enchères. Les prix de cessions résulteront de la vente aux enchères.

N° D2012-10 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à une décision d'ester en justice « CONSORTS BACARESE »

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés près le juge de l'expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée SP n°13 sise ZAD Pont Trinquat Méjanelle à Montpellier, propriété des consorts BACARESE et ce, dans le cadre de l'exercice du droit de préemption en ZAD de compétence communautaire.

N° D2012-11 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste à réformer à l'Hôtel des Ventes de Montpellier

Objet : Le véhicule immatriculé 3415 ZY 34 vétuste et à réformer est cédé à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

N° D2012-12 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°2478EA11 de prélèvements et analyses d'échantillons d'eau, de sols, de boues et de sédiments sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché n°2478EA11 de prélèvements et analyses d'échantillons d'eau, de sols, de boues et de sédiments sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été attribuée à la SAS EUROFINIS IPL SUD, sise à Montpellier pour un montant de commande maximum sur une année de 120 000 € H.T. Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification. Le marché pourra être reconduit pour une période d'un an par reconduction expresse.

N° D2012-13 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°2893MG12 de déménagement mobilier administratif et garde meuble

Objet : Un marché de service est passé avec la société TRANSMANUEDEM sise à Lansargues. Ce marché concerne le transfert, le déménagement du mobilier des bâtiments administratif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la prestation de garde meuble. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée d'un an, reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de 4 ans, soit trois périodes de reconduction annuelles. Le montant du marché est compris sans minimum et avec un maximum de 20 000 € H.T. par période.

N° D2012-14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'Société Oséo financement'

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite à la requête n°1200760-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 8 février 2012 par la Société Oséo financement sollicitant l'annulation de l'arrêté préfectoral n°2001-I-2607 du 7 décembre 2011 déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée du Lez, sur les Communes de Lattes et de Montpellier et déclarant cessibles au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier les immeubles bâtis.

N° D2012-15 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice ' Société MJC SCI '

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats Lyon-Caen et Thiriez suite au dépôt près la Cour de Cassation d'un pourvoi, le 17 février 2012, émanant de la société MJC SCI contre l'arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier en date du 16/02/2012 fixant le montant des indemnités dues par la Communauté d'Agglomération à la société MJC SCI et ce, consécutivement à l'expropriation dont cette dernière a fait l'objet dans le cadre de la réalisation de la ligne n°2 du tramway.

N° D2012-16 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la convention de servitude de canalisation de gaz consentie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à GRDF sur la Commune de Cournonterral - lieu dit les Condamines

Objet : Une convention de servitude de canalisation est conclue avec GRDF pour le passage d'une canalisation gaz sur une parcelle située aux CONDAMINES à Cournonterral pour l'alimentation en gaz de la piscine POSEIDON, à titre réel et perpétuel. La convention est consentie pour la durée d'exploitation des ouvrages concernés. Les frais occasionnés sont à la charge de Gaz Réseau Distribution France.

N° D2012-17 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice « Le Printemps des Comédiens »

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n° 1200947-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier en date du 28 février 2012 par l'association "Le Printemps des comédiens" tendant au versement intégral de la subvention octroyée par la Communauté d'Agglomération par convention signée le 18 janvier 2012.

N° D2012-18 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice : requête en référé association ' Le Printemps des Comédiens '

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête en référé n°1200946-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier en date du 28 février 2012 par l'association "Le Printemps des Comédiens" tendant au versement intégral de la subvention octroyée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier suivant convention signée le 18 janvier 2010.

N° D2012-19 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice assignation en référé ' SARL Unipersonnelle Delzenne '

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats "SCP Roux - Servent - Catherineau" suite à l'assignation en référé fixée au jeudi 8 mars 2012 et déposée près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier par la SARL Unipersonnelle Delzenne et ce, consécutivement aux inondations constatées au numéro 5 de la rue du Plan de Parc sise à Montpellier et intervenues au moment de l'exécution des travaux de la ligne n°3 du tramway.

N° D2012-20 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'autorisation d'ester en justice 'SNCF'

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés près la Cour d'Appel de Montpellier contre le jugement du Tribunal de Grande Instance n° 10/00180 en date du 22 février 2012 fixant indemnités d'une emprise partielle de 12 580 m² sur la parcelle cadastrées section BD n°270 propriété de la Société Nationale des Chemins de Fer sise sur la Commune de Vendargues et ce, consécutivement à l'exercice par la Commune de Vendargues de son droit de priorité. La Communauté d'Agglomération de Montpellier agissant en qualité de tiers-payeur.

N° D2012-21 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice ' WARDLAW Heather '

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et associés, et SCP d'avocats Charrel et associés suite à l'assignation en référé demandée par Madame Heather Wardlaw près le TGI de Montpellier consécutivement à un accident corporel dont elle a été victime et ce, dans le cadre des travaux de la ligne n°3 du tramway.

N° D2012-22 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice ' SA FONDEVILLE ' 3ème ligne de tramway

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée au groupement d'avocats SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés et SCP Charrel et Associés près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite à l'assignation déposée par la SA FONDEVILLE et ce, consécutivement à l'assignation dont elle a elle-même fait l'objet, demandée par Madame Falgas Elisabeth victime d'un accident corporel dans le cadre des travaux de la ligne n°3 du tramway.

N° D2012-23 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative au marché n°2810MG11 de gardiennage, remorquage, entretien et maintenance technique d'une semi-remorque (podium)

Objet : Un marché n°2810MG11 de gardiennage, remorquage, entretien et maintenance technique d'une semi-remorque (podium) décomposé en deux lots est passé avec la SARL Lavage du Près d'Arènes à MONTPELLIER. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an renouvelable 1 fois. Le lot n°1 gardiennage, remorquage s'élève à 5 760,00 € H.T. et le lot n° 2 : entretien et maintenance technique s'élève à 11 550,00 € H.T. soit un total de 17 310 € H.T.

N° D2012-24 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'SARL Unipersonnelle Delzenne' assignation en référé

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats SCP Vinsonneau, Noy, Gauer et Associés et SCP Charrel et Associés suite à l'assignation en référé déposée près le TGI de Montpellier par la SARL Unipersonnelle Delzenne et ce, consécutivement aux inondations constatées au numéro 5 de la rue du Plan de Parc sise à Montpellier et intervenues au moment de l'exécution des travaux de la ligne n°3 du tramway.

N° D2012-25 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'EURL Les Caves Gambetta'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats SCP Vinsonneau, Noy, Gauer et Associés et SCP Charrel et Associés suite au dépôt de la requête n°1200563-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 1er février 2012 par l' EURL Les Caves Gambetta sollicitant une indemnisation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de réalisation de la ligne n°3 du tramway.

N° D2012-26 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'Mohammed Saadaoui'

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés et SCP Charrel et Associés suite à la requête n°1200317-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 23 janvier 2012 par Monsieur Mohammed Saadaoui relative à une demande d'indemnisation pour préjudice subi consécutivement aux travaux du chantier de la ligne n°3 du tramway.

N° D2012-27 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°2840GD11 de mission d'assistance au maître d'ouvrage pour l'audit technique et financier du contrat de Délégation de Service Public d'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST

Objet : Un marché de service est passé avec le groupement POYRY SAS/SA FINANCE CONSULT, sis à LYON. Afin de permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'évaluer l'incidence globale des évolutions intervenues dans le cadre de la mise en service industriel de l'unité, un audit technique et financier doit être mené. Par cet audit, la Communauté d'Agglomération de Montpellier disposera d'éléments techniques et financiers concrets, opposables, afin de définir les conditions réelles de fonctionnement de l'unité et de conclure sur les évolutions contractuelles qui en découlent. La mission devrait démarrer au 1er avril 2012 au plus tard et prendre fin au plus tard au 31 décembre 2013. Le montant du marché s'élève à 78 270 € H.T. pour la tranche ferme. Compte tenu des résultats de la tranche ferme, une tranche conditionnelle sera affermie et des prestations complémentaires pourront être demandées pour un montant maximum de 98 300 € H.T.

N° D2012-28 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°2918 de transport aller et retour des œuvres de l'exposition « Montpellier, Terre de faïences » au musée Fabre à Montpellier

Objet : Un marché de prestations de services pour le transport aller et retour des œuvres de l'exposition « Montpellier, Terre de faïences » au musée Fabre de Montpellier est passé avec l'entreprise LP ART à MONTREUIL. Ce marché concerne le transport aller et retour des œuvres de l'exposition « Montpellier, Terre de faïences » au musée Fabre de Montpellier. Il prend effet à compter de sa notification, sa durée est de 6 mois. Le montant du marché s'élève à 98 670 € H.T.

N° D2012-29 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°2920DC12 de travaux d'aménagement pour la scénographie de l'exposition « Montpellier, Terre de faïence » à Montpellier

Objet : Un marché n°2920DC12 lot n° 1 est passé avec la société S.E.D. sise à Biozat (03). Ce marché concerne les peintures, menuiseries, serrurerie, verre, plexi et électricité pour la scénographie de l'exposition «Montpellier, Terre de Faïences" à Montpellier. Le marché prendra effet à compter de sa notification avec une réception principale le 25 avril 2012. Le présent marché s'élève à 68 521, 22 € H.T.

N° D2012-30 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°2920DC12 de travaux d'aménagement pour la scénographie de l'exposition 'Montpellier, Terre de faïences' à Montpellier

Objet : Un marché n° 2920 de fournitures pour le lot n° 2 est passé avec la société Jeux de Lumière sise à Avignon. Ce marché concerne la fourniture de matériels nécessaires à l'éclairage pour la scénographie de l'exposition "Montpellier, Terre de Faïences" à Montpellier. Le marché prendra effet à compter de sa notification, pour une réception principale le 25 avril 2012. Le présent marché s'élève à 24 026,52 € H.T.

N° D2012-31 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°2920DC12 de travaux d'aménagement pour la scénographie de l'exposition 'Montpellier, Terre de faïences' à Montpellier

Objet : Un marché n° 2920 de fournitures pour le lot n° 3 est passé avec la société Cab's sise à Valence (26). Ce marché, à prix global et forfaitaire, concerne l'impression, la fourniture et la mise à disposition des décors graphiques et des cartels répartis dans les musées et salles d'exposition de "Montpellier, Terre de Faïences" à Montpellier. Le marché prendra effet à compter de sa notification, pour une réception principale le 25 avril 2012. Le présent marché s'élève à 6 928, 84 € H.T.

N° D2012-32 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice « Société CECOMETAL »

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite à la saisine du Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends et Litiges en matière des marchés publics de Marseille (C.C.I.R.A.L) par la Société CECOMETAL dans le cadre d'un litige l'opposant à la Société des Transports de l'Agglomération relatif au marché de travaux n°2M713, lot n°3 "charpente, couverture" portant sur la réalisation de la deuxième ligne de tramway.

N° D2012-33 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°3 à la convention d'occupation temporaire du domaine public – Société Mascaret films

Objet : Un avenant n°3 modifiant l'article n° 5 de la convention du 18 mars 2011 est signé avec la société Mascaret Film, prolongeant l'occupation temporaire à titre gratuit d'un local situé au bâtiment Junon, place Zeus à Montpellier jusqu'au 30 avril 2012.

N° D2012-34 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°2790TV11 d'étude de circulation et de sécurité sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de prestations intellectuelles n°2790TV11 est passé avec la société ASCODE à Eguilles. Ce marché concerne l'étude de circulation et de sécurité routière sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification. Il pourra être reconduit 3 fois par période d'un an. Le montant maximum annuel du marché s'élève à 48 000€ H.T.

N° D2012-35 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Marché n°2885 de réfection de la surface de jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier

Objet : Un marché de travaux pour la réfection de la surface de jeu du stade Yves du Manoir à Montpellier est passé avec la société LAQUET SAS sise à Lapeyrouse Mornay. Ce marché, tel qu'il résulte de la décomposition du prix global et forfaitaire, concerne la réfection de la surface de jeu avec option de fourniture et mise en place de gazon synthétique sur les abords du stade Yves du Manoir à Montpellier. Le marché prendra effet à compter de sa notification et pour une durée de 6 semaines. Le présent marché s'élève à 455 290,44 € H.T. avec option de fourniture et mise en place de gazon synthétique sur les abords.

N° D2012-36 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice ' Société Sound and Light system '

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats "SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête en référé n°1201605-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 3 avril 2012 par la société "Sound and Light system" contestant la régularité de la procédure de consultation du marché public d'achat d'accessoires de machinerie scénique, de matériel d'éclairage, audio, vidéo et de textile scénique pour l'Opéra Comédie de Montpellier.

N° D2012-37 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°2798TV11 d'étude de jalonnement sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché n°2798TV11 de prestations intellectuelles est passé avec la société ASCODE à Eguilles. Ce marché concerne l'étude de jalonnement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La durée du marché pour la période initiale est fixée à 1 an à compter de sa notification et pourra être reconduit 3 fois. Le montant maximum annuel du marché s'élève à 72 000 € H.T. pour la période initiale.

N° D2012-40 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice « Association Les Gardiens de la Gardiole »

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats Lyon-Caen Thiriez suite au dépôt du pourvoi n°347795 par l'Association Les Gardiens de la Gardiole près le Conseil d'Etat tendant à l'annulation de l'arrêt de la Cour Administrative de Marseille n°08MA05093, 08MA05094, 08MA05098 du 24 janvier 2011 annulant le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°0701489 et 0703089 du 3 octobre 2008 qui annulait l'arrêté préfectoral du 2 février 2007 qualifiant de projet d'intérêt Général le projet de la société Sita Sud d'un pôle multi-filières de valorisation, de traitement des déchets ménagers et assimilés et de stockage des déchets ultimes sur le territoire de la commune de Fabrègues.

N° D2012-41 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°2952 de réfection du dispositif d'éclairage des salles d'expositions temporaires du Musée Fabre à Montpellier

Objet : Un marché n°2952DC12 est passé avec la société ISEA sise à Montoux (84). Ce marché de travaux consiste à la réparation du dispositif d'éclairage des salles d'exposition au Musée Fabre à Montpellier. La durée totale du marché est de 6 semaines pour le rez-de-chaussée (tranche ferme) et 2 semaines pour la salle de l'étage (tranche conditionnelle). Le montant global du marché est de 199 572 € H.T. correspondant à la somme de la tranche ferme (d'un montant de 186 364 € H.T.) et de la tranche conditionnelle (d'un montant de 13 208 € H.T.).

N° D2012-42 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°2927 de rénovation des installations Sprinkler sous la salle Molière de l'Opéra Comédie à Montpellier

Objet : Un marché n°2927DC12 pour le lot n°1 est passé avec la société AXIMA SEITA sise à Toulouse. Ce marché de travaux consiste à mettre en place des groupes motopompes diesel pour l'alimentation du système de protection contre l'incendie des sources communes sprinkler, déluge et rideau d'eau sur le site de l'Opéra comédie à Montpellier. La durée totale du marché est de 2 mois. Le montant global du marché s'élève à 263 300 € H.T. (variante n°1)

N° D2012-43 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice ' Société Eden Camping '

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Juge de l'expropriation du Département de l'Hérault aux fins d'indemnisation pour expropriation de la société Eden Camping et ce, dans le cadre du projet d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez sur le territoire des Communes de Montpellier et Lattes.

N° D2012-44 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice « SARL Camping Oasis Palavasienne »

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Juge de l'expropriation du Département de l'Hérault aux fins d'indemnisation pour expropriation de la SARL Camping Oasis Palavasienne et ce, dans le cadre du projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée du Lez sur le territoire des communes de Montpellier et de Lattes.

N° D2012-45 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice « SA Oséo »

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Juge de l'expropriation du département de l'Hérault aux fins d'indemnisation pour expropriation de la "SA Oséo" dans le cadre du projet d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez sur le territoire des communes de Montpellier et de Lattes.

N° D2012-46 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice « SCI DE TOURNEFORT »

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Juge de l'expropriation du Département de l'Hérault aux fins d'indemnisation pour expropriation de la SCI de Tournefort sise sur la Commune de Lattes et ce, dans le cadre du projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée du Lez sur le territoire des Communes de Montpellier et de Lattes.

N° D2012-48 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention de location entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Pignan des locaux destinés au maintien de la Maison d'Agglomération.

Objet : Une convention de location de locaux est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Commune de Pignan. La convention concerne la location d'un local d'une superficie de 93m², situé place du 11 novembre à Pignan. La convention prendra effet le 1er juillet 2012 pour une durée de 6 ans et s'achèvera le 30 juin 2018. La convention de location fixe un loyer annuel de onze mille sept-cents euros (11 700 €), payable annuellement et d'avance. Le loyer sera indexé en fonction de la variation de l'indice INSEE du coût de la construction.

N° D2012-49 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°2912 relatif à la maîtrise d'œuvre pour l'opération de réaménagement des loges du stade de la Mosson « Mondial 98 » à Montpellier

Objet : Un marché n°2912 est conclu avec l'entreprise A+ Architecture sise à Montpellier. Le marché consiste à réaliser la maîtrise d'œuvre pour l'opération de réaménagement des loges du stade de la Mosson "Mondial 98" à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 18 mois. Le montant global du marché est de 123 200 € H.T.

N° D2012-53 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à une autorisation d'ester en justice

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès Noy Gauer et Associés afin d'interjeter appel devant la Cour administrative d'Appel de Marseille contre la jugement du TA de Montpellier du 16 juin 2009 annulant l'arrêté préfectoral qui déclarait d'utilité publique les travaux de protection contre les inondations de la basse vallée du lez

N° D2012-54 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché de maîtrise d'œuvre n°2956DS12 relatif à l'exécution des travaux d'aménagement d'une unité de préparation physique au Palais des Sports René Bournol

Objet : Un marché de maîtrise d'œuvre n°2956DS12 est passé avec l'entreprise FOUQUET Architecture sise à 34070 MONTPELLIER. Ce marché concerne la maîtrise d'œuvre des travaux sur le Palais des Sports René Bournol. Le marché prend effet à compter de sa notification, pour un montant de 16 960,00 € H.T.

N° D2012-56 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice ' Stéphanie Navarro '

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt la requête près le Tribunal Administratif de Montpellier le 26 avril 2012 par Mme Stéphanie Navarro contre la décision en date du 27 février 2012 par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier l'a informé du non-renouvellement de son engagement en qualité d'animateur territorial non titulaire occasionnel.

N° D2012-57 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention d'occupation précaire conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur Nicolas Vernhet, organisateur de promenades équestres

Objet : Une convention d'occupation précaire est conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur Nicolas Vernhet, organisateur de promenades équestres. La convention porte sur les parcelles cadastrée section BM 66, BM 68 et BM 20 à Villeneuve-lès-Maguelone. La convention d'occupation précaire est conclue pour une durée d'1 an, moyennant une redevance de 150 euros.

N° D2012-58 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice ' SCI LSG '

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1201718-4 en date du 10 avril 2012 par la SCI LSG tendant à obtenir indemnisation pour préjudice subi et ce, consécutivement aux travaux de réalisation de la ligne n°2 du tramway.

N° D2012-59 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à une convention d'accompagnement méthodologique du logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS

Objet : Une convention d'accompagnement méthodologique du logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS est conclue avec la société Ressources Consultants Finances sise à Rennes. Cette convention concerne le logiciel installé à la Direction des Finances. Cette convention prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2012. Elle sera renouvelable par reconduction expresse par périodes de 1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel des prestations de cette convention s'élève à 4 046,79 € H.T.

N° D2012-61 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage n°2793RI11 pour l'élaboration de la politique de conservation numérique du réseau des médiathèques et définition des solutions techniques pour sa mise en œuvre (2012-2014)

Objet : Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage n°2793RI11 pour l'élaboration de la politique de conservation numérique du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération est conclu avec la société SIX ET DIX sise à Ville d'Avray. Ce marché concerne la production de recommandations liées à la conservation numérique des documents patrimoniaux, des études préalables à la gestion de projet associées. Ce marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations pour une durée d'1 an. Le montant du marché est compris entre un minimum de 20 000 € H.T. et un maximum de 80 000 € H.T.

N° D2012-62 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°2975DC12 de travaux d'aménagement pour la scénographie de l'exposition 'Corps et ombres, Caravage et le caravagisme en Europe' au musée Fabre à Montpellier

Objet : Le marché n°2975DC12 est passé avec la société STAND EXPO DECO sise à Biozat (03). Ce marché de travaux s'inscrit dans le cadre de l'exposition "Corps et ombres, Caravage et le caravagisme en Europe" au musée Fabre à Montpellier. Il a pour objet l'aménagement pour la scénographie de l'exposition. La durée totale du marché est d'1 mois pour la tranche ferme et 15 jours pour la tranche conditionnelle. Le montant total s'élève à 126 860,10 € H.T. avec, comme répartition, 110 720,10 € H.T. pour la tranche ferme et 16 140 € H.T. pour la tranche conditionnelle.

N° D2012-76 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux situés 1570 avenue des Platanes à Boirargues entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Dans le cadre de sa compétence « Insertion par économique », la Communauté d'Agglomération de Montpellier attribue à la MLJAM par convention annuelle une subvention dont une partie est traduite par la mise à disposition de locaux, afin d'assurer un service de proximité et une accessibilité de qualité égale pour les jeunes sur l'ensemble du territoire.

N° D2012-77 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession à titre gratuit au profit de la Croix-Rouge de Montpellier de matériels de protection et d'hygiène.

Objet : Suite aux menaces d'épidémie de grippe A, la Communauté d'Agglomération de Montpellier avait fait l'acquisition de matériels de protection et d'hygiène. Avant que ces matériels n'arrivent à leur date de péremption, la Communauté d'Agglomération de Montpellier désire en faire don à la Croix-Rouge de Montpellier. La cession de ces matériels à lieu à titre gratuit.

N° D2012-79 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°2882EA12 de Contrôle Technique pour la conception et la réalisation de l'Intercepteur Est Tranche 5 - Avenue de la Pompignane

Objet : Un marché de contrôle technique n°2882EA12 est passé avec la société ALPES CONTROLE sise à MONTPELLIER. Ce marché concerne la conception et réalisation de la tranche 5 de l'intercepteur Est sous l'avenue de la Pompignane. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 24 mois. Le montant du marché est de 38 000 € H.T.

N° D2012-80 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de service pour le logiciel de gestion de centre de loisirs E.ENFANCE

Objet : Un contrat de service est conclu avec la société BERGER-LEVRAULT, sise à Paris. Ce contrat concerne l'accès à la solution hébergée du logiciel de gestion du centre de loisirs E.ENFANCE installée à l'Ecolothèque, ainsi que l'accès à la maintenance téléphonique et aux mises à jour. Ce logiciel est composé de la gestion de la scolarité, des inscriptions à la restauration, des services périscolaires, des activités culturelles et sportives ainsi que de la facturation des familles. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée de 24 mois. Le montant total de ce contrat s'élève à 3 846,34 € T.T.C.

N° D2012-82 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de maintenance du progiciel de gestion des marchés publics MARCO

Objet : Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société AGYSOFT sise à Montpellier. Ce contrat concerne le logiciel de gestion des marchés publics MARCO installé à la Direction des Marchés Publics. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2012. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 4 621,34 € T.T.C.

N° D2012-83 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à une convention de mise à disposition de locaux situés 2 place des Héros, 34750 Villeneuve-lès-Maguelone entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Une convention de mise à disposition de locaux est consentie avec la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier. Elle concerne la Maison d'Agglomération de Villeneuve-lès-Maguelone. La convention est conclue pour une durée de 3 ans renouvelable pour la même durée, par reconduction expresse, dans la limite de 2 reconductions et à titre gratuit, compte tenu de l'intérêt général des missions accomplies par la MLJAM.

N° D2012-84 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un marché n°2960MG12 de missions de coordination et de contrôle technique concernant l'aménagement du 1^{er} étage du pavillon Junon de l'Hôtel d'Agglomération

Objet : Des marchés n°2960MG12 sont passés avec, pour le lot 1 (CTC), la société DEKRA Inspection sise à Montpellier, pour le lot 2 (SPS) avec la société JMATEC sise à BAILLARGUES, pour le lot 3 (SSI) avec la société QUALICONSLT sise à MONTPELLIER et pour le lot 4 (BET) avec la société S.EGE sise à Montpellier. Ce marché concerne les missions de Contrôle Technique de la Construction (CTC), de Sécurité et Protection de la Santé (SPS), de coordination de Système de Sécurité Incendie (SSI), et de Bureau d'Etude Technique (BET) pour l'aménagement du 1^{er} étage du pavillon Junon. Le marché prend effet à compter de sa notification. Le montant total de ces marchés s'élève à 18 507 € H.T.

N° D2012-86 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession de véhicules à réformer à l'Hôtel des ventes de Montpellier

Objet : Les véhicules immatriculés 674AGW34, 782AWV34, 756AHE34 et 760AHE34 à réformer sont cédés à l'Hôtel des Ventes de Montpellier. Les prix résulteront de la vente aux enchères.

N° D2012-88 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché de maîtrise d'œuvre n°2851EA12 lot n°1 pour la construction de la station d'épuration intercommunale des Communes de Saint Génès des Mourgues - Sussargues

Objet : Un marché de maîtrise d'œuvre n°2851EA12 est passé avec le bureau d'études ENTECH sis à MEZE. Ce marché concerne la conception et la réalisation de la station d'épuration intercommunale des Communes de Saint Génès des Mourgues - Sussargues : missions AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR. Le montant du marché s'élève à 75 000 € H.T. et prend effet à compter de sa signature jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement des travaux. Sa durée prévisionnelle est de 40 mois.

N° D2012-89 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché de maîtrise d'œuvre n°2851EA12 lot n°2 pour la construction du réseau de transfert des eaux usées des Communes de Saint Geniès des Mourgues - Sussargues

Objet : Un marché de maîtrise d'œuvre 2851EA12 lot n°2 est passé avec le bureau d'études Cabinet MERLIN sis Quartier d'entreprises Tournezy 1, Passage Jean Coteau- Bât A3, 34 070 MONTPELLIER. Ce marché concerne la conception et réalisation du réseau de transfert des eaux usées de Sussargues sur Saint Geniès des Mourgues : missions AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR. Le montant du marché s'élève à 74 165 € H.T. et prend effet à compter de sa signature jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement des travaux. Sa durée prévisionnelle est de 30 mois.

N° D2012-90 - Direction des Finances

Décision relative à un marché n°2864DF11 d'acquisition d'un progiciel d'analyse des données fiscales

Objet : Un marché n°2864DF11 de fourniture de progiciel d'analyse des données fiscales est conclu avec la société GFI Progiciels, sise à St Clément de Rivière. Il concerne la nécessité de pouvoir analyser d'une part les données relatives aux impôts ménages (Taxe d'Habitation et Taxes Foncières) transférés aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle, et d'autre part les données relatives aux impôts économiques. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'1 an. Il est renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements. Le montant total du marché s'élève à 13 779,20€ H.T.

N° D2012-91 - Direction des Finances

Décision relative à un contrat d'emprunt entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le financement du Contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier

Objet : Un contrat d'emprunt est conclu avec la Caisse des Dépôts et Consignations sise à Paris et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le contrat concerne le financement du projet de Contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier. Le montant du contrat s'élève à 36 407 121 €.

N° D2012-92 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice ' BONNIER Pierre '

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite à la requête n°1202142-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 10 mai 2012 par Monsieur Pierre Bonnier tendant à l'abrogation partielle de l'arrêté préfectoral n°2007-I-2132 du 9 octobre 2007 approuvant la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Montferrier sur Lez, Castelnau le Lez et Montpellier et déclarant d'utilité publique le tracé des travaux de réalisation du collecteur de transport des eaux usées dans la vallée du Lez appelé "intercepteur Est" au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N° D2012-93 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la mise en location d'une maison d'habitation, située sur la parcelle cadastrée section BC 11 au 314, route de Sète à Saint-Jean-de-Védas.

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier donne à bail une maison d'habitation située au 314, route de Sète à Saint Jean de Védas, appartenant à Madame Ternisien Camille. Le contrat est consenti pour une durée de 6 ans renouvelable par reconduction expresse, pour un loyer mensuel de 850 euros H.T.

N° D2012-98 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative aux marchés n°2833 concernant les travaux d'extension de la plateforme d'exploitation du site ouest de la régie de collecte des déchets ménagers

Objet : Des marchés de travaux (marchés n°2833) relatifs aux travaux d'extension de la plateforme d'exploitation du site ouest de la régie de collecte des déchets ménagers de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de PIGNAN ont été attribués pour un montant global de 405 477,18 € H.T.:

Le lot n°1 gros œuvre, charpente métallique, serrurerie a été attribué à l'entreprise SCONSTRUCTION pour un montant de 132 369,91 euros H.T.

Le lot n°2 bâtiment modulaire a été attribué à l'entreprise CMIL pour un montant de 60 500 euros H.T.

Le lot n°3 hangar métallique a été attribué à l'entreprise FRISOMAT pour un montant de 44 000 euros H.T.

Le lot n°4 électricité a été attribué à l'entreprise CEGELEC pour un montant de 19 816,37 euros H.T.

Le lot n°5 VRD a été attribué à l'entreprise EIFFAGE pour un montant de 148 763,90 euros H.T.

Le délai d'exécution maximum imposé par le maître d'ouvrage est de 8 semaines pour le lot 1, de 9 semaines pour le lot 2, de 9 semaines pour le lot 3, de 5 semaines pour le lot 4 et de 6 semaines pour le lot 5. Les délais d'exécution sont propres à chaque lot et partent dès la date fixée par les ordres de service.

N° D2012-99 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice ' société Sound and Light System, référé contractuel '

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête en référé n°1202281-4 près le Tribunal administratif de Montpellier le 22 mai 2012 par la société Sound and Light System tendant, dans le cadre de l'attribution du marché public d'achat d'accessoires de machinerie scénique", à l'annulation : de la décision du 23 mars 2012 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier a rejeté son offre , de la décision du 3 avril 2012 par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé le marché et de la décision du 19 avril par laquelle la Communauté d'Agglomération a attribué le marché à la société IEC Paris.

N° D2012-100 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à une autorisation d'ester en justice ' SNC L & F '

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1202223-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 15 mai 2012 par la société SNC L & F sollicitant une indemnisation pour préjudice subi consécutivement à la réalisation de la ligne n°3 du tramway.

N° D2012-103 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de services de maintenance pour le système de gestion informatisée des entrées avec contrôle d'accès des piscines communautaires

Objet : Un contrat de services de maintenance est conclu avec la société ELISATH sise à Messein. Ce contrat concerne le système de gestion informatisée des entrées avec contrôle d'accès installé dans le réseau des piscines communautaires. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2012. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 8 172,41 € T.T.C.

N° D2012-106 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un contrat de location précaire entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société EDES, portant sur un local situé au 515 rue Alfred Nobel parc du Millénaire à Montpellier, parcelle RX 32

Objet : Une convention d'occupation précaire est conclue avec la société EDES. Elle concerne les locaux d'une surface de 90,5 m² environ, situés au 515 rue Alfred Nobel, à Montpellier, dans le bâtiment Laboratoire Santé Millénaire. La convention est consentie pour une durée de 3 mois, à compter de sa signature et fixe un loyer de 2164,76 euros T.T.C. et hors charges pour le trimestre.

N° D2012-107 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative au marché n°2124T12.01 d'encabanage de la galerie de liaison entre les halls 7 et 8 de l'unité de méthanisation Ametyst

Objet : Un marché n°2124T12.01 est passé avec la société CMA sise à VIC la GARDIOLE. Ce marché concerne les travaux de réfection de l'encabanage des transporteurs de matières entre les hall 7 et 8 de l'usine de méthanisation ainsi que la construction d'une passerelle piétonne longeant ces transporteurs. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 2 mois et 15 jours. Le montant du marché s'élève à 289 786 € H.T.

N° D2012-108 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de servitude de passage en tréfonds de lignes électriques sur la parcelle PB n° 127 au profit d'ERDF - Commune de Montpellier

Objet : Une convention de servitude de passage en tréfonds de lignes électriques est consentie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à ERDF concernant la parcelle cadastrée PB n° 127 d'une contenance de 4 926 m², en nature de sol et située sur la Commune de Montpellier. Celle-ci est consentie en contrepartie d'une indemnité forfaitaire de 50 euros. ERDF requiert cette servitude en tréfonds en raison du déplacement d'un de ses ouvrages.

N° D2012-109 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative au marché n°2973bisEA12 pour l'exploitation du service d'eau brute de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché n°2973bis EA12 est passé avec BRL exploitation. Ce marché concerne l'exploitation du service d'eau brute de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le montant du marché s'élève à 20 810 € H.T. et prend effet à compter de sa notification pour une durée de 3 ans.

N° D2012-111 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°2894RI12 d'assistance à maîtrise d'ouvrage et expertise technique pour les évolutions des équipements d'infrastructure informatique de stockage, réseau et virtualisation

Objet : Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage et expertise technique pour les évolutions des équipements d'infrastructure informatique de stockage, réseau et virtualisation est conclu avec la société Synergie Conseil Technologie sise à Gardanne. Cette prestation permettra d'étudier et de prendre en compte chacun des projets d'infrastructure prévus sur l'année 2012 (serveur, réseau et virtualisation), ainsi qu'un planning de réalisation et une aide à la rédaction et au dépouillement d'appel d'offres publics. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'1 an. Le montant du marché est compris entre un minimum de 20 000 € H.T. et un maximum de 80 000 € H.T.

N° D2012-112 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice SCI Nolu

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" et SCP "Charrel et Associés" suite au dépôt de la requête n°1202404-4 près le Tribunal administratif de Montpellier le 25 mai 2012 par la SCI Nolu demandant une indemnisation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de réalisation de la ligne n°3 du tramway.

N° D2012-113 - Direction des Sports

Décision relative à la mise à disposition du Stade Jules Rimet - Commune de Sussargues

Objet : Une convention de mise à disposition est passée avec l'association Touch Rugby. Cette convention concerne une période d'utilisation de 3 mois du Stade Jules Rimet à Sussargues du 15 juin au 15 septembre 2012. Durant cette période, seul le stade sera accessible au club. Toutefois, en raison de l'organisation d'une manifestation sportive par le club le samedi 23 juin 2012, l'accès aux vestiaires et club house sera possible. Cette convention est consentie à titre gratuit.

N° D2012-114 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI SERRANO-MARTINS dans la ZAC Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : La SCI Serrano-Martins est candidate à l'acquisition du lot 2 d'une surface de 2 100 m² de la ZAC Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone. Elle est candidate à l'acquisition du lot 2 de 2 100 m² pour y construire un bâtiment de bureaux et ateliers de 807 m² de SHON. Cette parcelle a une SHON maximale de 840 m². L'utilisateur final sera la société SERRANO (plomberie, chauffage et climatisation). L'entreprise projette un effectif de 15 personnes dans 3 ans.

N° D2012-115 - Direction des Sports

Décision relative à une convention de mise à disposition des installations sportives de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à diverses associations pour la saison sportive 2012-2013

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier met à disposition ses installations sportives à diverses associations. Il y a lieu de renouveler les conventions d'occupation, précaire et révocable pour la durée de la saison sportive et ainsi harmoniser les dates de mise à disposition. Ces conventions sont conclues à titre gratuit.

N° D2012-116 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - Section AA 43 et 44 - Commune de Grabels

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption en révision de prix auprès de la SA CAPITAL CROISSANCE des parcelles cadastrées AA 43 et 44, d'une surface de 193 m², supportant un bâti, et situées au lieudit Gimel à Grabels. Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 80 000 euros au vu de l'avis de France Domaine. L'acquisition de ce bien dans le cadre de la ZAD est nécessaire pour constituer des réserves foncières.

N° D2012-119 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention de tiers payeur - parcelle RB n° 7 - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier assure le portage financier de l'acquisition de la parcelle RB n° 7 située 2 824 Avenue Albert Einstein à Montpellier. Elle intervient à l'acte d'achat en signant une convention de tiers payeur avec la Ville de Montpellier. Ce bien situé en bordure du Zénith présente une opportunité afin d'organiser l'accueil ou l'extension des activités économiques. Le prix d'acquisition est fixé à 290 000 euros plus une commission d'agence de 18 000 euros T.T.C., selon l'avis de France Domaine en date du 16 mars 2012.

N° D2012-121 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société Biocetis dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services Hannibal à Cournonsec

Objet : La candidature de la société BIOCETIS est agréée en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services Hannibal à Cournonsec. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot "A01" de 171,11 m² pour une période d'1 mois. Son activité est la fabrication de céramique poreuse implantable.

N° D2012-124 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société Vignobles du Soleil dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS Hannibal) à Cournonsec.

Objet : La candidature de la société Vignobles du Soleil est agréée en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS Hannibal) à Cournonsec. Elle est candidate au renouvellement de bail pour le lot A06 dans le Veas Hannibal pour une durée de 6 mois Son activité est le négoce de vins. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot "A06" de 122,76 m² pour une période de 6 mois.

N° D2012-126 - Contrôle de Gestion

Décision relative à un marché n°2961CG12 de prestations intellectuelles pour l'assistance à la mise en place du système de pilotage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché n°2961CG12 de prestations intellectuelles est passé avec le cabinet KPMG Secteur Public en vue d'une mission d'assistance à la mise en place du système de pilotage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 mois. Le montant du marché s'élève à 49 920 € H.T.

N° D2012-127 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice Direction Générale des Douanes et Droits Indirects de Montpellier

Objet : La défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête référencée RG N°12/04739 près la Cour d'Appel de Montpellier le 8 juin 2012 par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects de Montpellier contre le jugement du Tribunal d'Instance de Montpellier du 5 avril 2012 annulant l'avis de mise en recouvrement n°903/10/48 du 8 février 2012 émis à l'encontre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et relatif aux taxes générales sur les activités polluantes (TGAP) sur le site de la décharge du Thôt.

N° D2012-131 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux sur la parcelle AH 19 - Domaine de Pailletrice - Commune de Pérols

Objet : Une convention d'occupation temporaire pour travaux de raccordement à la station d'épuration MAERA des eaux usées en provenance de la Commune de Pérols en vue d'accéder au chantier du poste de relèvement des eaux usées du Fenouillet est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Société Nouvelle de Pailletrice, concernant une emprise de 6 000 m² sur la parcelle cadastrée section AH n°19, sise au lieu-dit Pailletrice sur la Commune de Pérols, d'une contenance totale de 75 975 m² et en nature de terres, sol et landes. Cette convention est passée pour une durée de douze mois. La présente convention est consentie en contrepartie d'une indemnité forfaitaire de 4 000 € (quatre mille euros), les frais étant à la charge du bénéficiaire de l'occupation.

N° D2012-132 - Direction des Finances

Décision relative à une ouverture de crédit de trésorerie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Société Générale

Objet : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec la Société Générale. Elle est destinée au financement des besoins ponctuels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10 000 000 Euros pour une durée totale maximale de 1 an.

N° D2012-133 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2609MG11 de remplacement du groupe frigorifique de l'Opéra Comédie

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2609MG11 est passé pour la réalisation et la mise en place de bacs de rétention de fluide, le raccordement hydraulique de la salle Auric et la prolongation du contrat de maintenance et de l'astreinte de 3 ans. Le présent avenant s'élève à 15 190 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 224 913 € H.T.

N° D2012-138 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société M2J GROUP au sein de la pépinière Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société M2J GROUP pour une période de six mois à compter du 1^{er} juillet 2012, soit jusqu'au 31 décembre 2012. Le courrier en date du 23 décembre 2010 adressé par Monsieur le Vice-Président aux entreprises de Cap Alpha et relatif aux nuisances causées par les travaux de requalification de la Pépinière Cap Alpha fait dérogation à l'article VII-2 du contrat initial qui prévoit l'augmentation de la redevance après un séjour en pépinière supérieur à trente six mois. La redevance à payer par la société M2J GROUP pour la surface de 12 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha est donc ramenée à 141,72 euros H.T. au lieu de 162,96 euros H.T. Cette dérogation prend effet au 1er janvier 2011 pour la durée des travaux. Elle cessera aussitôt les travaux achevés. A compter de la date d'achèvement des travaux, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface de 12 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élèvera à 162,96 euros H.T.

N° D2012-142 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à un avenant n°1 au compromis de vente de l'immeuble MIBI conclu par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine

Objet : Un avenant n°1 au compromis de vente du 22 novembre 2011 de l'immeuble MIBI est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SERM. L'article « MODALITE DE PAIEMENT DU PRIX » est modifié comme suit : « Le prix sera payé en totalité lors de la signature de l'acte authentique ». L'article « REITERATION DE L'ACTE AUTHENTIQUE » est modifié comme suit : « En cas de réalisation des conditions suspensives stipulées aux présentes, la signature de l'acte authentique de vente aura lieu au plus tard le : 31 décembre 2012 par le ministère de Maître Christophe CAULIER, notaire à BAILLARGUES ».

N° D2012-148 - 25/06/12 Direction des Finances

Décision relative au marché n°3023DF12 portant sur les garanties financières du Centre d'Enfouissement Technique du Thôt sur la Commune de Lattes

Objet : Un marché n°3023DF12 portant acte de cautionnement solidaire en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Installation de stockage de déchets du Thôt à Lattes-, est passé avec Zurich Insurance Ireland Limited. Cet acte de cautionnement porte sur l'Installation de stockage de déchets du Thôt, dont l'établissement est situé sur la Commune de Lattes, sur les parcelles n°25 et 26, section AE du plan cadastral de la Commune de Lattes. Il constitue un engagement purement financier en vue de garantir, conformément à l'arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2005 du Préfet de l'Hérault, le coût, en cas de défaillance de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des dépenses liées à la surveillance du site, aux interventions en cas d'accident ou de pollution, et à la remise en état du site après exploitation. Le montant maximum du cautionnement est de 1 940 625 euros T.T.C. Cet engagement prend effet à compter de sa notification et pour une durée de 5 années continues. En contrepartie de la caution accordée, la Communauté d'Agglomération de Montpellier versera à Zurich Insurance Ireland Limited une commission forfaitaire annuelle égale à 0,30% du montant de la caution, soit 5 821,88 euros T.T.C. représentant sur la période un montant total de 29 109,40 euros T.T.C. Cette commission sera due à chaque date anniversaire de la prise d'effet de l'acte de cautionnement et réglée dans les 20 jours.

N° D2012-158 - 03/07/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société Compufirst au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga

Objet : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COMPUFIRST pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} juillet 2012, soit jusqu'au 31 décembre 2012. A compter du 1^{er} juillet 2012, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société pour la surface de 178,43 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 2 496,24 € conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°10558 du Conseil d'Agglomération en date du 20 décembre 2011.

N° D2012-164 - 03/07/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société CFC DEVELOPPEMENT dans la ZAC Eurêka à Montpellier

Objet : La candidature de la société CFC Developpement est agréée en vue de l'acquisition du lot A3 de 5 592 m² dans la ZAC Eurêka pour y construire un programme immobilier de bureaux dédié à la promotion immobilière de 4 646 m² de SHON. Cette parcelle a une SHON maximale de 4 700 m². La société utilisatrice pourrait représenter un effectif de 235 personnes dans 3 ans.

N° D2012-165 - 03/07/12 Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ARPM FRANCE dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec

Objet : La candidature de la société ARPM FRANCE est agréée en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec. Son activité est la fabrication de caissons réfrigérés ou isothermes. Elle est candidate à la location du lot A05 de 249.14 m² pour une période de 24 mois ferme. Elle prévoit un effectif de 3 personnes à 3 ans.

N° D2012-167 - 04/07/12 Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la cession à titre gratuit d'un photocopieur de marque Ricoh

Objet : Une cession à titre gratuit d'un photocopieur de marque Ricoh est conclue avec l'association "Les Amis et les Compagnons Emmaüs".

N° D2012-179 - 04/07/12 Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice GRAS Jean-Marie

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats "SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1202780-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 juin 2012 par Monsieur Jean-Marie Gras, Monsieur et Madame Louis et Marie-Thérèse Soulier, Madame Emilia Bianchetto, Monsieur Daniel Bianchetto, Monsieur Philippe Bianchetto, Monsieur Frédéric Bianchetto, Monsieur Pascal Bianchetto et Madame Raymonde Aimes tendant à l'annulation de l'arrêté préfectoral n°2011-I-2607 du 7 décembre 2011 portant déclaration d'utilité publique et cessibilité du projet d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez.

AFFAIRE N° 4 FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2011 - BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M14 (article L.2311-5 al 1 du Code Général des Collectivités Territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2011 du budget principal de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2011 se clôture comme suit :

résultat de fonctionnement à affecter :	100 274 803,68 €
résultat d'investissement hors reports :	- 89 566 063,69 €
solde des reports d'investissement :	63 462,99 €
besoin de financement de la section d'investissement :	89 502 600,70 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 89 502 600,70 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 10 772 202,98 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : - 89 566 063,69 €
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 89 502 600,70 €
 - 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : 10 772 202,98 €
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 5 FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2011 - BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNÉRAIRES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du Code Général des Collectivités Territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2011 du budget annexe des Services Funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2011 se clôture comme suit :

résultat de fonctionnement à affecter:	2 492 307,95 €
résultat d'investissement hors reports :	896 799,40 €
solde des reports d'investissement :	23 446,26 €
excédent de financement de la section d'investissement :	873 353,14 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section de fonctionnement pour un montant de 2 492 307,95 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 896 799,40 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 2 492 307,95 €
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 6 FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2011 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code Général des Collectivités Territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2011 du budget annexe du service assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2011 se clôture comme suit :

résultat de fonctionnement à affecter :	11 998 520,10 €
résultat d'investissement hors reports :	9 726 460,90 €
solde des reports d'investissement :	7 214,48 €
besoin de financement de la section d'investissement :	9 719 246,42 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2011 à la section d'investissement pour un montant de 9 719 246,42 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 2 279 273,68 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépense): Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : - 9 726 460,90 €
 - 1068 (recette): Excédents de fonctionnement capitalisés : 9 719 246,42 €
 - 002 (recette): Résultat de fonctionnement reporté : 2 279 273,68 €
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 7 FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2011 - BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du Code Général des Collectivités Territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2011 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2011 se clôture comme suit :

résultat de fonctionnement à affecter :	7 742,49 €
résultat d'investissement hors reports :	3 119,72 €
solde des reports d'investissement :	00,00 €
excédent de financement de la section d'investissement :	3 119,72 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section de fonctionnement pour un montant de 7 742,49 €
- et de procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 3 119,72 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 7 742,49 €
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 8 FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2011 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du Code Général des Collectivités Territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2011 du budget annexe de l'eau brute de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2011 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : 35 906,46 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section de fonctionnement pour un montant de 35 906,46€,

- et de procéder aux opérations budgétaires suivantes :

002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 35 906,46 €

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 9 FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2011 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code Général des Collectivités Territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2011 du budget annexe de l'Eau Potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2011 se clôture comme suit :

résultat de fonctionnement à affecter :	2 802 371,07 €
---	----------------

résultat d'investissement hors reports :	2 422 748,19 €
--	----------------

solde des reports d'investissement :	7 828,19 €
--------------------------------------	------------

besoin de financement de la section d'investissement :	2 414 920,00 €
--	----------------

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 2 414 920,00€ et à la section de fonctionnement pour un montant de 387 451,07 €

- procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : - 2 422 748,19 €

1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 2 414 920,00 €

002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 387 451,07 €

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 10 FINANCES – BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2012 - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2012 adopté à l'unanimité le 20 décembre 2011, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles.

Par ailleurs, ce Budget Supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2011 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2011.

Ce Budget Supplémentaire 2012 se présente de la façon suivante :

I - BUDGET PRINCIPAL

Le Budget Supplémentaire 2012 du Budget Principal s'équilibre à **20 372 933,65 euros en section de fonctionnement** et à **173 910 340,10 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	221 650,00	0,00	221 650,00
Crédits nouveaux	14 223 017,81	5 928 265,84	20 151 283,65
dont 920 – Administration générale	143 551,00		143 551,00
dont 922 – Enseignement - Formation	-177 000,00		-177 000,00
dont 923 – Culture	1 814 491,00		1 814 491,00
dont 924 – Sport et jeunesse	1 291 776,00		1 291 776,00
dont 928 – Aménagement et services urbains, environnement	6 137 255,81		6 137 255,81
dont 929 – Action économique	2 928 213,00		2 928 213,00
dont 931 – Opérations financières	50 000,00		50 000,00
dont 933 – Impôts et taxes non affectés	2 034 731,00		2 034 731,00
dont 939 – Virement à la section d'investissement		5 928 265,84	5 928 265,84
Total général	14 444 667,81	5 928 265,84	20 372 933,65

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	10 772 202,98	0,00	10 772 202,98
Crédits nouveaux	9 600 730,67	0,00	9 600 730,67
dont 920 – Administration générale	38 691,78		38 691,78
dont 922 – Enseignement - Formation	158 500,00		158 500,00
dont 923 – Culture	197 293,62		197 293,62
dont 924 – Sport et jeunesse	1 817,61		1 817,61
dont 928 – Aménagement et services urbains, environnement	816 966,13		816 966,13
dont 929 – Action économique	1 393 129,53		1 393 129,53
dont 932 – Dotations, participations non affectées	-1 035 010,00		-1 035 010,00
dont 933 – Impôts et taxes non affectés	8 029 342,00		8 029 342,00
Total général	20 372 933,65	0,00	20 372 933,65

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	89 566 063,69	0,00	89 566 063,69
Crédits reportés	37 988 165,12	0,00	37 988 165,12
Crédits nouveaux	-11 078 203,71	57 434 315,00	46 356 111,29
dont 900 – Administration générale	854 800,00		854 800,00
dont 903 – Culture	-1 461 841,93		-1 461 841,93
dont 904 – Sport et jeunesse	577 681,00		577 681,00
dont 907 – Logement	-3 512 636,00		-3 512 636,00
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement	-4 946 126,85		-4 946 126,85
dont 909 – Action économique	-2 590 079,93		-2 590 079,93
dont 910 – Opérations patrimoniales		57 434 315,00	57 434 315,00
Total général	116 476 025,10	57 434 315,00	173 910 340,10

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	38 051 628,11	0,00	38 051 628,11
Crédits nouveaux	72 496 131,15	63 362 580,84	135 858 711,99
dont 903 – Culture	791 183,00		791 183,00
dont 907 – Logement	-2 475 056,00		-2 475 056,00
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement	-7 451 401,31		-7 451 401,31
dont 909 – Action économique	-712 000,00		-712 000,00
dont 910 – Opérations patrimoniales		57 434 315,00	57 434 315,00
dont 911 – Dettes et autres opérations	86 263 405,46		86 263 405,46
dont 919 – Virement de la section de fonctionnement		5 928 265,84	5 928 265,84
dont 95 – Produit de cession d'immobilisations	-3 920 000,00		-3 920 000,00
Total général	110 547 759,26	63 362 580,84	173 910 340,10

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2012 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et d'investissement,
- confirmer l'octroi de certaines subventions reportées et décider de l'affectation de subventions nouvelles dont l'état est annexé au présent budget, sous réserve de la signature d'une convention avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

II – BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES

Le Budget Supplémentaire 2012 du Budget annexe des services funéraires s'équilibre à **2 522 307,95 euros en section d'exploitation** et à **3 256 107,35 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	163 000,00	2 359 307,95	2 522 307,95
dont 011 – Charges à caractère général	37 000,00		37 000,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	96 000,00		96 000,00
dont 67 – Charges exceptionnelles	30 000,00		30 000,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		2 359 307,95	2 359 307,95
Total général	163 000,00	2 359 307,95	2 522 307,95

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	2 492 307,95	0,00	2 492 307,95
Crédits nouveaux	30 000,00	0,00	30 000,00
dont 77 – Produits exceptionnels	30 000,00		30 000,00
Total général	2 522 307,95	0,00	2 522 307,95

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	23 446,26	0,00	23 446,26
Crédits nouveaux	3 232 661,09	0,00	3 232 661,09
dont 20 – Immobilisations incorporelles	750 000,00		750 000,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	760 000,00		760 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	722 661,09		722 661,09
dont 26 – Participations et créances	1 000 000,00		1 000 000,00
Total général	3 256 107,35	0,00	3 256 107,35

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat d'investissement reporté	896 799,40	0,00	896 799,40
Crédits nouveaux	0,00	2 359 307,95	2 359 307,95
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		2 359 307,95	2 359 307,95
Total général	896 799,40	2 359 307,95	3 256 107,35

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2012 du Budget annexe des Services Funéraires par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

III – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Le Budget Supplémentaire 2012 du Budget annexe de l'Assainissement s'équilibre à **2 873 228,27 euros en section d'exploitation** et à **12 557 576,42 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	2 565 698,27	307 530,00	2 873 228,27
dont 011 – Charges à caractère général	2 439 748,27		2 439 748,27
dont 65 – Autres charges de gestion courante	75 950,00		75 950,00
dont 67 – Charges exceptionnelles	50 000,00		50 000,00
dont 042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections		307 530,00	307 530,00
Total général	2 565 698,27	307 530,00	2 873 228,27

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	2 279 273,68	0,00	2 279 273,68
Crédits nouveaux	593 954,59	0,00	593 954,59
dont 70 – Ventes de produits fabriqués, prestations	300 000,00		300 000,00
dont 74 – Subvention exploitation	101 150,00		101 150,00
dont 75 – Autres produits de gestion courante	464,59		464,59
dont 77 – Produits exceptionnels	192 340,00		192 340,00
Total général	2 873 228,27	0,00	2 873 228,27

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	9 726 460,90	0,00	9 726 460,90
Crédits reportés	2 332 785,52	0,00	2 332 785,52
Crédits nouveaux	498 330,00	0,00	498 330,00
dont 20 – Immobilisations incorporelles	-105 000,00		-105 000,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	2 503 330,00		2 503 330,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-1 900 000,00		-1 900 000,00
Total général	12 557 576,42	0,00	12 557 576,42

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	2 340 000,00	0,00	2 340 000,00
Crédits nouveaux	9 910 046,42	307 530,00	10 217 576,42
dont 10 – Apports, dotations et réserves	9 719 746,42		9 719 746,42
dont 13 – Subventions d'investissement	190 300,00		190 300,00
dont 040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections		307 530,00	307 530,00
Total général	12 250 046,42	307 530,00	12 557 576,42

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2012 du Budget annexe de l'assainissement par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

IV – BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le Budget Supplémentaire 2012 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif s'équilibre à **7 742,49 euros en section d'exploitation** et à **3 119,72 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	7 742,49	0,00	7 742,49
dont 011 – Charges à caractère général	-1 600,00		-1 600,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	9 342,49		9 342,49
Total général	7 742,49	0,00	7 742,49

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	7 742,49	0,00	7 742,49
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	7 742,49	0,00	7 742,49

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	3 119,72	0,00	3 119,72
dont 21 – Immobilisations corporelles	3 119,72		3 119,72
Total général	3 119,72	0,00	3 119,72

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	3 119,72	0,00	3 119,72
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	3 119,72	0,00	3 119,72

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2012 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

V – BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE

Le Budget Supplémentaire 2012 du budget annexe de l'eau brute s'équilibre à **35 906,46 euros en section d'exploitation** et à **10 000 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	25 906,46	10 000,00	35 906,46
dont 011 – Charges à caractère général	5 906,46		5 906,46
dont 67 – Charges exceptionnelles	20 000,00		20 000,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		10 000,00	10 000,00
Total général	25 906,46	10 000,00	35 906,46

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	35 906,46	0,00	35 906,46
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	35 906,46	0,00	35 906,46

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	10 000,00	0,00	10 000,00
dont 20 – Immobilisations incorporelles	10 000,00		10 000,00
Total général	10 000,00	0,00	10 000,00

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	0,00	10 000,00	10 000,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		10 000,00	10 000,00
Total général	0,00	10 000,00	10 000,00

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2012 du budget annexe de l'eau brute par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

VI – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

Le Budget Supplémentaire 2012 du budget annexe de l'eau potable s'équilibre à **597 251,07 euros en section d'exploitation** et à **3 369 480 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	597 251,07	0,00	597 251,07
dont 011 – Charges à caractère général	250 000,00		250 000,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	168 858,88		168 858,88
dont 66 – Charges financières	74 222,19		74 222,19
dont 67 – Charges exceptionnelles	104 170,00		104 170,00
Total général	597 251,07	0,00	597 251,07

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	387 551,07	0,00	387 551,07
Crédits nouveaux	209 700,00	0,00	209 700,00
dont 77 – Produits exceptionnels	209 700,00		209 700,00
Total général	597 251,07	0,00	597 251,07

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	2 422 748,19	0,00	2 422 748,19
Crédits reportés	832 171,81	0,00	832 171,81
Crédits nouveaux	114 560,00	0,00	114 560,00
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	80 390,00		80 390,00
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	86 312,97		86 312,97
dont 20 – Immobilisations incorporelles	-43 000,00		-43 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-9 142,97		-9 142,97
Total général	3 369 480,00	0,00	3 369 480,00

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	840 000,00	0,00	840 000,00
Crédits nouveaux	2 529 480,00	0,00	2 529 480,00
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	2 414 920,00		2 414 920,00
dont 13 – Subventions d'investissement	114 560,00		114 560,00
Total général	3 369 480,00	0,00	3 369 480,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2012 du budget annexe de l'eau potable par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 11 FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2012 - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre du Budget Supplémentaire 2012, il est proposé l'annulation de subventions, l'affectation des subventions déjà délibérées ainsi que l'affectation des subventions de fonctionnement et d'investissement nouvelles telles que décrites dans les tableaux ci-dessous :

FONCTIONNEMENT				
Article / Imputation			Nom de l'organisme	Montant de la subvention
11100	920 020.0	6574	FEDERATION NATIONALE DES ACCIDENTES DU TRAVAIL ET DES HANDICAPES (FNATH)	1 500
10300			COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC)	4 000
			L'AMICALE DU NID	12 000
920	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - SERVICES GENERAUX			17 500
70000	923 30.0	6574.06	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LR	386 667
			MONTPELLIER DANSE	249 400
			FESTIVAL DE RADIO FRANCE ET DE MONTPELLIER LR	94 000
			BALTHAZAR - CENTRE DES ARTS DU CIRQUE	30 000
			CONFLUENCES FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA GUITARE	20 000
			STAND'ART	15 000
			UNI'IONS - FESTIVAL ARABESQUES	15 000
			PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT FRANCAIS	10 000
			CLUB DE LA PRESSE	10 000
			PÔLE NATIONAL DES ARTS DU CIRQUE LANGUEDOC ROUSSILLON	8 000
			THEÂTRE DES XIII VENTS	3 000
			OPERA JUNIOR - Délibération 10875 modifiée	40 000
			LES AMIS DU FESTIVAL DE MAGUELONE - Délibération 10875	10 000
			UNIVERSITE DU TIERS TEMPS - Délibération 10875	3 000
			FETE DE L'OCCITANIE - TOTAL FESTUM :	
			LE CHEVALET DE COURNONTERRAL - Délibération 10810	6 050
			BRAS'OC - MONTPELLIER - Délibération 10810	6 930
			SAINT BRES - Délibération 10810	3 000
			COMITE DE JUMELAGE - SAINT DREZERY - Délibération 10810	560
			SAINT GENIES DE MOURGUES - Délibération 10810	1 730
			SAUSSAN - Délibération 10810	1 730
	923 322.2	65738	CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) - FOUILLES ARCHEOLOGIQUES - LATTES	70 000
923	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - CULTURE			984 067

50000	924 40	6574	FISE MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE (MAAM) MONTPELLIER AGGLO HOCKEY CLUB FEDERATION FRANCAISE DE COURSE CAMARGUAISE CLUBS TAURINS COMITE 34 JEU DE BALLE TAMBOURIN FONDS SPECIAL SPORT : ASSOCIATION SPORTIVE SAINT MARTIN - GAZELEC Délibération 10690 LA DIAGONALE DU SUD MONTPELLIER ECHECS CLUB MONTPELLIER (ECM) - Délibération 10690 ASSOCIATION SOCIO CULTURELLE JEUNES SPORTIFS Délibération 10690 ASSOCIATION SPORTIVE ARCEAUX - MONTPELLIER Délibération 10800 KITE & WINDSURF MAGUELONE (KWM) - Délibération 10800 ASSOCIATION SPORTIVE BAILLARGUES – SAINT-BRES - VALERGUES - Délibération 10859	150 000 50 000 30 000 -10 000 10 000 2 500 1 500 1 000 1 000 1 500 1 000 1 500
924	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - SPORTS			240 000
25140	928 812.0	6574	PLAN LOCAL DE PREVENTION (PLP)	17 500
85100	928 820	6574	ARCHITECTURE ET MAÎTRE D'OUVRAGE (AMO)	4 000
85200		65737	GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC (GIP) DEVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN (DSUA)	-7 798
23200		6574.03	GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES (GIHP)	75 000
		6574.08	COMITE DE LIAISON ET DE COORDINATION DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES ET MALADES CHRONIQUES	2 500
928	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AMENAGEMENT – SERVICES URBAINS - ENVIRONNEMENT			91 202
81600	929 90.0	6574	MAISON DE CHINE - CHENGDU CONGRES CAP COM UNIVERSITE D'ÉTÉ - FONDATION ENTREPRENDRE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE DE L'AGRICULTURE MANIFESTATIONS - CORUM : CENTRE DES JEUNES DIRIGEANTS (CJD) - Délibération 10882 LABORATOIRE D'INFORMATIQUE DE ROBOTIQUE ET DE MICROELECTRONIQUE DE MONTPELLIER (LIRMM) Délibération 10882 ASSOCIATION FRANCAISE POUR L'ETUDE DU FOIE (AFEF) UNIVERSITE MONTPELLIER 3 (UM3) - Délibération 10882 ASSOCIATION DE RECHERCHE EN PATHOLOGIE THORACIQUE ET ANGEOLOGIQUE (ARPTA) Délibération 10882 ALTERNATIVE FEDERATRICE DES ASSOCIATIONS DE PSYCHIATRIE (ALFAPSY) - Délibération 10882 UNIVERSITE MONTPELLIER 2 (UM2) - Délibération 10882	20 000 25 000 20 000 10 000 30 000 6 000 4 000 2 000 1 500 1 500 1 000

			PÔLE DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR UNIVERSITE MONTPELLIER SUD DE FRANCE (PRES UMSF) - Délibération 10940	38 300
			ASSOCIATION DES MAGISTRATS EN EXERCICE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Délibération 10939	5 000
			CANCEROPÔLE GRAND SUD OUEST - Délibération 10939	4 000
			EUROMED COBATY - Délibération 10939	3 000
			CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT (CIRAD-BIOS) - E-SOVE - Délibération 10939	1 000

			AUTRES ACTIONS D'INSERTION :	
			ASSOCIATION EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET L'ECHANGE (AETE) - Délibération 10877	10 000
			COMIDER- Délibération 10942	2 000
			PLEIADES EMPLOI SERVICES HERAULT (PES34) Délibération 10943	15 000
			INFORMATIQUE PLUS - Délibération 10944	15 000
			PASSERELLES - MECANIQUE ET AIDE A LA MOBILITE Délibération 10945	15 000
			SOUTIENS AUX ASSOCIATIONS - CONTRAT URBAIN DE COHESION SOCIALE (CUCS) :	
			BOUTIQUE GESTION - ASSOCIATION POUR L'EMPLOI ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE (BGE AEDE) Délibération 10799	14 500
			FACE HERAULT - Délibération 10799	10 000
			ASSOCIATION EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET L'ECHANGE (AETE) - Délibération 10799	7 500
			FACE HERAULT - Délibération 10799	5 000
			ASSOCIATION EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET L'ECHANGE (AETE) - Délibération 10799	3 000
929	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE			269 300

INVESTISSEMENT				
Article / Imputation			Nom de l'organisme	Montant de la subvention
70000	903 30.0	204181	CENTRE NATIONAL DU CINEMA ET DE L'IMAGE ANIMEE (CNC)	100 000
903	TOTAL SUBVENTION D'EQUIPEMENT - CULTURE			100 000
25140	908 812.7	20422	PARTICIPATION POUR L'AMENAGEMENT DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE 17 (RD17) ACCES POINT PROPRETE (PP) - MONTFERRIER	50 000
23200	908 815.1	20422.08	PROGRAMME ESPACE MULTIMODAL MONTPELLIER AGGLOMERATION (EMMA)	445 000
85100		204183.1	RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) COFINANCEMENT LIGNE NOUVELLE MONTPELLIER PERPIGNAN (LNMP)	150 468,75

908	TOTAL SUBVENTION D'EQUIPEMENT AMENAGEMENT – SERVICES URBAINS - ENVIRONNEMENT			645 468
84000	909 90.0	204141	FONDS DE CONCOURS - REQUALIFICATION PARC AFTALION - BAILLARGUES	160 000
81600		20421	SOCIETE D'ACCELERATION DE TRANSFERT TECHNOLOGIQUE (SATT)	-200 000
			SUP AGRO INCUBATOR	-100 000
			CENTRE DE RECHERCHE ET INNOVATION INDUSTRIELLE (CRII) - Délibération 10936	42 500
909	TOTAL SUBVENTION D'EQUIPEMENT - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE			-97 500

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions de fonctionnement et des subventions d'équipement, telles que décrites dans les tableaux ci-dessus et dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. M. H. ALLOUCHE, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, M. P. BONNAL, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASTRE, Mme J. CLAVERIE, M. P. COMBETTES, M. J.-P. COULET, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme C. FOURTEAU, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, Mme H. MANDROUX, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. P. SAUREL, M. A. SIVIEUDE, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, M. F. TSITSONIS, M. A. ZYLBERMAN ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N° 12 FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENTS - MODIFICATIONS - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2311-3 et R.2311-9).

La procédure d'autorisations de programme et crédits de paiement est un mode de gestion et de planification du financement pluriannuel d'un équipement ou d'un grand projet communautaire.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

Elles définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Modifications des autorisations de programme et crédits de paiement existantes suivantes :

Budget principal : modifications des autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction de la Culture suivantes :

Direction de la Culture : Cage de scène Opéra Comédie

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012	Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé				2013
14 000 000	16 731 470,40	7 154 754,73	9 276 715,67	300 000	300 000

La révision de cette autorisation de programme intègre l'actualisation des coûts.

Direction de la Culture : Extension 1 Aquarium Mare Nostrum

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012	Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)
Initial	Révisé			
9 568 000	13 053 241,96	10 694 741,96	2 358 500	0

La révision de cette autorisation de programme intègre l'actualisation des coûts.

Concernant les autorisations de programme présentées ci-après, leur montant global pluriannuel n'est pas modifié, seul un ajustement des crédits de paiement est nécessaire.

Budget principal : modifications des autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction des transports suivantes :

Direction des transports : Investissements DSP Transports

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012			
Initial	Révisé					
41 355 000	45 513 455	7 822 178,86	4 100 000			
Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)		Reste à financer - Répartition par exercice				
		2013	2014	2015	2016	2017
33 591 276,14		2 588 500	4 744 500	8 562 500	8 906 000	8 789 776,14

Direction des transports : Ligne 5 de tramway (montants en Millions d'euros)

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012			
Initial	Révisé					
388,4	388,4	1,405	4,932			
Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)		Reste à financer - Répartition par exercice				
		2013	2014	2015	2016	2017
382.063	24.4	80.0	120.0	60.0	57.0	40.663

Direction des transports : Pôle d'échange multimodal Montpellier Saint-Roch

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012			
Initial	Révisé					
6 000 000	6 645 100	1 430 850	1 506 300			
Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)		Reste à financer - Répartition par exercice				
		2013	2014	2015		
3 707 950		1 554 100	1 601 900	551 950		

Budget principal : modification de l'autorisation de programme et crédits de paiement relative à la Direction de la prévention et de la gestion des déchets :

Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets : Plateforme de Grammont

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012	Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé				2013
1 100 000	1 000 000	13 158,39	80 000	906 841,61	906 841,61

Budget principal : modifications des autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction des Sports suivantes :

Direction des Sports : Piscine Les Néréides

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012	Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé				2013
8 600 000	8 600 000	2 380 538,04	4 750 000	1 469 461,96	1 469 461,96

Direction des Sports : Accessibilité aux équipements

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012
Initial	Révisé		
2 900 000	2 900 000	0	50 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2013	2014	2015
2 850 000	700 000	1 050 000	1 100 000

Budget principal : modifications des autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction de la Culture suivantes :
Direction de la Culture : Travée Molière Opéra Comédie

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012	
Initial	Révisé			
11 137 300	11 137 300	0,00	150 000	
Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)		Reste à financer - Répartition par exercice		
		2013	2014	2015
10 987 300		4 821 800	5 098 000	1 067 500

Direction de la Culture : Musée de l'Histoire de la France en Algérie

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012	
Initial	Révisé			
19 360 000	19 360 000	8 798 548,40	1 750 900,00	
Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)		Reste à financer - Répartition par exercice		
		2013	2014	2015
8 810 551,60		845 118,50	2 000 000	5 965 433,10

Budget principal : modifications des autorisations de programme et crédits de paiement relatives au foncier et à l'aménagement opérationnel suivantes :

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Acquisitions Foncières (Réserves)

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012	Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)
Initial	Révisé			
32 000 000	37 522 339,17	21 082 907,34	16 439 431,83	0

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Études Route de la Mer / Avenue Georges Frêche

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012	Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé				
1 794 000	1 794 000	1 043 073,55	354 000	396 926,45	396 926,45

Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Opérations d'Aménagement à Vocation Economique

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012	
Initial	Révisé			
13 733 000	20 358 000	5 581 338	2 632 000	
Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)		Reste à financer - Répartition par exercice		
		2013	2014	2015
12 144 662		6 036 000	4 938 662	1 170 000

Budget principal : modification de l'autorisation de programme et crédits de paiement relative la Direction de l'urbanisme et de l'habitat suivante :

Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat : Contournement Nîmes-Montpellier

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012		
Initial	Révisé				
99 075 000	99 075 000	1 883 303,06	8 615 700		
Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice				
	2013	2014	2015	2016	2017
88 575 996,94	8 905 096,94	18 933 000	33 520 000	20 175 000	7 042 900

Budget annexe de l'Assainissement : modifications des autorisations de programme et crédits de paiement relatives à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement suivantes:

Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Stations d'épuration

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012	Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)	Reste à financer - Répartition par exercice
Initial	Révisé				2013
10 660 000	10 660 000	71 050,43	750 000	9 838 949,57	9 838 949,57

Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Réseaux

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2012
Initial	Révisé		
13 530 000	13 530 000	34 014,48	1 700 000
Reste à financer (au delà de l'exercice 2012)		Reste à financer - Répartition par exercice	
		2013	2014
11 795 985,52		4 710 000	5 200 000
			1 885 985,52

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la révision du montant des autorisations de programmes relatives à la rénovation de la cage de scène de l'Opéra Comédie et à l'extension 1 de l'Aquarium Mare Nostrum,
- approuver les modifications des crédits de paiement relatifs aux autorisations de programmes suivantes : investissements liés à la DSP transports, réalisation de la ligne 5 de tramway et du pôle d'échange multimodal Montpellier Saint-Roch, rénovation de la plateforme de Grammont, piscine Les Néréides et accessibilité aux équipements liés aux sports, travée Molière Opéra Comédie, musée de l'Histoire de la France en Algérie, acquisitions foncières (Réserves), études Route de la Mer / Avenue Georges Frêche, opérations d'aménagement à vocation économique, contournement Nîmes-Montpellier, stations d'épuration et réseaux,
- retenir comme échéancier des crédits de paiements les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 13 FINANCES – SURFACES COMMERCIALES - ACTUALISATION DU COEFFICIENT APPLIQUÉ AU MONTANT DE LA TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2011 la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) prévue à l'article 3 de la loi n°72-657 du 13 juillet 1972, a été transférée aux communes et EPCI à fiscalité propre. Cette taxe était auparavant perçue par l'Etat. Dans le cadre des mécanismes de transferts institués par la réforme de la taxe professionnelle, le montant de la taxe est parallèlement prélevé sur le montant de la Dotation Globale de Fonctionnement. Ainsi le montant net perçu par la collectivité correspond à la seule évolution du produit.

Cet impôt est calculé selon un barème qui varie en fonction du chiffre d'affaires par m² de l'établissement, et de son objet (les établissements vendant des carburants sont soumis à un barème différent).

Les redevables concernés sont les surfaces commerciales dont la surface de vente est de plus de 400m², et dont le chiffre d'affaires est supérieur à 460 000 €. Des réductions et majorations sont prévues par décret pour certains établissements répondant à des critères de superficie et de chiffre d'affaires par m².

Les collectivités peuvent appliquer au montant de Taxe sur les Surfaces Commerciales un coefficient multiplicateur compris entre 0,8 et 1,2, et peut comporter deux décimales. Toutefois, la 1^{ère} année, ce coefficient doit être compris entre 0,95 et 1,05, et il ne peut ensuite varier que de 0,05 chaque année.

Les tarifs ne connaissant pas de revalorisation automatique comme l'actualisation des valeurs locatives des bases, l'absence d'augmentation du coefficient conduit à une diminution réelle de la cotisation à base constante.

Compte tenu de ces éléments et du coefficient décidé pour 2012, il est proposé d'appliquer au montant de TASCOM perçu par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à partir de 2013, un coefficient multiplicateur de 1,10.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- appliquer le coefficient multiplicateur de 1,10 au montant de la Taxe sur les surfaces commerciales,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par délibération n°9992 du 26 janvier 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a arrêté son projet de Plan de Déplacements Urbains (PDU). Conformément à l'article 28-2 de la Loi d'Orientations des Transports Intérieurs du 30 décembre 1982, celui-ci a été, dans un premier temps, transmis pour avis aux communes membres, au Département de l'Hérault, à la Région Languedoc-Roussillon et à l'Etat. Dans un second temps, il a été soumis à enquête publique dans les conditions prévues par les articles L.123-1 à L.123-6 du Code de l'Environnement, sur la période du 30 mai au 8 juillet 2011.

Au terme de cette démarche d'élaboration et après mise au point sur la base des observations recueillies, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est amenée, aujourd'hui, à approuver définitivement son PDU.

Cette démarche s'est inscrite dans la continuité du Schéma de Cohérence Territoriale approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006 ; schéma qui fixe les orientations générales de la politique d'aménagement du territoire communautaire. Comme le Programme Local de l'Habitat (PLH) en matière de logement, le PDU constitue une déclinaison et un approfondissement du SCOT dans le domaine des mobilités.

Contenu du PDU

Le PDU proprement dit, tel qu'annexé à la présente délibération, se compose de trois documents ;

Un document principal, intitulé Plan de Déplacement Urbain qui comprend lui-même trois volets :

- un volet diagnostic et enjeux ;
- un volet orientations et plan d'action ;
- et un volet relatif aux modalités de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation.

Deux autres documents lui sont joints. Ils font l'objet d'une mise en forme séparée afin de répondre au cadre réglementaire en vigueur, à savoir :

- l'annexe accessibilité, introduite par la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et à mobilité réduite ;
- et le rapport d'évaluation environnementale, introduit par l'ordonnance du 3 juin 2004 relative à l'évaluation des incidences des plans et des programmes sur l'environnement.

L'objectif du PDU est de concevoir une politique globale des mobilités qui prenne comme point de référence le citoyen comme usager des espaces publics, avant d'être un utilisateur de systèmes techniques de transport. Une priorisation des mobilités les moins polluantes et des usagers les plus vulnérables ou les plus fragiles vient également compléter le dispositif d'élaboration.

Au global, il s'agit de réduire la part modale de l'automobile de 10% d'ici 2020, soit l'équivalent d'une diminution de l'émission des Gaz à Effet de Serre (GES) issus des transports de 23% à l'horizon 2020.

Le PDU se structure autour de trois grands axes stratégiques :

Axe 1 : Construire la ville des courtes distances :

Dans la continuité du Schéma de Cohérence Territoriale, ce premier axe vise principalement à articuler les politiques d'urbanisme et de mobilité. Promouvoir et organiser un urbanisme des proximités, une ville des courtes distances qui permettront de limiter la dépendance automobile et l'allongement des distances parcourues.

Le PDU propose ainsi une organisation spatiale des mobilités, notamment au travers des plans de déplacements de secteur, véritable volet territorial du projet.

Au titre de la programmation de l'Axe 1 du PDU, on peut noter que des zones de rencontres ont déjà été réalisées dans plusieurs Communes de l'Agglomération. Par ailleurs, le Département de l'Hérault a engagé des études préalables à l'aménagement de grandes voies vertes le long des vallées du Lez et de la Mosson.

Axe 2 : Accélérer la transition vers de nouvelles mobilités, limiter le réflexe automobile :

Ce deuxième axe vise principalement à favoriser une évolution des comportements de mobilité par la dissuasion et l'incitation. Les objectifs poursuivis sont ainsi d'agir en amont sur le stationnement, de maîtriser la circulation en ville, de promouvoir une approche multimodale des déplacements et de miser sur les alternatives écomobiles.

C'est ainsi que plusieurs communes ont entrepris d'intégrer dans leur Plan Local d'Urbanisme, des dispositions plafonnant le nombre de places de stationnement à réaliser pour les bâtiments d'activités situés à proximité des transports publics.

L'automatisation du système VéloMagg' a été engagée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et une cinquantaine de nouvelles vélostations ont été déployées. La démarche Enquête Ménages Déplacement a, par ailleurs, été initiée sous l'égide du Département.

Axe 3 : Déployer une offre de transport intermodale à l'échelle de la métropole :

Ce troisième axe vise principalement à équiper le territoire afin de développer un réseau de transports publics maillé et adapté à l'échelle de la métropole montpellieraine. La structuration des lieux d'intermodalité permettant des rabattements automobiles et en transports publics, ainsi que l'adaptation de l'offre aux enjeux territoriaux permettront d'accroître l'attractivité des transports publics vis-à-vis de la voiture.

Dans ce domaine et par-delà l'engagement opérationnel des projets Contournement Nîmes Montpellier et A9, il faut noter la mise en service, en avril 2012, des lignes de tramway 3 et 4 ainsi que le lancement de la concertation sur le projet de la ligne 5. Sur un autre plan, on peut également citer l'expérimentation du transport à la demande en particulier sur la ligne 35 à Castelnau le Lez.

S'agissant de la représentation graphique des grands projets portés par le PDU, il convient de souligner que celle-ci demeure indicative. En particulier, les tracés d'infrastructures nouvelles seront précisés en fonction de l'avancement des études propres à chaque projet.

Mise en œuvre, suivi et évaluation :

Le PDU établit une programmation d'actions spécifiques pour chacun des trois axes stratégiques avec des échéanciers et des partenariats détaillés.

Un dispositif de suivi et d'évaluation sera également mis en place, en particulier avec la réalisation d'une nouvelle enquête ménages déplacements.

Evolutions du projet de PDU consécutives à la prise en compte des différents avis des partenaires et de la commission d'enquête

A l'issue de l'enquête publique, les commissaires enquêteurs ont établi un rapport circonstancié reprenant les observations exprimées et formulant un avis favorable sur le projet de PDU. Sur le fond, les commissaires enquêteurs ont souligné l'absence d'observations formulées sur la politique des mobilités et les grands objectifs développés par le PDU.

Un certain nombre de remarques et commentaires exprimés par les partenaires et à l'occasion de l'enquête publique ont permis de préciser voire expliciter quelques éléments du projet. Le PDU a été modifié en conséquence.

L'ensemble des points de modifications apportées au projet arrêté est détaillé dans le tableau annexé à la présente délibération (Annexe 2).

Certains, plus substantiels, méritent d'être ici rapportés.

A l'issue d'une démarche spécifique de concertation conduite durant les mois de juin et juillet 2011, l'Etat a pu signaler la décision ministérielle du 30 septembre 2011 favorable à la réalisation du déplacement de l'A9 selon les caractéristiques de la déclaration d'utilité publique de 2007 ; caractéristiques qui ont été précisées dans la mise au point du PDU finalisé, notamment dans ses supports cartographiques.

Pour donner suite à l'avis du Conseil Régional, une précision a été apportée à la prise en compte de l'expérimentation de la tarification à 1€ sur les lignes de trains régionaux.

Sur le réseau routier départemental et en coordination avec le Département de l'Hérault, trois points ont été explicités dans le cadre du PDU finalisé.

S'agissant de la RD65, dans sa section Pompidou-Lien, il a été réaffirmé le caractère urbain des aménagements susceptibles d'être réalisés par le maintien du classement en niveau 3 dans la hiérarchisation du réseau de voirie. Ce point répond notamment à la préoccupation formulée par la Commune du Crès, opposée à une évolution de cette infrastructure qui serait incompatible avec son environnement urbain.

S'agissant de la RD 102 et pour donner suite à l'avis de la Commune de Murviel les Montpellier, le PDU a précisé la nécessaire sécurisation de cette section comprise entre le village et le hameau de Bel-Air afin de permettre le développement d'un itinéraire d'accès privilégié à l'A750 évitant la traversée de la Commune de Saint Georges d'Orques.

S'agissant du tracé de la LICOM (Liaison Intercommunale de Contournement à l'Ouest de Montpellier) et en relation avec l'avis formulé par la Commune de Saint Georges d'Orques et la recommandation exprimée par la commission d'enquête, le PDU confirme la nécessité de son raccordement à l'A750 selon un tracé qui devra être établi en concertation avec l'ensemble des partenaires sous la maîtrise d'ouvrage du Département de l'Hérault.

C'est donc un PDU complété, actualisé et précisé qui est aujourd'hui soumis à l'approbation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Dans ce prolongement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier accompagnera les Communes dans l'élaboration de Plans Locaux de Déplacements (PLD) afin de permettre une application territoriale plus fine et contextuelle des orientations du PDU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Plan de Déplacements Urbains 2010-2020 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 15 URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – QUARTIER GARE TGV - DIALOGUE COMPÉTITIF - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES - ELECTION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Situé sur le territoire des Villes de Montpellier et de Lattes entre l'autoroute A9 actuelle et le quartier de Boirargues, le site de la Méjanelle va accueillir la gare nouvelle de Montpellier, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse « Contournement Nîmes-Montpellier » (CNM).

Ce site occupe une position clé, à l'articulation entre le développement urbain de Montpellier vers la mer et le corridor de transports languedocien et fait partie à ce titre des 11 sites stratégiques identifiés au SCOT de l'agglomération de Montpellier.

Le quartier de la future gare TGV s'intègre dans le territoire labellisé EcoCité et constitue à ce titre un lieu d'innovations en matière d'urbanisme et de développement durable.

Les enjeux s'attachant au projet du quartier TGV sont importants pour le devenir de l'Agglomération puisqu'il s'agit de créer l'un des éléments majeur du futur cœur de la métropole, à partir notamment :

- de la création d'un véritable pôle urbain d'échelle métropolitaine combinant activités, habitat, commerce et loisirs ;
- de la constitution d'un « hub » de dimension régional formé par les deux gares ferroviaires et par l'aéroport, étroitement connecté au Port de Sète ;
- de la réalisation et la promotion d'un pôle d'affaires de niveau européen, anticipant l'évolution des besoins des entreprises et de leurs salariés et profitant de la desserte exceptionnelle par le TGV, le tramway et les grandes infrastructures routières ;
- de l'établissement d'un lien entre le complexe Odysseum, la nouvelle gare TGV et la création des articulations nécessaires entre le nouveau quartier de la gare et les quartiers environnants (notamment ceux de Port Marianne sur Montpellier et ceux de Lattes) ;
- de la préservation et de la valorisation des paysages remarquables liés au domaine de la Mogère et au vallon de la Lironde ;
- de l'intégration des infrastructures dans leur environnement futur ;
- de l'adoption d'une approche ambitieuse en matière de développement durable, en relation avec la démarche EcoCité.

Dans cette perspective et en relation avec le calendrier de réalisation de la future gare TGV, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé d'engager l'ensemble des études urbaines permettant d'aboutir à un projet d'aménagement global pour ce futur quartier ;

Pour ce faire elle va conclure un accord-cadre avec un urbaniste à qui elle confiera un ensemble de missions dont celle de la coordination générale du projet.

Le montant maximum de ces prestations a été fixé à 1 000 000 € H.T.

Compte tenu des ambitions, de l'ampleur et de la complexité du projet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SAAM, titulaire d'un mandat d'études urbaines sur cette zone, ont décidé de conclure l'accord-cadre tel que défini ci-dessus à l'issue d'une procédure de dialogue compétitif conformément aux articles 36 et 67 du Code des marchés publics.

Dans ce cadre, un avis de publicité a été transmis au Journal Officiel de l'Union Européenne et au Bulletin Officiel d'Annonces des Marchés Publics le 9 juillet 2011.

A l'issue de la date limite des candidatures fixée le 22 septembre 2011 et après analyse des 25 dossiers reçus dans les délais, trois équipes de renommée internationale ont été agréées au mois de novembre 2011 :

- Libeskind/Studios/Mosbach /Setec (mandataire Libeskind)
- De Portzamparc/ Péna et Péna /Terre Eco (mandataire De Portzamparc)
- KCAP/Ilex/Oasis (mandataire KCAP)

Après transmission du dossier de consultation et organisation d'une réunion de présentation et de lancement le 18 janvier 2012, le dialogue s'est déroulé en trois phases successives et trois séries d'audition et d'échanges entre les trois équipes et le représentant du pouvoir adjudicateur, dans le strict respect de l'égalité de traitement des candidats et du secret industriel et commercial, les 8 et 12 mars 2012 ; du 14 au 16 mai 2012, du 19 au 22 juin 2012.

Conformément aux dispositions du Code des marchés publics, ces échanges ont permis de définir les principaux enjeux et éléments du projet d'aménagement global de ce quartier et définir précisément les études qui seront à mener au cas par cas et au fur et à mesure de l'évolution du projet, dans le cadre de l'accord-cadre avec l'équipe qui sera désignée comme titulaire.

Le maître d'ouvrage et son mandataire vont donc prochainement clore la phase de dialogue et inviter les équipes à remettre leurs offres définitives d'ici la fin du mois de juillet 2012.

Après analyse de ces offres et conformément à l'article 67 du Code des marchés publics l'attribution, le classement et le choix sera effectué par la Commission d'Appel d'Offres au cours de la première quinzaine du mois de septembre et le Conseil se prononcera quant à la signature de cet accord-cadre à l'issue de ce choix.

Les 2 candidats non retenus, au regard de la qualité et de l'ampleur des documents remis dans le cadre du dialogue percevront une indemnité de 100 000 €, tel qu'énoncé dans l'avis d'appel public à la concurrence.

L'importance de ce projet à la fois en termes de développement économique, de transports, d'aménagements et de logement et son impact sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier justifient la constitution d'une Commission d'Appel d'Offres spécifique en application de l'article 22 du Code des marchés publics.

Cette Commission sera composée du président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou de son représentant désigné par arrêté et par 5 membres titulaires et 5 membres suppléants élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

L'élection des membres titulaires et suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires à pourvoir. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être élus.

Les listes, constituées exclusivement de délégués titulaires au sein du conseil de communauté et dans les conditions évoquées ci-dessus, devaient être déposées contre récépissé ou reçues par courrier avec accusé de réception au plus tard le jeudi 19 juillet 2012 à 12 heures sous pli cacheté avec la mention « liste Commission d'Appel d'Offres dialogue compétitif gare TGV », au service du Conseil de la Direction des affaires juridiques et marchés publics.

La Commission d'Appel d'Offres objet de la présente délibération ne se réunira que pour procéder au classement des candidats et au choix du titulaire de l'accord-cadre pour la réalisation des études urbaines du quartier de la gare TGV, à l'issue du dialogue compétitif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver conformément à l'article 22 du Code des Marchés Publics, la constitution d'une Commission d'Appel d'Offres spécifique pour l'attribution de l'accord-cadre d'études urbaines du quartier de la Gare TGV,
- procéder à l'élection au sein du Conseil Communautaire, de 5 délégués titulaires et 5 délégués suppléants pour siéger au sein de cette Commission d'Appel d'Offres spécifique,

La liste suivante a été déposée par Monsieur le Président dans le respect des conditions visées ci dessus :

Liste 1 composée de :

Elus titulaires :

- Christophe Moralès,
- Michaël Delafosse,
- Gilbert Pastor,
- Cyril Meunier,
- Robert Subra

Elus suppléants :

- Hervé Martin,
- Frédéric Tsitsonis,
- Louis Pouget,
- Lionel Lopez,
- Alain Barrandon

Aucune autre liste n'a été déposée.

Au regard des informations présentées aux membres du Conseil Communautaire, il est procédé à l'élection au scrutin de liste suivant le système de représentation proportionnelle avec application du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Le vote a lieu au scrutin secret.

Election de la Commission d'Appel d'Offres spécifique pour l'attribution de l'accord-cadre d'études urbaines du quartier de la Gare TGV :

Membres titulaires :

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 87

Votants : 83

Bulletins blancs : 0

Bulletins nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 83

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16,6

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	83	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres titulaires suivants :

Membres titulaires :

- Christophe Moralès,
- Michaël Delafosse,
- Gilbert Pastor,
- Cyril Meunier,
- Robert Subra

Membres suppléants :

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 87

Votants : 83

Bulletins blancs : 0

Bulletins nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 83

Sièges à pourvoir : 5 suppléants

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16,6

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	83	5	0	83

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres titulaires suivants :

Membres suppléants :

- Hervé Martin,
- Frédéric Tsitsonis,
- Louis Pouget,
- Lionel Lopez,
- Alain Barrandon

La Commission d'Appel d'Offres spécifique pour l'attribution de l'accord-cadre d'études urbaines du quartier de la Gare TGV est donc composée comme suit :

· Membres titulaires :

- Christophe Morales,
- Michaël Delafosse,
- Gilbert Pastor,
- Cyril Meunier,
- Robert Subra

· Membres suppléants :

- Hervé Martin,
- Frédéric Tsitsonis,
- Louis Pouget,
- Lionel Lopez,
- Alain Barrandon

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 16 URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – AVENANT N°1 À LA CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DES ÉTUDES ET PROCÉDURES PRÉALABLES À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DE LA LIGNE NOUVELLE MONTPELLIER PERPIGNAN - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le protocole cadre relatif au financement des études et procédures préalables à la Déclaration d'Utilité Publique de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) a été signé le 12 mai 2011. Il fixe les principes de financement des études et procédures préalables à la DUP, estimées à 42 millions d'euros, avec une prise en charge à hauteur de 25% par l'Etat, 25% par RFF, 25% par la Région Languedoc-Roussillon, et 25% par les autres collectivités, dont la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour 1,05 million d'euros valeur 2010, soit 2,5%. Les deux conventions sur les trois prévues dans le protocole, signées en février et avril 2012, d'un montant total de 32,35 M€, ne permettent que de couvrir une partie seulement du financement des études et procédures. En effet à ce jour, seules la Région Languedoc-Roussillon, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et 7 des 11 autres collectivités initialement identifiées lors des phases antérieures au débat public de 2009, ont pris part à ce partenariat.

Le protocole prévoit que l'Etat et RFF poursuivent d'ici fin 2012 les discussions avec d'autres collectivités pour élargir le partenariat financier et trouver les financements complémentaires nécessaires à la réalisation complète du programme d'études comprenant l'élaboration des dossiers réglementaires dont celui de l'enquête publique et la tenue de l'enquête. Ces financements feront l'objet de la troisième convention.

Afin de ne pas retarder le démarrage des études et dans l'attente de l'élargissement de ce partenariat financier, la Région Languedoc-Roussillon a pris à sa charge l'équivalent de la participation d'une collectivité territoriale supplémentaire. Le Département de l'Aude ayant manifesté son souhait de rejoindre ce partenariat, il est proposé de procéder, par avenant n°1 à la convention, à l'affectation de cette nouvelle participation financière en déduction de l'avance portée par la Région Languedoc-Roussillon.

La présente délibération a donc pour objet d'autoriser la signature par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'avenant n°1 à la convention relative au financement des études préalables à la mise à l'enquête publique du projet de ligne ferroviaire nouvelle entre Montpellier et Perpignan qui permettra d'intégrer le Département de l'Aude au plan de financement des études afférentes et de régulariser la participation financière de la Région Languedoc-Roussillon. Cet avenant n'aura donc pas d'impact financier pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention n°1 relative au financement des études préalables à la mise à l'enquête publique du projet de ligne ferroviaire nouvelle entre Montpellier et Perpignan ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 17 URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE BAILLARGUES - SITE STRATÉGIQUE PLAINE DU COLOMBIER - PROTOCOLE DE FINANCEMENT DES ÉTUDES ET TRAVAUX RELATIFS À LA SUPPRESSION DU PASSAGE À NIVEAU N°33 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La mise en service du contournement Nîmes-Montpellier (CNM) en 2017 va permettre de renforcer les services ferroviaires régionaux (TER) sur l'actuelle voie, dont vont bénéficier les Communes desservies. Dans cette perspective le site de la Plaine du Colombier (125 ha) où se situe la halte ferroviaire de Baillargues a été identifiée au SCOT comme un des 11 sites stratégiques. L'aménagement de ces sites stratégiques, dont celui de Baillargues, a été déclaré d'intérêt communautaire en avril 2011.

Ainsi, ce site a vocation à devenir un pôle urbain majeur de la seconde couronne de l'Est de l'Agglomération montpelliéraine du fait de l'aménagement prochain d'un Pôle d'Echange Multimodal (PEM) qui permettra de rejoindre la gare centrale de Montpellier Saint Roch en 8 minutes.

Des études préliminaires, conduites depuis 2008 par la SNCF et RFF en partenariat avec toutes les collectivités impliquées, ont permis de définir et de chiffrer ce projet de PEM et de finaliser un accord sur le montage global qui regroupe les opérations suivantes : le pôle d'échange multimodal, les quais ferroviaires, la dénivellation du passage à niveau n°33 et les travaux de voirie à réaliser sur la route départementale n°26.

Chacune de ces opérations fait l'objet de périmètres distincts ; les maîtrises d'ouvrage seront quant à elles précisées avec tous les partenaires.

Le projet de PEM et ses aménagements connexes portent sur un coût global de 19 820 000 € H.T. aux conditions économiques de janvier 2011 et se répartissent comme suit :

- la création du Pôle d'Echanges Multimodal sous Maîtrises d'Ouvrage de la Région Languedoc-Roussillon pour un montant de 7,875 M€ H.T.,
- la suppression du passage à niveau n°33 et la création d'un nouveau barreau de raccordement du giratoire Philippe Lamour au passage sous voie sous Maîtrise d'Ouvrage de RFF pour un montant de 8,595 M € H.T.,
- la rectification de la RD26 au sud de cet ouvrage dénivelé en direction de Mauguio sous Maîtrise d'Ouvrage du Département de l'Hérault pour un montant de 3,350 M € H.T.

Le plan de financement global est le suivant :

Etat/RFF	4,820 M€ (24,4%)
Région Languedoc-Roussillon	5,170 M€ (26,1%)
Département de l'Hérault	4,250 M€ (21,4%)
Communauté d'Agglomération de Montpellier	3,650 M€ (18,5%)
Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or	0,800 M€ (4,0%)
Fond FEDER	0,500 M€ (2,5%),
Ville de Baillargues	0,630 M€ (3,1%)

Les partenaires partagent l'objectif d'une mise en service de la première phase du PEM à la fin de l'année 2013, de sa deuxième phase ainsi que de la suppression du PN n°33 à l'horizon 2016, et du recalibrage de la RD26 à l'horizon 2017.

Le protocole qui vous est soumis concerne le financement des études et travaux relatifs à la suppression du passage à niveau n°33 sous maîtrise d'ouvrage de RFF, à savoir :

- la dénivellation du passage à niveau par un passage routier inférieur (pont-rails) d'un gabarit normal,
- les raccordements de voiries entre le rond-point Philippe Lamour sur la RN113 et la RD26 au sud.

Le coût de l'opération est évalué à 8 595 000 € (H.T.) aux conditions économiques de janvier 2011. Le plan de financement est le suivant :

RFF	4,225 M€ (49,1%)
Région Languedoc-Roussillon	0,760 M€ (8,8%)
Département de l'Hérault	2,000 M€ (23,3%)
Communauté d'Agglomération de Montpellier	1,180 M€ (13,8%)
Commune de Baillargues	0,430 M€ (5%)

Des conventions spécifiques de financement et de réalisation viendront préciser la mise en œuvre de cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole de financement des études et travaux relatifs à la suppression du passage à niveau n°33,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 18 URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE BAILLARGUES - SITE STRATÉGIQUE PLAINE DU COLOMBIER - CONVENTION POUR OFFRE DE CONCOURS RELATIVE AU RECALIBRAGE DE LA RD26 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La mise en service du contournement Nîmes-Montpellier (CNM) en 2017 va permettre de renforcer les services ferroviaires régionaux (TER) sur l'actuelle voie, dont vont bénéficier les Communes desservies. Dans cette perspective le site de la Plaine du Colombier (125 ha) où se situe la halte ferroviaire de Baillargues a été identifiée au SCOT comme un des 11 sites stratégiques. L'aménagement de ces sites stratégiques, dont celui de Baillargues, a été déclaré d'intérêt communautaire en avril 2011.

Ainsi, ce site a vocation à devenir un pôle urbain majeur de la seconde couronne de l'Est de l'Agglomération montpelliéraine du fait de l'aménagement prochain d'un Pôle d'Echange Multimodal (PEM) qui permettra de rejoindre la gare centrale de Montpellier Saint Roch en 8 minutes.

Des études préliminaires, conduites depuis 2008 par la SNCF et RFF en partenariat avec toutes les collectivités impliquées, ont permis de définir et de chiffrer ce projet de PEM et de finaliser un accord sur le montage global qui regroupe les opérations suivantes : le pôle d'échange multimodal, les quais ferroviaires, la dénivellation du passage à niveau n°33 et les travaux de voirie à réaliser sur la route départementale n°26.

Chacune de ces opérations fait l'objet de périmètres distincts ; les maîtrises d'ouvrage seront quant à elles précisées avec tous les partenaires.

Le projet de PEM et ses aménagements connexes portent sur un coût global de 19 820 000 € H.T. aux conditions économiques de janvier 2011 et se répartissent comme suit :

- la création du Pôle d'Echanges Multimodal sous Maîtrises d'Ouvrage de la Région Languedoc-Roussillon et de RFF pour un montant de 7,875 M € H.T.,
- la suppression du passage à niveau n°33 et la création d'un nouveau barreau de raccordement du giratoire Philippe Lamour au passage sous voie sous Maîtrise d'Ouvrage de RFF pour un montant de 8,595 M € H.T.,
- la rectification de la RD26 au sud de cet ouvrage dénivelé en direction de Mauguio sous Maîtrise d'Ouvrage du Département de l'Hérault pour un montant de 3,350 M € H.T.

Le plan de financement global est le suivant :

Etat/RFF	4,820 M€ (24,4%)
Région Languedoc-Roussillon	5,170 M€ (26,1%)
Département de l'Hérault	4,250 M€ (21,4%)
Communauté d'Agglomération de Montpellier	3,650 M€ (18,5%)
Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or	0,800 M€ (4,0%)
Fond FEDER	0,500 M€ (2,5%)
Ville de Baillargues	0,630 M€ (3,1%)

Les partenaires partagent l'objectif d'une mise en service de la première phase du PEM à la fin de l'année 2013, de sa deuxième phase ainsi que de la suppression du PN n°33 à l'horizon 2016, et du recalibrage de la RD 26 entre Baillargues et Mauguio à l'horizon 2017.

La présente convention concerne une offre de concours pour le financement des études et travaux relatifs au recalibrage de la RD26 sous maîtrise d'ouvrage du Département de l'Hérault. Ces travaux sont rendus nécessaires tant en ce qui concerne la sécurité des usagers que de la fluidité du trafic et de la desserte du PEM.

Au titre des avantages que représentent pour elles un tel aménagement, Montpellier Agglomération et Pays de l'Or Agglomération ont décidé d'offrir leur concours financier au Département maître d'Ouvrage.

Le montant de l'opération est estimé à 3 350 000 € aux conditions économiques de janvier 2011.

Le plan de financement prévoit une participation :

Département de l'Hérault	2,250 M€ (67,2%)
Communauté d'Agglomération de Montpellier	0,600 M€ (17,9%)
Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or	0,500 M€ (14,9%)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'offre de concours de financement des études et travaux relatifs au recalibrage de la RD26 au sud du PEM,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 19 URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE BAILLARGUES - SITE STRATÉGIQUE PLAINE DU COLOMBIER - CONVENTIONS POUR LE FINANCEMENT DES ÉTUDES ET TRAVAUX RELATIFS À LA CRÉATION D'UN PÔLE D'ECHANGES MULTIMODAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La mise en service du contournement Nîmes-Montpellier (CNM) en 2017 va permettre de renforcer les services ferroviaires régionaux (TER) sur l'actuelle voie, dont vont bénéficier les Communes desservies. Dans cette perspective le site de la Plaine du Colombier (125 ha) où se situe la halte ferroviaire de Baillargues a été identifiée au SCOT comme un des 11 sites stratégiques. L'aménagement de ces sites stratégiques, dont celui de Baillargues, a été déclaré d'intérêt communautaire en avril 2011.

Ainsi, ce site a vocation à devenir un pôle urbain majeur de la seconde couronne de l'Est de l'Agglomération montpelliéraine du fait de l'aménagement prochain d'un Pôle d'Echange Multimodal (PEM) qui permettra de rejoindre la gare centrale de Montpellier Saint Roch en 8 minutes.

Des études préliminaires conduites depuis 2008 par la SNCF et RFF, en partenariat avec toutes les collectivités impliquées, ont permis de définir et de chiffrer ce projet de PEM et de finaliser un accord sur le montage global qui regroupe les opérations suivantes : le pôle d'échange multimodal, les quais ferroviaires, la dénivellation du passage à niveau n°33 et les travaux de voirie à réaliser sur la route départementale n°26.

Chacune de ces opérations fait l'objet de périmètres distincts ; les maîtrises d'ouvrage seront quant à elles précisées avec tous les partenaires.

Le projet de PEM et ses aménagements connexes portent sur un coût global de 19 820 000 € H.T. aux conditions économiques de janvier 2011 et se répartissent comme suit :

- la création du Pôle d'Echanges Multimodal sous Maîtrises d'Ouvrage de la Région Languedoc-Roussillon et de RFF pour un montant de 7,875 M€ H.T.,
- la suppression du passage à niveau n°33 et la création d'un nouveau barreau de raccordement du giratoire Philippe Lamour au passage sous voie sous Maîtrise d'Ouvrage de RFF pour un montant de 8,595 M € H.T.,
- la rectification de la RD26 au sud de cet ouvrage dénivelé en direction de Mauguio sous Maîtrise d'Ouvrage du Département de l'Hérault pour un montant de 3,350 M € H.T.

Le plan de financement global est le suivant :

Etat/RFF	4,820 M€ (24,4%)
Région Languedoc-Roussillon	5,170 M€ (26,1%)
Département de l'Hérault	4,250 M€ (21,4%)
Communauté d'Agglomération de Montpellier	3,650 M€ (18,5%)
Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or	0,800 M€ (4,0%)
Fond FEDER	0,500 M€ (2,5%),
Ville de Baillargues	0,630 M€ (3,1%)

Les partenaires partagent l'objectif d'une mise en service de la première phase du PEM à la fin de l'année 2013, de sa deuxième phase ainsi que de la suppression du PN n°33 à l'horizon 2016, et du recalibrage de la RD 26 entre Baillargues et Mauguio à l'horizon 2017.

Le coût du Pôle d'Echanges Multimodal en tant que tel est évalué à 7 875 000 € H.T. aux conditions économiques de janvier 2011. Le plan de financement est le suivant :

Etat/RFF	0,595 M€ (7,5%)
Région Languedoc-Roussillon	4,410 M€ (56,0%)
Communauté d'Agglomération de Montpellier	1,870 M€ (23,7%)
Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or	0,300 M€ (3,8%)
Fond FEDER	0,500 M€ (6,5%),
Ville de Baillargues	0,200 M€ (2,5%)

Le projet de PEM prévoit la modification des installations ferroviaires sous maîtrise d'ouvrage de RFF et des travaux d'aménagement accompagnant ces installations sous maîtrise d'ouvrage de la Région Languedoc Roussillon et font l'objet de deux conventions distinctes, une première sous maîtrise d'ouvrage de RFF et une seconde sous maîtrise d'ouvrage de la Région LR.

1. La modification des installations ferroviaires:

Concernant la modification des installations ferroviaires, le Conseil Communautaire du 28 juillet 2011 a validé une première convention de cofinancement des études d'avant projet de la partie ferroviaire (quais) du PEM, sous maîtrise d'ouvrage de RFF (la Communauté d'Agglomération de Montpellier participant pour un montant de 81 125 € sur un total de 295 000 €).

Aujourd'hui il s'agit d'établir par convention le financement de la phase réalisation des études et des travaux portant sur l'allongement et la mise en accessibilité des 2 quais sur la partie ferroviaire sous maîtrise d'ouvrage de RFF.

La durée prévisionnelle des travaux est de 14 mois (objectif de livraison fin 2013), le montant de l'opération est estimé à 1 890 000 € en euros courants H.T. (1 700 000 € H.T. valeur janvier 2011).

Le plan de financement de cette opération est le suivant :

Région Languedoc-Roussillon	945 000 € (50%)
Communauté d'Agglomération de Montpellier	472 500 € (25%)
RFF	472 500 € (25%)

2. Les travaux d'accompagnement extra-ferroviaires :

Concernant les travaux d'accompagnement à la modification des installations ferroviaires, il s'agit aujourd'hui d'établir par convention le financement des études et des travaux de la première phase des aménagements des espaces extra-ferroviaires du PEM sous maîtrise d'ouvrage de la Région Languedoc Roussillon, à savoir :

- la création et l'aménagement des parvis nord et sud,
- la création de l'aménagement du parking VL nord et sud (en partie),
- l'aménagement de l'ouvrage existant permettant la traversée souterraine des voies ferrées,
- la création de nouveaux accès aux quais,
- les études de la seconde phase.

La durée prévisionnelle de cette convention est de 4 ans, le montant de l'opération est estimé à 3 554 570 € en euros courants H.T. (3 160 000 € H.T. valeur janvier 2011).

Le plan de financement de cette première phase est le suivant :

Région Languedoc-Roussillon	1 977 433 € (55,6%)
Communauté d'Agglomération de Montpellier	881 576 € (24,8%)
Fond FEDER	500 000 € (14,1%)
Ville de Baillargues	195 561 € (5,5%)

D'autres conventions de financement accompagneront la seconde phase ultérieurement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention tripartite avec RFF et la Région Languedoc-Roussillon pour le financement des études et travaux relatifs à la modification des installations ferroviaires du Pôle d'Echanges Multimodal de Baillargues,
- approuver la convention tripartite avec la région Languedoc-Roussillon et la ville de Baillargues pour le financement des études et travaux extra-ferroviaires du Pôle d'Echange Multimodal de Baillargues,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 20 URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE BAILLARGUES - SITE STRATÉGIQUE DE LA PLAINE DE COLOMBIER - SECTEUR DE LA VEYMALA - AVENANT N°1 À LA CONVENTION D'ANTICIPATION FONCIÈRE AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DU LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le SCOT a identifié la « Plaine de Colombier », sur la Commune de Baillargues, comme un site de développement stratégique justifiant la programmation d'équipements d'enjeu communautaire.

Le SCOT et le Plan de Déplacements Urbains, projettent dans ce secteur la création d'un pôle d'échange multimodal. L'excellente desserte que ce pôle constituera justifie le développement d'un projet urbain ambitieux, à vocation mixte d'activité et d'habitat.

Une convention-cadre entre l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été approuvée par délibération n°10445 du Conseil de Communauté du 27 octobre 2011. Cette convention, qui a pour finalité d'associer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'EPF LR, dans le respect de leurs compétences respectives, définit les grands principes de l'action foncière à conduire sur le territoire communautaire facilitant à la fois la production du foncier dédié au logement sur le court, moyen et long terme et la réalisation des logements locatifs sociaux tel qu'attendu dans le Programme Local de l'Habitat.

Une convention d'anticipation foncière entre l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été approuvée par délibération n°10835 du Conseil de Communauté du 17 avril 2012 sur le site de la « Plaine du Colombier ».

Le périmètre d'intervention de l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon visait initialement la partie située au sud de la voie ferrée Nîmes-Montpellier.

Il est apparu indispensable d'y associer, au nord, les 19 Ha du lieu-dit « La Veymala », entre la voie ferrée et la RN113.

Afin de prendre en compte la partie du site stratégique « Plaine de Colombier » située dans le secteur de « La Veymala » un avenant n°1 doit être approuvé. Celui-ci a été validé lors du Bureau de l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon du 27 juin 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention d'anticipation foncière avec l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 21 URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE BAILLARGUES - ZONE D'AMÉNAGEMENT DIFFÉRÉ DE LA PLAINE DE COLOMBIER - DÉLÉGATION DU DROIT DE PRÉEMPTION À L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DU LANGUEDOC-ROUSSILLON - APPROBATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le SCOT a identifié la « Plaine de Colombier », sur la Commune de Baillargues, comme un site de développement stratégique justifiant la programmation d'équipements d'enjeu communautaire.

Le SCOT et le Plan de Déplacements Urbains, projettent dans ce secteur la création d'un pôle d'échange multimodal. L'excellente desserte que ce pôle constituera justifie le développement d'un projet urbain ambitieux, à vocation mixte d'activité et d'habitat.

Une convention-cadre entre l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été approuvée par délibération n°10445 du Conseil de Communauté du 27 octobre 2011. Cette convention, qui a pour finalité d'associer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon, dans le respect de leurs compétences respectives, définit les grands principes de l'action foncière à conduire sur le territoire communautaire facilitant à la fois la production du foncier dédié au logement sur le court, moyen et long terme et la réalisation des logements locatifs sociaux tel qu'attendu dans le Programme Local de l'Habitat.

Une convention d'anticipation foncière entre l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été approuvée par délibération n°10835 du Conseil de Communauté du 17 avril 2012 sur le site de la « Plaine du Colombier ».

La convention prévoit que le droit de préemption en Zone d'Aménagement Différé qui a été initialement confié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier soit transféré à l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon afin qu'il puisse pleinement exercer ses missions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la délégation du droit de préemption dans la ZAD de la Plaine de Colombier, Commune de Baillargues, à l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 22 URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE LATTES ET PÉROLS - ECOCITÉ - ROUTE DE LA MER - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (SAAM) - APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL FINANCIER DE L'OPÉRATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a défini, au travers du Projet d'Aménagement et Développement Durable (P.A.D.D.) de son schéma de cohérence territoriale (SCOT) approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006, des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire et dénommée avenue George Frêche).

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur dit « Route de la Mer » sur les communes de Lattes et Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de tramway pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et, la modernisation ou la création selon les cas d'équipements publics.

En outre ce projet, retenu dans le cadre de l'appel à projet « Ecocité » initiée par l'Etat pour développer les villes durables, prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « aménagement de l'espace », pour enclencher un processus de renouvellement urbain et de sa compétence « développement économique » pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie.

A cette fin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération du conseil communautaire n°10387 en date du 29 septembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Route de la Mer », dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération n°10480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) dans le cadre d'une concession d'aménagement d'une durée de 20 ans.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2011 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Il est rappelé que l'opération d'aménagement porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les communes de Lattes et de Pérols.

Les objectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour cette opération d'aménagement sont :

- le renouvellement du tissu économique existant,
- la recomposition des équipements commerciaux,
- l'introduction de logements (mixité autour des stations de Tram),
- la modernisation et/ou création d'équipements publics.

Le programme global prévisionnel des constructions comprend 900 000 m² HON nouvelles répartis comme suit :

- 6 000 à 8 000 logements,
- 75 000 m² de bureaux et activités,
- 100 000 m² de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/- 5%),
- 45 000 m² d'équipements publics.

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Compte-tenu de la signature de la concession fin 2011, l'activité de l'opération 2011 a été limitée.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération, défini sur la base des études préalables, s'établit à 239 100 000 € H.T. en charges et produits. Les produits proviennent des recettes de cession des terrains viabilisés, des subventions et des participations de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En l'état actuel du bilan cette opération s'équilibre avec une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 40 000 000 € H.T. et une avance de trésorerie de 8 000 000 €. Le programme prévisionnel des travaux s'élève à 88 815 000 € H.T. La rémunération totale prévisionnelle de l'aménageur s'élève à 25 989 000 € H.T.

Le financement moyen terme sera assuré par un prêt GAIA de la Caisse des Dépôts et Consignations de 10 M€ mobilisable en deux temps (4,3 M€ puis 5,7 M€) qui a fait l'objet d'une garantie d'emprunt de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par décision du conseil communautaire du 28 juin 2012, ainsi qu'un emprunt complémentaire de 5 M€.

Pour assurer l'équilibre de l'opération, il est prévu que la Communauté d'Agglomération de Montpellier verse une participation annuelle d'équilibre de 2 M€ à partir de 2012 soit un total prévisionnel de 40 M€ sur la durée de la concession.

Par ailleurs, afin de limiter les frais financiers de l'opération, la Communauté d'Agglomération de Montpellier verse 8 M€ d'avances remboursables à la concession selon un phasage inchangé par rapport à la concession initiale : 3 M€ en 2012, 3 M€ en 2013, 2 M€ en 2014.

2012 verra la réalisation des acquisitions foncières nécessaires au projet et la mise en place de l'équipe opérationnelle.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement Route de la Mer, présenté par la SAAM pour l'exercice 2011,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement Route de la Mer, présenté par la SAAM pour l'exercice 2011,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 23 ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - INSTALLATION DE STOCKAGE DES DÉCHETS MÉNAGERS NON DANGEREUX - RÉALISATION DU CASIER N°2 - APPROBATION DU PROGRAMME ET DU MONTANT DE L'OPÉRATION - MARCHÉ N°3039GD12 DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LA RÉALISATION DES ÉTUDES DE CONCEPTION DU PROJET ET DU SUIVI DES TRAVAUX - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LE MARCHÉ - ELECTION DU JURY DE MAÎTRISE D'OEUVRE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Au vu des conclusions des études de recherche de sites pour l'implantation d'une nouvelle installation de stockage de déchets ménagers et assimilés non dangereux, le Conseil de Communauté a, par délibération n°6498 du 14 juin 2005, considéré que le site de la carrière GSM, sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, présentait les caractéristiques requises adaptées à la filière de traitement choisie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en novembre 2002.

Après instruction du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a autorisé par arrêté n°2008-I-098B du 18 janvier 2008, après l'abandon partiel de la carrière par l'entreprise GSM, l'exploitation d'un premier casier et a prescrit par arrêté n°2008-I-098A du 18 janvier 2008 l'établissement des servitudes d'utilité publique nécessaires à l'exploitation. La fin de l'exploitation du casier n°1 est programmée pour mi-février 2014.

Afin d'assurer la continuité du service public d'élimination des déchets ménagers, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé, par délibération n°10339 du 28 juillet 2011, le projet de casier n°2 dans le prolongement du premier, et a sollicité de monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes publiques au titre de la demande d'autorisation d'exploiter et de l'inscription des servitudes d'utilité publique. Ces enquêtes se sont déroulées du 9 janvier au 17 février 2012, la Commission d'enquête ayant conclu à un avis favorable au projet sous réserve que les qualités des déchets stockés soient compatibles avec le mode d'exploitation retenu. Complémentairement, par délibérations n°10474 du 27 octobre 2011 et n°10523 du 29 novembre 2011, le Conseil de Communauté a approuvé les conventions à conclure respectivement avec le GFA du domaine de Ferrières, propriétaire, et la société GSM, exploitant la carrière pour la mise à disposition des terrains d'assiette correspondants.

L'autorisation d'exploiter le casier n°2, dont la procédure d'instruction est en cours, est sollicitée pour une capacité globale de 460 000 m³ de déchets, pour une durée d'exploitation de l'ordre de 5 années, correspondant à un tonnage annuel de 83 000 tonnes, identique aux tonnages autorisés pour le casier n°1. La délivrance de l'arrêté d'autorisation d'exploiter est attendue en juin 2013, une fois les terrains d'assiette abandonnés par la société GSM, pour un début de travaux à l'été 2013.

Il convient donc d'engager d'ores et déjà la consultation d'entreprises pour désigner le maître d'œuvre qui sera chargé des études de conception du projet et du suivi de la réalisation des travaux.

Au terme des études préalables, le programme de l'opération comprenant les honoraires de maîtrise d'œuvre, les honoraires techniques et les travaux est évalué à 9 525 000 € H.T., valeur juin 2011, dont 8 780 000 € H.T. pour les travaux, correspondant principalement à la mise en œuvre des dispositifs d'étanchéité du casier et au réseau de captage et d'élimination du biogaz.

Les infrastructures existantes du casier n°1 comprenant notamment la voirie d'accès, le pont bascule et le bâtiment d'accueil ainsi que les installations de stockage tampon et de traitement des lixiviats, seront maintenues et réutilisées pour le casier n°2.

La consultation est organisée selon la procédure d'appel d'offres restreint conformément aux dispositions des articles 33, 60 à 64 et 74-III 4 alinéa b, du Code des marchés publics. Le marché de maîtrise d'œuvre correspondant intègre, en phase conception les éléments de mission AVP, PRO, ACT et en phase réalisation les éléments de mission VISA, DET, OPC et AOR. Il fait l'objet d'un lot unique avec une tranche ferme et cinq tranches conditionnelles correspondant à l'avancement des travaux en fonction de l'exploitation de l'installation. Les délais des études de projet sont fixés à 11 semaines et la durée prévisionnelle du marché est de 7 ans environ avec des périodes probables d'interruption. Le montant estimatif de ce marché de maîtrise d'œuvre est compris entre 250 000 et 450 000 € H.T. Ce marché sera attribué par la commission d'appel d'offres après avis d'un jury.

En effet, conformément à l'article du Code des Marchés Publics susvisé, le jury du marché de maîtrise d'œuvre chargé d'émettre un avis motivé sur les candidatures et sur les offres sera composé, outre de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, président de droit, ou de son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants élus au sein du Conseil de Communauté.

Les autres membres siégeant au jury, avec voix délibérative, seront désignés par le président du jury, conformément aux dispositions de l'article 24 du Code des marchés publics. Il s'agit :

- des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du marché, sans que le nombre de ces personnalités ne puisse excéder cinq, la désignation de ces personnalités étant facultative,
- des membres du jury ayant la qualification exigée des candidats (ou une qualification équivalente) pour participer au concours représentant au moins un tiers des membres du jury.

Monsieur le Trésorier Principal municipal et un représentant de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, seront invités à participer au jury avec voix consultatives.

En application de l'article 22 du Code des Marchés Publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptible d'être proclamé élu.

Sur la base de ces précisions :

- les listes devront être exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du conseil de communauté,
- la date limite de remise de dépôt des listes a été fixée au jeudi 19 juillet 2012 à 12 heures au service du Conseil de la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics,
- les listes devaient être transmises par courrier avec accusé de réception avant cette date ou remises contre récépissé aux jours et heures d'ouverture du service du conseil,
- chaque liste établie devant parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du Jury de Maîtrise d'œuvre pour la réalisation du casier n° 2 de l'I.S.D.N.D de la communauté d'agglomération de Montpellier sur la commune de Castries - Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme de l'opération et le montant correspondant évalué à 9 525 000 € H.T. tel qu'exposé ci-dessus,
- approuver le dossier de consultation des entreprises pour désigner le maître d'œuvre qui sera chargé de la réalisation des études de conception du projet et du suivi des travaux,
- autoriser le lancement de l'appel d'offres restreint en application des articles 33, 60 à 64 et 74-III 4° alinéa b du code des marchés publics,
- approuver les conditions de dépôts des listes constituées pour l'élection du jury de maîtrise d'œuvre tel que définies ci-dessus,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908, et seront complétés aux budgets ultérieurs en tant que de besoin,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, à signer le marché n°3039GD12 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, (4 votes contre concernant l'ensemble des points mentionnés ci-dessus),
- procéder à l'élection au sein du conseil communautaire des membres du jury de maîtrise d'œuvre (5 titulaires et 5 suppléants).

La liste suivante a été déposée par Monsieur le Président dans le respect des conditions visées ci dessus :

Titulaires :

- P. Bonnal,
- N. Segura,
- J.-F. Audrin,
- A. Barrandon,
- Y. Pellet.

Suppléants :

- C. Morales,
- J.-M. Castet,
- J.-L. Meissonnier,
- E. Beccaria,
- J.-M. Lussert.

Aucune autre liste n'a été déposée.

Au regard des informations présentées aux membres du Conseil Communautaire, il est procédé à l'élection au scrutin de liste suivant le système de représentation proportionnelle avec application du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Le vote a lieu au scrutin secret.

Election du jury de maîtrise d'œuvre :

Membres titulaires :

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 87

Votants : 83

Bulletins blancs : 3

Bulletins nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 80

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	80	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus :

Membres titulaires :

- P. Bonnal,
- N. Segura,
- J.-F. Audrin,
- A. Barrandon,
- Y. Pellet.

Membres suppléants :

- C. Morales,
- J.-M. Castet,
- J.-L. Meissonnier,
- E. Beccaria,
- J.-M. Lussert.

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 87

Votants : 83

Bulletins blancs : 3

Bulletins nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 16

Sièges à pourvoir : 5 suppléants

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	80	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus :

Membres suppléants :

- C. Morales,
- J.-M. Castet,
- J.-L. Meissonnier,
- E. Beccaria,
- J.-M. Lussert.

Le jury de maîtrise d'œuvre est donc composé comme suit :

- Membres titulaires :
 - P. Bonnal,
 - N. Segura,
 - J.-F. Audrin,
 - A. Barrandon,
 - Y. Pellet.
- Membres suppléants :
 - C. Morales,
 - J.-M. Castet,
 - J.-L. Meissonnier,
 - E. Beccaria,
 - J.-M. Lussert.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

AFFAIRE N° 24 ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - INSTALLATION DE STOCKAGE DES DÉCHETS MÉNAGERS NON DANGEREUX DE CASTRIES - AVENANT N°3 AU MARCHÉ D'EXPLOITATION N°1847GD08 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°8304 du 26 juin 2008, le Conseil de Communauté a autorisé à l'issue d'une procédure d'appel d'offres, la signature du marché n°1847 GD 08 avec la société SMTVD pour l'exploitation de la nouvelle Installation de Stockage de Déchets ménagers Non Dangereux (ISDND) du site de la carrière de Castries.

Le marché a été conclu pour une durée de soixante cinq mois, hors période de préparation, à compter du début de réalisation des prestations liées à la réception de la première tonne de déchets. Cette durée correspond au tonnage maximum autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Les prestations sont rémunérées par application des prix forfaitaires et unitaires du Bordereau des Prix. Le montant annuel du marché évalué sur la base du Détail Quantitatif Estimatif pour les tonnages maximum autorisés s'établit à 1 742 730,68 € H.T., soit 9 439 791,18 € H.T. pour la durée totale du marché.

Pour améliorer la qualité du suivi environnemental du site et prévenir les nuisances olfactives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place un système de dégazage au fur et à mesure du remplissage et de l'exploitation du site. Ce système comprend en phase d'exploitation un réseau de captage, de collecte et d'élimination des biogaz et a fait l'objet d'un avenant n°1 au marché d'exploitation approuvé par délibération n°9650 du 23 juin 2010.

De plus, afin de renforcer le système de traitement des odeurs sur et autour du site, un système de neutralisation des odeurs par pulvérisation a été mis en œuvre au droit du casier n°1. Complémentairement, un système d'aération du bassin de lixiviats permettra de réduire les éventuelles émissions odorantes. Ces prestations ont fait l'objet d'un avenant n°2 approuvé par délibération n°10645 du 30 janvier 2012.

De nouvelles prescriptions techniques prises par arrêté préfectoral complémentaire viennent compléter ce dispositif initial. En effet, il est prévu de réaliser sur le site de l'ISDND des mesures de la qualité de l'air et de densifier le maillage du réseau de captage horizontal du biogaz.

Par ailleurs l'installation de la torchère définitive induit une modification à la baisse des conditions de rémunération de l'exploitant qui supporte jusqu'à présent notamment la location de la torchère provisoire. L'expérience acquise depuis juillet 2010 dans le réglage des dispositifs de captage et de collecte du biogaz par les drains horizontaux permet en outre de préciser les modes opératoires pour une efficacité optimale des dispositifs.

Il convient donc d'adopter un avenant n°3 au marché conclu pour l'exploitation de l'ISDND avec la société SMTVD.

Le projet d'avenant n°3 au marché n°1847GD08 :

- prévoit la suppression de la location de la torchère provisoire installée en juillet 2010 dans le cadre de l'avenant n°1,
- crée un prix nouveau pour l'exploitation de la torchère définitive (en cours d'installation),
- modifie le détail quantitatif des travaux de réalisation du réseau de captage du biogaz et crée un prix nouveau au bordereau des prix unitaires et forfaitaires du marché pour la pose de coudes supplémentaires entre les différents niveaux du réseau de captage du biogaz,
- crée un prix nouveau pour la réalisation des analyses des émissions diffuses prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire.

Le montant de ces nouvelles prestations, objet du présent avenant n°3, s'élève ainsi à 141 364,00 H.T sur la durée résiduelle du marché, soit 1,50% du montant du marché initial. Le nouveau montant du marché sur sa durée globale s'établit après avenant n°3 à 10 406 879,18 € H.T.

Le montant cumulé des avenants n°1 à 3 représente une augmentation de 10,24% du montant initial du marché sur sa durée globale.

Ce projet d'avenant n°3 a reçu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 03 juillet 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°3 au marché n°1847GD08 avec la société SMTVD sise à Mauguio, pour l'exploitation de l'Installation du Centre de Stockage de Déchets Ménagers Non Dangereux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution des marchés sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 928 et 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°3 au marché n°1847GD08 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 25 ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS - INSTALLATION DE STOCKAGE DES DÉCHETS MÉNAGERS NON DANGEREUX - AVENANT N°1 AU MARCHÉ N°2375GD10 POUR LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°7873 du 2 octobre 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le projet d'aménagement du premier casier de la nouvelle installation de stockage des déchets ménagers non dangereux de Castries établi par le maître d'œuvre GINGER ENVIRONNEMENT et INFRASTRUCTURES et a autorisé le lancement de la consultation des entreprises en vue de la réalisation de la première phase des travaux.

Par délibération n°9727 du 20 juillet 2010, le Conseil a approuvé le projet de marché n°2375GD10 à conclure pour la réalisation des travaux et l'exploitation de la station fixe de traitement des lixiviats avec la société OVIVE/MOBIPUR. La durée totale du marché est fixée à 3 ans et 6 mois comprenant :

- une phase d'étude, de travaux et de vérification des performances de la station fixe de 3 mois, pendant laquelle le titulaire du marché devait traiter les lixiviats avec une station mobile ;
- une phase d'exploitation de 39 mois de la station fixe mise en œuvre à l'issue de la phase d'étude et de travaux.

Les prestations sont rémunérées par application de prix forfaitaires pour la réalisation des travaux de construction et d'installation des ouvrages de traitement et de prix unitaires pour leur exploitation.

Le montant total du marché est estimé à 578 709,25 € H.T., dont 316 700,00 € H.T. pour la réalisation des travaux de construction et d'installation et 262 009,25 € H.T. pour le traitement d'un volume prévisionnel de 13 835 m³ pendant la période d'exploitation.

Afin de limiter les temps de séjour des lixiviats dans le bassin tampon situé à l'amont de l'unité de traitement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite pouvoir compléter en tant que de besoin les équipements existants par l'installation temporaire de deux cuves supplémentaires mettant en œuvre un traitement biologique et un traitement au charbon actif.

Il convient donc d'adopter un avenant n°1 au marché conclu pour l'exploitation de la station d'épuration avec la société OVIVE/MOBIPUR.

Ces prestations nouvelles font l'objet du projet d'avenant n°1 au marché n°2375GD10 qui crée des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires et forfaitaires du marché pour :

- la location des deux cuves supplémentaires de traitement,
- leur installation et leur repli,
- le surcoût du traitement consécutif à l'emploi de consommables supplémentaires.

Le montant de ces nouvelles prestations, objet du présent avenant n°1, s'élève, pour un traitement prévisionnel de 3000 m³ pendant une période de 6 mois, à 30 710,00 € H.T. ce qui représente une augmentation de 5,31% du montant initial du marché sur sa durée globale. Le nouveau montant du marché s'établit ainsi à 609 419,25 € H.T.

Ce projet d'avenant n°1 a reçu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 03 juillet 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°1 au marché n°2375GD10 avec la société OVIVE/MOBIPUR pour la construction et l'exploitation de la station fixe de traitement des lixiviats de l'Installation du Centre de Stockage de Déchets ménagers Non Dangereux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution des marchés sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 908 et 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 au marché n°2375GD10 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 26 ENVIRONNEMENT – COLLECTE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - REDEVANCE SPÉCIALE APPLICABLE AUX DÉCHETS NON MÉNAGERS ASSIMILABLES AUX DÉCHETS MÉNAGERS - TARIFS 2013 - CONVENTION-TYPE - APPROBATION

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibérations n°6679 du Conseil Communautaire du 19 septembre 2005 et n°6834 du 16 décembre 2005, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a instauré la redevance spéciale concernant les déchets non ménagers assimilables aux déchets ménagers, conformément aux dispositions des articles L.2333-78 et L.2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est rappelé que les tarifs 2012 de la redevance spéciale sont les suivants :

- déchets non recyclables : 0,0250 euro par litre
- déchets recyclables secs en mélange: 0,0244 euro par litre
- papiers blancs : 0,0163 euro par litre
- bio déchets : 0,0193 euro par litre
- verres : 60 euros par tonne

Comme chaque année, les tarifs doivent être actualisés pour tenir compte de l'évolution des indices des formules de révision des prix rétribuant les prestations relatives à la collecte et au traitement des déchets. Afin de continuer à encourager au tri les producteurs de déchets assujettis à la redevance, il est proposé, comme pour les tarifs 2012, de ne pas modifier les tarifs relatifs aux déchets triés (recyclables secs, papiers blancs, bio déchets et verres). Corrélativement, le tarif relatif aux déchets non recyclables (poubelle grise) sera majoré de manière à garantir l'équilibre financier du service.

Il est proposé de modifier les tarifs 2013 de la redevance spéciale comme suit :

- déchets non recyclables : 0,0257 euro par litre,
- déchets recyclables secs en mélange: 0,0244 euro par litre,
- papiers blancs : 0,0163 euro par litre,
- bio déchets : 0,0193 euro par litre,
- verres : 60 euros par tonne.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les tarifs de la redevance spéciale tels qu'exposés ci-dessus applicables à partir du 1er janvier 2013,
- autoriser la modification ainsi apportée à la convention portant règlement financier de la redevance spéciale,
- dire que les crédits correspondants à la recette seront inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 27 ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MANDAT POUR LA RÉALISATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMETYST - APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation de Montpellier. Dans ce cadre, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération, le montant des dépenses arrêté au 31 décembre 2011 et le bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Au titre de l'avancement de l'opération, la réalisation d'un nouveau programme d'amélioration réparti entre le constructeur et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, objet du protocole transactionnel conclu avec le groupement constructeur en juillet 2010, concernant notamment la maîtrise des émissions olfactives et le bilan matière de production de composts (en particulier la réalisation par le constructeur d'une nouvelle ligne de maturation et affinage des composts), ont conduit la Communauté d'Agglomération à repousser la réception de l'unité jusqu'à l'achèvement de ces nouveaux travaux initialement envisagé au 31 décembre 2010.

Le 13 septembre 2010, l'incendie survenu au sein de l'atelier de déshydratation des digestats a conduit la Communauté d'Agglomération de Montpellier à modifier provisoirement l'exploitation de l'unité de méthanisation Amétyst. L'assureur Tous Risques Chantier ACE a introduit, le 5 octobre 2010, une requête en référé auprès du Tribunal Administratif de Montpellier afin de voir désigner un expert judiciaire et de lui confier une mission ayant notamment pour objet de déterminer les causes et origines de l'incendie, de décrire les désordres et de chiffrer le coût des travaux de réparations.

Dans l'attente du rendu de ses conclusions définitives, au terme de 6 réunions d'expertise menées de décembre 2010 à mai 2011, l'expert judiciaire a confirmé le 24 mai 2011, l'achèvement des investigations préalables autorisant le démarrage des travaux de reconstruction de l'atelier sinistré. Parallèlement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le groupement constructeur ont conclu un avenant n°1 au protocole transactionnel approuvé par délibération n° 10 179 du 23 juin 2011 prévoyant les travaux de déconstruction et de reconstruction du bâtiment, ainsi que la remise en état des équipements et machines, financés à 100 % par le groupement constructeur. Ces travaux d'un montant évalué à 3 M€, ont immédiatement débuté. De son côté, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pris en charge la vidange et la traitement des eaux de process stockées sous le hall sinistré et contaminées par les eaux d'extinction de l'incendie, ainsi que la décontamination des presses pour un montant de 325 K€ H.T. Ces montants sont intégrés à l'évaluation des conséquences du sinistre qui feront l'objet d'une demande indemnitaire dans le cadre de l'expertise judiciaire qui se poursuit après l'achèvement des travaux et la remise en service totale de l'unité de méthanisation Amétyst afin de déterminer notamment le montant des pertes d'exploitation et préjudices subies par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant.

Le fonctionnement provisoire a permis de maintenir la production d'électricité à 200 000 KWh par semaine, soit l'équivalent de la consommation de 3 500 logements environ.

Sur le plan financier, l'arrêt des comptes au 31 décembre 2011 fait apparaître un montant de dépenses de 109 489 K€ T.T.C. correspondant pour la plus grosse part (87 713 K€ H.T.) aux frais d'études et de travaux du Groupement titulaire du marché de travaux.

Les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la rémunération du mandat et, d'autre part, par le versement d'avances.

En 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a procédé au versement d'une avance de 4 267 K€ et les remboursements de mandat ont porté sur un montant de 8 320 K€.

La conclusion du protocole transactionnel et de son avenant ont permis de libérer en 2011 une partie des paiements bloqués en 2010 du fait des litiges en suspens avec le constructeur, ce qui se traduit par une trésorerie de l'opération au 31 décembre 2011 positive de 2 076 K€.

Le montant des dépenses prévisionnelles pour l'exercice 2012 est estimé à 2 614 K€ T.T.C.

Le bilan présenté intègre conformément aux dispositions de l'avenant au protocole transactionnel, l'hypothèse de l'achèvement des travaux correspondants au 30 mars 2012. Il prévoit également divers travaux, comprenant notamment la réfection de la passerelle des convoyeurs entre la Zone 7 et la Zone 8 d'un montant estimé à 300 K€ H.T. les premières opérations mises en œuvre dans le cadre des mesures d'urgence consécutives au sinistre pour un montant de 147 K€ H.T., la dépollution et décontamination de l'atelier sinistré pour un montant de 325 K€ H.T., la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre afin d'établir le cahier des charges d'amélioration de la détection et de la défense incendie dans l'usine, ainsi qu'une provision à la charge du maître d'ouvrage de 300 K€ H.T. pour le règlement du solde des consommables nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

Il intègre également, comme le précédent bilan adopté, une provision pour la réalisation d'un dispositif de traitement des effluents industriels, hors marché du constructeur, pour un montant de 1 M€ H.T.

En conséquence, le bilan présenté au CRAC 2011 est actualisé à 113,392 M€ T.T.C., valeur janvier 2012, en augmentation de 0,289 M€ T.T.C., soit + 0,26% par rapport au bilan précédemment approuvé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2011 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST,
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

**AFFAIRE N° 28 INNOVATION – SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE -
ACCORD-CADRE N°3007RI12 ET MARCHÉ N°3022RI12 - LANCEMENT DES PROCÉDURES -
AUTORISATION DE SIGNATURE - ELECTION DU JURY**

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

Par délibération n°10654 du 29 février 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a adopté son Schéma Directeur d'Aménagement Numérique pour la période de 2012 à 2016 inclus. Ce projet consiste en :

- le raccordement des sites publics de Montpellier Agglomération ;
- le développement de nouveaux services permettant d'offrir aux organismes intéressés et aux opérateurs l'accès à de nouvelles technologies et le développement des services ;
- le fibrage des Zones d'Activités ;
- le raccordement des entreprises sur des points de présence opérateurs.

Pour mener à bien ces ambitions, la collectivité va lancer deux consultations en appel d'offres ouvert en vue de la conclusion :

- d'un marché relatif à la maîtrise d'œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique;
- d'un accord cadre permettant la location multi-attributaires de fibres optiques passives (noires).

Les prestations à réaliser sont les suivantes :

- Marché n° 3022RI12 : Maîtrise d'Œuvre – Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique

L'objet de la consultation consiste à choisir un maître d'œuvre pour, notamment :

- assurer la réalisation des avant-projets sommaires et définitifs des tracés du réseau Très Haut Débit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- aider la collectivité dans le choix des entreprises de travaux ;
- suivre les différents chantiers.

Ce marché prendra effet dès sa notification pour une durée d'un an et pourra être renouvelé trois fois une année, par reconduction expresse, à la date anniversaire.

Il s'agit d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum, estimé à 550 000 € T.T.C. (montant global, périodes de reconduction éventuelles comprises)

Il convient désormais d'engager la procédure relative à la désignation du maître d'œuvre.

Dans ce cadre, il est proposé de lancer une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 33, 57 à 59 et 74.III.4°, b du code des marchés publics.

Cette procédure prévoit que le pouvoir adjudicateur, après avis motivé d'un jury constitué conformément aux dispositions du I de l'article 24 du code des marchés publics, dresse la liste des candidats admis. Ce jury émet également un avis motivé sur les offres.

Conformément à l'article du code des marchés publics susvisé, le jury de maîtrise d'œuvre sera composé, outre de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, président de droit, ou de son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants élus en son sein.

Les autres membres siégeant au jury, avec voix délibérative, seront désignés par le président du jury, conformément aux dispositions de l'article 24 du Code des marchés publics. Il s'agit :

- des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier avec l'objet du marché, sans que le nombre de ces personnalités ne puisse excéder cinq, la désignation de ces personnalités étant facultative,
- des membres du jury ayant la qualification (ou une qualification équivalente) exigée des candidats pour participer à la consultation, représentant au moins un tiers des membres du jury.

Monsieur le Trésorier Principal municipal et un représentant du service en charge de la concurrence seront invités à participer au jury avec voix consultatives.

En application de l'article 22 du Code des Marchés Publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptible d'être proclamé élu.

Sur la base de ces précisions :

- les listes devront être exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du conseil de communauté,
- la date limite de remise de dépôt des listes a été fixée au jeudi 19 juillet 2012 à 12 heures au service du Conseil de la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics,
- les listes devront être transmises par courrier avec accusé de réception avant cette date ou remises contre récépissé aux jours et heures d'ouverture du service conseil,
- chaque liste établie devant parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du Jury de Maîtrise d'œuvre pour la mise en œuvre du schéma directeur d'aménagement numérique – Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

- Accord cadre multi-attributaires n°3007RI12 relatif à la fourniture de Fibre Optique Noires (FON)

L'objet de cet accord cadre est la mise à disposition de liaisons à fibres optiques entre le réseau des titulaires retenus par l'Agglomération de Montpellier et le réseau propre à la collectivité.

Les liaisons Fibre Optique (FO) ainsi mises à disposition assureront la continuité physique du service de transport passif entre les points du réseau de la collectivité via la portion d'infrastructure mise à disposition par le titulaire. Ce service est assorti d'une garantie de disponibilité du réseau fixée à 99,95% et d'une Garantie de Temps de Rétablissement (GTR) en cas de coupure.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste libre de l'utilisation, par ses besoins propres ou par les

utilisateurs désignés par elle-même, des supports mis à disposition, constitués de brins de fibres optiques dédiés. Il s'agit d'un accord cadre multi-attributaire, conclu, conformément à l'article 76 du Code des Marchés Publics, avec plusieurs opérateurs économiques (minimum 3) qui seront remis en concurrence à survenance du besoin. Les marchés subséquents passés sur le fondement de cet accord cadre seront des marchés à bons de commande. Cet accord cadre, passé en procédure d'appel d'offres ouvert (articles 33, 60 à 64 du code des marchés publics) prendra effet dès sa notification pour une durée d'un an et pourra être renouvelé trois fois une année, par reconduction expresse, à la date anniversaire. Il est conclu sans minimum ni maximum et estimé à 440 000 € T.T.C. (montant global, périodes de reconductions éventuelles comprises).

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de ces 2 procédures pour la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique tels que définies ci-dessus,
- dire que les crédits nécessaires à cette affaire sont inscrits dans le cadre d'une Autorisation de Programme et Crédit de Paiement, chapitres 909 et 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, à signer l'accord-cadre n°3007RI12 et le marché n°3022RI12 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution,
- procéder à l'élection, au sein du Conseil Communautaire, des membres du jury de maîtrise d'œuvre (5 titulaires et 5 suppléants) concernant la procédure de passation du marché 3022RI12 (maîtrise d'œuvre du SDAN) :

La liste suivante a été déposée par Monsieur le Président dans le respect des conditions visées ci dessus :

Membres titulaires :

- Gilbert Pastor,
- Nicole Bigas,
- Jean-Pierre Grand,
- Pierre Bonnal,
- Thierry Breysse

Membres suppléants :

- Pierre Maurel,
- Danièle Antoine-Santonja,
- Laurent Jaoul,
- Frédéric Tsitsonis,
- Roger Caizergues

Aucune autre liste n'a été déposée.

Au regard des informations présentées aux membres du Conseil Communautaire, il est procédé à l'élection au scrutin de liste suivant le système de représentation proportionnelle avec application du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Le vote a lieu au scrutin secret.

Election du jury de maîtrise d'œuvre (5 titulaires et 5 suppléants) concernant la procédure de passation du marché 3022RI :

Membres titulaires :

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 87

Votants : 83

Bulletins blancs : 1

Bulletins nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 82

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16,4

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	82	5	0	82

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres titulaires suivants :

Membres titulaires :

- Gilbert Pastor,
- Nicole Bigas,
- Jean-Pierre Grand,
- Pierre Bonnal,
- Thierry Breysse

Membres suppléants :

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 87

Votants : 83

Bulletins blancs : 1

Bulletins nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 82

Sièges à pourvoir : 5 suppléants

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16,4

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	82	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres titulaires suivants :

Membres suppléants :

- Pierre Maurel,
- Danièle Antoine-Santonja,
- Laurent Jaoul,
- Frédéric Tsitsonis,
- Roger Caizergues

Le jury de maîtrise d'œuvre concernant la procédure de passation du marché 3022RI12 est donc composée comme suit :

· Membres titulaires :

- Gilbert Pastor,
- Nicole Bigas,
- Jean-Pierre Grand,
- Pierre Bonnal,
- Thierry Breysse

· Membres suppléants :

- Pierre Maurel,
- Danièle Antoine-Santonja,
- Laurent Jaoul,
- Frédéric Tsitsonis,
- Roger Caizergues

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 29 INNOVATION – MARCHÉ N°3051RI12 DE MISE EN OEUVRE D'UNE PLATEFORME E-ADMINISTRATION DE SERVICES DÉMATÉRIALISÉS E-SERVICES ET MUTUALISÉS POUR LES COMMUNES - LANCEMENT DE LA CONSULTATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

Un des principaux projets du programme « E-services aux citoyens » de la stratégie numérique globale de la Collectivité est la mise en place d'une plateforme de e-service articulée autour d'un compte citoyen unique mutualisable avec les Communes de la Collectivité qui le désirent.

Après une étude menée par la société CONSUL'TIC dont les résultats ont été présentés en comité de pilotage le 31 janvier 2012, il s'agit de lancer la consultation permettant la mise en œuvre de cette plateforme permettant de proposer :

- des services intégrés dans le portail web de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les compétences spécifiques,

- des services relevant des Communes, proposés de manière mutualisés en marque blanche par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour être intégrées aux sites des Communes.

Les composantes :

- un **portail usager** fédérateur : tableau de bord individualisé qui permet d'accéder aux téléservices,
- un **compte usager** qui permet la connexion sécurisée et la gestion des données personnelles directement par l'utilisateur,
- des **bouquets de téléservices** globalement organisés selon quatre thématiques (Culture-Sports-Loisirs, Démarches administratives, Mobilité, Economie-Emploi) et le cas échéant interfacés avec le système d'information métier de la Collectivité reposant principalement sur des outils **propriétaires**,
- un **module de développement** pour construire de nouveaux téléservices (formulaires + procédures d'instruction),
- un **module d'administration** des téléservices et du compte usager.

Elle sera ouverte aux **personnes porteuses de handicap** en suivant les préconisations d'accessibilité des sites de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (RGAA).

Le mode d'accès à la plateforme de téléservices sera compatible techniquement avec les standards de **fédération d'identités**, pour associer le compte usager aux services existants (compte lecteur Médiathèque, compte famille Ecolothèque, compte famille Conservatoire de Musique).

Les objectifs :

Au travers de ce projet, la collectivité vise à construire une offre de service à **l'utilisateur** :

- **Faciliter** les démarches et échanges entre l'utilisateur et l'administration,
- **Fournir un service** dématérialisé, complémentaire avec les modalités actuelles (courrier ou guichet),
- **Offrir un point d'entrée unique et sécurisé** à un ensemble de services.

Des bénéfices sont également attendus pour les collectivités :

- **Simplifier** les modes de fonctionnement interne,
- **Partager** l'information entre services et assurer une **circulation** de l'information par la mise en œuvre de processus de workflow,
- **Mutualiser les coûts** entre les Communes en mettant à disposition un outil et d'un catalogue de téléservices commun.

Le socle de la plateforme et le 1^{er} bouquet de téléservices :

Portail	Plate-forme (portail) de téléservices : – avec compte usager (tableau de bord, messages, alertes) – supportant les télé services mutualisables avec les Communes (Catalogue des téléservices « Communes »)
Téléservices intégrés au Portail	Lot de formulaires de demande définis dans l'étude (voir liste plus bas).
Téléservices en liaison avec une application métier hors portail téléservices	Pré-inscription Médiathèques (compte lecteur SGIBD) Pré-inscription Ecolothèque (compte famille E-Magnus) Pré-inscription Conservatoire de musique (compte famille I-Muse) Demandes liées à la gestion des déchets (lien avec outils GDC)
Téléservices mutualisés en « marque blanche » pour les Communes	Demande de copie d'acte de mariage Demande de copie d'acte de naissance Demande de copie d'acte de décès Demande de copie de livret de famille Demande d'intervention des services municipaux Demande d'inscription en centre de vacances Demande de stationnement pour un déménagement Déclaration d'ouverture d'un chantier Demande de rendez-vous avec : un élu, une assistante sociale, des services divers Formulaire de contact générique

Les services (demande et formulaires) identifiés au cours de l'étude :

- Autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT),
- Autorisation de travaux (DT/DICT),
- Demande d'assainissement non collectif (Eau et assainissement),
- Procédures de demandes d'aides à la pierre (DUH),
- Demande de conventionnement (sport),
- Demande de subvention (sport),
- Demande d'accréditation (sport),
- Demande d'abonnement au service (téléalarme).

A l'issue de la mise en place initiale, de nouveaux téléservices seront mis en ligne sous forme de bouquets successifs. La priorisation de ces téléservices sera définie en cours de projet et commandée au prestataire retenu sous forme d'unités d'œuvre, selon une évaluation du niveau de la complexité du téléservice : simple, moyen ou

complexe défini dans le catalogue de service du bordereau de prix de la consultation.

Le système à mettre en œuvre :

- le système sera techniquement séparé des sites des Collectivités, en particulier des sites des Communes,
- le compte de la plateforme e-service est identique à celui du portail institutionnel www.montpellier-agglo.com
- le compte de la plateforme e-service permettra à l'utilisateur d'accéder également aux services des applications métiers écolothèque, médiathèque, conservatoire de musique et Gestion des doléances « déchets » sans réauthentification (à terme avec d'autres sites « partenaires »).
- les comptes usagers issus des sites des Communes, comme ceux de montpellier-agglo.com, seront fédérés.
- le portail usager est accessible et facilement intégrable dans les sites institutionnels des Collectivités (montpellier-agglo et Communes),
- le portail usager propose un accueil personnalisé et donne accès aux téléservices,
- le « Catalogue des téléservices Communes » est un ensemble paramétrable indépendamment par chacune des Communes ayant décidé d'en bénéficier, il s'agit d'un dispositif de type « marque blanche » qui permet à la commune de lui donner une cohérence visuelle avec son propre site pour rendre la navigation par l'utilisateur la plus transparente possible,
- les téléservices du catalogue pour une Commune y ayant souscrit, sont accessibles depuis le site de la Commune s'il existe ou par le portail usager.

Le planning du projet :

Le planning est basé sur une notification en Septembre 2012, le projet suivra deux étapes :

- Etape 1 : Février/mars 2013 : Ouverture plateforme e-services « Mon Agglo ».
- Etape 2 : Mai/Juin 2013 : Ouverture sur les sites des communes adhérents et nouveaux e-services (téléformulaire et fédérations de services existants ou partenaires).

Stratégie de consultation et estimations budgétaires :

"Il s'agit d'un marché à prix mixte (forfaitaires et unitaires) d'une durée d'1 an renouvelable 2 fois. Ce marché sera passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert (articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics). Il est également régi par les dispositions de l'article 77 du code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commandes. En effet, une partie des prestations sera commandée à survenance du besoin par application des prix unitaires du marché.

Montant annuel du marché : mini : 80 000 € H.T. / maxi : 220 000 € H.T. Ces montants minimum et maximum sont identiques pour chaque nouvelle période en cas de reconduction du marché.

Montant estimé : 430 000 € H.T. sur 3 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement du marché n°3051RI12,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 900,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, à signer le marché n°3051RI12 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 30 TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY PREMIÈRE LIGNE, EXTENSION EST ET COMPLÉMENTS D'AMÉNAGEMENT ET D'ÉQUIPEMENTS - CONVENTION DE MANDAT N°434T1 TAM POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ POUR L'ANNÉE 2011

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°4307 du 27 avril 2001, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte du District, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de l'extension Est et des compléments d'équipements et d'aménagement de la première ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Les 4 avenants approuvés par le Conseil de Communauté ont permis :

- d'adapter le programme de l'opération concernant notamment la construction du parking en ouvrage Occitanie,
- de confier les attributions de la Personne Responsable du marché au Directeur Général de TaM,
- de prendre en compte les adaptations du Code des Marchés Publics,
- de définir un nouveau montant de l'enveloppe financière de l'opération,
- d'adapter le planning de l'opération, notamment celui de la réalisation de l'Extension Est de la Ligne 1 à la mise en service du centre commercial Odysséum,
- de diminuer la rémunération du mandataire de 100 000 € H.T. pour l'ajuster au programme arrêté.

Le montant total de l'enveloppe financière prévisionnelle confiée en mandat à TaM a été fixé à 51,598 M € H.T. (valeur mars 2001), par l'avenant n°1 au mandat approuvé par délibération du Conseil de Communauté n°4751 du 11 juillet 2002, incluant une rémunération du mandataire fixée à 1,806 M € H.T. par l'avenant n°4 au mandat approuvé par délibération du Conseil de Communauté n°5837 du 28 avril 2004.

Pendant l'année 2011, TaM a géré l'opération conformément aux objectifs définis par le mandat notamment en termes de respect du programme, du planning et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

Toutes les actions du mandat de compléments d'équipements et d'aménagement de la ligne 1 du tramway ont été réalisées ; la dernière action a concerné la station Mondial 98 mise en service le 17 décembre 2010.

Les différents marchés de travaux et de maîtrise d'œuvre sont en cours de clôture.

Pour mémoire, le programme de l'opération « Extension Est et compléments d'aménagement et d'équipement de la ligne 1 » comprenait les actions suivantes :

- Extension de la ligne 1 sur Odysseum : réalisée avec mise en service de la nouvelle station Odysseum au cœur du centre commercial, le 23 septembre 2009,

- Réalisation des stations différées : mises en service fin 2003 pour Millénaire et Malbosc et en décembre 2010 pour Mondial 98,

- Réaménagement définitif de la station Comédie : achevée depuis décembre 2002,

- Augmentation de capacité du parking Occitanie : à 620 places dont 580 en ouvrage et création d'équipements annexes (local vélo, toilettes publiques, salle d'attente) depuis mars 2004,

- Réaménagement du parking d'échanges Euromédecine : achevé depuis septembre 2004,

- Equipped du parking tramway de surface à Odysseum : en vidéosurveillance en mai 2005.

Le projet initial d'aménagement du parking de surface a été abandonné et retiré du mandat confié à TaM, du fait de la construction par la SERM du parking tramway CIRCE de 1200 places.

- Augmentation de la capacité de la 1^{ère} ligne tramway : par allongement de 30 rames de 30 m à 40 m et achat de 2 rames de 40 m, nécessitant des adaptations et compléments d'équipements et d'infrastructures, réalisée en 2002 – 2003, et achevée par la mise en service de la dernière rame allongée à 40 m en mai 2003.

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE :

Aucune modification n'est intervenue sur le mandat de réalisation au cours de l'année 2011.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL

L'année 2012 doit permettre de clore les marchés de maîtrise d'œuvre, d'établir le solde de l'opération et de recueillir le quitus final de la Communauté d'Agglomération.

BILAN FINANCIER

Enveloppe financière :

Le coût prévisionnel de l'opération fixé par l'avenant n°1 au mandat, reste inchangé à 51,598 M € H.T. (valeur mars 2001), incluant la rémunération du mandataire fixée par l'avenant n°4 à 1,806 M € H.T. (valeur mars 2001).

Dépenses au 31 décembre 2011 :

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2011 fait apparaître une dépense totale cumulée constatée sur l'opération de **50 121 390,19 € courants H.T.** (soit 47 676 101 € H.T. en valeur d'origine mars 2001), comprenant :

- **48 274 781,21 € H.T.** de dépenses hors rémunération du mandataire (soit 45 870 501 € H.T. en valeur d'origine mars 2001),

- **1 846 608,98 € H.T.** de rémunération du mandataire (soit 1 805 600 € H.T. en valeur d'origine mars 2001).

L'avancement de l'opération permet de confirmer que le bilan financier prévisionnel de l'opération en mandat respecte l'enveloppe financière du mandat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération arrêté par TaM mandataire, au 31 décembre 2011,
- approuver le bilan financier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 31 TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY DEUXIÈME LIGNE - CONVENTION DE MANDAT N°379T0 POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION - APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°3962 du 12 juillet 2000, le Conseil de District a mandaté TaM pour assurer en son nom et pour son compte, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 2^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Les 8 avenants approuvés par le Conseil de Communauté ont permis :

- d'ajuster les missions du mandataire concernant le suivi des travaux de déviations de réseaux et la gestion du système d'échange de documents informatisés,
- de confier les attributions de la Personne Responsable du Marché au directeur de TaM,
- de prendre en compte une prévision de mise en service de la deuxième ligne de tramway à fin 2006,
- d'intégrer dans le mandat la réalisation d'ouvrages connexes faisant l'objet de financements externes au projet de deuxième ligne de tramway,
- de prendre en compte des dispositions du nouveau Code des marchés publics,
- de définir un nouveau montant de l'enveloppe financière de l'opération,
- d'intégrer dans le mandat la réalisation d'aménagements et d'équipements complémentaires de la ligne 2, ainsi que l'achat de 3 rames supplémentaires de 30 m de long,
- d'adapter la rémunération du mandataire.

Le montant total de l'enveloppe financière prévisionnelle confiée en mandat à TaM a été fixé à 567,16 M € H.T. (valeur février 2000), par l'avenant n°7 au mandat approuvé par délibération du Conseil de Communauté n°7023 du 25 avril 2006, dont :

- 400 M € H.T. pour la ligne 2 entre Jacou et Saint-Jean-de-Védas, y compris travaux complémentaires,
 - 120 M € H.T. pour l'extension conditionnelle entre Saint-Jean-de-Védas et Cournonsec,
 - 47,16 M € H.T. pour les opérations connexes faisant l'objet de financements externes,
- et incluant une rémunération du mandataire fixée à 21,332 M € H.T. par l'avenant n°8 au mandat approuvé par délibération du Conseil de Communauté n°8410 du 23 juillet 2008.

Pendant l'année 2011, TaM a géré l'opération conformément aux objectifs définis par la convention de mandat notamment en termes de respect du programme, du planning et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

La ligne 2 du tramway a été inaugurée le 16 décembre 2006 et mise en service commercial le même jour.

En 2011 sa fréquentation dépasse régulièrement le seuil de 60 000 voyageurs par jour, supérieur à son objectif de 50 000 voyageurs par jour, et atteint 14,2 millions de voyageurs annuels.

Pour accompagner la croissance du trafic et améliorer l'exploitabilité de la ligne, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé la mise en place d'un programme complémentaire d'équipement et d'aménagement intégré dans l'avenant n°8 à la convention de mandat passée avec TaM, notifié le 16 octobre 2008, et confié au groupement de maîtrise d'œuvre par avenant n°4 signé le 4 août 2008.

PRINCIPAUX EVENEMENTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE :

- Acquisitions foncières

Un arrêté de cessibilité a été signé le 30 mai 2011 suite à l'enquête parcellaire complémentaire de décembre 2012 pour l'acquisition foncière restant à réaliser sur les terrains de l'ancien garage Peugeot et des commerces attenants avenue de l'Europe à Castelnau le Lez.

Le planning prévisionnel de la procédure d'expropriation permet d'envisager une prise de possession au plus tôt début 2013, pour un démarrage des travaux de reconstitution de la voirie hors plateforme tramway.

- Autorisation de mise en service commercial

L'arrêté de mise en service commercial de la modification de la voie ferrée, sur la partie de la ligne 2 entre Sabines et Saint-Jean-de-Védas (évitement Grisettes), a été signé le 26 août 2011.

- Marchés passés en 2011 (hors procédure adaptée)

Les travaux complémentaires de signalisation ferroviaire et de voie ferrée (secteurs Grisettes et Sablassou), dont les consultations organisées en 2008 se sont révélées infructueuses, ont été intégrés dans trois marchés passés pour l'opération ligne 3 en identifiant une tranche spécifique à la ligne 2.

- Travaux réalisés en 2011

La totalité des travaux de la ligne 2 a été achevée fin 2006 permettant la mise en service au 16 décembre 2006, à l'exception de quelques travaux de parachèvement et de finition.

L'avancement des travaux du programme complémentaire, prévu par l'avenant n°8 à la convention de mandat, est le suivant :

- réaménagement du passage à niveau en traversée de la RD 610 (route de Sète) en 2008,
- réaménagement des quais tramway lignes 1 et 2, et bus, Place de l'Europe en 2008.
- allongement du quai Gare de la ligne 1 en 2009, pour accueillir 2 rames et libérer le tronc commun sur la rue Jules Ferry,
- construction du bâtiment de gardien, équipement et extension du parking Saint Jean le Sec de fin 2009 à mai 2010,
- travaux de voirie sur environ la moitié de l'emprise de l'ancien garage Peugeot à Castelnau le Lez de juillet 2010 à janvier 2011,
- modification de la voie ferrée et de la signalisation ferroviaire pour créer une zone d'évitement des rames sur la voie unique du secteur Grisettes, entre Sabines et Saint-Jean-de-Védas, réalisée avec interruption de la circulation de la ligne 2 et mise en place d'une navette bus, de mi juillet à fin août 2011.

CALENDRIER PREVISIONNEL

Le calendrier des travaux complémentaires restant à réaliser est le suivant :

- complément de signalisation ferroviaire pour le service partiel Sablassou/Jacou, prévu début 2012,
- réaménagement de la seconde moitié de la parcelle de l'ancien garage Peugeot à Castelnau le Lez, prévu suivant la libération foncière définitive au plus tôt début 2013.

BILAN FINANCIER

Enveloppe financière

Le cout prévisionnel de l'opération fixé par l'avenant n°7 au mandat, reste inchangé à 567,16 M € H.T. (valeur février 2000), dont :

- 400 M € H.T. pour la ligne 2 entre Jacou et Saint-Jean-de-Védas, y compris travaux complémentaires,
 - 120 M € H.T. pour l'extension conditionnelle entre Saint-Jean-de-Védas et Cournonsec,
 - 47,16 M € H.T. pour les opérations connexes faisant l'objet de financements externes,
- et inclue une rémunération du mandataire fixée par l'avenant n°8 à 21,332 M € H.T. (valeur février 2000).

Dépenses au 31 décembre 2011

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2011 fait apparaître une dépense totale cumulée constatée sur l'opération de **518 746 542,94 € courants H.T.** (soit 423 996 561 € HT en valeur d'origine février 2000), comprenant :

- **500 599 853,73 € H.T.** de dépenses hors rémunération du mandataire (soit 407 191 214 € H.T. en valeur d'origine février 2000), décomposées en :

- ✓ 449 448 784,08 € H.T. pour la ligne 2 de tramway entre Jacou et Saint-Jean-de-Védas,
- ✓ 14 852 792,32 € H.T. pour les opérations connexes financées par la Communauté d'Agglomération,
- ✓ 7 583 583,75 € H.T. pour l'achat de 3 rames supplémentaires,
- ✓ 25 987 233,52 € H.T. pour les opérations connexes financées par la Ville de Montpellier,
- ✓ 685 661,58 € H.T. pour les opérations connexes financées par la Commune de Castelnau le Lez,
- ✓ 593 899,31 € H.T. pour les opérations connexes financées par le SIGC,
- ✓ 1 447 899,17 € H.T. pour les des opérations connexes financées par la SNCF.

- **18 146 689,22 € H.T.** de rémunération du mandataire (soit 16 805 347 € HT en valeur d'origine février 2000).

L'avancement de l'opération permet de confirmer que le bilan financier prévisionnel de l'opération en mandat respecte l'enveloppe financière du mandat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération arrêté par TaM mandataire au 31 décembre 2011,
- approuver le bilan financier prévisionnel,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 32 TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE N°969T4 POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION - APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6083 du 30 juillet 2004, le Conseil de Communauté a attribué le marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée au groupement TaM - TRANSAMO pour assurer en son nom et pour son compte, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Les 3 avenants approuvés par le Conseil de Communauté ont permis de :

- transférer à TaM la totalité du marché,
- prendre en compte les modifications du programme et de l'enveloppe financière de l'opération, suite à l'approbation de l'avant projet par le Conseil de Communauté en décembre 2007,
- prendre en compte une prévision de mise en service de la ligne 3 au printemps 2012,
- intégrer la réalisation partielle de la nouvelle ligne 4 « la Circulade », entre Saint Denis et Albert 1^{er}, qui induit une modification du tracé des lignes 2 et 3 en centre ville,
- intégrer dans le mandat la réalisation d'ouvrages connexes faisant l'objet de financements externes au projet des lignes 3 et 4,
- prendre en compte les modifications du Code des marchés publics,
- confier au mandataire une mission complémentaire de conduite des opérations de remplacement des abris des stations tramway de la ligne 1,
- adapter le montant de rémunération du mandataire aux modifications de programme et missions nouvelles, et son échéancier en fonction du nouveau planning de l'opération.

Le montant total de l'enveloppe financière prévisionnelle confiée en mandat à TaM a été fixé à 458,15 M € H.T. (valeur avril 2004), par l'avenant n°3 au mandat, approuvé par délibération du Conseil de Communauté n°9761 du 28 septembre 2010, dont :

- 450 M € H.T. pour les lignes 3 et 4, incluant une enveloppe de 6 M € H.T. pour les aménagements et les équipements complémentaires liés à la réalisation de la ligne 4,
 - 8,15 M € H.T. pour les opérations connexes faisant l'objet de financements externes,
- et inclut une rémunération du mandataire fixée à 15,701 M € H.T. par l'avenant n°3 au mandat.

Pendant l'année 2011, TaM a géré l'opération conformément aux objectifs définis par le marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée notamment en termes de respect du programme, du planning et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

AVANCEMENT DE L'OPERATION

Après 3 ans de travaux débutés en mars 2009, la ligne 3 et la ligne 4 partielle « la Circulade », entre Saint Denis et Albert 1^{er}, ont été inaugurées le 6 avril 2012 avec un très large succès auprès du public.

Le nouveau réseau de transport à 4 lignes de tramway, dont la ligne 1 prolongée au nouveau terminus Mosson et la ligne 2 qui effectue un trajet direct entre le CORUM et la Gare St Roch par la place de la Comédie, avec son réseau bus restructuré, a été mis en service commercial le 7 avril 2012.

Ce nouveau réseau de 4 lignes de tramway, interconnectées en 5 points principaux et notamment devant la gare Saint Roch pour démultiplier les possibilités de correspondance, est doté de 81 rames sur 56 kilomètres de voies et dessert directement 8 Communes du territoire : Montpellier, Jacou, Le Crès, Castelnau le Lez, Saint-Jean-de-Védas, Juvignac, Lattes et Pérols.

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE

Les études d'exécution ont été achevées début 2011 et les dernières emprises foncières nécessaires à la réalisation de la ligne ont été libérées au 1^{er} semestre 2011, permettant le déploiement des travaux sur l'ensemble de l'itinéraire.

La pose de la voie ferrée, engagée en mars 2010 s'est achevée en septembre 2011, hormis la branche de Juvignac achevée en novembre 2011. La réalisation du terminus de la ligne 4 au niveau de la station Albert 1^{er} à l'été 2011, a nécessité l'interruption de la ligne 1 entre CORUM et Saint Eloi pendant 4 semaines.

La ligne aérienne et les équipements électriques ont été réalisés à partir du début d'année, avec une première mise sous tension le 26 juillet sur la section entre Mosson et Pilory et un premier passage du tramway.

La première rame de la ligne 3 a été présentée fin juin 2011 en présence du designer Mr Christian Lacroix. Sur une commande totale de 26 rames, 7 rames étaient livrées fin 2011 et 16 rames pour la mise en service du 7 avril 2012.

Les 10 rames de la ligne 4, provenant de la ligne 1 (3 rames) et de la ligne 2 (7 rames), ont fait l'objet d'une décoration spécifique présentée par le designer M. Christian Lacroix en décembre 2011.

L'installation de la signalisation ferroviaire est intervenue début 2011. Le système classique de signalisation ferroviaire ne permettant pas d'assurer le trafic prévu de 100 tramways par heure sur le nœud de la gare, un dispositif innovant de signalisation a été réalisé, avec interruption de la ligne 1, de juillet à début août 2011, avec les seules lignes 1 et 2. Ce dispositif a été testé pendant 8 mois avant autorisation définitive de circulation des 4 lignes.

Les autres équipements ont été mis en place progressivement : signalisation routière tricolore, équipement des stations (mobilier, barrières et bancs, distributeur de titres, bornes d'information), vidéo surveillance, sonorisation...

Enfin, les essais des sous systèmes puis les essais d'ensemble ont démarré fin 2011 et se sont poursuivis jusqu'au début du mois de mars 2012, avant la phase de marche à blanc permettant à l'exploitant une bonne prise en main du nouveau réseau à la complexité renforcée.

Le dossier de sécurité, particulièrement complexe compte tenu de la configuration du réseau, réalisé en 2011 a permis l'obtention de l'autorisation préfectorale de mise en circulation le 4 avril 2012.

- Enquête d'utilité publique

Aucun recours n'a été déposé à l'encontre des arrêtés préfectoraux de Déclaration d'Utilité Publique du 18 juin 2007 et modificatif du 22 mars 2010 qui a permis de dédoubler la voie pour passer en sens unique par la rue du Faubourg de la Saunerie et par la rue André Michel.

- Enquête parcellaire et acquisitions foncières

Deux arrêtés préfectoraux du 19 décembre 2007 et du 17 février 2009, ont autorisé la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis dont l'acquisition est nécessaire pour l'opération.

162 unités foncières ont fait l'objet d'accords amiables et 13 unités foncières ont fait l'objet d'une procédure d'expropriation permettant la prise de possession de la totalité des terrains.

- Accrochage en façade des lignes aériennes et de l'éclairage public

L'accrochage des lignes aériennes et de l'éclairage public sur les façades des bâtiments riverains a été engagé en grande partie sur la base d'accords amiables obtenus fin 2010.

Deux enquêtes publiques prescrites par arrêté du Maire de Montpellier ont été organisées entre avril et juillet 2011 pour 10 propriétaires ayant refusé la négociation amiable.

- Archéologie préventive

A l'issue du diagnostic archéologique en 2008, seul le secteur Saint Denis / Saunerie / Observatoire a fait l'objet d'une prescription de fouille préventive.

Les fouilles ont été réalisées d'avril à août 2010 et ont notamment révélé une chaussée empierrée sous la rue du Faubourg de la Saunerie.

- Sécurité du Système de Transport

Le Dossier Préliminaire de Sécurité, approuvé par arrêté préfectoral du 18 mars 2009 a autorisé le démarrage des travaux de la ligne 3. Un dossier complémentaire établi pour la modification du tracé de la ligne 3 dans le secteur Saunerie / André Michel, a été approuvé par arrêté préfectoral du 21 décembre 2010 permettant de démarrer les travaux correspondants.

La zone d'entrecroisement des 4 lignes devant la Gare a fait l'objet d'une étude de sécurité particulière pour le passage de 100 tramways à l'heure de pointe. Un principe de fonctionnement à vitesse réduite avec priorité à droite a été adopté ; une signalisation ferroviaire étant maintenue. La mise en service a été autorisée à titre probatoire jusqu'au 30 avril 2012 par arrêté préfectoral du 10 août 2011.

Par ailleurs, l'autorisation de démarrer les essais pour l'ensemble de la ligne 3 a été accordée par arrêté préfectoral du 25 juillet 2011.

Le dossier de sécurité a été remis officiellement aux services de l'Etat le 28 janvier 2012 et l'arrêté préfectoral d'autorisation de mise en service commercial du 4 avril 2012 a permis la mise en service le 7 avril 2012. Comme habituellement, l'autorisation initiale est donnée pour une durée limitée au 31 décembre 2012, pour permettre la levée des dernières réserves.

- Marchés passés en 2011

Un marché complémentaire a été passé avec le groupement de maîtrise d'œuvre pour prendre en compte l'ensemble des compléments et modifications nécessités par la réalisation de la ligne 4 partielle.

Les marchés de travaux passés en 2011 ont concerné principalement des marchés complémentaires ou des avenants pour traiter les modifications notamment liées à la réalisation de la ligne 4 partielle, et quelques marchés à bons de commandes pour accompagner la fin des travaux.

- Matériel Roulant

La tranche ferme du marché de fourniture passé avec ALSTOM Transport pour la fourniture de 23 rames CITADIS 402 a été notifiée en juin 2009. Les avenants n°1 puis n°2 notifiés en 2011 ont affermi la tranche conditionnelle de fourniture de 3 rames supplémentaires et pris en compte les modifications de design découlant de la réorganisation du parc global de matériel roulant, conduisant à l'affectation de 19 rames sur la ligne 3, 4 rames sur la ligne 2 et 3 rames sur la ligne 1.

La fabrication des rames a débuté mi 2010 à La Rochelle, avec livraison de la première rame en juin 2011, puis 7 rames fin 2011 et 16 rames pour la mise en service. La totalité du parc doit être livrée dans les délais contractuels, fin juillet 2012.

- Commission d'Indemnisation à l'Amiable

La Commission d'Indemnisation à l'Amiable, a été constituée par délibération n°8518 du Conseil de Communauté du 27 novembre 2008.

D'octobre 2009 à fin 2011, 222 professionnels riverains ont sollicité la Commission. 140 dossiers ont été jugés recevables. 66 commerçants ont bénéficié d'une indemnisation.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL

Le 1^{er} trimestre 2012 a permis la fin des derniers travaux d'infrastructure, la mise en place des derniers équipements, puis la réalisation des essais des sous systèmes et les essais d'ensemble à partir du 15 mars 2012. L'inauguration du 6 avril a précédé la mise en service commercial du 7 avril 2012.

Des travaux restent à réaliser après mise en service, notamment pour les itinéraires de bus définitifs et la suppression des déviations, et pour les aménagements définitifs des modifications réalisées en provisoire dans les derniers mois de travaux.

Les livraisons du matériel roulant se poursuivent jusqu'à fin juillet 2012, date contractuelle de livraison de la 26ème et dernière rame.

Une attention particulière est portée à la levée des réserves formulées dans l'arrêté préfectoral de mise en service commercial, valable jusqu'au 31 décembre 2012. Doivent être fournis avant cette date, le rapport définitif des experts agréés tenant compte des dernières modifications et mises au point, et le recollement complet des installations.

Par ailleurs, la préparation du solde des marchés de travaux a commencé, avec notamment le traitement des réclamations de certaines entreprises.

BILAN FINANCIER

Enveloppe financière

Le cout prévisionnel de l'opération fixé par l'avenant n°3 au mandat, reste inchangé à 458,15 M € H.T. (valeur avril 2004), dont :

- 450 M € H.T. pour les lignes 3 et 4, incluant une enveloppe de 6 M € H.T. pour les aménagements et les équipements complémentaires liés à la réalisation de la ligne 4,
 - 8,15 M € H.T. pour les opérations connexes faisant l'objet de financements externes,
- et inclut une rémunération du mandataire fixée à 15,701 M € H.T. (valeur avril 2004).

Le coût prévisionnel de la partie d'opération concernant la réalisation des lignes 3 et 4 reste fixé à 450 M € H.T. (valeur avril 2004), soit 530 M € H.T. en valeur réactualisée 2008.

Dépenses au 31 décembre 2011

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2011 fait apparaître une dépense totale cumulée constatée sur l'opération de **399 933 806,26 € courants H.T.** (soit 312 568 707 € H.T. en valeur d'origine avril 2004), comprenant :

- **386 731 445,35 € courants H.T.** de dépenses hors rémunération du mandataire (soit 300 377 124 € H.T. en valeur d'origine avril 2004), décomposées en :
 - ✓ 379 162 387,21 € H.T. pour les lignes 3 et 4 de tramway,
 - ✓ 2 718 120,18 € H.T. pour les opérations connexes financées par la Communauté d'Agglomération,
 - ✓ 4 734 771,53 € H.T. pour les opérations connexes financées par la Ville de Montpellier,
 - ✓ 47 004,18 € H.T. pour les opérations connexes financées par la Commune de Lattes,
 - ✓ 69 162,25 € H.T. pour les opérations connexes financées par la Commune de Pérols,
- **13 202 360,91 € H.T.** de rémunération du mandataire (soit 12 191 583 € H.T. en valeur d'origine avril 2004).

L'avancement de l'opération permet de confirmer que le bilan financier prévisionnel de l'opération en mandat respecte l'enveloppe financière du mandat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération arrêté par TaM mandataire au 31 décembre 2011,
- approuver le bilan financier prévisionnel,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 33 TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - CONVENTION DE MANDAT N°2232 TAM POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION - APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway.

Le montant total de l'enveloppe financière prévisionnelle confiée en mandat à TaM a été fixé à 330 M € H.T. (valeur mars 2009), décomposée en

- 260 M € H.T. pour la tranche ferme entre Ovalie et Clapiers,
- 40 M € H.T. pour l'extension nord vers Prades le Lez,
- 30 M € H.T. pour l'extension ouest vers Lavérune,

et incluant une rémunération du mandataire fixée à 13,194 M € H.T.

Pendant l'année 2011, TaM a géré l'opération conformément aux objectifs définis par le mandat notamment en termes de respect du programme, du planning et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

Après engagement des opérations de concertation préalable en avril 2011 et à l'issue d'un premier recueil d'avis du public et d'une première série de réunions de concertation tenues dans les communes concernées entre fin 2011 et début 2012, le Conseil de Communauté, a approuvé en avril 2012 un bilan intermédiaire de la concertation et a adopté un tracé préférentiel pour la poursuite de la concertation préalable.

Les études de diagnostic et préliminaires ont été entreprises en septembre 2001 par le groupement de maîtrise d'œuvre EGIS Rail (mandataire) / Agence Garcia Diaz / Atelier Villes et Paysage / INGEROP et le mandataire TaM a engagé la réalisation des opérations de reconnaissances, constitution des données de référence, expertises ...

Les études se poursuivent en 2012, notamment pour élaborer le dossier d'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique.

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE :

Attribution de la subvention

Antérieurement à la passation du mandat l'opération ligne 5 a fait l'objet d'une demande de subvention dans le cadre de l'appel à projets Grenelle 2 de l'Environnement par l'Etat. Le dossier adressé par la Communauté d'Agglomération au Préfet de la Région Languedoc-Roussillon en octobre 2010 a été retenu parmi les lauréats le 9 février 2011 et a obtenu une subvention de 37,08 M €, dont :

- 31,42 M € pour la ligne 5,
- majorée de 5,66 M € pour la ligne 4 « La Circulade » au titre du projet de l'Ecocité Montpelliéraine.

Concertation préalable

Par délibération n°10144 du 21 avril 2011, le Conseil de Communauté a approuvé les objectifs de l'opération et les modalités de la concertation préalable à conduire conformément à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme.

A partir de juin 2011 des panneaux présentant le projet et des registres ont été mis à disposition du public pour recueillir ses observations, dans chaque commune concernée par le projet, puis les réunions publiques ont été tenues entre décembre 2011 et février 2012 pour présenter les différentes variantes de tracé envisagées.

Par délibération n°10816 du 17 avril 2012, le Conseil de Communauté a approuvé un bilan intermédiaire de concertation et a adopté un tracé de référence pour la suite de la concertation préalable.

Passation des premiers marchés de l'opération

Par délibération n°10367 du 28 juillet 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché de maîtrise d'œuvre n°8.131 avec le groupement EGIS Rail / Agence Garcia Diaz / Atelier Villes et Paysage / INGEROP pour un montant total de 17,285 M € H.T.

Les premiers marchés d'accompagnement de l'opération ont été passés pour les prestations de services, notamment les marchés de reconnaissances et de constitution des données de référence tels que topographie, géotechnique ou diagnostic de l'état initial, ainsi que le marché de conseil juridique.

D'autres marchés sont en cours de consultation pour les prestations telles que les sondages destructifs pour le repérage des réseaux, les opérateurs foncier ou les expertises.

Etudes – Maîtrise d'œuvre

Les études de maîtrise d'œuvre de Diagnostic et d'Etudes Préliminaires ont été engagées dès le mois de septembre 2011, avec une remise de dossiers respectivement en novembre 2011 et février 2012.

Ces études ont permis de proposer une première analyse des variantes de tracé, et une première approche des conditions d'insertion du tramway sur chaque itinéraire proposé.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL

La concertation se poursuit au 2^{ème} et 3^{ème} trimestre 2012 avec une 2^{ème} phase de réunions publiques présentant les propositions d'insertion du tramway dans chaque corps de rues et avenues du tracé préférentiel adopté par le conseil d'agglomération. L'approbation du bilan de la concertation préalable est envisagée au 3^{ème} trimestre 2012 en vue d'arrêter le programme de l'opération ligne 5.

Les études du maître d'œuvre et des autres prestataires d'études et de reconnaissances préalables, permettront d'élaborer le dossier d'enquête publique préalable à la DUP, comprenant notamment l'Etude d'Impact, l'Evaluation Socio Economique, et l'ensemble des documents précisés par le Code de l'Environnement.

Le Préfet sera alors saisi pour recueillir l'avis de l'Autorité Environnementale sur le projet, à joindre au dossier d'enquête, et des autres services de l'Etat devant émettre un avis. Il sera également sollicité pour organiser l'enquête publique préalable espérée au 1^{er} trimestre 2013, en vue d'obtenir l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique à l'été 2013, permettant d'engager les travaux avant la fin d'année 2013 conformément à l'obligation imposée par l'Etat lors de l'attribution de la subvention.

BILAN FINANCIER

Enveloppe financière

Le coût prévisionnel de l'opération fixé par le mandat reste en l'état inchangé à 330 M € H.T. (valeur mars 2009), sur la base des éléments figurant au programme de l'opération. Il sera ajusté à l'issue de l'avancement des études et de la concertation préalable, puis arrêté lors de l'approbation des études d'avant projet par le Conseil de Communauté.

Il inclut une rémunération du mandataire fixée à 13,194 M € H.T.

Dépenses au 31 décembre 2011

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2011 fait apparaître une dépense totale cumulée constatée sur l'opération de **455 766,21 € courants H.T.** (soit 454 071 € H.T. en valeur d'origine mars 2009), comprenant :

- **61 184,14 € H.T.** de dépenses hors rémunération du mandataire (soit 59 489 € H.T. en valeur d'origine mars 2009),
- **394 582,07 € H.T.** de rémunération du mandataire.

L'avancement de l'opération permet de confirmer que le bilan financier prévisionnel de l'opération en mandat respecte l'enveloppe financière du mandat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération arrêté par TaM mandataire, au 31 décembre 2011,
- approuver le bilan financier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 34 TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY DEUXIÈME LIGNE - AVENANT N°3 AU MARCHÉ N°2.583 DES ÉQUIPEMENTS EN ABRIS VOYAGEURS, MAINTENANCE, ENTRETIEN ET GESTION DE LA PUBLICITÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6700 du 19 septembre 2005, le Conseil de Communauté a autorisé la signature avec la Société CLEAR CHANNEL du marché n°2.583 de mise à disposition, d'entretien et de maintenance des abris voyageurs de la ligne 2 de tramway en tranche ferme et de 100 abris sur les arrêts bus des Communes de l'agglomération en tranche conditionnelle.

En contrepartie, le prestataire a eu la possibilité de mettre en place de la publicité sur ses abris et sur certains emplacements mis à disposition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il verse une redevance forfaitaire à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'un montant de 220 000 € par an (valeur mai 2005) sur 15 ans.

Par délibération n°8497 du 29 septembre 2008, le Conseil de Communauté a autorisé la signature de l'avenant n°1 pour la mise à disposition de 50 abris voyageurs supplémentaires et pour préciser le nombre et la nature des mobiliers mis à disposition, sans incidence financière sur le marché initial.

Par délibération n°10439 du 29 septembre 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature de l'avenant n°2 pour l'achat d'un abri spécifique de type SF5 d'une valeur de 98 000 € H.T. ferme et non révisable. La Société CLEAR CHANNEL assure l'exploitation, la maintenance et l'exploitation publicitaire de cet abri dans les conditions du marché initial, y compris concernant la durée.

Suite à la mise en service partielle de la ligne 4 « la Circulade » simultanément à la ligne 3 le 7 avril 2012, le tracé des lignes 2 et 3 en centre ville se trouve modifié.

Certaines stations anciennement desservies par la ligne 2 sont aujourd'hui desservies par la ligne 3 et les mobiliers de ces stations doivent être installés sur des stations de la ligne 4 et mis au design ligne 4.

Les mobiliers des stations anciennement desservies par la ligne 2 qui sont aujourd'hui desservies par la ligne 4 doivent également être mis au design ligne 4. Notamment les 2 grands abris spécifiques de l'ancienne station Gare rue Jules Ferry de la ligne 2 sont réinstallés rue de la République pour la ligne 4.

Le projet d'avenant n°3 a pour objet de prendre en compte :

- les modifications des mobiliers de 9 stations (soit 34 mobiliers) consistant à déposer et stocker les mobiliers, les démonter intégralement pour les rénover, les mettre au design ligne 4 et les installer sur les stations concernées (réalisation des scellements et reprise des revêtements de surface compris).

- l'actualisation du nombre et de la nature des mobiliers en fonction de la ligne d'appartenance et la précision des modalités de gestion des abris appartenant à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par le prestataire.

Le montant de l'avenant pour les modifications apportées aux mobiliers existants s'élève à 657 840 € H.T. et ces prestations sont prises en charge dans le cadre de l'opération des lignes 3 et 4 de tramway.

Le montant forfaitaire de la redevance reste inchangé à 220 000 € par an (valeur mai 2005).

Le montant total de l'opération des lignes 3 et 4 de tramway reste également inchangé.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 3 juillet 2012 a donné un avis favorable à cet avenant n°3 au marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°3 au marché n°2.583,

- dire que les crédits nécessaires au marché sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 908,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ledit avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 35 TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - MARCHÉ DE MAÎTRISE D'OEUVRE N°3.165 POUR LA RÉALISATION D'UN PARKING D'ÉCHANGE EN OUVRAGE SUR LE PÔLE D'ÉCHANGE MOSSON - COMPOSITION DU JURY - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°10980 du 28 juin 2012 le Conseil de Communauté a approuvé l'avenant n°4 au marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée passé avec TaM pour la réalisation des lignes 3 et 4 de tramway, afin d'intégrer à l'opération la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson d'une capacité d'environ 1 200 places sur 4 niveaux, gardienné et sécurisé, situé dans l'emprise de l'actuel parking d'échange au sol.

L'enveloppe financière spécifique à cet ouvrage est évaluée à 14,5 M € H.T. valeur juin 2012, soit 10,6 M€ H.T. en valeur de base du mandat avril 2004.

Il convient désormais d'engager la procédure relative à la désignation du maître d'œuvre de l'opération. Dans ce cadre, il est proposé de lancer une procédure de marché négocié avec mise en concurrence conformément à l'article 168 du code des marchés publics.

Cette procédure prévoit que l'entité adjudicatrice après avis d'un jury constitué conformément aux dispositions du I de l'article 24 du Code des Marchés Publics dresse la liste des candidats admis à négocier.

Conformément à l'article du Code des Marchés Publics susvisé, le jury du marché de maîtrise d'œuvre sera composé, outre de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, président de droit, ou de son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants élus en son sein.

Les autres membres siégeant au jury, avec voix délibérative, seront désignés par le président du jury, conformément aux dispositions de l'article 24 du Code des marchés publics. Il s'agit :

- des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier avec l'objet du marché, sans que le nombre de ces personnalités ne puisse excéder cinq, la désignation de ces personnalités étant facultative,

- des membres du jury ayant la qualification professionnelle exigée des candidats pour participer à la procédure ; concernant le présent marché de maîtrise d'œuvre, la participation d'un architecte dans chaque équipe candidate est obligatoire ; ces membres représentant au moins un tiers des membres du jury.

Monsieur le Trésorier Principal municipal et un représentant de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, seront invités à participer au jury avec voix consultatives.

En application de l'article 22 du Code des Marchés Publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptible d'être proclamé élu.

Sur la base de ces précisions :

- la date limite de remise de dépôt des listes a été fixée au jeudi 19 juillet 2012 à 12 heures au service du Conseil de la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics,
- les listes devaient être transmises par courrier avec accusé de réception avant cette date ou remises contre récépissé aux jours et heures d'ouverture du service, du lundi au vendredi, hors jours fériés, de 9h à 12h30 et de 14h à 17h30.
- chaque liste établie devant parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du Jury de Maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson – Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à l'élection de 5 représentants titulaires et 5 représentants suppléants pour la composition du jury de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson,

La liste suivante a été déposée par Monsieur le Président dans le respect des conditions visées ci dessus :

Membres Titulaires :

- S. Fleurence,
- C. Morales,
- B. Abbou,
- J. Martin,
- E. Beccaria

Membres Suppléants :

- M. Delafosse,
- H. Martin,
- J. Claverie,
- L. Pouget,
- N. Bigas

Aucune autre liste n'a été déposée.

Au regard des informations présentées aux membres du Conseil Communautaire, il est procédé à l'élection au scrutin de liste suivant le système de représentation proportionnelle avec application du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Le vote a lieu au scrutin secret.

Election du jury de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson :

Membres titulaires :

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 87

Votants : 78

Bulletins blancs : 0

Bulletins nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 78

Sièges à pourvoir : 5 titulaires

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15.6

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	78	5	0	78

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres titulaires suivants :

Membres Titulaires :

- S. Fleurence,
- C. Morales,
- B. Abbou,
- J. Martin,
- E. Beccaria

Membres suppléants :

* 1^{er} tour de scrutin :

Présents : 87

Votants : 78

Bulletins blancs : 0

Bulletins nuls : 0

Nombre de suffrages exprimés : 78

Sièges à pourvoir : 5 suppléants

Quotient électoral (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15,6

	Voix obtenues	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	Total
Liste 1	78	5	0	5

Au regard des résultats mentionnés ci dessus, sont proclamés élus les membres titulaires suivants :

Membres suppléants :

- M. Delafosse,
- H. Martin,
- J. Claverie,
- L. Pouget,
- N. Bigas

Le jury de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson est donc composée comme suit :

· Membres Titulaires :

- S. Fleurence,
- C. Morales,
- B. Abbou,
- J. Martin,
- E. Beccaria

· Membres suppléants :

- M. Delafosse,
- H. Martin,
- J. Claverie,
- L. Pouget,
- N. Bigas

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 36 TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - AVENANT N°1 À LA CONVENTION AVEC BRL POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON D'EAU BRUTE À LATTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°9765 du 28 septembre 2010, le Conseil de Communauté a approuvé le projet de convention avec BRL relative aux aménagements nécessaires à la desserte en eau brute d'une partie de la 3^{ème} ligne de tramway sur la Commune de Lattes.

Cette convention définit la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la réalisation de cette opération.

Des prestations non prévues lors de l'établissement du programme initial ont été rendues nécessaires suite à des contraintes d'implantation de la conduite dans l'emprise du chenal de la Lironde, notamment pour supprimer toute émergence d'ouvrage susceptible de nuire au bon écoulement des eaux.

Le projet d'avenant n°1 a pour objet de préciser le nouveau montant d'investissement de l'opération ainsi que la nouvelle participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le montant total de l'investissement augmente de 58 640 € à 97 988 € non taxables.

De ce fait, la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui correspond à 50 % de ce montant, passe de 29 320 € à 48 994 € non taxables.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention avec BRL,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à intervenir en qualité de tiers payeur,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits, dans le cadre de l'opération tramway, au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 37 TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRANSPORTS EN COMMUN - CONVENTION POUR LA GESTION DU SERVICE DES TRANSPORTS PUBLICS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - MODIFICATION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS 2012 - APPROBATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Délégation de Service Public des transports en commun de la Communauté d'Agglomération de Montpellier conclue pour la période 2010-2017 stipule que les biens nécessaires à l'exploitation sont, pour l'essentiel, fournis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui assure régulièrement leur renouvellement et, pour partie, fournis par l'exploitant. Les investissements correspondants sont donc réalisés soit directement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier soit par l'exploitant avec le cas échéant une subvention d'équipement de 70% versée sur les montants Hors Taxes par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est nécessaire d'ajuster les modalités de réalisation de ce programme d'investissements pour l'année 2012 après le vote du Budget Supplémentaire.

1 – Programme d'investissements réalisé directement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Pour l'année 2012, le programme arrêté au montant total de 1 390 000 € T.T.C. comprend :

- l'équipement bus avec l'acquisition de 2 bus GNV pour un montant de 629 000 € T.T.C.,
- l'augmentation de capacité des 10 cars périscolaires afin de permettre une plus grande optimisation du parc pour un montant de 41 000 € T.T.C.,
- la poursuite du programme de gros entretien de la ligne 1 de tramway comprenant le remplacement des disjoncteurs des 20 sous-stations électriques de la ligne 1 pour un montant de 120 000 € T.T.C.,
- l'acquisition d'un véhicule rail-route pour l'entretien de l'infrastructure tramway et permettant le remorquage des rames de tramway pour un montant de 450 000 € T.T.C.,
- la poursuite du remplacement des caméras d'exploitation pour un montant de 150 000 € T.T.C.

Le démarrage du programme de remplacement des écrans TFT des rames de la ligne 1 du tramway sur 3 années est reporté en 2013.

Par ailleurs, il convient de clore le programme des investissements directs de l'année 2011 à la somme de 1 888 600 € T.T.C.

2 – Programme d'investissements subventionnés à 70% par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et réalisés par l'exploitant

Compte tenu de l'avancement du programme 2012 la participation financière sur les investissements subventionnés est arrêtée à la somme de 3 796 000 € H.T. et comprend notamment :

- la poursuite du programme de remise à niveau mécanique et esthétique des bus pour un montant de 664 000 € H.T.,
- la poursuite du programme d'installation des Bornes d'Informations Voyageurs (BIV) pour un montant de 224 000 € H.T.,
- le matériel péager des parkings tramway et la création d'un parking pour les cars de tourisme à Odysseum pour un montant de 113 000 € H.T.,
- le programme Vélomag' pour un montant de 933 000 € H.T.,
- la création d'une Maison de la Mobilité et la rénovation de l'Agence Commerciale TaM pour un montant de 175 000 € H.T.,
- le remplacement d'équipements de maintenance pour les bus et tramway pour un montant de 162 000 € H.T.,
- la poursuite du programme d'entretien des portes du tramway ligne 1 pour un montant de 179 000 € H.T.,
- le renouvellement de la vidéosurveillance du réseau ligne 1 pour un montant de 238 000 € H.T.,
- l'aménagement d'une Agence Commerciale au parking Mosson pour un montant de 22 000 € H.T.,
- la poursuite du programme EMMA (Espace Multimodal Montpellier Agglomération) pour un montant de 1 086 000 € H.T. ; les demandes de subvention du FEDER, d'Ecocité et des collectivités partenaires étant en cours d'instruction.

L'acquisition des Distributeurs Automatiques de Titres (DAT) est reportée en 2013.

Par ailleurs, il convient de clore le programme des investissements subventionnés de l'année 2011 à la somme de 2 879 600 € H.T.

Les programmes d'investissements sont définis dans les annexes 5 - Plan d'investissements à charge du Déléataire et 6 - Plan d'investissements à charge de l'Autorité Délégente du contrat de Délégation de Service Public des transports urbains, qui seront mises à jour lors d'un prochain avenant au contrat de DSP.

Mmes F. Prunier, R. Souche, MM. R. Subra, J.-M. Castet, C. Morales, S. Florence, H. Martin ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des programmes d'investissements transports 2012 directs et subventionnés ainsi que la poursuite du programme EMMA,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. M. J.-M. CASTET, M. S. FLEURENCE, M. C. MORALES, Mme F. PRUNIER, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N° 38 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – REPRÉSENTATION DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER 2 - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°8141 du 30 avril 2008, le Conseil de Communauté a désigné les représentants titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des différents conseils d'administration des Universités et du Centre Régional des œuvres Universitaires et Scolaires.

A ce titre et s'agissant du Conseil d'Administration de l'Université des Sciences et Techniques du Languedoc, Montpellier II, Monsieur Gilbert Pastor et Monsieur Michel Aslanian ont été désignés respectivement représentant titulaire et représentant suppléant.

Par courrier en date du 23 mai 2012 et dans le cadre du renouvellement de son Conseil d'Administration, l'Université des sciences et techniques Montpellier II sollicite le Conseil d'Agglomération à procéder à une nouvelle désignation de son représentant titulaire et de son représentant suppléant. Cette proposition est faite au titre du siège réservé à une collectivité locale et ce, au choix de l'Université.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'Assemblée délibérante décide à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation au scrutin secret mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée,
- désigner Monsieur M. Aslanian en tant que représentant titulaire et Monsieur G. Pastor en tant que représentant suppléant au sein du Conseil d'Administration de l'Université des Sciences et techniques Montpellier II,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 39 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ASSOCIATION PIX'LR - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé en 2009 une politique forte de soutien aux entreprises de la création numérique et du jeu vidéo. Ce soutien s'est traduit par la constitution d'une association dont l'objet est de structurer cette filière, Pix'LR. La Communauté d'Agglomération de Montpellier supporte le programme d'actions de cette Association depuis 2010.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier accueille sur son territoire une soixantaine d'acteurs du secteur du Jeu Vidéo et de la création numérique :

- Studios et éditeurs : Ubisoft l'un des leaders, l'un des leaders mondiaux du secteur (plus d'un milliard d'Euros de chiffre d'affaires en 2008-2009), Big fish Games, Feerik, Actiplay, Actisku, etc.
- Start up accompagnées par le BIC de Montpellier Agglomération : Alt Shift, Aquafadas, Klakos, Picapoc, etc.
- Acteurs de la création numérique et de la création 3D : 3DVF, Pixtim, Immersia Productions, 3D studio, etc.
- Ecoles formant des informaticiens ou des créateurs numériques : Polytech, Supinfo, Objectif 3D, Acfa Multimedia, ESMA, Art'FX, Studio M,
- Formations de licences et masters en génie logiciel, développement web et jeu vidéo dispensées par l'Université

de Montpellier 2.

L'association Pix'LR regroupe aujourd'hui plus de 35 entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la Région Languedoc-Roussillon, dont plusieurs sont accompagnées par les structures du développement économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'association Pix'LR a pour but de partager compétences, ressources et savoir-faire entre sociétés du monde du jeu vidéo et de la création numérique, implantées dans la région ou désirant s'y installer. Elle assure également la promotion et l'animation du secteur au travers de rencontres, événements et salons. Enfin, elle a pour vocation de faciliter les transmissions de candidatures auprès des employeurs, mettre en place des projets de recherche et développement, et toute autre activité visant à promouvoir l'industrie du numérique en région.

En 2011, Pix'LR a défini une nouvelle stratégie ambitieuse autour d'une communication sur les compétences globales de la filière régionale -au travers de la marque Pix'LR- et autour de la mise en place de dispositifs facilitant les partenariats et les collaborations entre acteurs membres de Pix'LR.

En 2012, le partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Pix'LR portera principalement sur la réalisation d'actions conjointes visant à valoriser et développer le secteur des jeux vidéos sur l'agglomération de Montpellier (actions d'animation, de prospection, réflexion sur les modes de financement des entreprises dans le secteur des jeux vidéos...)

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui soutient les associations professionnelles locales en cofinçant leur fonctionnement, affiche un certain nombre d'exigences, en particulier :

- la présentation de budgets équilibrés,
- l'affichage du soutien de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans leurs actions de communication.

Pour 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose de maintenir son soutien financier à l'association Pix'LR par l'octroi d'une subvention de 10 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 40 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ASSOCIATION NOVAE LR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient depuis de nombreuses années le développement économique de plusieurs filières d'excellence. Le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), représentant environ 1 100 entreprises sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est l'un de ces secteurs clés. Compte tenu de la croissance soutenue de ce secteur au niveau national et international, il représente également un enjeu important de croissance pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. De nombreux acteurs de poids sont présents sur le territoire –IBM, Dell, Genesys Conferencing, Sedit Marianne, Genapi, etc.- et 2011 a vu l'implantation d'Intel. Enfin, les TIC et la ville numérique sont l'un des axes stratégiques de l'Ecocité.

La pépinière Cap Omega du Business and Innovation Center est spécialisée dans le domaine des TIC. Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier organise de nombreuses actions de promotion et de développement de ce secteur (organisation de rencontres entre entrepreneurs et chercheurs, investisseurs ou grandes entreprises, participation à des salons nationaux...).

Novae LR est une association qui a pour vocation de favoriser le développement des TIC en Languedoc-Roussillon. L'association Novae LR a lancé un programme ambitieux de développement des TIC selon plusieurs axes : promotion de la filière TIC, animation du réseau des entreprises TIC, présentation des offres des entreprises TIC à destination d'autres secteurs, accompagnement à des salons, aide au recrutement, formations et informations à destination des membres. Novae LR regroupe, début 2012, près de 100 membres représentant 2200 salariés et acteurs du secteur des TIC.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et Novae LR ont initié des actions en commun en 2010 puis ont signé une convention de partenariat en 2011. La présente convention est la poursuite de ce partenariat pour l'année 2012.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite depuis plusieurs années accompagner le développement spécifique de l'édition de logiciels sur son territoire. A ce titre, elle a initié plusieurs actions en 2010 puis a construit un partenariat avec l'Association Française Des Editeurs de Logiciels et des solutions Internet (AFDEL) en 2011. Début 2012, plusieurs éditeurs de logiciels de Montpellier qui ont participé ou bénéficié de ces actions et de ce partenariat ont souhaité créer un groupement d'acteurs pour favoriser le développement du secteur de l'édition. Ainsi, un groupement d'Editeurs de Logiciels a été créé début 2012 au sein de Novae LR. Une partie du soutien de

la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association Novae LR portera spécifiquement sur les actions relatives à l'édition de logiciels.

Novae LR souhaite créer une « Maison des TIC en Languedoc-Roussillon », espace de présentation et de rencontre des acteurs locaux du secteur comprenant un showroom, des espaces de réunions et des bureaux. La Communauté d'Agglomération de Montpellier envisage de s'associer et soutenir ce projet dans les prochaines années. Les partenaires vont initier une réflexion commune en 2012 sur ce projet.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui soutient les associations professionnelles locales, en cofinçant leur fonctionnement, affiche un certain nombre d'exigences, en particulier :

- la présentation de budgets équilibrés,
- l'affichage du soutien de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans leurs actions de communication.

Pour 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose de maintenir son soutien financier à l'association Novae LR par l'octroi d'une subvention de 10 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 41 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ OPTITEC PORTÉ PAR L'ASSOCIATION POPSUD - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

L'association POPSud, créée en 2000, fédère des acteurs économiques (entreprises, universités, laboratoires, institutionnels) du domaine de l'optique et de la photonique, du sud de la France et regroupe environ 180 adhérents dont 100 entreprises, représentant 14 500 emplois qualifiés. Depuis 2005, cette association porte le pôle de compétitivité Optitec. Le pôle connaît un dynamisme remarquable : un « PIB » de 1 milliard d'euros en croissance de 10% par an, 600 emplois créés en 3 ans, 31 entreprises créées en 5 ans, 48% du chiffre d'affaires à l'export.

En 2010, le pôle de compétitivité Optitec, initialement centré sur la région Provence Alpes Côte d'Azur a été étendu au Languedoc-Roussillon.

A la suite à cette extension et compte tenu de la forte concentration des acteurs régionaux de l'optique photonique à Montpellier et dans ses environs proches, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Optitec ont décidé d'établir depuis 2011 un partenariat.

Ce partenariat est en particulier axé sur la mise en place d'actions favorisant les liens entre le domaine de l'optique photonique et les secteurs d'excellence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment les secteurs de la Santé et de l'Environnement et de la gestion de l'Eau.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a aidé le pôle Optitec à rentrer en contact avec les acteurs économiques locaux de ces domaines et secteurs et continuera en 2012 à faciliter l'implantation et le développement de ce pôle sur son territoire.

En 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le pôle Optitec vont organiser plusieurs rencontres en commun, rencontres entre acteurs économiques lié à l'optique photonique. Les partenaires prévoient également d'organiser une ou plusieurs manifestations dans le domaine des capteurs, en collaboration avec l'Institut Electronique du Sud (IES).

La Communauté d'Agglomération de Montpellier qui soutient les pôles de compétitivité depuis leur création, en cofinçant leur fonctionnement, affiche un certain nombre d'exigences, notamment :

- la présentation de budgets équilibrés,
- le financement annuel du fonctionnement des pôles,
- l'affichage du soutien de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans leurs actions de communication.

Pour 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose de maintenir son soutien financier à l'association POPSud portant le pôle Optitec par l'octroi d'une subvention de 15 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec l'association Popsud,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909 ,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 42 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ EAU - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier met en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille, mais aussi à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international ou par des actions d'animation.

Elle favorise le rayonnement des pôles de compétitivité, au nombre de 7 sur son territoire, en soutenant particulièrement les pôles EUROBIOMED, DERBI, QUALIMEDITERRANEE, ainsi que le pôle à vocation mondiale EAU, qui a été labellisé en mai 2010 et le pôle OPTITEC dont le territoire a été élargi au Languedoc-Roussillon à la même date.

En effet, la création de pôles de compétitivité, lancée par le gouvernement en 2004, est une initiative qui vise à renforcer la lisibilité industrielle sur le territoire français, à favoriser la capacité d'innovation par la mise en réseau des entreprises, de la recherche publique et de l'enseignement supérieur.

Dans cet objectif, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur de l'eau et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation.

Le 11 mai 2010, le Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire a accordé le label Pôle de compétitivité à vocation mondiale au Pôle EAU chef de file de la coordination des deux autres pôles de compétitivité labellisés dans la thématique de l'eau (IDream et Hydréos).

Le Pôle EAU vise à développer la compétitivité des acteurs du secteur de l'eau par la mise en réseau de l'ensemble des compétences des régions couvertes par le Pôle EAU et en premier lieu les régions Languedoc-Roussillon, Midi Pyrénées et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Il a vocation à dynamiser l'industrie de l'eau par l'innovation en renforçant les synergies entre les acteurs de la recherche, de l'enseignement supérieur, des entreprises et des associations professionnelles, avec le soutien des collectivités.

Il se fixe quatre axes stratégiques de développement :

- l'identification et la mobilisation des ressources,
- la gestion concertée des ressources et des usages,
- la réutilisation des eaux de toutes origines, et
- acteurs et décisions, approches institutionnelles et sociétales, afin de mieux gérer les ressources et les usages en eau contraints par les changements globaux.

Face à la concurrence qui monte en puissance à l'échelle de la planète, la Pôle EAU souhaite mettre en place une stratégie ambitieuse, d'abord et naturellement orientée vers la Méditerranée, mais avec une visée mondiale.

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association Pôle EAU souhaitent poursuivre leur partenariat en 2012, en mettant en place des actions communes autour des axes suivants :

D'une part, le Pôle EAU apportera son expertise et mobilisera les acteurs économiques et académiques pertinents sur les projets collaboratifs qui pourraient être développés dans le cadre des compétences que la Communauté d'Agglomération exerce dans le domaine de la gestion de l'eau. Il facilitera l'accès pour les acteurs du développement économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux innovations et résultats des recherches que le Pôle Eau soutient.

En effet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur les Communes de Castelnau le Lez, Montpellier, Lattes et Pérols, a obtenu le label national Ecocité pour son projet urbain « De Montpellier à la mer » parmi 13 lauréats sélectionnés au niveau national dans le cadre du plan « *Ville durable* », initié par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable des Transports et du Logement.

La démarche EcoCité, qui constitue un véritable laboratoire urbain nous invite ainsi à revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine, et ce dans une posture ouverte à l'innovation. Elle s'inscrit pleinement dans cette dynamique économique et constitue un important levier de développement de l'économie présente et technopolitaine. Les innovations souvent développées par des universités et entreprises montpelliéraines, trouveront dans la démarche EcoCité leur territoire d'expérimentation, d'application et de démonstration.

Plus généralement, le pôle EAU apportera une expertise dans les projets impulsés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier : le Plan Climat Energie Territorial, Ecocité, Cité intelligente. Le pôle Eau, associé aux projets développés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'en fera les relais et contribuera à identifier les acteurs appropriés.

En outre, dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur d'alimentation en eau potable que la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié après consultation au groupement EGIS EAU - SCP VINSONNEAU - CALIA CONSEIL, il a été mis en place un Comité d'Orientation Générale.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a demandé au Pôle EAU de participer à ce Comité pour lui apporter son expertise.

Aussi, le Pôle EAU et la Communauté d'Agglomération de Montpellier contribueront de manière cohérente et organisée au rayonnement international des filières du développement durable. Ils renforceront mutuellement leurs déploiements à l'international dans les zones géographiques définies comme des cibles conjointes tels que :

- Le Canada/Québec (Sherbrooke),
- La Chine,
- Le Maghreb (Maroc, Tunisie),
- Les Emirats Arabes Unis
- ou d'autres pays définis conjointement.

De surcroît, le Pôle EAU s'implique au niveau du Business Innovation Center (BIC), d'une part sur les aspects liés à l'innovation et à l'expertise de nouveaux projets sur son territoire (délivrance du label "Entreprise innovante des pôles de compétitivité", participation au comité d'experts et à Montpellier capital risque), d'autre part sur la possibilité d'accueil d'entreprises dans la pépinière "greentech" Cap Alpha ; de la même façon, les formations "Etincelles" de sensibilisation à la création d'entreprises innovantes réalisées par les conseillers du BIC pourraient être organisées par des écoles membres du Pôle sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Enfin, il conviendra de bâtir une stratégie d'attractivité autour de la question de l'eau.

En fonction des besoins exprimés par le bénéficiaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut mettre à disposition ses moyens logistiques, en termes de locaux ou de personnel, lors d'événements organisés par le bénéficiaire ou en partenariat. Elle pourra ainsi accueillir des manifestations organisées par le pôle (réunions appel à projets, ...)

La Communauté d'Agglomération de Montpellier entend ainsi soutenir le Pôle EAU en cofinanciant son fonctionnement à hauteur de 40 000 euros pour l'année 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Pôle de compétitivité EAU,
- autoriser le versement d'une subvention de 40 000 euros au Pôle de compétitivité Eau au titre de l'année 2012,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention du Pôle de compétitivité EAU ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 43 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ QUALIMÉDITERRANÉE - CONVENTION - ATTRIBUTION DE FINANCEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique forte de soutien à la création et au développement d'entreprises issues du secteur agricole. Aussi elle souhaite soutenir le développement du pôle de compétitivité Qualiméditerranée.

Le pôle de compétitivité Qualiméditerranée fédère les forces d'une région au service du développement durable de la production agricole et agroalimentaire. La marge de développement économique est réelle. Le dynamisme de l'industrie agroalimentaire est un facteur important de valorisation de l'agriculture et, de ce fait, de revitalisation du monde rural.

La filière agroalimentaire constitue un pilier fort de l'industrie régionale avec 1200 entreprises (de 3 salariés et plus) de transformation, et 20 000 salariés. L'industrie agroalimentaire est la première industrie régionale.

L'agriculture, quant à elle, occupe depuis toujours une place importante dans l'économie régionale avec près d'un million d'hectares cultivés. La viticulture compte toujours parmi les activités dominantes ; le premier vignoble français est désormais connu dans le monde entier pour la qualité de ses vins. Toutes les productions agricoles (vin, fruits et légumes, céréales, oléagineux...) sont en recherche permanente d'amélioration qualitative.

L'accueil du siège du GCRAI (Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale) à Montpellier depuis octobre 2010 conforte le positionnement de Montpellier de capitale de la recherche agronomique internationale.

La création de pôles de compétitivité, lancée par le gouvernement en 2004, est une initiative qui vise à renforcer la lisibilité industrielle sur le territoire français, à favoriser la capacité d'innovation par la mise en réseau des entreprises, de la recherche publique et de l'enseignement supérieur. Cette politique nationale entre dans un cadre européen plus général de soutien à la compétitivité. Suite à l'appel à projet de septembre 2004, 67 pôles ont été labellisés le 12 juillet 2005, dont Qualiméditerranée.

Le pôle de compétitivité Qualiméditerranée a pour principale mission de favoriser, initier et accompagner le montage et le financement de projets Recherche et Développement (R&D) entre entreprises et laboratoires.

Le pôle de compétitivité Qualiméditerranée fédère un réseau d'entreprises et d'organismes de recherche autour d'ambitions communes et de projets collaboratifs innovants. Son ambition est d'apporter des réponses aux enjeux de l'alimentation de demain par une offre innovante issue des productions agricoles méditerranéennes : Vigne & Vin, Fruits & Légumes, Céréales.

Les objectifs du pôle sont de développer une agriculture méditerranéenne compétitive et durable et de développer de nouveaux produits issus de l'agriculture méditerranéenne et leurs procédés associés.

Ses marchés cibles sont :

- les agrofournitures : phytosanitaires et semences,
- les agro-équipements intelligents,
- les produits alimentaires issus des trois filières : Vigne, Fruits & Légumes et Céréales,
- les ingrédients et aliments santé.

Ses défis technologiques sont :

- l'amélioration variétale : biotechnologies et génétique,
- la nutrition et protection des plantes : chimie verte, ...
- les agroTIC : capteurs, modélisation, monitoring pour une agriculture de précision et gestion de l'eau,
- les procédés propres : extraction, transformation et conservation,
- la qualification de l'intérêt santé des produits alimentaires.

Aujourd'hui le pôle compte 111 adhérents, dont 25 nouveaux en 2011, parmi lesquels 68 entreprises.

Les actions de soutien à l'émergence, au montage, à l'évaluation et l'obtention de financements de projets menées par le pôle depuis sa création en 2005 ont permis de soutenir 46 projets pour un montant total de près de 102 M€.

En 2011, le pôle Qualiméditerranée a accompagné et labellisé 20 projets collaboratifs impliquant 47 entreprises pour un montant total de R&D de plus de 143 millions de R&D. Sur ces 20 projets labellisés, 8 projets collaboratifs ont été financés associant 25 entreprises pour un volume d'investissements de plus de 40 millions d'euros.

En 2011, le pôle a engagé un certain nombre d'actions visant à renforcer sa notoriété et sa lisibilité auprès des entreprises : actions de communication, participation à des salons, services aux adhérents tels que la veille technologique et le label EIP...

En 2011, Qualiméditerranée s'est engagé dans des partenariats inter-pôles :

- Pôle VITAGORA (Bourgogne / Franche Comté) sur la base d'un Domaine d'Activités Stratégiques centré sur les thématiques de la nutrition santé et de l'agriculture de précision
- Pôle PEIFL (PACA/Rhône Alpes) à travers une étude de rapprochement examinant le scénario d'une fusion des 2 pôles
- Pôle OPTITEC à travers un partenariat formalisé visant à développer les solutions optiques et photoniques pour une application agronomique

A l'international, Qualiméditerranée s'est également allié avec les pôles Végépolys (Pays de la Loire), Céréales Vallée (Auvergne), PEIFL (PACA / Rhône-Alpes) et Qualitropic (La Réunion) pour former le Plant InterCluster, consortium regroupant 600 entreprises et 130 centres de Recherche et Formation. Une cartographie d'une vingtaine de clusters internationaux a été réalisée et un séminaire international organisé réunissant 70 participants et représentant 27 pays.

Parallèlement, le pôle a poursuivi son accompagnement aux projets internationaux initiés depuis 2009.

Le pôle a signé en 2011 un contrat de performance avec l'état et les collectivités avec un audit prévu courant 2012.

En 2012, le pôle Qualiméditerranée prévoit de développer les actions suivantes :

- accélérer le développement de l'innovation chez les adhérents en maintenant le flux de projets de R&D, collaboratifs ou structurants, en privilégiant les projets inter-pôles et en diversifiant les sources de financement,
- consolider les relations et partenariats entreprises / laboratoires de recherche,
- développer les services aux adhérents hors projets : animation du réseau, veille, renforcement des fonds propres, afin de gagner de nouveaux adhérents et fidéliser ceux existants,
- positionner le pôle par ses plateformes d'innovation,
- continuer sa politique de développement à l'international engagée en 2011, notamment à travers les missions exploratoires à l'étranger (Chili, Israël),
- renforcer la visibilité de notre filière Vigne & Vin, en développant la veille viti-vini, et en étant présents sur les salons porteurs sur cette thématique.

A ce titre, pour 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose de maintenir son soutien financier au pôle par l'attribution d'une subvention de 30 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention avec le pôle Qualiméditerranée,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 44 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ DERBI - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier met en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille, mais aussi à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international ou par des actions d'animation.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier favorise ainsi le rayonnement des pôles de compétitivité, au nombre de 7 sur son territoire, en soutenant particulièrement les pôles EUROBIOMED, DERBI, QUALIMEDITERRANEE, ainsi que le pôle à vocation mondiale EAU, qui a été labellisé en mai 2010 et le pôle OPTITEC dont le territoire a été élargi au Languedoc-Roussillon à la même date.

En effet, la création de pôles de compétitivité, lancée par le gouvernement en 2004, est une initiative qui vise à renforcer la lisibilité industrielle sur le territoire français, à favoriser la capacité d'innovation par la mise en réseau des entreprises, de la recherche publique et de l'enseignement supérieur.

Dans cet objectif, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur du développement durable et en particulier des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique des bâtiments et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation.

Le Pôle de compétitivité DERBI (Développement des Energies Renouvelables dans le Bâtiment et l'Industrie) dont le siège est situé à Perpignan, a été labellisé par le Comité Interministériel de l'Aménagement et du Développement du Territoire (CIADT) du 12 juillet 2005. Evalué en catégorie « 1 » (39 pôles sur 71 dans cette catégorie) lors de l'audit réalisé en 2008, la labellisation du pôle DERBI a été reconduite pour la période 2009-2012.

Il a pour mission de développer, au niveau régional, national et international, l'innovation, la recherche, la formation, le transfert de technologie, le développement et la création d'entreprises dans le domaine des énergies renouvelables appliquées au bâtiment et à l'industrie.

Son objectif est d'accélérer l'émergence de produits et de services innovants sur des marchés en fort développement portés par les directives européennes sur l'énergie et le Grenelle de l'environnement.

Les thématiques retenues se déclinent selon les axes stratégiques suivants :

Bâtiment producteur d'énergie s'appuyant sur une conception globale intelligente, l'optimisation des performances de l'enveloppe et l'intégration des énergies renouvelables (solaire thermique, photovoltaïque, géothermie, petit éolien) plus spécifiquement en climat méditerranéen ;

- ✓ Gestion des réseaux et stockage d'énergie (électricité, chaleur, froid) interconnectant l'habitat, les pôles d'activité et les sites de production d'énergie ;
- ✓ Production d'énergie hors bâtiments (électricité, hydrogène, biocarburants...), par énergie solaire, éolienne ou biomasse, que ce soit pour l'alimentation de sites isolés ou pour les systèmes connectés au réseau.

Le Pôle s'est fixé trois objectifs pour servir ses ambitions :

- ✓ Accroître l'expertise et la taille critique des compétences sectorielles sur le territoire régional ;
- ✓ Contribuer à l'émergence et la structuration de la filière des énergies renouvelables en région ;
- ✓ Permettre aux entreprises, et notamment aux PME, d'accéder à la compétence scientifique et technologique régionale.

L'activité du Pôle Derbi se décline ainsi : 151 adhérents cotisants dont 84 entreprises, 137 projets labellisés depuis sa création en 2006 dont 97 en recherche et développement, 287,5 millions d'euros d'investissements pour les projets labellisés.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association DERBI souhaitent poursuivre leur partenariat en 2012, en mettant en place des actions communes autour des axes suivants :

D'une part, le Pôle DERBI apportera son expertise et mobilisera les acteurs économiques et académiques pertinents sur les projets collaboratifs qui pourraient être développés dans le cadre des compétences que la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce dans le domaine du développement durable. Il facilitera l'accès pour les acteurs du développement économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux innovations et résultats des recherches que le Pôle DERBI soutient.

Plus généralement, le pôle Derbi apportera une expertise dans les projets impulsés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier : le Plan Climat Energie Territorial, Ecocité, développement d'une filière dans le domaine de l'écoconstruction. Le pôle Derbi, associé aux projets développés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'en fera les relais et contribuera à identifier les acteurs appropriés.

Dans cette perspective, la démarche EcoCité, qui constitue un véritable laboratoire urbain, permet ainsi de revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine, et ce dans une posture ouverte à l'innovation. Elle s'inscrit pleinement dans cette dynamique économique et constitue un important levier de développement de l'économie présente et technopolitaine. Les innovations souvent développées par des universités et entreprises montpelliéraines, trouveront dans la démarche EcoCité leur territoire d'expérimentation, d'application et de démonstration.

Il s'agit aussi pour le Pôle Derbi de développer une coopération avec la SERM suite à l'adhésion de la filiale Energies du Sud au pôle DERBI début 2012, notamment en incitant la SERM à déposer une demande de labellisation des projets de « démonstrateurs industriels » ou « pilotes » les plus innovants par rapport à l'état de l'art.

D'autre part, le thème de l'écoconstruction concerne les artisans, les entrepreneurs, les industriels, les PME, les bureaux d'études et les architectes intéressés par la recherche et le développement de matériaux innovants pour le bâtiment et l'impact des matériaux de construction sur la qualité de l'air.

L'étude pilotée par LRAD, sur la thématique « éco-construction & innovation en Languedoc-Roussillon » doit tout d'abord dresser l'inventaire de l'ensemble des ressources naturelles, des acteurs, actions, et projets dans le domaine de l'éco-construction et de l'innovation dans le bâtiment ; elle contribuera à préciser les axes stratégiques de développement de la filière écoconstruction sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en lien avec le Pôle DERBI.

De surcroît, le Pôle DERBI et la Communauté d'Agglomération de Montpellier contribueront de manière cohérente et organisée au rayonnement international des filières du développement durable. Ils renforceront mutuellement leurs déploiements à l'international dans les zones géographiques définies comme des cibles conjointes tels que : Le Canada/Québec (Sherbrooke), La Chine, Le Maghreb (Maroc, Tunisie), Les Emirats Arabes Unis ou d'autres pays définis conjointement.

Enfin, le Pôle DERBI s'implique au niveau du Business Innovation Center (BIC), d'une part sur les aspects liés à l'innovation et à l'expertise de nouveaux projets sur son territoire (délivrance du label "Entreprise innovante des pôles de compétitivité", participation au comité d'experts et à Montpellier capital risque), d'autre part sur la possibilité d'accueil d'entreprises dans la pépinière "greentech" Cap Alpha ; de la même façon, les formations "Etincelles" de sensibilisation à la création d'entreprises innovantes réalisées par les conseillers du BIC pourraient être organisées par des écoles membres du Pôle sur le territoire de Montpellier Agglomération.

En fonction des besoins exprimés par le bénéficiaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut mettre à disposition ses moyens logistiques, en termes de locaux ou de personnel, lors d'événements organisés par le bénéficiaire ou en partenariat. Elle pourra ainsi accueillir des manifestations organisées par le pôle (réunions appel à projets, ...)

La Communauté d'Agglomération de Montpellier entend ainsi soutenir le Pôle DERBI en cofinçant son fonctionnement à hauteur de 15 000 euros pour l'année 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 45 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ORGANISATION D'UNE MISSION OFFICIELLE ET ECONOMIQUE EN CHINE - RENOUVELLEMENT DE L'ACCORD DE COOPÉRATIONS POUR LA PROMOTION DU VIN AVEC EUPIC ET LA ZONE DE HAUTES TECHNOLOGIES DE CHENGDU - FINANCEMENT DU DÉPLACEMENT DE LA DÉLÉGATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique. Elle a ainsi entrepris de renforcer son positionnement international et de faciliter, au sein des réseaux internationaux d'incubation, l'implantation réciproque d'entreprises innovantes.

Dans ce cadre, la stratégie de collaborations économiques conduite depuis 2004 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a permis le développement de nos entreprises vers les pays cibles que sont : la Russie, le Canada, les USA mais aussi la Chine.

En juillet 2008, et pour la première fois en Europe, la National Business Incubation Association, réseau américain d'envergure mondiale, a attribué le label Soft Landings littéralement « atterrissages en douceur » au Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Agglomération, élu 1^{er} incubateur mondial en 2007. Ce label a été reconduit pour la période 2010-2012.

Il reconnaît la valeur de l'accompagnement effectué par la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès des entreprises étrangères qui souhaitent s'implanter sur le territoire.

L'ouverture en juin 2011 du Montpellier International Business Incubator (MIBI), véritable plateforme à l'international, témoigne également de la volonté et de l'audace de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui s'est ainsi dotée d'un outil et d'un concept unique en France, un espace innovant dédié principalement à l'accueil d'entreprises étrangères.

Se développer sur le marché chinois nécessite un travail considérable de préparation, d'actions sur le terrain et de suivi à long terme et implique le plus souvent l'implantation sur place d'un bureau de représentation ou d'une filiale. Dans le cadre du développement et de la croissance d'une entreprise, innovante ou non, le déploiement à l'international est souvent un facteur clé de réussite. L'action de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec ses partenaires internationaux, vise précisément à limiter le risque pris par nos entreprises souhaitant développer des activités économiques à l'international.

Les relations entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et plus généralement la ville de Montpellier et la Chine sont une longue histoire riche et fructueuse : notamment le début du XX^{ème} siècle (1908-1927) et la venue à l'université de Montpellier de dizaines des futurs intellectuels et politiques de la Chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude », ou plus proche de nous le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la grande continuité de ces relations préservées, la Communauté d'Agglomération de Montpellier poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu, mais aussi un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et 9

Provinces centrales chinoises.

Ce dernier aspect a permis l'organisation par la Communauté d'Agglomération de Montpellier du Congrès Mondial EUPIC au Corum en septembre 2011, avec la présence de plus de 130 entreprises et officiels chinois dont le vice-ministre de la recherche.

Depuis 2004, ce sont plus de 60 entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et 20 entreprises shanghaiennes qui ont bénéficié de nos accords et ont pu accélérer leurs stratégies de conquête de nouveaux marchés. Dix d'entre elles ont développé des relations d'affaires poussées avec une implantation physique en Chine. En 2012 deux nouvelles entreprises du territoire labélisées dans le cadre de nos accords s'implantent dans le Réseau des Incubateurs de la Ville de Shanghai STIC.

En contrepartie, l'accord de coopération économique permet aux entreprises chinoises d'être accueillies dans les meilleures conditions possibles sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'entretenir des partenariats et d'aborder les marchés français, européens et euro-méditerranéens.

Par conséquent, dans le cadre de nos accords bilatéraux, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose d'effectuer une mission d'affaires en Chine du 15 au 23 septembre 2012. Cette mission double doit permettre la croissance de nos entreprises à l'international mais aussi d'être un excellent vecteur de promotion de l'attractivité de notre territoire en Chine. Elle se déroulera en deux temps :

A Shanghai :

Deux parties importantes vont être abordées, une politique avec la rencontre d'élus locaux (Shanghai et le District du Yangpu) et une pour les entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier une phase « découverte » du marché chinois avec : un accompagnement logistique, technologique et commercial pointu, une présentation du tissu industriel chinois, des visites d'entreprises ciblées.

A Chengdu :

Il est proposé la participation au congrès EUPIC avec une journée complète de rendez-vous B to B pour nos entreprises technologiques et 4 journées pour les entreprises du domaine du vin. La mise en place d'un stand « Communauté d'Agglomération de Montpellier », la participation à une conférence plénière, l'animation de soirées de promotion des vins de la Communauté d'Agglomération, rencontres d'ordre politique avec la Mairie de Chengdu et le Gouverneur de la Province du Sichuan. La signature du renouvellement de notre accord avec EUPIC et la Commission des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu. La signature de l'accord sur la mise en place de la plateforme de promotion des vins, nos partenaires chinois nous proposent donc un nouveau « business modèle » en rupture avec l'offre actuelle. Le but est d'associer un partenaire chinois étatique, gage de qualité et de sécurité pour l'acheteur, qui promouvra cette nouvelle offre, il serait possible que la Province du Sichuan s'associe à cette plateforme, cela fera partie des négociations des mois à venir.

Il est proposé que les aspects logistiques (transports, hôtels, restauration, etc.) et l'organisation de la mission soient pris en charge en partie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 55 400 € T.T.C. Ce coût se répartit comme suit : environ 3 000 € T.T.C. par entreprise technologique soit 30 000 € T.T.C. pour l'ensemble des 10 entreprises et Pôles de compétitivité pris en charge financièrement. Une participation financière forfaitaire sera demandée aux entreprises technologiques participantes, à hauteur de 1 000 € T.T.C. par entreprise.

Pour les entreprises du domaine du vin, seul le billet d'avion, les frais de visa, la mise en place de rendez-vous B to B seront à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier soit environ 1 800 € par entreprise soit à peu près 9 000 € pour les 5 entreprises, en effet les entreprises du vin ne viendront qu'à Chengdu dans le cadre particulier de la mise en place d'une plateforme de promotion des vins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec la Ville de Chengdu et peut être la Province du Sichuan.

Le reste du montant prévisionnel soit environ 16 400 € est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : stand au congrès EUPIC, action de promotion des vins : prise en charge financière d'un œnologue, dîner de gala, soirée de dégustation VIP, transport interne de la délégation, mise en place de rencontres B to B, inscriptions au congrès.....

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'organisation d'une mission d'affaires pour 15 entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Chine du 15 au 23 septembre 2012,
- approuver le tarif applicable aux entreprises,
- approuver le renouvellement de l'accord cadre avec EUPIC, la Commission des Hautes Technologies de la Ville de Chengdu pour une durée de 2 années,
- approuver l'accord pour la mise en place d'une plateforme de promotion des vins pour une durée de 2 ans,
- approuver la participation d'élus et techniciens à la mission et éventuellement de la presse,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 55 400 €,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les accords de coopération avec EUPIC, la municipalité de Chengdu et potentiellement la Province du Sichuan ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 46 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PARC D'ACTIVITÉ DE L'AÉROPORT - PÉROLS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT AVEC LA SERM - APPROBATION DU COMPTE RENDU FINANCIER ANNUEL DE L'OPÉRATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°4645 en date du 28 mars 2002, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport à Pérols. Le 26 avril 2002, il a concédé à la SERM l'opération d'aménagement dont la vocation est l'accueil d'activités tertiaires et industrielles de pointe et services aux entreprises. L'opération couvre une superficie totale de 34 hectares dont 24 hectares cessibles permettant la réalisation d'un programme de constructions de 122 750 m². Le traité de concession vient à échéance le 31 décembre 2017.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2011 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

L'année 2011 a vu la finalisation de la maîtrise foncière et la poursuite des études en phase Projet pour la viabilisation des terrains. La modification du PLU de Pérols a été réalisée et approuvée en octobre 2011 pour rendre possible l'opération.

Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 16 502 000 € H.T. dont 3 594 000 € H.T. en 2011. Celles-ci concernent le solde de l'acquisition des terrains à la SCA Domaine Saint Jean de Pailletrice, et les études de projet pour la viabilisation de ces terrains.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2011 s'élève à 9 340 000 € H.T. dont 15 000 € H.T. en 2011.

Le bilan financier prévisionnel est porté à 18 965 000 € H.T. en dépenses et en recettes tenant compte de l'évolution de l'opération avec une réduction du périmètre de la concession SERM sur la partie Ecopole qui fait l'objet d'une réintégration dans la concession de la Route de la Mer (SAAM).

Afin de faire face aux besoins de trésorerie de l'opération pour acquérir les fonciers de la Pailletrice (6 746 000 euros d'Indemnité principale), une avance de trésorerie d'un montant de 3 000 000 € a été mise en place au troisième trimestre 2011. Le remboursement de cette avance interviendra pour 1 000 000 € au 4^{ème} trimestre 2012 et pour 2 000 000 € au 4^{ème} trimestre 2013.

Le montant total de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 952 K€ H.T. (1 138,6 K€ T.T.C.), a été intégralement versé au 31 décembre 2004. Son remboursement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier est prévu en 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Parc d'Activités de l'Aéroport à Pérols, présenté par la SERM pour l'exercice 2011,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération d'aménagement,
- prendre acte des acquisitions réalisées par la SERM au cours de l'exercice 2011 et du rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 47 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PARC D'ACTIVITÉS DESCARTES - LAVÉRUNE - APPROBATION DU COMPTE RENDU FINANCIER ANNUEL DE L'OPÉRATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Un des enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale est de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire et notamment d'assurer le rééquilibrage par un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'ouest de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il favorise d'une manière générale les extensions urbaines dans le prolongement des tissus existants.

Le SCOT a mis en évidence l'opportunité de poursuivre le développement du parc d'activités situé au Nord-est de la Commune de Lavérune sur le secteur « Las Serres » qui est desservi par la RD5.

Par délibération n°8458 du 29 septembre 2008, le Conseil de Communauté a approuvé les objectifs poursuivis pour la création de la ZAC Descartes et les modalités de la concertation. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération n°8749 du Conseil de Communauté du 23 mars 2009 et la ZAC Descartes a été créée sur environ 6 hectares.

Par délibération n°9461 du 1^{er} avril 2010, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier a été désignée en qualité de Concessionnaire pour l'aménagement de la ZAC Descartes. L'équipe ayant pour mandataire le cabinet COSTE ARCHITECTES a été retenue début 2011 et finalise actuellement les études liées à la réalisation de la ZAC.

Par délibération n°10310 du 28 juillet 2011, le Conseil de Communauté a approuvé les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'enquête parcellaire relatifs à la ZAC.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2011 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2011, 79 000 € H.T. ont été dépensés, dont 73 000 € H.T. pour l'année 2011 correspondant à des études et acquisitions. La procédure de Déclaration d'Utilité Publique est en cours. En 2011, 7 promesses de vente ont été signées. A ce jour, aucune recette n'a été perçue.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit désormais à un montant de 5 359 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Le montant total de la participation de la Communauté d'Agglomération à l'opération d'aménagement est de 2 059 000 € H.T. Le versement de cette participation est prévu sur plusieurs exercices budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la ZAC Descartes présenté par la SAAM pour l'exercice 2011,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 48 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PARC D'ACTIVITÉS CHARLES MARTEL - VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - APPROBATION DU COMPTE RENDU FINANCIER ANNUEL DE L'OPÉRATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°5312 en date du 23 juillet 2003, le Conseil de Communauté a confié à la SERM dans le cadre d'une convention publique d'aménagement, la réalisation sous forme d'un lotissement du Parc d'Activités Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone. Il couvre une superficie totale de 7 hectares dont 5 hectares cessibles et est destiné à l'accueil d'activités industrielles, artisanales et de services aux entreprises. La concession vient à échéance le 8 août 2013.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2011 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 1 741 000 € H.T. dont 100 000 € H.T. pour l'année 2011, correspondant à des travaux de finition du lotissement. Une voie de connexion vers l'extérieur du lotissement reste à réaliser. L'ensemble du foncier est maîtrisé par la SERM.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2011 s'élève à 1 647 000 € H.T. dont 128 000 € H.T. en 2011 provenant de la cession du lot 13 à la société LABO PHYTOGENESE (3 600 m²). Au 31 décembre 2011, deux lots sont sous compromis de vente pour une surface totale de 3 900 m² (le lot 9 pour la société SOCAMO et le lot 2 pour la société SERRANO).

Le bilan financier prévisionnel actualisé s'établit à 2 309 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Cette opération s'équilibre sans participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Parc d'Activités Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone, présenté par la SERM pour l'exercice 2011,
- prendre acte de la cession réalisée par la SERM au cours de l'exercice 2011,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 49 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PARC D'ACTIVITÉS MARCEL DASSAULT - SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - APPROBATION DU COMPTE RENDU FINANCIER ANNUEL DE L'OPÉRATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°982 en date du 27 mars 1987, le Conseil de District a concédé à la SERM l'aménagement de la ZAC Parc Marcel Dassault à Saint-Jean-de-Védas, mission étendue au périmètre d'une première extension par délibération n°1858 du 15 avril 1992. Les avenants n°2 et n°4 approuvés respectivement le 23 juillet 2003 et le 20

mars 2006 ont étendu le périmètre de l'opération à des terrains limitrophes propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Sur 35 hectares dont 27 cessibles, le Parc Marcel Dassault accueille les activités de négoce, de petite logistique urbaine, ainsi que des activités industrielles et de services aux entreprises.

L'avenant n°7 à la concession d'aménagement, approuvé par délibération n°8962 du Conseil de Communauté le 3 juillet 2009, a prorogé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2014. Par avenant n°9 approuvé par délibération n°10317 du Conseil de Communauté du 28 juillet 2011, le périmètre de la concession a été élargi à la parcelle AC52 propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (17 630 m²).

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2011 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 10 541 000 € H.T. dont 231 000 € H.T. en 2011, correspondant essentiellement au paiement de l'annuité d'acquisition des terrains au concédant et aux travaux de viabilisation de lots commercialisés.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2011 s'élève à 8 933 000 € H.T. dont 247 000 € H.T. en 2011, provenant des cessions de 4 875 m² terrains aménagés auprès de la SOCIETE INDUSTRIELLE THIRIET (lot 18 de 2 880 m²), de la SCI 4D (lot 25 de 1995 m²). Aucun compromis de vente n'a été signé en 2011.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit désormais à 13 196 000 € H.T. en dépenses et en recettes soit une augmentation de 451 000 € H.T. par rapport au précédent bilan financier. La participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier reste inchangée à 1 441 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Parc d'Activités Marcel Dassault à Saint-Jean-de-Védas, présenté par la SERM pour l'exercice 2011,
- prendre acte des cessions réalisées par la SERM au cours de l'exercice 2011,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 50 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PARC D'ACTIVITÉS MARCEL DASSAULT 2ÈME EXTENSION - SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - APPROBATION DU COMPTE RENDU FINANCIER ANNUEL DE L'OPÉRATION - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°8664 en date du 15 janvier 2009, le Conseil de Communauté a concédé à la SERM l'aménagement de la ZAC Parc Marcel Dassault 2ème extension à Saint-Jean-de-Védas. Tout comme le Parc Marcel Dassault, cette extension est destinée à accueillir les activités de négoce, de petite logistique urbaine, des activités industrielles et de services aux entreprises sur 21 hectares. La concession d'aménagement porte, d'une part, sur la réalisation de la ZAC de 15 hectares cessibles et d'autre part, sur le réaménagement des deux accès depuis la RD 612 et la requalification de trois voies de liaison depuis la zone d'activités existante situées entre la RD 612 et l'opération (rue Saint-Exupéry, rue Louis Blériot et rue Jacqueline Auriol). La concession vient à échéance le 18 mars 2017.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2011 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Désormais, le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'élève à 12 750 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Au 31 décembre 2011, les dépenses s'élèvent à 134 000 € H.T., dont 33 000 € H.T. réalisés en 2011, correspondant à des dépenses d'études et à des frais.

Du fait de l'évolution du prix du foncier liée au jugement du 28 septembre 2011, fixant les indemnités d'expropriation en première instance et sans attendre les indemnités fixées en appel, le montant de la participation est augmenté de 1 115 000 € H.T. fait l'objet d'un avenant n°2 au traité de concession.. Désormais, le montant total de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élève à 5 094 000 € H.T. nécessaire à l'équilibre des aménagements de la ZAC, au réaménagement des accès sur la RD 612 et à la requalification de trois voiries existantes. Au 31 décembre 2011, une participation de 500 000 € a été versée. Aucune recette de cession n'a été générée.

Du fait de l'existante d'une Déclaration d'Utilité Publique liée à l'autoroute A9, l'emprise cessible de l'opération est réduite. La levée des incertitudes reposant sur le tracé de l'A9 permettra de finaliser les études de la ZAC.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les dernières acquisitions foncières qui seront reprises par le concessionnaire. Le bilan prévoit, en 2015, le versement d'une participation de 615 000 € à l'opération par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette participation provient d'une fonds de concours reçu par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la première concession Marcel Dassault..

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Parc d'Activités Marcel Dassault 2ème extension à Saint-Jean-de-Védas, présenté par la SERM pour l'exercice 2011,
- approuver le bilan financier prévisionnel, le plan de trésorerie actualisés de l'opération et la conclusion de l'avenant n°2,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. M. P. BONNAL, Mme P. DANAN, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, M. J.-L. GELY, M. M. LEVITA, M. J. MARTIN, M. J.-P. MOURE, M. M. PASSET ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N° 51 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PARC D'ACTIVITÉS SAINT-EXUPÉRY - LE CRÈS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT AVEC LA SERM - APPROBATION DU COMPTE RENDU FINANCIER ANNUEL DE L'OPÉRATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°5945 en date du 29 juin 2004, le Conseil de Communauté a confié à la SERM la concession d'aménagement sous forme de lotissement, de sa propriété située route de Nîmes au Crès.

Le parc Saint-Exupéry couvre une superficie de 1,2 hectare dont 0,9 cessible. Il accueille des activités principalement commerciales et de services. La concession d'aménagement vient à échéance le 31 décembre 2012.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2011 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 1 520 000 € H.T. dont 76 000 € H.T. en 2011 correspondant aux travaux de finitions de l'opération. Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2011 s'élève à 1 987 000 € H.T. Une recette de cession de lot à bâtir à l'entreprise CDR s'élevant à 623 000 € H.T., a été enregistrée en 2011.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 1 581 000 € H.T. en dépenses et à 1 987 000 € H.T. en recettes. L'excédent d'exploitation prévisionnel progresse de 129 000 € H.T. pour atteindre 407 000 € H.T., il sera reversé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la clôture de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier du Parc d'Activités Saint-Exupéry au Crès, présenté par la SERM pour l'exercice 2011 ;
- prendre acte des cessions réalisées par la SERM au cours de l'exercice 2011 ;
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 52 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PARC D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUE GAROSUD - MONTPELLIER ET LATTES - APPROBATION DU COMPTE RENDU FINANCIER ANNUEL DE L'OPÉRATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°1770 en date du 30 janvier 1992, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Parc d'Activités Garosud à Montpellier et concédé son aménagement à la SERM. Par délibération du 23 février 2000, le Conseil a approuvé le dossier de réalisation modificatif sur le nouveau périmètre de ZAC créée par délibération n°2931 du 24 avril 1997. Les travaux et acquisitions foncières ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 2 juin 2000. Un avenant n°2, approuvé par délibération n°5298 du 23 juillet 2003, a étendu le périmètre de la convention sur les Communes de Lattes et Montpellier qui couvre désormais une superficie de 114 hectares dont 76 hectares cessibles destinés à l'accueil d'activités industrielles, de négoce et petite logistique urbaine, d'activités artisanales et de services.

L'arrêté préfectoral n°2007-01-1664 en date du 17 août 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération d'aménagement Garosud Extension et l'arrêté préfectoral n°2007-01-2165 en date du 16 octobre 2007 a déclaré cessibles les parcelles incluses dans son périmètre. Par arrêté préfectoral n°2008-I-70 du 15 janvier 2008, sont autorisés au titre de la réglementation sur l'eau, les travaux à entreprendre pour la réalisation de la ZAC Garosud Extension. La concession vient à échéance le 31 décembre 2027.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SERM présente à la Communauté

d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2011 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 47 063 000 € H.T. dont 1 808 000 € H.T. en 2011, correspondant essentiellement à des travaux ponctuels de viabilisation de lots sur la ZAC Garosud, aux travaux de la première tranche sur Garosud Extension (viabilisation de 3 ha. cessibles) et à des acquisitions foncières. Une parcelle d'une superficie de 1 414 m² a été acquise dans le périmètre de Garosud en 2011 et une parcelle de 2 852 m² a été acquise à l'amiable sur la ZAC Garosud Extension. Le foncier restant à acquérir fait l'objet d'une procédure d'expropriation (DUP du 17 août 2007). Ainsi, huit parcelles (quatre unités foncières) ont été acquises par voie judiciaire en 2011, représentant 62 086 m². Par ailleurs, des voies appartenant au Département restent à acquérir.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2011 s'élève à 37 780 000 € H.T., dont 1 580 000 € H.T. en 2011 dont 920 000 € H.T. provenant de la cession de quatre parcelles sur Garosud pour une superficie totale de 9 987 m² : 2 087 m² (lot 25.12) à la SCI EIB, 4 229 m² (lot 55B) à la SCI ARDILO, 1 971 m² (lot 50.8) à la SCI ART MK, 1 700 m² (lot 25.11) à la SCI FUTURA. De nombreux prospects se sont manifestés pour une implantation sur Garosud Extension. Au 31 décembre 2011, deux compromis de vente ont été signés sur 7 448 m² de terrains (SCI JR IMMO pour le lot 50.6 et SCI NORIBAC pour le lot 80.1).

Le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit désormais à 59 578 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Le montant total de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'opération d'aménagement reste inchangé à 15 008 400 € H.T. dont 13 783 400 € H.T. versés à ce jour. Le solde de cette participation est prévu en un versement de 1 225 000 € H.T. en 2012.

Les avances de trésorerie consenties par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2002 (1 524 490 € H.T.) et en 2011 (3 000 000 € H.T.) seront remboursées respectivement en 2014 et 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier des opérations Parc d'Activités Garosud et Garosud Extension à Lattes et Montpellier, présenté par la SERM pour l'exercice 2011,
- prendre acte des acquisitions réalisées par la SERM au cours de l'exercice 2011,
- prendre acte des cessions réalisées par la SERM au cours de l'exercice 2011,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 53 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZONE INDUSTRIELLE DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ETUDES ET DE RÉALISATION DES ÉQUIPEMENTS PRIMAIRES CONFIÉS À LA SAAM - APPROBATION DU COMPTE RENDU FINANCIER ANNUEL DE L'OPÉRATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Créée en 1965, la Zone d'Activités du Salaison recouvre 148 hectares et accueille aujourd'hui plus de 120 entreprises et 2 000 emplois. L'état de vétusté de ce site amène aujourd'hui la Communauté d'Agglomération de Montpellier à impulser une opération de requalification. Elle s'articule autour de deux grands axes, le traitement qualitatif des espaces publics et la redynamisation des entreprises par leur implication dans un projet de zone.

Par délibération n°9462 du 1^{er} avril 2010, le Conseil Communautaire a confié un mandat d'étude et de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) et défini le programme et l'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Conformément aux dispositions de la convention de mandat, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2011 et l'évolution du bilan financier prévisionnel.

Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 159 000 € H.T. A ce jour, l'ensemble des études pré-opérationnelles, ainsi qu'une étude d'impact ont été réalisés.

Le démarrage des travaux est programmé au début du premier trimestre 2013. Ceux-ci se poursuivront jusqu'à la fin 2014.

Ainsi le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération et son financement restent inchangés par rapport au CRACL 2010 : 6 258 000 € H.T. soit 7 484 000 € T.T.C. La Communauté d'Agglomération de Montpellier finance la totalité des dépenses de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération de requalification de la zone d'activités du Salaison ;
- approuver le bilan financier prévisionnel ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 54 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PORT MARIANNE - PORTES DE LA MÉDITERRANÉE - MONTPELLIER - CONCESSION D 'AMÉNAGEMENT AVEC LA SERM - COMPTE RENDU FINANCIER ANNUEL DE L'OPÉRATION 2011 - CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

La ZAC créée le 27 juin 1996 et étendue par délibération n°6416 en date du 19 avril 2005 couvre une superficie d'environ 50 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités, d'équipements et de services privés et publics, sièges sociaux et commerces dans le cadre d'un complexe réunissant un complexe de loisirs urbain et un pôle commercial de niveau régional intégré au projet d'extension planifié du centre ville historique et bénéficiant d'excellentes dessertes.

L'opération ayant été déclarée d'intérêt communautaire, les modalités du transfert ont été fixées par délibérations respectives de la Ville et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date des 27 mai et 27 juin 2003.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, a confié à la SERM par un avenant n°7 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°7430 du 22 décembre 2006, les études, les acquisitions et la réalisation des travaux de construction d'un parking d'échange tramway de 1 700 places.

Par délibérations n°7497 et n°7495 en date du 13 février 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le programme des Equipements Publics de la ZAC Port Marianne-Portes de la Méditerranée ainsi que son dossier de réalisation.

Par délibération n°7775, en date du 23 juillet 2007, le Conseil de Communauté a approuvé un avenant n°8 à la concession d'aménagement, prorogeant la durée de la mission de l'aménageur jusqu'en 2016.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération d'aménagement pour l'exercice 2011 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels et du plan de trésorerie.

–Aménagement :

Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 52 346 000 € H.T. dont 2 808 000 € H.T. réalisés en 2011 correspondant à des études et des travaux de voiries et réseaux secondaires de la ZAC ainsi qu'à la rémunération de l'aménageur et à des frais financiers.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2011 s'élève à 47 568 000 € H.T. dont 4 643 000 € H.T. en 2011.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 56 973 000 € H.T. en dépenses. Il prend en compte l'augmentation des dépenses liées à la fin de réalisation d'aménagement, et la réalisation de recettes liées à la cession de charges foncières dans le périmètre de la ZAC.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération s'établit à 58 920 000 € H.T. en recettes.

Pôle Ludique 2 :

Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 30 500 000 € H.T. Les recettes s'élèvent en 2011 à 24 271 000 €. H.T. correspondant au 1er règlement de 21 277 000 € H.T. par l'investisseur Icade Klépierre de l'achat du pôle ludique (le montant total s'élevant à 29 000 000 € H.T. le solde restant à verser en 2013 et 2016 acte signé fin 2010) et aux loyers perçus. Le bâtiment est actuellement pratiquement totalement loué.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération s'établit à 33 102 000 € H.T. en dépenses.

Pour préfinancer la construction du pôle ludique 2, la SERM a mobilisé trois emprunts de 6 000 000 € chacun, dont 15 000 000 € en 2007 et 3 000 000 € en 2008.

Douze millions d'emprunts arrivent à échéance fin 2011, toutefois la mobilisation de 6 M€ d'emprunts s'avérera nécessaire ou la mise en place d'une avance remboursable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour faire face à l'évolution de la trésorerie de l'opération.

Parking d'échanges Odyseum :

Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses réalisées correspondant aux acquisitions foncières, aux honoraires d'études et aux travaux, s'élève à 25 655 000 € H.T. dont 99 000€ H.T. ont été réalisés en 2011. Le montant des recettes réalisées est de 24 817 000 € H.T. à fin 2011.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 25 822 000 € H.T. en dépenses.

L'ouvrage a été inauguré et mis en service en septembre 2009 et acquis définitivement par la Communauté d'Agglomération en décembre 2009.

ZAC Port Marianne - Portes de la Méditerranée – Bilan consolidé :

Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 104 727 000 € H.T. dont 2 400 000 € H.T. réalisés sur l'année 2011.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2011 s'élève à 92 882 000 € H.T. dont 5 591 000 € H.T. réalisés en 2011.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération consolidée s'établit à 112 123 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Port Marianne-Portes de la Méditerranée à Montpellier présenté par la SERM pour l'exercice 2011,
 - approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'infrastructures de la ZAC, de la construction du pôle ludique 2, et du parking d'échange Odysseum ainsi que le bilan consolidé de l'opération d'aménagement,
 - approuver la convention d'avance de trésorerie remboursable d'un montant maximum de 6 M€ qui sera mobilisée le cas échéant en 2012,
 - dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
 - autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'avance de trésorerie ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. M. P. BONNAL, Mme P. DANAN, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, M. J.-L. GELY, M. M. LEVITA, M. J. MARTIN, M. J.-P. MOURE, M. M. PASSET, M. G. PASTOR ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N° 55 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PARC EURÊKA ET PROGRAMMES D'IMMOBILIER D'ENTREPRISES - MONTPELLIER ET CASTELNAU LE LEZ - APPROBATION DU COMPTE RENDU FINANCIER ANNUEL DE L'OPÉRATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°3406 en date du 27 janvier 1999, le Conseil de District a concédé à la SERM l'opération d'aménagement du Parc Eurêka à Montpellier. La ZAC créée le 19 juin 2000, d'une superficie totale d'environ 32 hectares dont 26 hectares cessibles, est destinée à l'accueil d'activités industrielles technologiques, tertiaires, d'ingénierie et de recherche.

La mission de la SERM a également été étendue à l'acquisition, la location et l'exploitation de terrains ou d'ensembles immobiliers situés hors du périmètre de la ZAC, mais pouvant être utiles à son accompagnement économique. Dans ce cadre, la SERM a fait l'acquisition et assure l'exploitation de l'hôtel d'entreprises du Millénaire situé rue Avenue Ph. Lamour (ex rue de la Vieille Poste) et de l'ensemble immobilier à vocation d'ateliers et bureaux relais situé au 505, rue Louis Lépine.

Un avenant n°6 à la concession d'aménagement approuvé le 30 juillet 2004 a étendu les missions de la SERM à un périmètre qui couvre environ 45 hectares de terrains classés en zone IV NA situés sur le territoire de Castelnau le Lez de part et d'autre de l'avenue Ph.Lamour (ex rue de la Vieille Poste). La SERM réalise l'aménagement du lotissement Jean Mermoz sur 12 hectares de terrains situés dans ce secteur.

Par avenant n°10 approuvé le 30 avril 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à la SERM la conception, la réalisation et l'exploitation du Montpellier International Business Incubator (MIBI).

La concession vient à échéance en 2022. Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération d'aménagement du Parc Eurêka et d'exploitation des ensembles immobiliers pour l'exercice 2011 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels, plans de trésorerie et comptes d'exploitation des programmes immobiliers.

Le Parc Eurêka, le lotissement Jean Mermoz et l'extension du Parc Eurêka sur Castelnau le Lez :

Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 35 913 K€ H.T. dont 3 248 K€ H.T. en 2011, correspondant à l'acquisition de foncier au concédant et à des tiers, à des dépenses liées aux travaux de finition du parc Eurêka, ainsi qu'à la mobilisation d'une partie du fonds de concours pour les études d'enfouissement des lignes à haute tension.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2011 s'élève à 23 301 K€ H.T. dont 1 393 K€ H.T. en 2011 provenant des recettes de cession d'une parcelle viabilisée de 3 500 m² sur le parc Eureka.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de ces trois opérations d'aménagement passe à 70 311 K€ H.T. en dépenses et à 69 661 K€ HT en recettes, avec un déficit de 650 K€.

L'hôtel d'entreprises du Millénaire :

L'immeuble de bureaux offre 3 976 m² de surfaces utiles. Au 31 décembre 2011, le cumul immobilisés s'élève à 3 969 K€ H.T., avec 618 K€ H.T. de travaux réalisés en 2011 (notamment pour le remplacement de chauffage / climatisation). Sont présentes les entreprises KLOE, BOUYGTEL, ALLIANCE TELECOM, BCD TRAVEL, NEOTIC, NEW-INSIGHT, REGIE PUBLICITAIRE, QUEOVAL, GAXIEU. Son taux d'occupation est à fin 2011 de 80%, en progression par rapport à 2010.

Le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier cumulé au 31 décembre 2011 est déficitaire à hauteur de -1 139 000 € du fait du taux de vacance et d'un investissement de départ élevé.

Si l'exploitation de cet immeuble constitue un maillon intermédiaire essentiel du parcours résidentiel des entreprises, son exploitation est chroniquement déficitaire, du fait du taux de vacance et du niveau de loyer trop faible pour équilibrer le compte d'exploitation par rapport aux travaux à faire dans les prochaines années. Une reconversion du site est donc prévue, avec une cession du foncier en 2015 pour un montant de 3 350 K € H.T.

Dans cette optique, sont prévus seulement 50 K€ de travaux en 2012.

A fin 2011, la trésorerie de ces locaux a été abondée par celle des Ateliers relais du Millénaire à hauteur de 300 K€,

permettant de financer les travaux réalisés. Cet abondement devrait s'élever d'ici 2014 à un total de 475 K€.

L'ensemble immobilier « Ateliers Relais du Millénaire » :

Cet ensemble immobilier de 1 161 m² utiles sur une parcelle de 3 017 m² a été acquis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2003. Cette acquisition et les travaux réalisés représentent fin 2011 une immobilisation de 890 K€ H.T. Aucun travaux n'a été réalisé en 2011.

Au 31 décembre 2011, l'immeuble est occupé à 100%, par les entreprises MAXMAT, IEC, la SERM, et ARRIMAGE.

Le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier cumulé au 31 décembre 2011 est de 136 000 € H.T.

Le Montpellier International Business Incubator (MIBI) :

Le programme proposé pour le MIBI est celui d'un immeuble de 3 500 m² de surface hors œuvre nette comprenant des locaux communs (espaces d'accueil et de services communs) et des bureaux pour accueillir un incubateur international (BIC), des sociétés françaises fortement exportatrices et des bureaux de représentation et antennes commerciales des sociétés étrangères.

Le bilan d'investissement de l'opération est arrêté à 9 583 000 € H.T. La réception du bâtiment est intervenue le 08 février 2011.

Il était convenu que dès sa réception, le MIBI soit vendu à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cependant afin de respecter les règles de financement du FEDER, il convient que le bâtiment ne soit cédé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier qu'au 2^{ème} semestre 2012, une fois l'ensemble des subventions perçues par la SERM, maître d'ouvrage du projet, le montant de ces subventions venant en déduction du prix de vente du bâtiment à la communauté d'Agglomération de Montpellier. Dans l'attente, un bail entre la SERM et la Communauté d'Agglomération de Montpellier permet à cette dernière d'exploiter le bâtiment et de le proposer à des entreprises.

Le montant du rachat du bâtiment s'élève à 7 344 000 € H.T. correspondant au prix de revient du MIBI déductions faites de l'installation photovoltaïque d'un montant de 185 000 € H.T., des subventions reçues et attendues par la SERM à hauteur de 1 500 000 € H.T. de la Région Languedoc-Roussillon, du FEDER, du label Effinergie, et du loyer de 554 000 € H.T. à verser par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

A fin 2011, le MIBI est déjà occupé à 64%, par les entreprises AQUAFADAS, MAEGLIN, SYSTEM CONTROLS, SKETCHPIXEL, IXENTO UBM, POLE EAU, SWELIA, DP TECHNOLOGY, PROPHIX, JINKO SOLAR, AWEX, THY ENGINEERING, SATIN TECHNOLOGY et AVINEON.

Le bilan financier prévisionnel consolidé actualisé des opérations d'aménagement et des programmes immobiliers d'entreprises s'établit à 91 295 000 € H.T. La participation d'équilibre prévisionnelle du concédant est inchangée, à 3 358 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement du Parc Eurêka à Montpellier et à Castelnau le Lez et l'exploitation des ensembles immobiliers, présenté par la SERM pour l'exercice 2011,
- prendre acte des acquisitions et des cessions réalisés par la SERM au cours de l'exercice 2011,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 56 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZAC ODYSSEUM EST - COMMUNE DE MONTPELLIER - APPROBATION DE COMPTE RENDU FINANCIER ANNUEL DE L'OPÉRATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La ZAC Odysseum Est a été créée par délibération n°8859 en date du 26 mai 2009. Elle a été concédée à la SAAM par délibération n°9463. La concession a été signée le 23 mai 2011.

L'opération Odysseum Est, située en entrée de ville, dans le prolongement du complexe ludico-commercial d'Odysseum, entre le boulevard Télémaque, l'avenue Pierre Mendès-France et l'autoroute A9, sur une superficie de 11,5 ha, a pour objectif d'accueillir un ensemble d'activités hôtelières, ludiques, commerciales et tertiaires afin de compléter et de renforcer l'offre existante, à destination notamment d'une clientèle touristique et de touristes d'affaires.

Conformément à l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2011 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses réalisées est de 9 K€ H.T., consistant au démarrage des études de réalisation de la ZAC et de programmation ludique. Aucune recette n'a pour l'instant été enregistrée.

Les études se poursuivront en 2012. Sera aussi réalisé en 2012 un diagnostic archéologique préventif.

En 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a finalisé à l'amiable la maîtrise de l'ensemble du foncier

de l'opération, pour un montant total de 6 918 K€ H.T., ce qui permet de revoir à la baisse la rémunération totale prévisionnelle de l'aménageur (-232 K€ H.T.).

En outre, la commercialisation n'étant pas engagée, l'acquisition du foncier par le concessionnaire au concédant est reportée en 2014 afin d'éviter un recours à l'emprunt.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération s'établit désormais à 15 910 K € H.T., en recettes et en dépenses. Il ne prévoit pas de participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Odysseum Est à Montpellier, présenté par la SAAM pour l'exercice 2011,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 57 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZAC HIPPOCRATE - COMMUNE DE MONTPELLIER - APPROBATION DU COMPTE RENDU FINANCIER ANNUEL DE L'OPÉRATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

L'opération Port Marianne-Hippocrate, réalisée sous forme d'une Zone d'Aménagement Concerté, a été confiée par la Ville de Montpellier à la SERM par délibération en date du 20 décembre 2000. La ZAC, créée le 29 septembre 2000, se développe sur une superficie d'environ 7,3 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, notamment dans le domaine de la santé, offrant une surface constructible maximale de 48 000 m², dont 24 000 m² dédiés à des établissements médicaux et para-médicaux, 22 000 m² à des activités tertiaires liées à ces établissements et à d'autres activités professionnelles d'accueil, de services, de résidences ou équipements hôteliers et enfin 2 000 m² affectés à une centrale thermo-frigorifique.

Déclarée d'intérêt communautaire, l'opération a été transférée de la Ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération de Montpellier suivant des modalités financières et patrimoniales fixées par délibérations respectives en date des 27 mai et 27 juin 2003.

La concession confiée à la SERM a fait l'objet d'un recours qui a conduit la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SERM à signer un protocole de résolution de la concession, au terme duquel 20 737 m² de terrains partiellement aménagés ont été restitués à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Afin de terminer l'aménagement de ce secteur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié par délibération du 21 avril 2011 la réalisation de l'opération à achever à la SAAM. Une convention d'avance remboursable de 600 K€ a été prévue afin de permettre à l'aménageur de racheter au concédant les terrains déjà maîtrisés ainsi que les terrains en cours d'expropriation.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme et à l'article L.1523.2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2011 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses réalisées dans le cadre de cette nouvelle concession s'élève à 15 K€ H.T., consistant en travaux de voirie suite à la livraison de lots (hôtel, bureaux). Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2011 est nul car il n'y a pas eu de cession de terrain au cours de l'exercice 2011.

L'avance de trésorerie prévue de 600 000 € a été mobilisée fin 2011. Elle permettra, sur l'exercice 2012, l'acquisition des terrains maîtrisés par le concédant. Cette avance sera remboursée en 2014.

Ainsi le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit toujours à 2 575 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Il ne prévoit aucune participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Hippocrate à Montpellier, présenté par la SAAM pour l'exercice 2011,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 58 MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PARC EUROMÉDECINE II ET ENSEMBLES IMMOBILIERS CAP GAMMA, CAP DELTA, CAP SIGMA (BIOPÔLE) - MONTPELLIER ET GRABELS - APPROBATION DU COMPTE RENDU FINANCIER ANNUEL DE L'OPÉRATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération du 24 février 1988, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Parc Euromédecine II sur Grabels et Montpellier et concédé l'opération à la SERM.

Par un avenant approuvé le 10 juillet 2002, il a confié à la SERM les missions d'études, de réalisation et d'exploitation des hôtels d'entreprises spécialisées en biotechnologies Cap Gamma et Cap Delta et porté l'échéance de la convention au 31 décembre 2027. Par un avenant n°6 approuvé le 30 avril 2008, la SERM s'est vue confier ces mêmes missions pour un 3^{ème} immeuble Cap Sigma.

Le Parc Euromédecine II couvre une superficie totale de 92 hectares dont 65 hectares cessibles et un programme de constructions de 528 000 m² dédié principalement aux activités médicales et paramédicales et autres activités tertiaires et de services aux entreprises, et aux logements en limite des quartiers de Malbosc sur Montpellier et de la Valsière sur Grabels.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, notamment à l'article L.300-5, la SERM présente le compte rendu financier de la concession d'aménagement du Parc Euromédecine II pour l'exercice 2011 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel, et du plan de trésorerie.

Opération d'aménagement du Parc Euromédecine II pour l'exercice 2011 :

Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 29 494 000 € H.T. dont 2 674 000 € H.T. en 2011, correspondant au versement d'une annuité sur le paiement échelonné de l'acquisition à la Communauté d'Agglomération de Montpellier des terrains d'assiette de l'opération, à l'achèvement des travaux de la rue du Professeur Viala et aux travaux de la rue Ranchin qui desservira, à terme, environ 200 logements. Seule reste à acquérir, l'emprise foncière d'anciens chemins communaux.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2011 s'élève à 26 961 000 € H.T. dont 3 334 000 € H.T. en 2011, ces dernières provenant des cessions de parcelles aménagées : 5 166 m² de terrain à la SCI POURQUIER (lots n°324 et 325), 11 323 m² de terrain à la Ville de Montpellier, 2 700 m² de SHON à la SCI Mont D'Aurelle (lot n°116), 2 590 m² de SHON à FDI SACICAP (lot n°101) et 1 184 m² de SHON à FDI PROMOTION (lot n°101). Deux compromis de vente ont été signés en 2011.

Une décision du Tribunal Administratif de Montpellier a annulé le PLU de la Commune de Grabels. Cette annulation a des répercussions sur la vente des lots dédiés aux logements. Une nouvelle procédure de révision de ce PLU est en cours avec une approbation prévue en septembre 2013.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération d'aménagement s'établit à 46 301 000 € H.T. en dépenses et à 48 221 000 € H.T. en recettes avec une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement des équipements publics de 7 964 000 € H.T. entièrement versée.

Réalisation et exploitation de l'ensemble immobilier Cap Gamma et Cap Delta :

Le programme de ces hôtels d'entreprises spécialisées dans le domaine des biotechnologies se compose de deux immeubles en R+3 de 2 798 m² de surfaces privatives et 424 m² de locaux communs sur un terrain de 11 100 m². Ils sont conçus pour offrir des plateaux de 750 m² utiles, divisibles et aménageables en laboratoires et bureaux et équipés en réseaux spécialisés, eau osmosée, CO₂, azote, air comprimé...

L'immeuble GAMMA était occupé à 85% au 31 décembre 2011. Le départ d'IDENIX pour la moitié du bâtiment a été anticipé avec une relocation à ACONIT (85 m²), à TIXEO (133 m²), à ORIBASE PHARMA (355 m²), à OXELTIS (172 m²), à CR2I (63 m²) et à ADVANCECOM (43 m²) à des loyers de 150 à 250 € H.T./m² par an ayant générés 744 000 € de recettes en 2011 dont 550 000 € de loyers. Le cumul des recettes d'exploitation est de 15 698 000 € H.T. Le cumul des dépenses d'exploitation s'élève à 15 298 000 € H.T. dont 1 158 000 € H.T. en 2011. L'immeuble CAP DELTA était loué à 100% jusqu'en avril 2012. Le départ de SANOFI a fait chuter le taux d'occupation à 50%. Un accord a été passé avec SANOFI pour le rachat de la moitié de son mobilier de laboratoire. Des travaux sont prévus afin de ré-agencer les anciens locaux occupés par SANOFI et permettre leur relocation (387 000 € H.T. de travaux). Sur l'année 2011, les dépenses d'exploitation s'élèvent à 3 556 000 € H.T. alors que les recettes s'élèvent à 3 488 000 € dont 3 301 000 € H.T. perçus directement du fait des loyers. Le cumul des dépenses d'exploitation s'élèvent à 20 200 000 € H.T. et le cumul des recettes d'exploitation à 20 852 000 € H.T.

Au 31 décembre 2011, les recettes d'investissement et d'exploitations du bilan consolidé de CAP GAMMA et CAP DELTA s'élèvent à 15 950 000 € H.T. dont 4 144 000 € H.T. pour l'année 2011. Au 31 décembre 2011, les dépenses s'élèvent à 20 859 000 € H.T. dont 745 000 € H.T. pour l'année 2011. Le bilan prévisionnel d'investissement et d'exploitation consolidé de CAP GAMMA et CAP DELTA s'établit à 35 852 000 € H.T. en dépense et à 36 854 000 € H.T. en recette.

Réalisation de Cap Sigma (BIOPÔLE) :

La réalisation du 3^{ème} immeuble de 3 500 m² (Cap Sigma) ainsi que les études d'aménagement d'un site contigu de 2 hectares susceptible d'accueillir trois immeubles supplémentaires, représentent un montant prévisionnel d'investissement de 8 580 000 € H.T. subventionné par la Région Languedoc-Roussillon au titre du contrat territorial pour 165 000 €. La subvention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est maintenue à 750 000 € et le versement d'une subvention minimum du FEDER est attendu à hauteur de 335 000 €.

L'immeuble a été livré au premier trimestre 2011. Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses d'investissement

réalisées s'élève à 7 300 000 € H.T. (dont 760 000 € H.T. pour l'année 2011). Le bilan consolidé de Cap Sigma pour la durée de la concession est revu à la hausse à 13 873 000 € H.T. Il intègre des recettes d'exploitation également revues à la hausse et est désormais estimé à 10 952 000 € H.T.

Bilan financier prévisionnel consolidé :

Le bilan financier prévisionnel consolidé actualisé de l'ensemble de la concession s'établit à 94 856 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la concession d'aménagement Parc Euromédecine II, à Grabels et Montpellier, présenté par la SERM pour l'exercice 2011,
- prendre acte des cessions foncières réalisées par la SERM au cours de l'exercice 2011,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de la concession d'aménagement du Parc Euromédecine II, le bilan d'investissement et le compte d'exploitation prévisionnels de Cap Gamma, Cap Delta et Cap Sigma, ainsi que le bilan consolidé des opérations,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 59 ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL – VILLAGE D'ENTREPRISES ARTISANALES ET DE SERVICES (VEAS) HANNIBAL ET RESTRUCTURATION DU SECTEUR DU FRIGOULET - COURNONSEC - COMPTE RENDU FINANCIER ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°3 AU TRAITÉ DE CONCESSION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à la SERM par délibération n°5522 du 26 novembre 2003 les missions d'études préalables, acquisitions foncières et réalisation d'équipements publics de desserte nécessaires à la restructuration du secteur à vocation économique le Frigoulet à Cournonsec ainsi que la construction du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) «Hannibal». Le périmètre du secteur concerné couvre une superficie d'environ 9 hectares partiellement construits. Son réaménagement doit permettre l'accueil d'activités artisanales, industrielles, tertiaires, d'ingénierie et de services. Il sera réalisé en plusieurs étapes successives, la première étant la construction et l'exploitation du VEAS Hannibal, ensemble de 2 000 m² dont 1 243 m² d'ateliers et 667 m² de bureaux locatifs sur un terrain de 6 536 m². La deuxième étape consiste à définir une opération d'aménagement d'ensemble, dont le programme détaillé reste à définir. La concession d'aménagement vient à échéance le 31 décembre 2025.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2010 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement et du compte d'exploitation prévisionnel du village d'entreprises Hannibal.

Village d'Entreprises Artisanales et de Services :

Le VEAS accueille 9 entreprises représentant plus de 165 emplois.

Le VEAS représente un montant total d'investissement de 2 582 400 € H.T. bénéficiant d'une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 956 800 € entièrement versée. Le cumul des dépenses d'exploitation et d'amortissement techniques réalisées au 31 décembre 2011 s'élève à 1 252 000 € H.T. dont 222 000 € H.T. réalisées en 2011. Le cumul des recettes d'exploitation réalisées au 31 décembre 2011 s'élève à 935 000 € H.T. dont 141 000 € H.T. en 2011. Elles proviennent du versement des loyers et récupération des charges et de la quote-part de la subvention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier versée en 2011.

Le compte d'exploitation prévisionnel actualisé prend en compte le rachat du bâtiment par la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui passe de 796 K€ à 594 K€ compte tenu de la progression du taux d'occupation de l'immeuble au cours de l'année à venir lié à l'arrivée de nouvelles entreprises. Le taux de vacance du VEAS en 2011 affecte la trésorerie de l'immeuble qui est aujourd'hui négative. De ce fait, une participation de la collectivité est nécessaire, elle s'élève à 150 K€. Cette participation doit faire l'objet d'un avenant n°3 au traité de concession approuvé par délibération n°5522 en date du 26 novembre 2003. Cet avenant permettra de retrouver une trésorerie positive en 2012 sans engendrer de frais financiers supplémentaires.

Restructuration du secteur du Frigoulet :

L'ensemble du secteur peut accueillir une opération d'aménagement d'ensemble dont le programme détaillé reste à définir. Par avenant n°2 au traité de concession, approuvé par délibération n°9596 du 23 juin 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a sollicité la SERM pour réaliser des études pré-opérationnelles complémentaires. Cet avenant au traité de concession prend en compte le versement d'une participation complémentaire de 120 000 € totalement versée en 2012.

En 2011, des études pré-opérationnelles ont été commandées pour un montant de 45 855 € H.T., elles abordent des domaines diversifiés comme l'hydraulique, la topographie, le potentiel commercial et la composition architecturale et urbaine.

Le bilan financier prévisionnel actualisé consolidé de la concession s'établit à 4 834 000 € H.T. en dépenses et en recettes et intègre les charges et produits d'exploitation, avec une valeur de rachat de l'ensemble immobilier au terme de la concession de 594 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan financier prévisionnel actualisé d'exploitation du Village d'entreprises, le bilan consolidé de la concession intégrant les études pré-opérationnelles d'aménagement du secteur, présenté par la SERM pour l'exercice 2011 ;
- approuver l'avenant n°3 à la concession d'aménagement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°3 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. M. P. BONNAL, Mme P. DANAN, M. M. DUFOUR, M. S. FLEURENCE, M. J.-L. GELY, M. M. LEVITA, M. J. MARTIN, M. J.-P. MOURE, M. M. PASSET, M. G. PASTOR ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N° 60 ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL – PARC 2000 ET VILLAGE D'ENTREPRISES ARTISANALES ET DE SERVICES (VEAS) - MONTPELLIER - APPROBATION DU COMPTE RENDU FINANCIER ANNUEL DE L'OPÉRATION - AVENANT N°8 - CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

Par délibération en date du 26 juillet 1999, le Conseil de District a décidé la réalisation de Parc 2000 en zone franche urbaine de Montpellier et concédé l'opération d'aménagement à la SERM. La ZAC a été créée le 29 mai 2000. Par délibération du 30 mars 2000, le Conseil a approuvé l'avenant n°1 au traité de concession confiant à la SERM la mission d'étude, la réalisation et l'exploitation du Village d'Entreprises Artisanales et de Services et prolongeant la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2022. L'opération confiée à la SERM comprend le parc d'activités Parc 2000 d'une surface cessible de 45 749 m² partagée en une trentaine de lots et le Village d'Entreprises Artisanales et de Services comprenant un immeuble de bureaux de 711 m² ainsi qu'un ensemble d'ateliers de 1 769 m² de surfaces locatives.

Un avenant n°3, approuvé par délibération n°6189 du Conseil d'Agglomération du 16 novembre 2004, a étendu le périmètre de l'opération sur 10 hectares supplémentaires permettant d'offrir près de 7 hectares cessibles aux entreprises et sur lesquels la Commission Européenne a donné son autorisation pour l'extension de la zone franche urbaine ainsi que le Conseil d'Etat par décret du 15 mai 2007.

La ZAC Parc 2000 Extension a été créée par la délibération n°7150 en date du 21 juillet 2006. L'arrêté préfectoral n°2007-I-897 en date du 9 mai 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération Parc 2000 extension et la cessibilité des terrains inclus dans le périmètre.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier des opérations pour l'exercice 2011 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement ainsi que du compte d'exploitation prévisionnel du Village d'Entreprises.

Parc 2000 et Parc 2000 Extension :

Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 10 437 000 € H.T. dont 2 413 000 € H.T. en 2011 correspondant essentiellement à des travaux et à la rémunération de l'aménageur. L'ensemble du foncier est maîtrisé. La quasi-totalité des aménagements des espaces publics est achevée. Seul un tronçon reliant le parc à la rue Mohamed V reste à réaliser.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2011 s'élève à 8 856 000 € H.T., dont 3 036 000 € H.T. en 2011 provenant de la vente de 11 lots d'une superficie totale de 28 822 m².

Le dernier bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération d'aménagement (Parc 2000 et Parc 2000 Extension) s'établit à 13 105 000 € H.T. en dépenses et à 11 745 000 € H.T. en recettes. Une avance de trésorerie de 300 000 €, versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est destinée à couvrir les besoins de trésorerie annuels de l'opération d'aménagement. Cette avance sera remboursée lorsqu'une subvention de 300 000 € au titre du FEDER, attendue en 2013, aura été versée à la concession. La participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'opération d'aménagement est ramenée à 1 278 000 € H.T., prenant en compte cette subvention du FEDER et fait l'objet d'un avenant n°8 à la concession. L'article 157 de la loi n°2011-1977 du 28 décembre 2011 proroge et modifie le dispositif Zone Franche Urbaine (ZFU) jusqu'en décembre 2014.

Village d'Entreprises Artisanales et de Services :

Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses d'investissement réalisées pour la construction du Village d'Entreprises Artisanales et de Services, y compris le foncier s'élève à 2 174 000 € H.T. Fin 2011, le village était occupé par 19 entreprises totalisant plus de 70 emplois.

L'opération VEAS bénéficie d'une subvention d'équipement de 549 000 € H.T. dont le versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier est échelonné dans le temps. Les sommes investies dans l'opération, diminuées des subventions versées par les collectivités, sont intégrées dans un compte d'exploitation prévisionnel sur 20 ans qui s'établit à 4 876 000 € H.T. Le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier cumulé au 31 décembre 2011 est excédentaire de 540 000 € dont 77 000 € pour l'année 2011. Au terme de la concession, le compte d'exploitation prévoit un excédent de l'ordre de 1 360 000 €.

Le bilan financier prévisionnel consolidé regroupant les opérations d'aménagement, la réalisation et l'exploitation du Village d'Entreprises Parc 2000 s'établit à 17 981 000 € H.T. en dépenses et en recettes avec une participation totale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui s'élève désormais à 1 827 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier des opérations Parc 2000, Parc 2000 Extension et Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) à Montpellier, présenté par la SERM pour l'exercice 2011,
- prendre acte des cessions de terrains réalisées par la SERM au cours de l'exercice 2011,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de Parc 2000 et le compte d'exploitation prévisionnel actualisé du Village d'Entreprises Artisanales et de Services,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°8 et la convention d'avance de trésorerie ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. M. M. DUFOUR, M. J.-L. GELY, M. M. LEVITA, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. J.-P. MOURE, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. J. TOUCHON ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N° 61 POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CRÉATION DE 168 LOGEMENTS SOCIAUX ÉTUDIANTS - SITE DE L'ÉCOLE D'APPLICATION DE L'INFANTRIE À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions ou les garanties d'emprunt.

Le Programme Local de l'Habitat 2007-2012 adopté par délibération n°7604 du Conseil Communautaire du 16 mai 2007, intègre les objectifs du Schéma d'Agglomération du Logement Etudiant approuvé le 21 juillet 2006. Il prévoit la création de 3 000 logements étudiants sur l'ensemble de la période 2006-2012.

Dans ce cadre, la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la création de 168 logements étudiants, sur le site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) de Montpellier.

En effet, la Ville de Montpellier a acquis en avril 2012 le site de l'EAI sur lequel sont notamment édifiés 5 bâtiments auparavant dévolus à l'hébergement des élèves officiers en formation. En attendant la définition et la mise en œuvre du projet de reconversion du site, la Ville souhaite transformer 3 de ces bâtiments en logements étudiants, représentant 168 nouvelles chambres et studios, dont la mise en location est prévue pour l'année universitaire 2012-2013.

La Ville a ainsi confié au Nouveau Logis Méridional la remise en état des bâtiments et leur exploitation pour une durée de 11 ans, dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire conclue à titre gracieux. Au-delà, les bâtiments rénovés sont voués à la démolition. Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) assurera la gestion des résidences au bénéfice d'étudiants admis sur critères sociaux.

La rénovation des 3 bâtiments comprend notamment l'aménagement de cuisines collectives, d'une laverie et de salles communes, ainsi que la création de 8 chambres supplémentaires, d'un logement pour gardien et d'un abri vélo. Il est également prévu d'installer une chaufferie et d'adapter le réseau d'électricité et d'eau.

Le prix de revient prévisionnel de l'opération s'élève à 1 208 234 € T.T.C. Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicité à hauteur de 93 500 €, soit près de 8% du coût total.

Le plan de financement prévisionnel proposé s'établit comme suit :

- Fonds propres NLM : 973 889 €
- Subvention Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) : 140 845 €
- Subvention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sollicitée : 93 500 €

Il y a lieu de formaliser l'attribution de cette subvention par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional de 93 500 € pour la création de 168 logements étudiants, site de l'Ecole d'Application de l'Infanterie à Montpellier
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 62 POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 166 LOGEMENTS SOCIAUX À MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH-ACM - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt. En application de son Programme Local de l'Habitat 2007-2012 adopté par délibération n°7604 du Conseil Communautaire du 16 mai 2007, elle intervient pour favoriser la réalisation dans l'ensemble de ses 31 Communes de l'objectif d'au moins 25 % de logements locatifs sociaux dans la production globale de logement.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la construction de 166 logements sociaux répartis en 4 opérations, prenant place dans la commune de Montpellier.

Le soutien de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposé sur la base d'une aide forfaitaire de 43 € / m² de Surface Hors Œuvre Nette (SHON), et pour un montant global de 547 113 €.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des quatre opérations projetées sont les suivantes :

Opération	« La Grande Traversée » ZAC Grisettes – lot E2 Montpellier	ZAC Ovalie – lot 5 C Montpellier	« Jean Daurer » ZAC Ovalie – lot 7Bb Montpellier	« Webb Ellis » ZAC Ovalie – lot 10B Montpellier
Caractéristiques :				
Architecte	A+ Architecture	P. Dubuisson	O. Seidel	C. Piro & P. Causse
Collectif/Individuel	collectif	collectif	collectif	collectif
SHON	5 066 m²	3 197 m²	1 099,04 m²	3 378 m²
Nombre de logement	68	37	15	46
Catégorie de financement	47 PLUS / 21 PLAI	26 PLUS / 11 PLAI	11 PLUS / 4 PLAI	41 PLUS / 5 PLAI
Typologie	19 T2 – 37 T3 – 12 T4	6 T2 – 25 T3 – 6 T4	4 T2 – 9 T3 – 2 T4	9 T2 – 28 T3 – 9 T4
Contexte opérationnel	ZAC	ZAC	ZAC	ZAC
Plan de financement prévisionnel :				
Coût total de l'opération	7 461 910,64 €	4 204 766,50 €	1 629 969,92 €	4 990 475,58 €
Subvention Etat déléguée	353 800 €	161 600 €	60 300 €	110 800 €
Subvention Région	232 405,50 €	132 439,30 €	50 739€	160 439,30 €
Subvention Région SF	187 950 €	122 139 €	40 865 €	129 921 €
Subvention 1% Relance	84 000 €	68 400 €	12 000 €	48 000 €
Subvention Solaire	-	-	-	46 000 €
Prêt CDC	6 386 425,14 €	3 612 503,20€	1 412 822,92€	4 354 996,28 €
Participation Communauté d'Agglomération	217 330 €	137 471 €	47 058 €	145 254 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10% des logements de chaque opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention pour chaque opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 217 330 € pour la réalisation de 68 logements locatifs sociaux, résidence « La Grande Traversée », ZAC des Grisettes lot E2 à Montpellier ; de 137 471 € pour la construction de 37 logements locatifs sociaux, ZAC Ovalie lot 5C à Montpellier ; de 47 058 € pour la construction de 15 logements locatifs sociaux, résidence « Jean Daurer » ZAC Ovalie lot 7Bb à Montpellier ; de 145 254 € pour la construction de 46 logements locatifs sociaux, résidence « Webb Ellis » ZAC Ovalie lot 10B à Montpellier ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme C. FOURTEAU, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. L. POUGET, M. R. SUBRA ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N° 63 POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 68 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LA GRANDE TRAVERSÉE - ZAC DES GRISETTES À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OPH-ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer la construction de 68 logements sociaux, résidence « La Grande Traversée », lot E2, ZAC des Grisettes à Montpellier. L'opération comprend 47 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 21 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Ce projet a été conçu par le cabinet d'architecture A+.

L'OPH-ACM demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% les quatre emprunts d'un montant total de 6 386 424 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 3 628 312 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 838 168 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 559 652 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 360 292 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	3 628 312 €	838 168 €	1 559 652 €	360 292 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0,00%			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit 24 mois de préfinancement maximum, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAII construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAII foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH-ACM, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'OPH-ACM est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH-ACM pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 4 789 818 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 6 386 424 €, sollicités par la l'OPH-ACM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de 68 logements locatifs sociaux, résidence « La grande traversée », ZAC des Grisettes Lot E2 à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la CDC et l'OPH-ACM, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme C. FOURTEAU, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. L. POUGET, M. R. SUBRA ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N° 64 POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 36 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE VIA DOMITIA - IMPASSE DES VIOLETTES À CASTELNAU LE LEZ - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM ERILIA a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 36 logements sociaux, résidence « Via Domitia », impasse des Violettes à Castelnau le Lez. L'opération comprend 27 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 9 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet Tourre-Sanchis architectes.

ERILIA demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% les quatre emprunts d'un montant total de 3 013 694 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 487 777 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 827 247 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 449 008 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 249 662 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 487 777 €	827 247 €	449 008 €	249 662 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0,50 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%			
Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAII construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAII foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ERILIA, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par ERILIA est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à ERILIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 260 270,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 3 013 694 €, sollicités par ERILIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 36 logements locatifs sociaux, résidence « Via Domitia », impasse des Violettes à Castelnau le Lez ;
- approuver la convention à intervenir avec la SA d'HLM Erilia ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM ERILIA, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 65 POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 19 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE MADISON AVENUE - AVENUE DE L'EUROPE À CASTELNAU LE LEZ - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA S.A. D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 19 logements sociaux, résidence « Madison Avenue », avenue de l'Europe à Castelnau le Lez. L'opération comprend 15 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Christophe MARMEY.

Un Toit Pour Tous demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 248 548 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 379 283 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 393 552 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 353 342 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 122 371 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 379 283 €	393 552 €	353 342 €	122 371 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 % (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAII construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAII foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Un Toit Pour Tous, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Un Toit Pour Tous est inférieure à 12 mois, les intérêts

courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 686 411, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 2 248 548 €, sollicités par la S.A. d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 19 logements locatifs sociaux, résidence « Madison Avenue », avenue de l'Europe à Castelnau le Lez ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 66 POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE JEAN DAUGER - ZAC OVALIE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OPH-ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer la construction de 15 logements sociaux, résidence « Jean Dauger », ZAC Ovalie, lot 7Bb, à Montpellier. L'opération comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Ce projet a été conçu par l'architecte Olivier SEIDEL.

L'OPH-ACM demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 390 434 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 826 636 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 182 994 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 311 784 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 69 020 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	Prêt Primo Fixe			
	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	826 636 €	182 994 €	311 784 €	69 020 €
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée total du prêt	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
dont, dans un premier temps (modalités applicables à la première période) :				
Durée	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans
Différé d’amortissement	sans			
Taux d’intérêt actuariel annuel	taux actuariel annuel fixe actuariellement neutre (*) avec un prêt indexé sur le taux du livret A + 60 pdb auquel s’ajouteront 5pdb liés au coût forfaitaire de couverture		taux actuariel annuel fixe actuariellement neutre (*) avec un prêt indexé sur le taux du livret A - 20 pdb auquel s’ajouteront 5pdb liés au coût forfaitaire de couverture	
Taux d’intérêt actuariel annuel indicatifs (**)	2,65%	2,66%	1,84%	1,84%
Taux annuel de progressivité	0%			
et dans un second temps (modalités applicables à la seconde période) :				
Durée	35 ans	45 ans	35 ans	45 ans
Taux d’intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date du premier jour de la seconde période + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date du premier jour de la seconde période - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0%			
Révisabilité des taux d’intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			

(*) Deux prêts sont actuariellement neutres si la somme de leurs échéances futures actualisées sur la courbe de taux swap Euribor est identique (ces échéances étant calculées, pour le prêt indexé sur Livret A, conformément à la dernière formule réglementaire de détermination du taux du Livret A, à partir des taux implicites futurs (forward) des couches de taux swap Euribor et swar inflation).

(**) Le taux de la période fixe est donné à titre indicatif pour une émission de contrat au 31/10/2011. Il ne sera déterminé qu'au moment de l'émission du contrat.

Au cas où la part d'intérêt calculée serait supérieure au montant de l'échéance, l'OPH-ACM est tenu de payer la totalité des intérêts dus.

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH-ACM, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH-ACM pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 042 825,50 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 1 390 434 €, sollicités par l'OPH-ACM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de 15 logements locatifs sociaux, résidence "Jean Dauter", ZAC Ovalie lot 7Bb à Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la CDC et l'OPH-ACM, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme C. FOURTEAU, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. L. POUGET, M. R. SUBRA ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N° 67 POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – ACQUISITION D'UN IMMEUBLE EN VUE DU TRANSFERT DE 30 PLACES D'HÉBERGEMENT DE STABILISATION - AVENUE DU PONT JUVÉNAL - MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS AU GROUPEMENT D'ASSOCIATIONS GAMMES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

Le Groupement d'Associations Mutualisées d'Economie Sociale à Montpellier (GAMMES) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'il va contracter pour financer l'acquisition d'un immeuble, avenue du Pont Juvénal à Montpellier, en vue du transfert de 30 places de stabilisation d'hébergement actuellement situées dans l'hôtel, l'Hospitalet Saint-Charles à Montpellier. En effet, le bail consenti par l'hôtelier à l'association gestionnaire arrive à échéance en septembre 2013 et ne peut pas être renouvelé car le coût de fonctionnement de l'action sur ce site n'est plus couvert par les dotations allouées par l'Etat.

Cette opération d'acquisition sans travaux comprend 30 places d'hébergement de stabilisation destinées à des personnes en difficulté ; elle est financée en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

GAMMES demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% l'emprunt d'un montant total de 650 000 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, et dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Montant du prêt : 650 000 €
- Durée : 30 ans
dont durée du différé d'amortissement : 12 mois
- Périodicité des échéances : annuelle
- Taux de progressivité : 0,50 %
- Taux d'intérêt actuariel annuel : **taux du Livret A** en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - **20 pdb**
- Révisabilité du taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du taux du livret A pendant toute la durée du prêt

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25% restants.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale du prêt et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par GAMMES, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à GAMMES pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 487 500 € représentant 75% du prêt d'un montant total de 650 000 €, sollicité par le groupement d'associations GAMMES auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la réalisation de 30 places d'hébergement de stabilisation, avenue du Pont Juvénal à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la CDC et GAMMES, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 68 POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE - AVENANT DE PROLONGATION À LA CONVENTION RELATIVE AU DISPOSITIF D'AIDE ET DE PRÉFINANCEMENT DES SUBVENTIONS PUBLIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre depuis le 1^{er} juillet 2009 et pour une durée de 3 ans, l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire ». Celle-ci a pour objectif la réhabilitation d'environ 300 logements anciens privés et couvre l'ensemble des communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, hors secteurs déjà concernés par un dispositif similaire.

Les propriétaires occupants modestes, ainsi que les bailleurs s'engageant à pratiquer un loyer maîtrisé, peuvent bénéficier dans ce cadre de subventions majorées de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la réalisation de travaux de mise aux normes de l'habitat dégradé et indigne, de rénovation thermique ou encore d'adaptation des logements au handicap et à la perte d'autonomie.

A cet effet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mandaté le PACT-Hérault pour informer, conseiller et accompagner les propriétaires dans l'élaboration de leur projet et la constitution des dossiers de demande de subvention.

Par ailleurs, un dispositif complémentaire d'avance des subventions et d'aide au financement du reste à charge, sous forme d'un prêt sans intérêt a été mis en place avec le concours de FDI-SACICAP. Il permet aux propriétaires occupants les plus modestes, exclus des mécanismes de marché, de finaliser leur plan de financement et de régler les entreprises au fur et à mesure de la présentation des factures.

Le PACT Hérault aide, dans ce cadre, les propriétaires à effectuer les démarches nécessaires.

Au 31 décembre 2011, l'opération a permis la rénovation de 240 logements, dont 53 loués après travaux et 187 occupés par leurs propriétaires. 6 propriétaires occupants ont bénéficié d'une avance de subvention et du financement de leur reste à charge pour un montant de 126 458 €.

A la suite de la profonde réforme du régime d'aide de l'ANAH, intervenue au 1^{er} janvier 2011, qui a généré un retard certain dans la mise en œuvre des objectifs définis, il a été décidé de prolonger de 8 mois l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » qui devait s'achever au 30 juin 2012.

Aussi il est proposé de reconduire en parallèle, du 1^{er} juillet 2012 au 28 février 2013, le dispositif complémentaire de caisse d'avance et de préfinancement.

L'avenant à la convention initiale, à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le PACT-Hérault et FDI-SACICAP prévoit ainsi que soit réservée, pour la période du 1^{er} juillet 2012 au 28 février 2013, une enveloppe de 200 000 €, au profit de 20 propriétaires occupants modestes.

Cette convention n'a pas d'incidence directe sur le budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant à la convention relative au dispositif de préfinancement des subventions publiques et d'aide au financement du reste à charge, à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, FDI-SACICAP et le PACT-Hérault ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant sus-visé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. Y. PELLET ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N° 69 POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION DE TROIS LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Depuis le 1^{er} juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" ayant pour objet la réhabilitation, sur 3 ans, de 290 logements anciens, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35 à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements situés à Montpellier, occupés par des propriétaires modestes, pour un montant total de 4 838 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau annexé.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 494 € à Mme Carmen ABOU demeurant 28 rue Alexandre Cabanel à Montpellier, de 3 000 € à Mme Fabienne LEMONIER demeurant 25 rue Lunaret à Montpellier et de 1 344€ à Mme Patricia BONNIER demeurant 1 impasse Barnabé à Montpellier.

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera après versement par l'ANAH de son aide sur la base de la dépense réellement subventionnable ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 70 POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À DIVERSES ASSOCIATIONS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte son soutien à des associations dont les interventions concourent à la mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat. Elle est sollicitée par trois associations pour l'octroi d'une subvention au titre de l'année 2012.

1- L'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement

L'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement (ADIL) a pour vocation d'offrir au public un conseil personnalisé, neutre et gratuit, sur toutes les questions juridiques, fiscales et financières relatives au logement et à l'habitat.

En 2011, 7773 consultations ont été effectuées par l'ADIL pour des personnes demeurant dans la Communauté d'Agglomération, représentant 60% des consultations réalisées dans l'Hérault.

En 2012, l'ADIL contribuera à l'actualisation du guide du logement destiné à faciliter les démarches des ménages qui emménagent dans la Communauté d'Agglomération.

L'ADIL réalise en outre des études dans le cadre des missions d'observations qui lui sont confiées dans le domaine des loyers du parc privé et social (observatoire des loyers) et dans le domaine de l'accession aidée grâce au suivi des prêts à taux zéro accordés annuellement aux ménages primo accédant.

2- Agence Immobilière à Vocation Sociale de l'Hérault

Créée en 2007, l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) a pour objet de favoriser la location de logements à des personnes et familles à revenus modestes. La mission de l'association repose sur la prise en mandat de gestion de biens, dans le parc privé, dont les loyers sont situés entre 15% et 30% au-dessous du niveau du marché. Les candidats à la location sont orientés vers l'association par les services sociaux et sont proposés pour attribution d'un logement à une commission composée des associations d'insertion par le logement partenaires de l'AIVS, du service Espace Logement du Département de l'Hérault et de la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui finance la rénovation du parc privé ancien, l'AIVS constitue un partenaire privilégié, venant renforcer le volet social des opérations engagées et notamment de l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire », mise en place depuis le 1^{er} juillet 2009. La médiation de l'AIVS constitue en effet un levier supplémentaire pour convaincre les propriétaires bailleurs de réhabiliter et de louer leur bien à un loyer modéré. Proposant des honoraires de gestion et des couvertures d'impayés de loyers inférieurs à ceux pratiqués par une agence immobilière classique, elle offre aux propriétaires une solution locative sécurisée. Elle mobilise en effet les différentes aides possibles en cas de difficultés du locataire.

Au 31 décembre 2011, l'AIVS disposait de 65 logements en gestion sur la Communauté d'Agglomération de Montpellier, soit 26% de son parc sur le Département. Pour l'année 2012, elle propose de mobiliser 20 logements supplémentaires sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

3- L'Union Régionale des Organismes d'Habitat social

L'Union Régionale des Organismes d'Habitat social (URO Habitat) fédère les 31 organismes d'habitat social de la région Languedoc-Roussillon représentant 120 000 logements sociaux dont un quart environ dans la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Depuis 2003, l'URO Habitat est plus particulièrement mobilisée pour encourager la production de logements sociaux répondant aux exigences du développement durable. L'association conduit un programme dénommé « Convergence 2010-2014 », visant à développer des actions de communication et d'information des partenaires destinés à promouvoir un habitat durable méditerranéen de qualité sur l'ensemble du territoire régional (conférences, congrès, presse, communication nationale, régionale et locale, sites Internet, etc.).

En 2011, l'URO Habitat a contribué à l'organisation de trois rencontres interprofessionnelles visant à mobiliser les partenaires concernés sur les thèmes de la prise en compte du vieillissement et des risques naturels dans l'acte de construire ainsi que sur la nouvelle réglementation thermique 2012.

Des conventions seront signées avec chacune des trois associations, qui préciseront les résultats attendus et les modalités de versement des subventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement une subvention de 7000 €, à l'Agence Immobilière à Vocation Sociale de l'Hérault une subvention de 10 000 € et à l'Union Régionale des Organismes

d'HLM une subvention de 7000 € ;

- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2012, chapitre 927, et que les subventions accordées seront versées sous réserve de la signature des conventions fixant les engagements des parties ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention à intervenir avec chacune des associations ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 71 SANTÉ, HANDICAP, ACCESSIBILITÉ ET GÉRONTOPOLE – GROUPEMENT D'INSERTION POUR LES HANDICAPÉS PHYSIQUES DU LANGUEDOC-ROUSSILLON (GIHP-LR) - GARANTIE D'EMPRUNT POUR L'EXTENSION DES LOCAUX ADMINISTRATIFS - APPROBATION

Mme P. MIENVILLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Santé, Handicap, Accessibilité et Gérontopôle, rapporte :

Au titre de sa compétence Transport, la Communauté d'Agglomération de Montpellier subventionne le Groupement pour l'Insertion des personnes Handicapés Physiques – Languedoc-Roussillon (GIHP-LR) dans le cadre de ses activités de transport de personnes handicapées sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le GIHP-LR a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie d'emprunt qu'il va contracter pour financer l'extension de ses locaux administratifs et l'aménagement du foyer d'accueil médicalisé sis à Montpellier 341, rue Hyppolite Fizeau, dont le montant des travaux est estimé à 493 000 € .

Le GIHP-LR demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 50% le prêt d'un montant total de 298 000 € qu'il sollicite auprès de la Caisse d'Epargne pour financer cette opération, et dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Taux d'intérêt actuariel annuel : 3,65%
- Caractéristique du prêt : échéance constante
- Périodicité des échéances : mensuelle
- Durée : 180 mois

Il est précisé que le montant du prêt pourra être revu à la baisse selon l'obtention des subventions sollicitées par la GIHP et dont il n'a pas le retour à ce jour.

Les 50% du prêt restant à garantir le sont par le Département de l'Hérault

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse d'Epargne, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au GIHP-LR pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement de l'annuité en capital et les intérêts.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme maximale de 149 000 € représentant 50% d'un montant total 298 000 € au titre d'un prêt sollicité auprès de la Caisse d'Epargne par l'Association GIHP-Languedoc-Roussillon pour l'extension de ses locaux administratifs et l'aménagement du foyer d'accueil médicalisé,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir à l'offre de prêt et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mme J. CLAVERIE, Mme P. MIENVILLE ne prennent pas part au vote.

AFFAIRE N° 72 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION D'EDUCATION POPULAIRE I-PEICC ET LA DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DU LANGUEDOC ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Depuis sa réouverture en février 2007, le musée Fabre a conduit de multiples actions pour favoriser l'accueil des publics éloignés des institutions culturelles. Le service des publics a pu constater l'effet très positif de l'expérience vécue au sein du musée par ses groupes : la rencontre avec les œuvres d'art, les échanges qu'elles suscitent, les dialogues qu'elles rendent possible témoignent de l'effet positif des actions menées. Le musée, territoire neutre mais aussi lieu d'exception, s'avère un surprenant vecteur de lien social et culturel.

Depuis 2001, une collaboration entre l'association I-PEICC (Initiative Projet Echanges Internationaux Culture et Citoyenneté) et le musée Fabre a été mise en place dans une perspective de démocratisation de la culture. Cette association inscrit dans ses priorités la lutte contre l'exclusion sociale et culturelle, le développement d'une citoyenneté active, la rencontre avec d'autres cultures en France et au-delà des frontières, la mise en relation et l'accompagnement des différents acteurs de développement urbain et les publics concernés, l'accueil et la mise en place de projets expérimentaux dans le domaine social et culturel.

Ainsi, chaque année, les publics fréquentant l'association I.PEICC visitent dans le cadre de cette collaboration les expositions temporaires d'hiver du musée ou une partie de ses collections permanentes puis, dans les locaux de l'association I.PEICC, participent à des ateliers de pratiques artistiques. Ces projets annuels regroupent entre 40 et 80 participants.

Il est à présent proposé de mettre en avant les 10 ans de cette collaboration en éditant un ouvrage intitulé « D'un atelier à l'autre... 10 ans de projets culturels entre l'I.PEICC, association d'éducation populaire et le musée Fabre de Montpellier Agglomération ». Cet ouvrage sera un outil de mémoire du travail de médiation culturelle qui s'est développé entre l'association I.PEICC et le musée Fabre. Il sera également un outil pédagogique, artistique, agréable à ouvrir et beau à regarder, suscitant auprès des lecteurs l'envie de participer à une telle expérience et d'envisager des formes de médiations similaires en collaboration avec l'association I.PEICC. La Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon (DRAC LR) est partenaire de ce projet qui doit permettre à l'association I.PEICC de valoriser et de diffuser le travail de médiation effectué auprès d'autres institutions culturelles et d'autres associations.

Afin de régler aux plans technique, administratif et financier les termes de cette collaboration, il est nécessaire de conclure une convention de partenariat. D'un point de vue financier, celle-ci dispose notamment que le musée Fabre et la DRAC LR s'engagent à participer à la conception et à l'impression de l'ouvrage, chacun à hauteur de 50% de la dépense évaluée à 3 510 € T.T.C. La DRAC LR s'engage en outre à assurer la promotion de l'ouvrage au niveau du Ministère de la Culture et de la Communication. Enfin, l'association I.PEICC assurera la rédaction du contenu de l'ouvrage ainsi que sa promotion auprès d'autres structures du secteur social.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec l'Association d'Education Populaire I-PEICC et la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 73 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – GARANTIE D'EMPRUNT POUR L'ASSOCIATION MONTELLIÉRAINE POUR LE TRAVAIL ET LA RECONNAISSANCE DES PERSONNES HANDICAPÉES KENNEDY - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'Association Montepelliéraine pour le Travail et la Reconnaissance des personnes Handicapées – Kennedy (AMTRH – KENNEDY) est une association ayant pour but de promouvoir et réaliser toute action au service des personnes adultes handicapées. Ces activités la conduisent à gérer deux Etablissements et Services d'Aides par le Travail (ESAT), l'ESAT Kennedy et l'ESAT La Bulle Bleue.

Créé en novembre 2011, l'ESAT La Bulle Bleue est un établissement tourné autour des métiers du spectacle vivant et des services. Son but est de promouvoir la citoyenneté des personnes en situation de handicap par l'art et la culture. Il est le 7ème ESAT implanté sur le territoire de l'Agglomération, avec l'ESAT La Croix Verte (Montpellier), l'ESAT Kennedy (Montpellier), l'ESAT APF (Montpellier), l'ESAT L'Envol (Castelnau le Lez), l'ESAT Peyreficade (Villeneuve-lès-Maguelone), et l'ESAT Les Ateliers de Saporta (Lattes). Inédit en France sur l'activité des métiers du spectacle vivant, il rejoint les dix ESAT artistiques déjà existant. Il est le seul ESAT artistique du sud de la France.

Outre son principal pôle de professionnalisation (« théâtre »), L'ESAT La Bulle Bleue développe deux autres pôles de moindre importance : traiteur orienté vers le spectacle et espaces verts/paysagisme à vocation artistique. Plusieurs événements et projets de création artistique sont déjà programmés pour les trois prochaines années.

Pour développer ce pôle artistique, l'association AMTRH – KENNEDY entreprend la rénovation des locaux de l'ESAT La Bulle Bleue situés au sein des Ateliers Kennedy, et a contracté à cet effet, auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, un emprunt de 262 000 €, dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Type d'amortissement : Echéance constante
- Taux : Taux fixe calculé sur la base de l'indice du livret de développement durable (valeur au 01-08-2011 : 2.25%) auquel s'ajoute une marge de 1,67%, ce qui représente un taux fixe de 3,92% au 01-08-2011.
- Montant des échéances : 1 371,39€
- Durée : 300 mois (soit 25 ans)
- Echéance : mensuelle

Considérant que le projet, innovant, présente un intérêt culturel certain et est doté d'un ancrage institutionnel et associatif local important et reconnu, il est proposé d'accorder à l'association AMTRH – KENNEDY une garantie d'emprunt à hauteur de 50% du montant total emprunté, soit 262 000 €, pour la durée totale du prêt, soit 25 ans.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'association AMTRH - KENNEDY pour son paiement,

en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 131 000 €, représentant 50 % du prêt d'un montant total de 262 000 €, sollicités par l'association AMTRH – KENNEDY auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, pour la rénovation des locaux de l'ESAT La Bulle Bleue situés au sein des Ateliers Kennedy,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon et l'association AMTRH – KENNEDY et à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 74 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES D'AGGLOMÉRATION - CONTRAT DE LICENCE DE SEIZE FILMS DE LA SOCIÉTÉ MILLE ET UNE PRODUCTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Dans le cadre du contrat numérique signé avec l'Etat, le projet de numérisation du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération s'inscrit dans le prolongement d'une politique de valorisation des films régionaux et locaux.

Cette opération est financée par l'Etat à hauteur de 80% de la dépense H.T.

L'objectif de la numérisation est double : d'une part sauvegarder un support menacé ou non pérenne, et d'autre part pouvoir disposer de son contenu sous forme numérique, pour une consultation sur place et à distance, à l'usage des abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération.

Mille et Une Productions est une importante société de production basée à Saint-Jean-de-Védas. Les seize films sélectionnés à l'achat présentent un fort intérêt régional. Les sujets des films documentaires sont très variés : société (« *Chemin de femmes* » au carmel à Saint Guilhem le Désert, « *Les Robinsons des Pyrénées* », portrait d'une famille singulière), histoire (« *1907, La révolte des vigneron* », « *Les Roms, la mémoire retrouvée* »), science (« *Combien pèse un nuage ?* »). La société Mille et Une Productions fait aussi la part belle aux documentaires sur la nature : « *Traque aux leurres des poissons mythiques de Camargue* », « *Le Sandre aux leurres* », « *Secrets de plantes sauvages* », « *Chasse sous-marine en Languedoc avec Sylvain Pioch* ». Les documentaristes régionaux invitent également au voyage et à la découverte : « *Haïda Gwaii, un laboratoire grandeur nature* », « *Hema de l'Himalaya* ».

C'est pourquoi il est proposé de signer avec la Société Mille et Une Productions un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs, en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande, par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération.

Conclu pour une durée de 10 ans et pour un montant forfaitaire de 5 976 € T.T.C., ce contrat concerne les films suivants :

- « *Chasse sous-marine en Languedoc avec Sylvain Pioch* »,
- « *1907, La révolte des vigneron* »,
- « *Chemin de femmes* »,
- « *Désobéissances civiles* »,
- « *Haïda Gwaii, un laboratoire grandeur nature* »,
- « *Hema de l'Himalaya* »,
- « *Combien pèse un nuage ?* »,
- « *Marc Perrone en voyage* »,
- « *Mosaïca* »,
- « *Traque aux leurres des poissons mythiques de Camargue* »,
- « *Le Sandre aux leurres* »,
- « *Secrets de plantes sauvages* »,
- « *Les Robinsons des Pyrénées* »,
- « *Truite à la mouche en rivières rapides* »,
- « *Montagnard, chasseur de truites* »,
- « *Les Roms, la mémoire retrouvée* ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs pour une durée de 10 ans, avec la Société Mille et Une Productions, des films "Chasse sous-marine en Languedoc avec Sylvain Pioch", "1907, La révolte des vigneron", "Chemin de femmes", "Désobéissances civiles", "Haïda Gwaii, un laboratoire grandeur nature", "Hema de l'Himalaya", "Combien pèse un nuage ?", "Marc Perrone en voyage", "Mosaïca", "Traque aux leurres des poissons mythiques de Camargue", "Le Sandre aux leurres", "Secrets de plantes sauvages", "Les Robinsons des Pyrénées", "Truite à la mouche en rivières rapides", "Montagnard, chasseur de truites", "Les Roms, la mémoire retrouvée" ;

- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le contrat et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 75 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES D'AGGLOMÉRATION - MARCHÉ N°3024DC12 D'ACQUISITION D'UNE APPLICATION DONNANT UN ACCÈS MOBILE AU CATALOGUE ET AUX SERVICES DES MÉDIATHÈQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Lors du conseil de communauté du 23 juin 2011, dans le prolongement du programme de réinformatisation du réseau des médiathèques, et avec la perspective d'en accélérer le développement numérique, il a été décidé de présenter une nouvelle demande de subvention auprès de l'Etat, au titre du contrat numérique proposé par le Ministère de la Culture.

Le Ministère de la Culture a accordé au réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération le label de « Bibliothèque numérique de référence », ainsi que les subventions afférentes pour un montant de 605 315,79 € au total. Ainsi sommes-nous dans les cinq premières bibliothèques françaises à mettre en place ce programme. Déjà, le changement de portail a permis de passer d'un million de pages vues en 2010 à cinq millions en 2011.

Dans le cadre de ce label, ces subventions sont affectées pour :

- l'acquisition de matériels informatiques performants (infrastructure et stockage),
- le développement de nouveaux services aux usagers,
- d'importantes opérations de numérisation.

Parmi les nouveaux services, l'évolution du portail de services actuel vers sa nouvelle version, avec un nouveau mode de gestion des temps de connexion aux postes publics multimédia, ainsi que la possibilité pour les abonnés d'accéder à distance aux abonnements électroniques souscrits par les médiathèques, a déjà fait l'objet d'une délibération (Conseil du 17 avril 2012) et le marché a été signé avec la société Archimed.

Le programme présenté dans le cadre du contrat numérique prévoit en outre le développement d'une application de portail mobile téléchargeable sur un smartphone ou sur une tablette électronique, donnant accès aux services des médiathèques. C'est une fonctionnalité qui se répand très vite actuellement et qui semble répondre à des besoins spécifiques. De son côté la société Archimed a créé à la fin de l'année 2011 une application mutualisée, dans laquelle chaque bibliothèque peut exposer son catalogue et ses services : l'application MobiLitté. C'est une solution moins onéreuse que la création d'une application spécifique, elle est prête à l'emploi, personnalisable toutefois pour respecter la charte graphique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et entièrement gratuite pour l'abonné. Elle fonctionne sur les plateformes Apple et Android.

Considérant qu'il s'agit d'un nouveau marché destiné à fournir des prestations complémentaires à l'interface actuelle fournie par la société Archimed, et que le produit relève d'une exclusivité technique au sens de l'article 35.2.8 du Code des Marchés Publics (puisque'il s'agit d'importer sur support mobile des données issues du portail Ermes), des négociations sont intervenues avec cette société, sans publicité ni mise en concurrence.

A leur issue, le coût de mise en œuvre et installation de cette application a été fixé en accord avec les 2 parties à 100 200,00 € H.T., soit 119 839,20 € T.T.C., droit d'utilisation pour 3 ans et gestion des mises à jour dans les Market Place inclus.

C'est sur cette base que la Commission d'appel d'Offres en date du 5 juin 2012 a proposé d'attribuer le marché n°3024DC12 relatif à la mise en œuvre de l'application MobiLitté à la société Archimed.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion du marché n°3024DC12 avec la Société Archimed relatif à la mise en service de l'application MobiLitté pour les abonnés du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au Budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché à intervenir tel que défini ci-dessus ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 76 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUES D'AGGLOMÉRATION - CONVENTION POUR LA MISE EN PLACE DU PASSEPORT MULTIMÉDIA ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LA COMMUNE DE COURNONTERRAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique de développement de la lecture publique et de coopération à l'échelle de son territoire.

Une des manifestations concrètes de cet engagement a été d'élargir l'accès des médiathèques du réseau de l'Agglomération de Montpellier à d'autres médiathèques communales de l'agglomération, via une carte dite « Passeport multimédia », qui vient compléter la carte spécifique donnant accès à l'ensemble des équipements communautaires de lecture publique. Ce dispositif vise à faciliter la circulation des usagers entre les différents établissements, sans en changer le fonctionnement technique et en maintenant des systèmes informatiques différents. Il a donné lieu en 2005 à la signature d'une première convention pour la mise en place du Passeport multimédia entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et deux Communes du territoire de l'Agglomération, Saint-Jean-de-Védas et Villeneuve-lès-Maguelone, transférée depuis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Par délibération n°10864 du 24 mai 2012, le Conseil communautaire a approuvé une convention avec la Commune de Murviel lès Montpellier.

Il est proposé aujourd'hui d'adopter une nouvelle convention, qui met en partenariat le réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération et la médiathèque de la Commune de Cournonterral.

Elle prévoit la délivrance, sur demande dans les équipements partenaires, d'une carte passeport donnant la possibilité à l'utilisateur inscrit en médiathèque dans la commune de Cournonterral ou au sein du réseau des médiathèques de la Communauté d'Agglomération de fréquenter les autres établissements, sans devoir acquitter de frais supplémentaires au titre d'une nouvelle inscription.

Le dispositif de passeport commun est rendu possible par l'harmonisation préalable des tarifs d'inscription.

La convention pour la mise en place du « Passeport multimédia » renforce la dynamique de coopération et prend la mesure des nouveaux enjeux territoriaux en matière de service public de lecture.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de « Passeport multimédia » avec la Commune de Cournonterral ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 77 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION EMILE ZOLA - CONVENTIONS DU PÔLE ASSOCIÉ DOCUMENTAIRE RÉGIONAL LANGUEDOC-ROUSSILLON AVEC LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Depuis 1998, la Médiathèque centrale Emile Zola est pôle associé de la Bibliothèque nationale de France (BnF) pour le « dépôt légal imprimeur » des cinq départements du Languedoc-Roussillon. De plus, depuis près d'un siècle, elle collecte, signale, conserve et communique les documents concernant la région.

Depuis 2007, un pôle associé documentaire régional Languedoc-Roussillon a été constitué entre la BnF, la Région Languedoc-Roussillon, LR2L (Languedoc Roussillon Livre et Lecture) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette première convention, arrivée à terme au 31 décembre 2011, a notamment permis de numériser la presse régionale ancienne : l'Eclair (1881-1944), le Petit méridional (1876-1944), Le Messager du Midi (1848–1892). Dans les années à venir, cette entreprise sera poursuivie avec des titres plus locaux et plus thématiques (théâtre, vie quotidienne, littérature, viticulture).

Afin de favoriser la conservation, la connaissance et la diffusion du patrimoine écrit, la BnF, la Région Languedoc-Roussillon, la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), la LR2L ont l'intention de renouveler le pôle associé documentaire Languedoc-Roussillon avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour poursuivre cette collaboration fructueuse, il est nécessaire de conclure avec les partenaires susvisés une nouvelle convention cadre de pôle associé documentaire, dont les objectifs seront notamment le recensement des fonds patrimoniaux, anciens, locaux et spécialisés conservés en région et leur signalement en ligne dans le CCFr et le portail régional, la finalisation de la bibliographie du Languedoc-Roussillon en langue française et son enrichissement numérique en lien avec Gallica, la valorisation numérique des collections patrimoniales régionales dans Gallica et le portail régional, et à titre exceptionnel, la valorisation des collections patrimoniales sous forme d'exposition. Cette nouvelle convention est établie pour une période courant jusqu'au 31 décembre 2014. En outre, conformément à son article 4, elle peut donner lieu à une ou plusieurs conventions d'application qui fixeront la nature et les modalités d'exécution des opérations que le pôle associé s'engage à réaliser.

Ainsi, fort de ses 95 000 documents sur l'histoire régionale, de sa gestion du dépôt légal régional, de son label de bibliothèque numérique de référence, la médiathèque centrale d'Agglomération sera le correspondant scientifique de la BnF au titre du pôle associé. Au titre de la convention d'application n°1 conclue pour l'année 2012, elle réalisera une bibliographie régionale en langue française du Languedoc-Roussillon avec l'aide scientifique et financière de la BnF, dont le montant est fixé à 10 740 € T.T.C.

Exerçant depuis de XIX^{ème} siècle ces missions, ces conventions permettront d'amplifier les résultats et de mutualiser les moyens grâce à ce partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention-cadre de pôle associé documentaire régional Languedoc-Roussillon,
- approuver la convention d'application n°1 pour l'année 2012 de la biographie régionale,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 78 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION EMILE ZOLA - CONVENTIONS RELATIVE AU DÉPÔT LÉGAL AVEC LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par ordonnance de Montpellier du 28 décembre 1537, le dépôt légal a été créé par François 1^{er} afin de préserver le patrimoine écrit. Le dépôt légal effectué par les éditeurs a été étendu également aux imprimeurs, et régionalisé au milieu du XX^e siècle. Dès cette date, la bibliothèque municipale classée de Montpellier a été chargée de cette mission d'intérêt national.

Depuis 1998, la Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola est pôle associé de la Bibliothèque nationale de France (BnF) pour le « dépôt légal imprimeur ».

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé en 2011 une convention relative au dépôt légal avec la BnF (n° 2011 – 117/423), qui est arrivée à échéance au 31 décembre 2011.

En 2012, la BnF propose la conclusion d'une convention-cadre de pôle associé de dépôt légal pour la période 2012-2014., dans laquelle sont notamment précisés les engagements de chacune des parties. La Communauté d'Agglomération s'engage ainsi à assurer la collecte des documents imprimés soumis au dépôt légal imprimeur dans sa circonscription, leur signalement, la transmission de leurs références à la BnF, leur conservation, et leur communication sur place, et à distance sous condition. La BnF s'engage de son côté à assurer un soutien scientifique, et à verser sous la forme d'une subvention annuelle forfaitaire une contribution aux frais engagés pour l'accomplissement exclusif des obligations qui font l'objet de la présente convention. Le montant et les conditions de versement de ladite subvention seront définis chaque année par une convention d'application.

Pour l'année 2012, le montant de la subvention allouée s'élèvera à un montant forfaitaire de 56 000 € T.T.C., tel que précisé dans la convention d'application n°1-2012 qu'il convient d'approuver. La somme susvisée sera exclusivement destinée à la collecte et au traitement du dépôt légal, en couvrant la rémunération d'un assistant de conservation et d'un agent du patrimoine recrutés pour ces tâches ainsi que diverses dépenses de fonctionnement (petit matériel, frais postaux et téléphone).

En 2011, la médiathèque Emile Zola a reçu 1249 livres, 315 titres de périodiques, 2270 brochures, 240 affiches, 96 cartes et plans et 86 cartes postales.

Le dépôt légal représente un atout d'importance pour l'enrichissement des collections patrimoniales d'intérêt local et régional.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention-cadre relative au Dépôt Légal ainsi que la convention d'application n°12012, à intervenir avec la Bibliothèque nationale de France ;
- dire que la recette est inscrite au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention cadre et la convention d'application ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 79 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - DEMANDE DE SUBVENTION EN SOUTIEN AUX EXPOSITIONS TEMPORAIRES ET AUX ACTIONS EN FAVEUR DES PUBLICS - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Dans la continuité des actions culturelles entreprises depuis sa réouverture, le musée Fabre poursuit en 2013 son ambitieux programme d'expositions culturelles ainsi que ses actions en faveur des publics.

A cet effet, il convient de présenter un dossier de demande de subventions les plus larges possibles auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) du Languedoc-Roussillon et de la Région Languedoc-Roussillon concernant la mise en œuvre des expositions temporaires organisées en 2013 et l'édition des catalogues afférents, ainsi que le programme d'action culturelle et éducative du musée Fabre.

La programmation 2013 comprend notamment les expositions « Dessins italiens » du 16 février au 12 mai 2013, « Paul Signac, les couleurs de l'eau » du 13 juillet au 27 octobre 2013, « Le goût de Diderot » du 5 octobre au 15 janvier 2014 et Sarthou, fin 2013.

Il convient également de déposer un dossier de demande de subventions les plus larges possibles auprès de la DRAC Languedoc-Roussillon et de la Région Languedoc-Roussillon en soutien au programme d'action culturelle et éducative qui sera conduit, d'une part autour des expositions évoquées ci-dessus, et d'autre part en faveur des publics empêchés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subvention la plus large possible auprès de la DRAC Languedoc-Roussillon et de la Région Languedoc-Roussillon, en soutien à la mise en œuvre des expositions temporaires de 2013 et aux actions en faveur des publics ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 80 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU FONDS RÉGIONAL POUR L'ACQUISITION DES MUSÉES (FRAM) - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite poursuivre sa démarche d'enrichissement des collections du musée Fabre. A cet effet, il est proposé au Conseil de solliciter une subvention la plus large possible auprès du Fonds Régional pour l'Acquisition des Musées (FRAM) pour le soutien à l'acquisition des œuvres suivantes :

Libellé	Prix d'achat
Jacques Van Schuppen « Méléagre tue le sanglier de Calydon »	26 600,00 €
Jean Hugo, 5 œuvres	29 317,50 €
François Xavier Fabre « Saint Antoine de Padoue instruit deux novices »	146 500,00 €
Sébastien Bourdon « Artémise faisant élever le Mausolée »	32 176,00 €
Frédéric Bazille « La Macreuse »	184 637,66 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subvention la plus large possible auprès du Fonds Régional pour l'Acquisition des Musées pour l'achat des œuvres mentionnées ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 81 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE DOMAINE D'Ô - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le musée Fabre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier poursuit sa politique ambitieuse d'expositions estivales et propose du 22 juin au 14 octobre 2012 un nouvel événement majeur avec l'exposition « Corps et ombres, Caravage et le caravagisme en Europe ».

Organisée dans le cadre de l'organisme de coopération franco-américaine FRAME (French Regional American Museum Exchange), et en association avec le musée des Augustins de Toulouse, le Los Angeles County Museum of Art et le Wadsworth Atheneum Museum of Art, cette exposition exceptionnelle sera présentée dans le cadre d'une itinérance internationale.

Ainsi, du 22 juin au 14 octobre 2012, les deux musées français présenteront simultanément les volets complémentaires d'une exposition conçue comme un diptyque : au musée Fabre à Montpellier, environ 90 tableaux présentant le caravagisme italien, français et espagnol, et au musée des Augustins à Toulouse, une cinquantaine de tableaux sur le caravagisme nordique.

Considérant le caractère exceptionnel de cet événement international, la Communauté d'Agglomération souhaite favoriser l'organisation de manifestations en lien avec le sujet de l'exposition susvisée, en s'appuyant sur des partenaires culturels de son territoire.

Considérant le souhait de L'EPIC du Domaine d'Ô d'organiser des représentations du spectacle « Moi, Caravage », produit par la SARL Comme Il Vous Plaira, dans la salle du Théâtre d'Ô, il est proposé de nouer avec cet établissement un partenariat au terme duquel, en contrepartie d'un soutien financier de 6 500 € versé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'EPIC du Domaine d'Ô s'engage à organiser six représentations du spectacle susvisé, les 1^{er}, 2, 3, et 4 octobre 2012, à 19h00, et le 5 octobre 2012 à 15h00 et 20h30.

Il est à cet effet nécessaire de conclure une convention de partenariat, qui définit les engagements de chacun des parties, et règle les modalités administratives et financières de son exécution. Ainsi, les deux partenaires auront notamment obligation d'assurer réciproquement une communication des manifestations organisées par chacun. En outre, toute personne souhaitant visiter l'exposition « Corps et ombres, Caravage et le caravagisme en Europe » au musée Fabre bénéficiera, sur présentation d'un justificatif d'entrée à l'un des spectacles de « Moi, Caravage » organisé par l'EPIC du Domaine d'Ô, du tarif réduit Visite libre individuelle ou Visite guidée individuelle, et réciproquement du tarif réduit sur le spectacle.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec le Domaine d'Ô ;
- dire que les crédits sont prévus au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 82 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – OPÉRA COMÉDIE - TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA CAGE DE SCÈNE - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC L'ENTREPRISE IEC PARIS SUITE À L'ANNULATION DU MARCHÉ N°2855DC11 - LOT N°14.2 MATÉRIEL D'ÉCLAIRAGE, SONORISATION ET VIDÉO - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n° 10686 du 29 février 2012, le Conseil de Communauté a autorisé la signature des marchés n°2855DC11 – Lots n°14.1, 14.2 et 14.3, d'acquisition de matériel scénique pour l'Opéra Comédie, avec les sociétés respectivement AMG FECHOZ, IEC PARIS et TEVILOJ.

Ainsi, par courrier en date du 17 avril 2012, le lot n°14.2 "Matériel d'éclairage, sonorisation et vidéo" a été notifié à la société IEC PARIS, pour un montant de 419 453,33 € H.T. La société IEC PARIS a débuté l'exécution de ses prestations contractuelles après réception de l'ordre de service n°1 en date du 14 mai 2012.

Or, l'une des deux sociétés non retenues sur ce lot, la société SOUND AND LIGHT SYSTEM (SLS), a déposé en date du 22 mai 2012 un référé contractuel au Tribunal Administratif de Montpellier. Celui-ci, par jugement en date du 14 juin 2012, a décidé d'annuler le marché susvisé conclu entre la Communauté d'Agglomération et la société IEC PARIS.

L'annulation du marché par le Tribunal Administratif de Montpellier a pour conséquence la disparition des engagements contractuels entre les parties, et donc l'impossibilité de procéder aux règlements des prestations sur la base du marché du fait de son inexistence.

Par voie de transaction telle que prévue aux articles 2044 et suivants du code civil, il est ainsi proposé d'établir avec la société IEC PARIS un protocole ayant pour objet de :

- fixer le montant de l'indemnité allouée au prestataire, et en déterminer les modalités de paiement,
- déterminer les règlements déjà effectués au prestataire et l'éventuel solde restant à payer,
- réceptionner les prestations,
- rappeler les obligations, responsabilités, et garanties légales, réglementaires du prestataire, et le cas échéant remettre à la charge du prestataire d'éventuelles obligations purement contractuelles initialement prévues,
- mettre fin à tout litige ultérieur sur le même objet.

Compte-tenu du fait que le prestataire a réalisé avant la date d'annulation du marché une partie des prestations, il convient, conformément à la jurisprudence du conseil d'Etat, de l'indemniser au titre des dépenses qui ont été utiles à la personne publique.

A la date de notification du jugement, aucun règlement n'avait été effectué à la société IEC.

Vu les prestations et commandes réalisées par l'entreprise IEC PARIS, antérieurement à la décision du Tribunal Administratif de Montpellier d'annuler le marché n°2855DC11 – Lots n°14.2, et après négociations, l'indemnisation totale est fixée à 374 711,03 € H.T.

Cette somme correspond strictement au paiement des prestations effectuées par la société et utiles à la Communauté d'Agglomération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du protocole transactionnel avec la société IEC PARIS, suite à l'annulation du marché n°2855DC11 - Lot n°14.2 "Matériel d'éclairage, sonorisation et vidéo" relatif à l'acquisition de matériel scénique pour l'Opéra Comédie,
- approuver le paiement d'une indemnité d'un montant de 374 711,03 € H.T., conformément au protocole transactionnel,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le protocole transactionnel ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 83 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – AQUARIUM MARE NOSTRUM - MANDAT SERM D'ÉTUDES ET RÉALISATION - APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :
Par délibération n°5715 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à la SERM un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'Aquarium Mare Nostrum.

Un avenant n°1, approuvé par délibération du 28 avril 2004, a fixé des attributions de Personne Responsable du Marché (PRM) à exercer par le mandataire.

Par délibération n°8257 du 26 juin 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé la construction de l'extension de l'aquarium. Celle ci a donné lieu à la signature d'un avenant n°2 en date du 5 septembre 2008.

L'année 2011 a été dédiée à la réalisation de la fin des travaux, dont la réception a été effectuée le 22 février 2011, ainsi qu'à la levée des réserves qui se sont poursuivies jusqu'à l'ouverture au public, le 12 avril 2011.

La période de parfait achèvement des travaux a donc couru tout le reste de l'année 2011. Elle s'est achevée le 22 mars 2012.

Le bilan actualisé au présent Compte Rendu Annuel à la Collectivité présente une évolution du budget de 172 000 € H.T., qui provient en totalité des révisions constatées lors de l'établissement des DGD des entreprises dans le cadre de la réalisation de leurs travaux.

Le nouveau bilan porte donc sur un montant de 35 019 000 € H.T., avec la décomposition suivante :

Etudes	1 449 000 €
Travaux et honoraires techniques	29 676 000 €
Frais divers	2 520 000 €
Rémunération du mandataire	1 313 000 €
Frais financiers	60 000 €
T.V.A.	6 710 000 €

Compte tenu de la TVA qui s'élève à 6 710 000 €, le bilan actualisé T.T.C. au 31 décembre 2011 atteint donc 41 730 000 €, couvert par la Communauté d'Agglomération à hauteur de 41 687 000 € et par des produits financiers et divers pour le solde.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SERM ;
- approuver le montant des dépenses au 31 décembre 2011 ainsi que le nouveau montant prévisionnel de l'opération de 41 730 000€ T.T.C. ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 84 CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE EN ALGÉRIE - AVANT-PROJET DÉFINITIF BÂTIMENT ET MUSÉOGRAPHIE - ESTIMATION DÉFINITIVE DU COÛT DES TRAVAUX - APPROBATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°9930 du 15 décembre 2010, le Conseil de Communauté a approuvé le nouveau programme fonctionnel technique et muséographique détaillé relatif au projet, rendu nécessaire par une refonte du programme scientifique et culturel de ce musée faisant appel à une redéfinition globale des espaces et un recours plus important aux technologies multimédias.

A l'issue des nouvelles études d'avant projet définitif (APD), qui ont fait suite à la validation du nouveau programme fonctionnel technique et muséographique détaillé du projet susvisé, les estimations définitives, portant sur les travaux restant à exécuter, ont été redéfinies comme suit : estimation travaux bâtiment : 4 868 866 € H.T., et estimation travaux muséographie : 3 151 545,32 € H.T.

Ainsi, compte tenu d'une part de ces nouvelles données, et d'autre part de la prise en compte de l'actualisation des prix sur le montant global de l'opération, il est proposé de porter l'enveloppe globale de l'opération à 22,5M € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le nouvel avant-projet définitif bâtiment portant sur un montant travaux de 4 868 866 € H.T.,
- approuver le nouvel avant-projet définitif muséographie portant sur un montant travaux de 3 151 545,32 € H.T.,

- approuver le montant de la nouvelle enveloppe de l'opération,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 85 SPORTS – NATATION ET PATINAGE SCOLAIRE - CONVENTION AVEC L'EDUCATION NATIONALE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :
La Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses priorités d'action depuis plusieurs années, a décidé de développer l'apprentissage de la natation et du patinage en faveur des enfants des écoles primaires et des grandes sections maternelles.

Ainsi tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier peuvent bénéficier de séances gratuites d'apprentissage, conduites en collaboration avec les enseignants de l'Education Nationale.

Pour réaliser ce programme ambitieux, qui concerne chaque année près de 20 000 enfants, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre des moyens matériels et humains conséquents avec douze piscines, la patinoire Végapolis et plus de soixante quinze éducateurs sportifs.

S'agissant d'éducation physique et sportive pendant le temps scolaire, il convient de définir de façon conventionnelle pour chaque année scolaire, avec l'Académie de Montpellier, les champs de compétences, de responsabilités et d'interventions de chacune des deux parties.

La convention proposée traite notamment :

- des conditions générales de l'organisation des activités,
- du rôle, de la responsabilité et de l'agrément des intervenants,
- des conditions de sécurité,
- de la durée (un an).

Depuis 2011, en accord avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault et conformément à l'évolution de la réglementation, les stagiaires des formations au Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) des activités aquatiques et de la natation, peuvent, durant leur période de stage, être mis en situation pédagogique durant les séances de natation scolaire, sous l'autorité des enseignants et le contrôle pédagogique des éducateurs territoriaux de l'Agglomération de Montpellier. En 2012, ce dispositif pédagogique sera également ouvert aux stagiaires de l'UFRSTAPS.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention,
- autoriser l'accueil pédagogique des stagiaires BPJEPS et UFRSTAPS durant les séances de natation scolaire,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 86 SPORTS – FONDS SPÉCIAL SPORT - SUBVENTIONS - ATTRIBUTION

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :
Un fonds spécial d'un montant de 15 000 € a été créé au budget primitif 2012 pour soutenir des actions ponctuelles ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plan national et international.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil d'attribuer la subvention suivante :

- 3 000 € pour l'association Montpellier Petit Bard Futsal pour son accession dans l'élite de sa discipline sportive.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de cette subvention, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 87 LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – AMÉNAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLÉE DU LEZ - PROTECTION DU QUARTIER PORT DE CARÊME À PÉROLS - DÉCLARATION DE PROJET D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

Par délibération n°9324 du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté a approuvé les dossiers de demande de déclaration d'intérêt général, de déclaration loi sur l'eau et de concession du Domaine Public Maritime du programme d'aménagement de protection contre les inondations du quartier de Port de Carême à Pérols et a sollicité Monsieur le Préfet pour l'ouverture des enquêtes publiques correspondantes.

Deux types d'enquêtes ont eu lieu simultanément. Par arrêté Préfectoral n°2012-I-040 du 5 janvier 2012, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture des enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'intérêt général des travaux et à l'autorisation de concession d'utilisation du Domaine Public Maritime. Ces enquêtes se sont déroulées en mairie de Pérols du 23 janvier au 24 février 2012.

A l'issue des enquêtes publiques conjointes, le commissaire enquêteur a remis ses conclusions et rendu son rapport en date du 15 mars 2012. Il a émis un avis favorable sans réserve à :

- la demande de déclaration d'intérêt général,
- la demande de concession d'utilisation du Domaine Public Maritime.

I – Suites données au rapport du commissaire enquêteur :

En réponse aux remarques formulées par le public lors des enquêtes, remarques relayées par le commissaire enquêteur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, maître d'ouvrage, confirme comme cela est d'ailleurs précisé dans les dossiers d'enquêtes que des dispositions techniques seront prises pour implanter le rideau de palplanches avec le maximum de précaution afin de préserver les habitations riveraines. Les dossiers techniques de consultation des entreprises ont été élaborés en ce sens.

II – Déclaration d'intérêt général : motifs et considérations justifiant le caractère d'intérêt général de l'opération

Conformément aux dispositions de l'article L.126-1 du Code de l'environnement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit désormais se prononcer, dans un délai d'un an suivant la clôture de l'enquête publique, sur l'intérêt général de l'opération.

Il convient donc de réaffirmer les motifs et les considérations justifiant l'intérêt général de l'opération d'aménagement de protection contre les inondations du quartier de Port de Carême à Pérols. Il apparaît ainsi que :

- la Communauté d'Agglomération de Montpellier, compétente en matière d'aménagement de lutte contre les inondations sur la basse vallée du Lez, doit assurer par des travaux la protection des populations soumises à un risque majeur d'inondation,
- ce risque étant avéré et la sécurité des personnes primordiale, la réalisation des travaux projetés est nécessaire,
- le projet est réaliste, raisonnable et ne comporte pas de défaut majeur, et les avantages de sécurité et d'intérêt public sont nettement supérieurs aux impacts qu'il occasionne,
- les aménagements et les mesures de prévention précisés dans les dossiers d'enquêtes publiques, participent à une réhabilitation respectueuse des contraintes environnementales du site.

III – Demande de prononcé de l'arrêté déclarant l'opération d'intérêt général :

Après avoir répondu aux avis formulés par le commissaire enquêteur et déclaré l'intérêt général de l'opération, il est proposé au Conseil de Communauté de solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le prononcé de l'arrêté déclarant l'opération d'intérêt général.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déclarer d'intérêt général le projet d'aménagements de protection contre les inondations du quartier de Port de Carême à Pérols,
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le prononcé de l'arrêté déclarant l'opération d'intérêt général,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 88 LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – AMÉNAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLÉE DU LEZ - PROTECTION DU QUARTIER PORT DE CARÊME À PÉROLS - DEMANDE COMPLÉMENTAIRE D'AIDES FINANCIÈRES

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

Par délibération n°9323 du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté a approuvé l'avant-projet des aménagements de protection contre les inondations du quartier de Port de Carême à Pérols pour un montant prévisionnel de 670 000 € H.T. (valeur décembre 2009) et sollicité les aides financières auprès des différents partenaires. Ces travaux sont effectivement financés par l'Etat et la Région Languedoc-Roussillon à hauteur

respective de 25% et de 20% dans le cadre du PAPI Lez où ils figurent au titre de l'action relative aux protections rapprochées. La part restant, hors subvention, à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, maître d'ouvrage, est de 368 500 € H.T.

A l'issue des procédures réglementaires qui font l'objet de deux autres délibérations soumises à l'approbation du Conseil lors de cette même séance, il convient de revoir l'estimation initiale des travaux afin de tenir compte de l'actualisation des prix, de prestations supplémentaires nécessaires pour mener à bien la réalisation du chantier situé à proximité de propriétés privées, ainsi que des résultats moins favorables que prévu des dernières consultations d'entreprises pour ce type d'interventions et des divers et aléas.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'approuver l'augmentation du coût des travaux, portant la nouvelle estimation à 1 050 000 € H.T. et de solliciter les compléments d'aides correspondants auprès des financeurs notamment, l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon et le Département de l'Hérault.

Ces travaux pourront être financés dans le cadre du PAPI Lez et dans ces conditions, le plan de financement des travaux définis ci-avant pourrait être le suivant :

- 25% pour l'Etat,
- 20% pour la Région Languedoc-Roussillon,
- 20% pour le Département de l'Hérault,
- 35% pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le nouveau montant prévisionnel des travaux de protection contre les inondations du quartier de Port de Carême à Pérols à hauteur de 1 050 000 € H.T.,
- solliciter les aides financières complémentaires auprès des différents financeurs notamment l'Etat, la Région Languedoc Roussillon et le Département de l'Hérault pour le financement de ces travaux,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 89 LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – AMÉNAGEMENTS DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLÉE DU LEZ - PROTECTION DU QUARTIER PORT DE CARÊME À PÉROLS - CONVENTION DE CONCESSION DU DOMAINE PUBLIC MARITIME - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Lutte contre les Inondations, rapporte :

Par délibération n°9324 du 22 décembre 2009, le Conseil de Commuanuté a approuvé les dossiers de demande de déclaration d'intérêt général, de déclaration loi sur l'eau et de concession du Domaine Public Maritime du programme d'aménagement de protection contre les inondations du quartier de Port de Carême à Pérols et a sollicité Monsieur le Préfet pour l'ouverture des enquêtes publiques correspondantes.

Après l'instruction administrative des dossiers, conformément aux dispositions de l'article R2124-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, le Préfet Maritime de la Méditerranée a émis un avis favorable sur ce projet en date du 10 décembre 2010. Les dossiers ont ensuite fait l'objet d'une seconde phase d'instruction administrative qui s'est terminée le 31 juillet 2011 avec l'avis réputé favorable de l'autorité environnementale.

Les dossiers ont enfin été soumis à l'enquête publique. Par arrêté Préfectoral n°2012-I-040 du 5 janvier 2012, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture des enquêtes publiques conjointes préalables à la déclaration d'intérêt général des travaux et à l'autorisation de concession d'utilisation du Domaine Public Maritime. Ces enquêtes se sont déroulées du 23 janvier au 24 février 2012 en mairie de Pérols.

A l'issue des enquêtes publiques conjointes, le commissaire enquêteur dans son rapport en date du 15 mars 2012, a émis un avis favorable sans réserve aux demandes de déclaration d'intérêt général et de concession d'utilisation du Domaine Public Maritime.

Pour finaliser cette procédure, les services de l'Etat ont préparé un projet de dossier de concession d'utilisation du Domaine Public Maritime pour l'installation des aménagements de protection contre les inondations projetés. Ce dossier comprend un plan de situation des aménagements, le rapport de l'instruction administrative avec notamment la synthèse des enquêtes publiques, l'avis du Préfet Maritime, les avis recueillis lors de l'instruction administrative, les dossiers d'enquêtes publiques, la présente délibération de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le dossier de concession d'utilisation du Domaine Public Maritime et les projets d'arrêtés préfectoraux relatifs à la concession du Domaine Public Maritime et à la déclaration d'intérêt général de l'opération.

Ce dossier comprend également un projet de convention qui précise les obligations du concessionnaire en matière d'entretien et de remise en état éventuel des ouvrages afin que ces derniers conservent leur fonction initiale d'intérêt public. La concession est accordée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à titre gratuit et pour une durée de trente ans.

Après avoir déclaré l'intérêt général de l'opération lors de cette même séance du Conseil, il convient maintenant d'approuver le dossier de concession du Domaine Public Maritime.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de concession défini ci-avant et autoriser la signature de la convention relative à la concession du Domaine Public Maritime entre l'Etat et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'implantation des aménagements de protection contre les inondations du quartier de Port de Carême à Pérois,
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le prononcé de l'arrêté correspondant et autorisant ces travaux aux conditions de cette même convention,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 90 EAU ET ASSAINISSEMENT – OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DU SERVICE DE L'EAU POTABLE PAR LES RELAIS HERTZIENS DE TÉLÉCOMMUNICATION - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE SERVICES AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce en lieu et place de la Ville de Montpellier la compétence « eau potable ». Conformément aux dispositions de l'article 1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assume tous les droits et obligations du propriétaire pour l'ensemble des biens transférés. Elle possède à ce titre tous les pouvoirs de gestion, autorise l'occupation des biens remis et en perçoit l'ensemble des produits y compris lorsque la convention d'occupation a été conclue avant la date du transfert par la Ville de Montpellier.

Le service public de l'eau potable dispose sur la Commune de Montpellier de nombreux châteaux d'eau qui constituent le plus souvent des points hauts, représentant un intérêt pour l'installation de relais téléphoniques gérés par des opérateurs. Les conventions d'occupation temporaire du domaine public conclues à ce titre entre la Ville de Montpellier et les opérateurs de téléphonie mobile relèvent désormais du pouvoir de gestion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre de la valorisation financière et du bon entretien des équipements qui lui ont été transférés.

Ces équipements, bases d'implantation des relais établis par les opérateurs, participent à la couverture téléphonique du territoire intercommunal. Au titre de ses compétences générales et dans le respect des transferts opérés à la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière de haut débit, la Ville de Montpellier participe à l'optimisation et au développement d'un réseau de communication téléphonique hertzien performant bénéficiant à l'ensemble de la population.

Afin d'assurer de manière coordonnée et rationalisée ces missions de valorisation des biens transférés et le développement de réseaux téléphoniques, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaitent que le suivi des conventions d'occupation du domaine public relatives aux relais hertziens de télécommunications installés sur les infrastructures du service public de l'eau potable soit géré par les services de la Ville de Montpellier, compte tenu de leur connaissance à la fois des installations et de la couverture téléphonique de la Ville.

C'est pourquoi, il est proposé l'établissement d'une convention de mise à disposition de service pour préciser l'ensemble de ces missions qui seraient assurées en coordination et sous le contrôle de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Compte tenu des biens et personnes affectés par la Ville de Montpellier pour la réalisation de ces missions, le montant de la redevance annuelle à verser par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la Ville de Montpellier serait fixée d'un commun accord à 220 000 € jusqu'à concurrence de la gestion simultanée de 30 conventions avec des opérateurs sur le service public de l'eau potable. Passé ce seuil, il sera procédé à la modification du montant de la redevance par avenant à la présente convention. Cette convention serait conclue jusqu'au 31 décembre 2014.

La Ville a donné son accord pour la signature de cette convention par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juin 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de mise à disposition de services entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'eau potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 011,
- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 91 EAU ET ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - INDIVISION BON - DOMMAGES SUR LE MUR D'ENCEINTE D'UNE PROPRIÉTÉ CAUSÉS PAR DES TRAVAUX PUBLICS D'ASSAINISSEMENT SUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Dans le cadre de son schéma directeur d'assainissement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a, par délibération n°6518 du 21 juillet 2005, approuvé le programme de raccordement des effluents des communes de Jacou, le Crès, Vendargues à la station d'épuration MAERA. La mise en œuvre de cette opération a conduit, en 2007, à la réalisation de travaux notamment sur le réseau d'assainissement à proximité du rond point Christophe Colomb et sur les avenues de Boirargues et Albert Einstein sur la Commune de Montpellier.

Le domaine de Saint-Michel, appartient en indivision à plusieurs propriétaires, représentés par Monsieur Dominique BON. Ce domaine est situé sur la parcelle DL 459 à Montpellier, délimitée, en bordure de l'avenue Albert Einstein, par un mur de soutènement, en maçonnerie, de grande hauteur.

Monsieur Dominique BON a adressé au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 14 août 2008, une demande de remise en état de son mur, et des parties métalliques destinées à dévier les eaux de ruissellement qu'il supporte, tous deux dégradés par les travaux d'assainissement réalisés qui ont nécessité le creusement d'une tranchée au droit dudit mur.

Cependant, les travaux d'assainissement étant d'ores et déjà terminés au moment de cette demande, Monsieur BON a décidé d'effectuer la reprise du mur à ses frais avancés, et a en conséquence formulé par la suite, une demande d'indemnisation.

Au terme d'une analyse approfondie des pièces justificatives transmises par Monsieur BON, il s'avère que l'indivision a bien subi un dommage de travaux publics directement imputable à la réalisation des travaux.

Le préjudice a été évalué de façon contradictoire, par la Communauté d'Agglomération et le demandeur, à hauteur de 5 255,97 euros T.T.C., correspondant, d'une part, à une indemnisation de la réfection intégrale des plaques métalliques pour la somme de 2 272,40 € T.T.C., et, d'autre part, à l'indemnisation de la réfection de la portion du mur directement dégradée par les travaux, à savoir 20 m², pour la somme de 2 983,57 € T.T.C.

Dès lors, le projet de protocole d'accord transactionnel propose le versement de l'indemnité réclamée par l'indivision, à son représentant, Monsieur BON, en contrepartie d'une renonciation à recours concernant les dommages de travaux publics subis par celle-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du protocole d'accord à intervenir avec Monsieur Dominique BON, pour le compte de l'indivision, en vue du versement de l'indemnité et la renonciation à recours ;
- dire que les crédits sont prévus au budget annexe de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 67 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le protocole d'accord transactionnel, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 92 EAU ET ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CONSTRUCTION DE LA STATION D'ÉPURATION INTERCOMMUNALE DE PIGNAN, SAUSSAN, FABRÈGUES - MARCHÉ DE TRAVAUX N°1589EA07 - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Par délibération n°8026 du 19 décembre 2007, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché de travaux pour la construction de la station d'épuration intercommunale de Pignan, Saussan, et Fabrègues. Ce marché n°1589 a été attribué au groupement d'entreprises DHV-SOURCES (mandataire) DEMATHIEU & BARD-COSTE ARCHITECTURES sis Laan 1914 n°35 – BP 1132 – 3800 BC Amersfoot (Pays-Bas), pour un montant 9 913 689,00 € H.T. soit 11 856 772,04 € T.T.C.

Plusieurs événements sont venus perturber le bon déroulement du chantier. Certaines des conséquences financières et administratives ont été réglées par voie d'avenant :

- Par délibération n°9005 du 3 juillet 2009, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'un avenant n°1 au marché de travaux n°1589 portant ainsi le nouveau montant du marché à 9 954 553,72 € H.T., soit une augmentation de 0,4 % du montant initial.

- Par délibération n°9714 du 20 juillet 2010, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'un avenant n°2 au marché de travaux n°1589 portant ainsi le nouveau montant du marché à 10 230 701,45 € H.T., soit une augmentation de 3,2 % du montant initial.

Toutefois, le groupement d'entreprises a remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier un mémoire de réclamation concernant des demandes de rémunération complémentaire relatives au déroulement du projet :

Le montant de la réclamation présentée s'élève à 175 592,82 € H.T. et porte également sur une demande de prolongation de délai de 49 semaines. A ce montant, s'ajoute une demande non chiffrée de prise en charge financière de l'évacuation de 650 tonnes boues en plateforme de compostage, réalisé par le groupement en raison des retards pris sur la construction de la plateforme de compostage. Cela représente environ 65 000 € H.T. en plus. De son côté, compte tenu du retard pris dans la réalisation de ce marché, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a quantifié les pénalités de retard s'appliquant au groupement dans le cadre de son marché et dans le respect du CCAP de ce dernier. Ce retard porte sur 191 jours calendaires (entre le 2 novembre 2010 date de fin contractuelle du marché et le 12 mai 2011 date de réception) soit un montant de 382 000 € net de TVA.

Le groupement d'entreprises et la Communauté d'Agglomération de Montpellier se sont rapprochés afin de trouver une solution amiable au règlement définitif de ce marché.

Cette solution amiable a été retranscrite dans un protocole transactionnel qu'il convient aujourd'hui d'approuver.

Cette transaction indemniserait principalement les préjudices subis suivants :

- La réalisation de travaux supplémentaires qui ont contribué à la fiabilisation de la filière de traitement et à l'amélioration des conditions d'exploitation et de maintenance à hauteur de 152 488,32 € H.T.,
- Une prolongation du délai du chantier de 13 semaines ayant conduit à la prise en charge de l'évacuation d'un volume de boues supplémentaires de 205 tonnes soit un montant de 20 500,00 € H.T.,
- Une prise en charge partielle des frais liés au remplacement d'équipements n'ayant pu bénéficier de la garantie à hauteur de 18 754,50 € H.T.,
- Les essais de garanties menés par le groupement sur le traitement des graisses et centrifugeuses, à la charge du maître d'ouvrage, soit 4 350,00 € H.T.

En conséquence, le montant de l'indemnité globale et forfaitaire, en valeur actuelle, s'élève à **196 092,82 € H.T.** Le nouveau montant du marché serait ainsi porté à **10 426 794,27 € H.T.**, soit 12 470 445,95 € T.T.C. ce qui correspond à une augmentation de **5,18%** par rapport au montant initial.

Parallèlement, il convient de prolonger la durée d'exécution du marché de 13 semaines afin de tenir compte des travaux supplémentaires menés.

La durée globale du marché est ainsi portée à 116 semaines. Le délai réel d'exécution des travaux s'élevant à 130 semaines, le montant des pénalités de retard dû par le groupement en application de l'article 20.1 du CCAG et de l'article 4.3 du CCAP s'élève à **198 000 €**. Ce montant est non révisable et non assujéti à TVA. Une partie des pénalités, soit 56 000 €, a déjà été perçue par le maître d'ouvrage au titre de l'acompte n°25. Le solde restant à percevoir est de 142 000 €.

Compte tenu des paiements déjà réalisés, du montant des révisions de prix et de la TVA, le solde à verser par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au groupement d'entreprises est de **339 393,87 € T.T.C.** au titre du marché, crédits inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23. D'autre part la somme de 142 000 € net de TVA reste à verser par le groupement au titre des pénalités de retard, sur le compte 7711.

Le groupement a accepté cette proposition de transaction et s'est engagé à renoncer à toute autre réclamation et recours éventuels pour quelque motif que ce soit sur ce marché. Le décompte général définitif liant les parties a été établi en fonction des montants arrêtés dans le protocole transactionnel et figure en annexe de ce document.

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 3 juillet 2012 a donné un avis favorable à cette proposition de protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature du protocole transactionnel relatif au marché de travaux n°1589 pour la construction de la station intercommunale de Pignan, Saussan et Fabrègues, signé avec le groupement d'entreprises DHV/SOURCES/DEMATHIEU et BARD, portant le montant du marché à 10 426 794,27 € H.T. soit 12 470 445,95 € T.T.C., pour un délai d'exécution de 116 semaines,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- accepter la recette correspondant aux pénalités de retard dues par le groupement d'entreprises sur le compte 7711 pour un montant de 142 000 € net de TVA.
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le protocole susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 93 EAU ET ASSAINISSEMENT – EAU BRUTE - PROJET AQUA DOMITIA - ETUDE PRÉALABLE À L'EXTENSION DES RÉSEAUX DE DESSERTE ALIMENTÉS PAR LE MAILLON VAL D'HÉRAULT DANS LA PLAINE DE GIGEAN-FABRÈGUES - CONVENTION FINANCIÈRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Porté par la Région Languedoc-Roussillon et par le concessionnaire du réseau hydraulique régional BRL, le projet Aqua Domitia consiste à acheminer l'eau du Rhône par des conduites enterrées depuis le sud de Montpellier vers les territoires de l'ouest héraultais et de l'Aude. Ce projet, auquel le Conseil Communautaire, en sa séance du 29 novembre 2011, a apporté son soutien dans le cadre du débat public, concerne le territoire de la Communauté

d'Agglomération de Montpellier pour deux de ses cinq maillons.

Après étude du bilan du débat public publié par la Commission Nationale du Débat Public le 08 février dernier, la Région Languedoc-Roussillon par délibération du 06 avril 2012 a pris acte des conclusions du débat public et décidé de mettre en œuvre le programme Aqua Domitia en tenant compte des attentes exprimées lors du débat.

Dans ce cadre fixé par le Conseil Régional, le conseil d'administration de BRL a décidé le 11 avril de poursuivre le projet Aqua Domitia et notamment la conduite des études de chaque maillon, les concertations associées et l'accompagnement du développement des réseaux de desserte portés par des maîtrises d'ouvrages locales.

Le maillon Val d'Hérault qui va des ouvrages existants du sud de Montpellier à Pézenas concerne les territoires des communes de Fabrègues, Saussan, Cournonterral et Cournonsec avec comme principale vocation le maintien de l'activité viticole à travers une irrigation raisonnée permettant la réalisation de vins de qualité constante.

Des études récentes, conduites entre 2007 et 2009, avaient mis en évidence l'importance de la demande (agricole et urbaine) pour une extension des réseaux d'eau brute sur la plaine de Gigan Fabrègues : il s'agit de l'étude conduite par la cave « Terroir de la Voie Domitienne », et de l'étude de « Schéma directeur d'eau brute » conduite par l'Agglomération de Montpellier sur son territoire.

Dans le cadre de sa mission d'aménagement du réseau hydraulique régional, BRL va lancer prochainement l'étude préalable à l'extension des réseaux de desserte alimentés par le maillon Val d'Hérault.

Cette étude portera sur la plaine de Gigan-Fabrègues et intéressera les communes du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier concernées par le maillon Val d'Hérault ainsi que les communes de Gigan, Montbazin et Poussan.

Les objectifs principaux de cette étude sont de :

- recenser précisément les besoins exprimés par les différents acteurs ,
- établir la cartographie de ces besoins,
- définir les tracés et le dimensionnement des réseaux y compris les réseaux tertiaires portés par une maîtrise d'ouvrage local,
- chiffrer les montants d'investissement pour chaque maîtrise d'ouvrage,
- produire un planning de l'opération intégrant les contraintes techniques et réglementaires.

Afin de tenir les délais impératifs liés aux financements européens FEADER qui viennent d'être obtenus pour les travaux (présentation des plans de financements avant l'automne 2013 et fin des travaux obligatoire à l'été 2015), cette étude doit être lancée et conduite rapidement.

Le planning prévisionnel envisage ainsi un démarrage de l'étude en juillet 2012 pour une restitution en janvier 2013.

Le montant de cette étude est estimé à 100 000 € H.T.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est amenée au titre de sa mission d'intérêt général dans le cadre de sa compétence eau brute à participer à hauteur de 25% au financement de cette étude.

Les autres partenaires financiers sont le Conseil Régional à hauteur de 50%, BRL à hauteur de 20% et Thau Agglo pour 5%.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention financière entre BRL et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la réalisation de l'étude préalable à l'extension des réseaux de desserte alimentés par le maillon Val d'Hérault dans la plaine de Gigan-Fabrègues,
- dire que la Communauté d'Agglomération participera à hauteur de 25% à cette étude d'un montant estimé à 100 000 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau brute de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 67,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 94 EAU ET ASSAINISSEMENT – EXAMEN DES RAPPORTS DES DÉLÉGATAIRES DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE POUR L'EXERCICE 2011 - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009. Pour l'année 2011, suite à la dissolution du SIVOM de l'Etang de l'Or, cette compétence est exercée en propre sur 10 communes, la Commune de Pérols venant s'ajouter à celles de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades le Lez, Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone. La compétence eau potable est exercée selon le principe de représentation-substitution sur les 21 autres Communes du territoire, au sein des syndicats Garrigues Campagne, Bas Languedoc et Salaison.

Par ailleurs, le transfert à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la compétence eau potable emportant le transfert des biens et équipements ainsi que des services nécessaires à l'exercice de celle-ci, la gestion du service public de l'eau potable communautaire était jusqu'au 1^{er} juin 2011 déléguée par contrat d'affermage sur sept de ces

Communes, et exploitée en régie directe sur les 3 autres (Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues). Par délibération n°10134 du 21 avril 2011, le Conseil Communautaire a décidé de déléguer à la SAUR, par contrat d'affermage jusqu'au 31 décembre 2014, l'exploitation du service sur ces trois Communes.

Conformément aux dispositions prévues à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

La loi n°2002-1 du 2 janvier 2002 a complété ces dispositions et impose la présentation du rapport du délégataire à l'assemblée délibérante qui en prend acte.

En outre, la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité dispose que le rapport du délégataire est examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux. Cette commission a été créée par la délibération n°4943 du Conseil de Communauté du 23 décembre 2002.

Le décret n°2005-236 du 14 mars 2005 a apporté un certain nombre de précisions sur le rapport annuel du délégataire, notamment sur les comptes de la délégation.

Conformément au décret 2007-675 du 2 mai 2007, une série de nouveaux indicateurs a été élaborée.

En 2011, l'exercice de la compétence eau potable concerne les contrats de délégation de service public (DSP) suivants :

* société fermière VEOLIA Eau – Compagnie Générale des Eaux :

- Lattes, contrat DSP du service de production et de distribution de l'eau potable,
- Montpellier/Juvignac, contrat DSP du service de production et de distribution de l'eau potable,
- Prades le Lez, contrat DSP du service de production et de distribution de l'eau potable,
- Villeneuve-lès-Maguelone, contrat DSP du service de production et de distribution de l'eau potable,

* société fermière SAUR France :

- Grabels, contrat DSP du service de production et de distribution de l'eau potable :
- Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues, contrat DSP dit contrat « Villages » du service de production et de distribution de l'eau potable,
- Pérols, contrat DSP du service de production et de distribution de l'eau potable.

Ces contrats, excepté celui de Montpellier/Juvignac, ainsi que le contrat Villages conclu postérieurement, ont fait l'objet d'avenants après délibérations du Conseil Communautaire en date du 26 janvier 2011, afin de permettre l'instauration d'un tarif unique de l'eau à compter du 1^{er} février 2011. Ces avenants ont essentiellement introduit une harmonisation des parts fixes de la rémunération perçue par les délégataires.

Les sept rapports annuels 2011 ont été transmis par les délégataires à la Communauté d'Agglomération et ont été examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 9 juillet 2012.

Ils ont servi de base à l'élaboration du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable établi par la Communauté d'Agglomération et qui sera présenté lors de cette même séance du Conseil Communautaire. Les faits marquants ainsi que les évolutions 2010-2011 figurent dans le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service de l'eau potable 2011 ainsi que dans la délibération qui lui est consacrée.

Ces rapports annuels présentent principalement :

- les grandes caractéristiques de la délégation : nature, objet, date du contrat et du dernier avenant,
- le descriptif des ouvrages exploités et les indicateurs techniques et chiffres clefs : longueur du réseau, population desservie, nombre d'abonnés, volumes assujettis à la redevance eau potable,
- le bilan d'exploitation et la qualité du service : qualité de l'eau et gestion de la ressource, volumes d'eau produits, consommés et vendus, rendement du réseau de distribution, interventions pour assurer la continuité du service, satisfaction des usagers...
- les éléments tarifaires et les comptes de la délégation pour l'exercice : tarifs en vigueur au 1^{er} janvier et leur évolution annuelle, facture type, produit d'exploitation (produit net du délégataire, produit des travaux attribués à titre exclusif) et charges du service (dépenses d'exploitation, charges de renouvellement des ouvrages, participations contractuelles),
- les indicateurs de performance tels que définis dans l'arrêté et le décret du 2 mai 2007.

Répondant à une demande sociale forte, les indicateurs de performance contribuent ainsi à l'amélioration de la transparence et de la performance des services d'eau et d'assainissement et représentent un « langage commun » entre les différents acteurs des services d'eau. Ils permettront la comparaison entre services au sein de la base de données du Système d'Information sur les Services Publics d'Eau et d'Assainissement.

Enfin, les rapports des Délégués du Service Public de l'eau potable sont mis à la disposition du public conformément aux dispositions des articles L.1411-13 et L.1411-14 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des sept rapports des Délégués du Service Public de l'eau potable pour l'exercice 2011,
- autoriser leur transmission aux Communes membres concernées de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en vue de leur mise à disposition du public,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 95 EAU ET ASSAINISSEMENT – EXAMEN DES RAPPORTS DES DÉLÉGATAIRES DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'EXERCICE 2011 - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Conformément aux dispositions prévues à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Délégué produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

La loi n°2002-1 du 2 janvier 2002 tendant à moderniser le statut des sociétés d'économie mixte locales a complété ces dispositions et impose la présentation du rapport du délégataire à l'assemblée délibérante qui en prend acte.

En outre, la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité dispose que le rapport du délégataire est examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux. Cette commission a été créée par la délibération n°4943 du Conseil de Communauté du 23 décembre 2002.

Le décret n°2005-236 du 14 mars 2005 a apporté un certain nombre de précisions sur le rapport annuel du délégataire, notamment sur les comptes de la délégation.

Enfin, conformément au décret n°2007-675 du 2 mai 2007, une série de nouveaux indicateurs a été élaborée.

En 2011, l'exercice de la compétence assainissement par la Communauté d'Agglomération concerne les contrats de délégation de service public suivants :

* société fermière VEOLIA Eau – Compagnie Générale des Eaux :

- contrat DSP du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Castelnaud le Lez,
- contrat DSP du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Clapiers,
- contrat DSP du service de collecte des eaux usées sur la Commune de Lattes,
- contrat DSP du service de collecte des eaux usées sur la Commune du Crès,
- contrat DSP du service de collecte des eaux usées sur les Communes de Montpellier et Juvignac,
- contrat DSP du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Prades le Lez,
- contrat DSP du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- contrat DSP du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, dit secteur Périphérique Maera,
- contrat DSP du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Sussargues, dit secteur Est,
- contrat DSP de l'exploitation de la station de traitement des eaux usées Maera ;

* société fermière SDEI-Lyonnaise des Eaux :

- contrat DSP du service de collecte et traitement des eaux usées sur les Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel lès Montpellier, Pignan, Saussan et Saint Georges d'Orques, dit secteur Ouest ;

* société fermière SAUR France :

- contrat DSP du service de collecte et traitement des eaux usées sur la Commune de Pérols.

Le contrat du secteur est fait l'objet d'un avenant n°1 approuvé par délibération n°10257 du 23 juin 2011, afin de tenir compte essentiellement de l'évolution des conditions techniques et économiques de son exécution du fait de la prise en charge des nouvelles stations d'épuration de Beaulieu/Restinclières et Baillargues/Saint-Brès.

Les 12 rapports annuels 2011 ont été transmis par les délégataires à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ont été examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 9 juillet 2012.

Ils ont servi de base à l'élaboration du Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'assainissement établi par la Communauté d'Agglomération et présenté lors de cette même séance du Conseil Communautaire. Les faits marquants ainsi que les évolutions 2010-2011 figurent dans le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement 2011 ainsi que dans la délibération qui lui est consacrée.

Ces rapports annuels présentent principalement :

- les grandes caractéristiques de la délégation : nature, objet, date du contrat et du dernier avenant,
- le descriptif des ouvrages exploités et les indicateurs techniques et chiffres clefs : longueur du réseau, population desservie, nombre d'abonnés, volumes assujettis à la redevance assainissement,
- le bilan d'exploitation et la qualité du service : volumes d'effluents relevés, volumes traités, rendement des installations d'épuration, interventions pour assurer la continuité du service,
- les éléments tarifaires et les comptes de la délégation pour l'exercice : tarifs en vigueur au 1^{er} janvier et leur évolution annuelle, facture type, produit d'exploitation (produit net du délégataire, produit des travaux attribués à titre exclusif) et charges du service (dépenses d'exploitation, charges de renouvellement des ouvrages, participations contractuelles),
- les indicateurs de performance tels que définis dans l'arrêté et le décret du 2 mai 2007.

Répondant à une demande sociale forte, les indicateurs de performance contribuent ainsi à l'amélioration de la transparence et de la performance des services d'eau et d'assainissement et représentent un « langage commun » entre les différents acteurs des services d'eau. Ils permettront la comparaison entre services au sein de la base de données du Système d'Information sur les Services Publics d'Eau et d'Assainissement.

Les rapports des délégataires du service public de l'assainissement doivent être mis à la disposition du public conformément aux dispositions des articles L.1411-13 et L.1411-14 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des 12 rapports des Délégués du Service Public de l'assainissement pour l'exercice 2011,
- autoriser leur transmission aux Communes membres concernées de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en vue de leur mise à disposition,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 96 EAU ET ASSAINISSEMENT – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE POUR L'ANNÉE 2011 - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il doit être présenté au Conseil de Communauté un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable. Ce dernier doit par ailleurs respecter les exigences fixées par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1^{er} janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009. Elle intervient selon le principe de représentation-substitution sur 21 des 31 Communes et en propre sur les 10 autres, à savoir Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades le Lez, Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone, ainsi que Pérols depuis le 1^{er} janvier 2011, suite à la dissolution du SIVOM de l'Etang de l'Or.

Le service public de l'eau potable concerne près de 1 089 km de réseau d'adduction et de distribution, 52 742 branchements, 26 réservoirs de capacité totale de 104 350 m³ et une usine de clarification et de traitement (François Arago à Montpellier). La ressource principale est la source du Lez, pour un débit de prélèvement autorisé de 1700 l/s et 146 880 m³/jour.

Les Communes de Villeneuve-lès-Maguelone, Grabels, Montferrier-sur-Lez, Sussargues et Saint-Brès sont alimentées pour tout ou partie par des forages locaux. Une convention avec le SIVOM de l'Etang de l'Or fixe jusqu'en 2012 les conditions d'alimentation en eau de la Commune de Lattes depuis l'usine de Vauguières qui traite l'eau du Bas Rhône Languedoc (BRL) en provenance du canal Philippe Lamour. Cette usine alimente également les usagers de la Commune de Pérols.

Enfin, en complément de la source du Lez lors de la période d'étiage, l'eau du canal BRL est distribuée après traitement sur la station François Arago.

Au global, en 2011, 30 587 066 m³ d'eau ont été mis en distribution, 21 775 069 m³ facturés aux usagers du service public de l'eau potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et 4 125 923 m³ vendus en gros aux collectivités hors territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou aux communes du territoire pour lesquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier n'exerce pas la compétence en direct.

S'agissant de la seconde année d'exercice de la compétence, 2011 a encore été essentiellement consacré à la mise en œuvre des moyens et outils nécessaires à cet exercice et afin d'assurer la continuité du service public.

Ainsi, après avoir retenu en juin 2010 le principe d'une délégation de courte durée pour le service public de l'eau potable géré en régie directe lors du transfert de compétence, à savoir sur les Communes de Montferrier-sur-lez, Saint-Brès et Sussargues, le Conseil Communautaire a attribué le contrat d'affermage correspondant à la SAUR à compter du 1^{er} juin 2011 pour une durée de 3 ans et 7 mois. Cette disposition présente notamment l'intérêt d'une uniformisation du mode et de la qualité de gestion du service, sans pour autant pénaliser la réflexion sur l'organisation des services publics de l'eau potable comme de l'assainissement à l'échéance de l'ensemble des contrats au 31 décembre 2014.

Dans cette logique, un nouveau contrat d'affermage a été attribué à Véolia Eau pour l'exploitation du service à compter du 1^{er} janvier 2012 et jusqu'au 31 décembre 2014 sur les Communes de Lattes et Pérols pour lesquelles les contrats de délégation en vigueur arrivaient à échéance fin 2011.

D'autre part, en application du principe d'égalité des usagers devant le service et dans un souci d'intérêt communautaire, le tarif de l'eau potable a été unifié à compter du 1^{er} février 2011, pour les usagers des 10 communes pour lesquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce directement la compétence. La structure tarifaire retenue est binôme, avec une part fixe uniquement perçue par le délégataire, et une part proportionnelle, comprenant deux tranches tarifaires à l'avantage des plus petits consommateurs. Cette harmonisation tarifaire a nécessité la conclusion d'avenants aux contrats de délégation du service sur les Communes de Grabels, Lattes, Pérols, Prades-le-Lez et Villeneuve-lès-Maguelone afin d'ajuster la part fixe de la rémunération des délégataires, fonction du diamètre du compteur de l'utilisateur. En date du 1^{er} février 2011, le montant de cette part fixe a ainsi été fixé à 18,22 € H.T./an, et les montants des parts variables, comprenant les parts du délégataire et de la Collectivité, à 1,072 € H.T. jusqu'à une consommation de 120 m³ et à 1,203 € H.T. au-delà. Sur la base d'une consommation annuelle de référence de 120 m³, le tarif s'élève à 1,2238 € H.T./m³, abonnement inclus. Ce même tarif est passé au 1^{er} janvier 2012, après actualisation, à 1,26 € H.T./m³.

Le groupement EGIS Eau/Calia Conseils/SCP Vinsonneau-Paliès-Noy-Gauer et Associés a été retenu au début de l'année 2011 pour la réalisation de l'étude Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable, qui devrait être achevée au 2^{ème} semestre 2012. Les premiers mois de l'étude ont été consacrés à l'établissement de l'état des lieux, tant d'un point de vue technique que d'un point de vue institutionnel et financier. Cette phase, très lourde, a permis de recenser et décrire les ressources existantes ou potentielles, les différents ouvrages concourant au service de l'eau potable, les structures tarifaires et les modes de gestion en place sur l'ensemble du territoire communautaire. Par ailleurs, l'estimation des besoins futurs en eau potable a été entamée et a fait l'objet d'une restitution en début d'année 2012.

En parallèle se poursuit dans le cadre de la gestion globale des ressources en eau, l'étude pour le développement des connaissances du système karstique de la source du Lez. Cette étude, initiée par la Ville de Montpellier, vise à préciser les potentialités supplémentaires que pourraient offrir cet aquifère qui permettraient à moyen terme de répondre aux enjeux fondamentaux de sécurisation de l'alimentation en eau potable, d'un point de vue quantitatif mais aussi qualitatif, dans le respect de la gestion concertée des usages. Elle est réalisée dans le cadre d'un partenariat entre le BRGM, les Unités de Recherches Hydrosociétés, G-Eau et Tetis de Montpellier, le bureau d'étude Biotopie et le centre de Formation et de recherche CERFACS. Démarrée en 2009, ses conclusions définitives devraient être livrées en 2012.

Par ailleurs, par délibération n°10513 en date du 29 novembre 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a apporté son soutien au projet Aqua Domitia porté par la Région Languedoc-Roussillon. Elle a ainsi produit un cahier d'acteur en vue de faire part de son point de vue sur l'opportunité, les objectifs et les conditions de ce projet d'envergure. Le projet Aqua Domitia, prolongation du canal Philippe Lamour, a pour objectifs de sécuriser l'alimentation en eau potable du territoire concerné, dont fait partie la Communauté d'Agglomération de Montpellier, alléger la pression sur l'exploitation des milieux aquatiques fragiles par l'apport d'une ressource de substitution, accompagner le développement économique régional tout en préservant l'environnement et maintenir et développer une agriculture diversifiée et de qualité aussi bien qu'une viticulture compétitive malgré le changement climatique.

Enfin, dans le cadre du Forum Mondial de l'Eau se tenant en 2012 à Marseille la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confirmé son engagement à mettre en œuvre une approche intégrée de la gestion de l'eau ainsi qu'à décliner cet engagement au travers de cibles et de mesures définies par le schéma directeur d'eau potable. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc adhéré au Pacte d'Istanbul pour l'Eau qui avait été défini lors du 5^{ème} Forum Mondial de l'Eau à Istanbul par délibération n°10587 du 20 décembre 2011.

En terme de travaux, les investissements portés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2011 se sont élevés à 1 607 642 € consacrés pour près des deux tiers aux travaux d'accompagnement de la construction de la ligne 3 de tramway. Par ailleurs, au titre de ses obligations contractuelles, le délégataire du service sur la Commune de Montpellier assure une partie du renouvellement des réseaux. Les canalisations renouvelées en 2011 ont représenté un linéaire de 3 563 ml.

Sur l'ensemble du service, 1 331 branchements plomb ont été remplacés et 410 fuites réparées. Ces réparations de fuites contribuent à la maîtrise du rendement des réseaux de distribution moyen des dix communes, celui-ci s'élevant pour l'année 2011 à 78,3%.

Concernant la qualité, l'eau distribuée sur les 10 communes pour lesquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence, celle-ci présente un taux de conformité supérieur à 99%, aussi bien pour les paramètres microbiologiques que physico-chimiques.

Les sept rapports annuels 2011 des délégataires ont été transmis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ils présentent les grandes caractéristiques, les indicateurs techniques, le bilan d'exploitation et les comptes de chaque délégation. Comme ces derniers, le rapport annuel a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) réunie le 9 juillet 2012 conformément à l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2011 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute,
- autoriser sa transmission à toutes les Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 97 EAU ET ASSAINISSEMENT – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'ANNÉE 2011 - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il doit être présenté au Conseil de Communauté un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement (RPQS). Ce dernier doit par ailleurs respecter les exigences fixées par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

En 2011, le service public de l'assainissement concerne 1 443 km de réseau, dont 1 234 km en gravitaire, 190 postes de refoulement et 17 stations d'épuration réduites à 16 en cours d'année. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 573 150 Equivalents-Habitants, soit près de 34 millions de m³ traités représentant 34,4 tonnes de DBO5/jour. Plus de 26 millions de m³ ont été facturés à 90 755 abonnés.

L'année 2011 a permis la poursuite de la mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement.

A la suite à un accord de principe intervenu entre les Communautés d'Agglomération du Pays de l'Or et de Montpellier, les travaux de raccordement à la station d'épuration MAERA des effluents actuellement traités par la station d'épuration de Carnon-Pérols ont repris. Il s'agit de finaliser la pose du collecteur de transfert sur 1,7 km ainsi que de construire 2 postes de refoulement de capacité de pompage de 930 et 1050 m³/h. Les ouvrages doivent être mis en service au plus tard le 22 février 2013, échéance réglementaire au-delà de laquelle l'actuelle station d'épuration de Carnon-Pérols sera déclarée non conforme aux exigences de traitement telles que définies par la Directive Cadre Européenne.

En ce qui concerne l'Intercepteur Est, les travaux de pose d'une partie amont de ce nouveau collecteur primaire d'eaux usées, en accompagnement des travaux routiers menés par le Département de l'Hérault sur la RD65, ont été finalisés entre le rond point d'Agropolis à Montferrier-sur-Lez et Botanic à Clapiers. Par ailleurs, une étude complémentaire a été menée afin de déterminer la faisabilité d'une réalisation par microtunnelage de la section de l'Intercepteur Est sous l'avenue de la Pompignane à Montpellier et de comparer cette solution à la technique classique de pose des canalisations par creusement de tranchées initialement envisagée. Les conclusions ont conduit à retenir la solution de travaux sans tranchées par microtunnelage, du fait d'un coût financier moindre et d'un impact environnemental mieux maîtrisé.

Sur la station d'épuration intercommunale Pignan/Saussan/Fabrègues, l'unité de compostage des boues, en service depuis début 2011, permet désormais de produire un compost normalisé NFU 44 095 à partir des broyats de déchets verts collectés sur le territoire communautaire. Par ailleurs, la société d'Autoroutes du Sud de la France (ASF) possède de part et d'autre de l'autoroute A9 sur la Commune de Fabrègues, dans la partie nord du massif de la Gardiole, des aires de services et de repos, qui disposaient de systèmes épuratoires autonomes vétustes et inefficaces. Au regard de la sensibilité du milieu naturel, ASF a demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de les raccorder à la Station d'épuration intercommunale sur Fabrègues. Les travaux ont débuté au cours du second semestre 2011 pour s'achever début 2012.

La mise en service du nouveau système d'assainissement de Baillargues-Saint-Brès s'est poursuivie sur 2011, avec, après celle du traitement des eaux usées pour Baillargues en 2010, la mise en service de la plateforme de compostage des boues en avril 2011, celle, à la même date, du raccordement des eaux usées du centre de la Commune de Saint-Brès via un réseau de transport de 3,3 km, et enfin le raccordement des eaux usées du quartier Est de Saint-Brès en décembre 2011. Les anciennes stations, devenues obsolètes seront désaffectées courant 2012.

Les études se sont poursuivies sur les autres stations d'épuration restant à agrandir ou construire : L'avant-projet de l'extension de la station d'épuration de Cournonsec / Cournonterral, portant sa capacité nominale à 15 000 équivalents-habitants, a été approuvé en septembre 2011 en vue d'un démarrage des travaux au 1^{er} semestre 2013. Des études préalables ont été réalisées pour préciser et évaluer le programme de travaux de construction du nouveau système d'assainissement de Sussargues/Saint-Génès des Mourgues : le réseau de transfert de 4,25 km et la nouvelle station d'épuration de 6 000 équivalents-habitants devront permettre l'atteinte des objectifs de préservation des périmètres rapprochés des captages d'eau potable de Fontmagne et Garrigues Basses sur Sussargues, ainsi que d'amélioration de la qualité des eaux du Bérange et de l'Etang de l'Or, milieu récepteur final.

Enfin, dans le cadre de sa politique en faveur du développement durable et des énergies renouvelables et pour faire suite au Grenelle de l'Environnement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité engager sur la station d'épuration MAERA une démarche globale d'économie d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, comme elle l'a engagée sur l'ensemble des établissements. Ainsi, les travaux de construction d'un groupe de cogénération ont démarré, après enquête publique, en 2011. Ce groupe permettra de produire 6 GWh, soit 40% de la consommation de la station, par la valorisation du biogaz produit par la digestion des boues, actuellement collecté et brûlé dans des chaudières. L'électricité produite sera revendue à EDF comme énergie « verte ». Parallèlement, une unité de traitement des déchets gras est installée afin de poursuivre l'amélioration de la qualité des effluents acceptés sur le site de traitement.

Globalement, les dépenses du budget annexe de l'assainissement se sont élevées en 2011 à 39 millions d'euros T.T.C., dont 23,6 millions d'euros de dépenses d'investissements pour les travaux sous maîtrise d'ouvrage du service de l'assainissement, parmi lesquels 4,6 millions d'euros consacrés aux réseaux des communes hors Schéma Directeur d'Assainissement, et 15,4 millions d'euros de dépenses d'exploitation.

En ce qui concerne les indicateurs techniques, la croissance du nombre d'abonnés du service est encore confirmée en 2011 avec un taux de plus de 3 %. Le taux des volumes facturés a quant à lui baissé de 2% par rapport à 2010, en rapport avec la baisse des volumes facturés en eau potable. Le prix de l'assainissement, comprenant les parts distributeur et intercommunale, a été actualisé au taux de l'inflation. Il a été fixé à 1,38 euros H.T. par mètre cube au 1^{er} janvier 2012.

En matière d'organisation du service, l'exploitation est déléguée, sur la totalité des 31 Communes membres depuis le 1^{er} juillet 2004, dans le cadre de 12 contrats d'affermage. Le contrat du secteur Est a fait l'objet d'un avenant n°1 par délibération n°10257 du 23 juin 2011, afin de tenir compte essentiellement de l'évolution des conditions techniques et économiques de son exécution du fait de la prise en charge des nouvelles stations d'épuration de Beaulieu/Restinclières et Baillargues/Saint-Brès.

Le curage préventif des réseaux, les systèmes de télésurveillance des postes de relèvement ou de refoulement et des stations de traitement mis en place contribuent à la qualité du service ainsi que les astreintes 24h/24 assurées par les sociétés gestionnaires. L'augmentation des taux de curage imposée contractuellement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à ses exploitants (+20% en 5 ans) a permis de limiter les interventions curatives chez les particuliers, leur nombre ayant diminué de près de 36% sur la même période.

Le rapport pour l'année 2011 reprend le détail des éléments mentionnés ci-dessus, en s'appuyant le cas échéant sur les bilans annuels fournis par les délégataires au titre de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ces bilans attestent de la conformité des rejets de toutes les stations d'épuration, et de l'amélioration progressive de la qualité du milieu naturel grâce aux efforts consentis toutes ces dernières années. Une seule non-conformité est toutefois à relever, concernant la station d'épuration de la Commune de Sussargues, pour laquelle des efforts en matière d'exploitation sont exigés dans l'attente du raccordement des effluents de la Commune à la nouvelle station d'épuration à construire sur Saint-Génès des Mourgues.

Par ailleurs, les efforts se poursuivent en matière de contrôle des effluents collectés. Ainsi, une démarche volontariste de collecte sélective des matières de vidange a été engagée avec l'élaboration de conventions de dépotage tripartites entre les professionnels, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant de la station d'épuration MAERA. Treize conventions ont été signées avec les entreprises en 2011. Enfin, les moyens de contrôle sont confortés depuis le 1^{er} décembre 2011, avec, suite à la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 sur la réforme des collectivités territoriales, le transfert du pouvoir de police spéciale en assainissement des Maires au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Concernant le Service Public d'Assainissement Non Collectif, assuré en régie sur les 4500 installations dénombrées sur le territoire communautaire, un total de 497 contrôles a été effectué en 2011, dont 241 diagnostics sur des installations existantes, 158 contrôles de bon fonctionnement, 62 contrôles de bonne conception et 36 contrôles de bonne exécution. Par ailleurs, les récentes évolutions réglementaires ont nécessité une révision du règlement de service au cours de l'année. Les tarifs ont également été adaptés et actualisés pour permettre l'équilibre du budget.

Le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 9 juillet 2012 conformément à l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2011 sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement (RPQS),
- autoriser sa transmission à toutes les Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 98 PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIÈRE ANIMALE – MANDAT OPH-ACM POUR LA RÉALISATION DES LOCAUX DE LA FOURRIÈRE COMMUNAUTAIRE - APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ

Mme D. SANTONJA, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Protection des animaux, Fourrière Animale, rapporte :

La réalisation des locaux de la fourrière communautaire et du refuge pour animaux errants a été reconnue d'intérêt général par délibération n°8196 du Conseil Communautaire le 30 avril 2008. Cette réalisation intègre d'une part l'ensemble des remarques formulées par les services de l'Etat en vue notamment d'une meilleure insertion paysagère du projet dans son environnement, d'autre part la pose de panneaux photovoltaïques en toiture, décidée par délibération n°8534 du Conseil Communautaire du 27 novembre 2008.

Par décision n°2004-237, la convention de mandat n°1012 a été signée avec l'Office Public de l'Habitat ACM pour la réalisation de locaux servant de lieux de fourrière communautaire et de refuge pour animaux errants.

Les travaux ont été réceptionnés le 23 décembre 2009 et durant l'année 2010 le maître d'œuvre a remis au mandataire du Maître d'Ouvrage les procès-verbaux de levées de réserves.

Le complexe animalier, baptisé Noé, a été mis en service le 20 avril 2010.

Dans ce cadre, l'OPH-ACM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération, le montant des dépenses arrêtées au 31 décembre 2011 et le bilan actualisé de l'opération.

Au 31 décembre 2011, le cumul des dépenses actualisées s'élève à 5 635 357 € T.T.C. dont 124 777 € T.T.C. pour l'exercice 2011. Les dépenses 2011 correspondent essentiellement à la réalisation d'une partie des travaux complémentaires visant à optimiser l'exploitation des locaux et à améliorer les conditions de vie des animaux, à la rémunération du maître d'œuvre et des bureaux de contrôle et au paiement des primes d'assurances.

Le bilan financier prévisionnel actualisé reste inchangé à celui approuvé par délibération n°10346 du 28 juillet 2011 et s'établit à 5 744 193 € T.T.C.

Le bilan prévisionnel se décompose comme suit :

Travaux	5 093 821 € T.T.C.
Rémunération Maître d'œuvre – IMAGINE :	255 814 € T.T.C.
Rémunération marché complémentaire BETEREM :	126 850 € T.T.C.
Rémunération mandat – OPH/CAM :	152 009 € T.T.C.
Contrôleur technique - QUALICONSLT :	27 442 € T.T.C.
Coordination SPS – APAVE :	8 969 € T.T.C.
Etude de sol – CEBP :	3 791 € T.T.C.
Honoraires géomètres :	8 003 € T.T.C.
Honoraires concours + DDAE APAVE :	8 767 € T.T.C.
Divers :	58 727 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'exercice 2011 de la réalisation du refuge et de la fourrière pour animaux errants à Villeneuve-lès-Maguelone,
- approuver le bilan financier de l'opération,
- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité. Mme A. BENEZECH ne prend pas part au vote.

AFFAIRE N° 99 VOIRIE, JALONNEMENT – AMÉNAGEMENT DE L'AVENUE GEORGES FRÊCHE À CASTELNAU LE LEZ - DEMANDE D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PARCELLAIRE COMPLÉMENTAIRE

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

Par arrêté préfectoral n° 2007-1-1022 du 29 mai 2007 l'aménagement de l'avenue Georges Frêche, anciennement Avenue Mas de Rochet entre Castelnau le Lez et Montpellier, a été déclaré d'utilité publique. Par arrêté préfectoral n° 2010-I-908 la déclaration d'utilité publique desdits travaux a été prorogée jusqu'au 28 mai 2017.

Conformément à l'état parcellaire mis à l'enquête, cet arrêté et les arrêtés modificatifs n° 2007-I-1113 du 07 juin 2007, 2007-I-1186 du 18 juin 2007, 2007-I-1222 du 27 juin 2007, ont également déclaré cessibles en urgence, au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les immeubles bâtis ou non bâtis dont les acquisitions foncières sont nécessaires à cet aménagement.

Toutefois, les parcelles du Centre Maguelone anciennement cadastrées à Castelnau le Lez, section AT numéros 49 et 61 qui appartenaient à l'association Hélio Marine de la Côte Occitane et la parcelle cadastrée AT 58 qui appartenait à la société SOFI 3, ont par la suite subi des mutations de propriété par actes notariés en date du 13 avril 2010, nécessitant une correction des états parcellaires annexés aux arrêtés de cessibilité.

Par ailleurs la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite diminuer les impacts sur le Centre Maguelone et réduire ainsi l'assiette des emprises nécessaires à la réalisation de l'aménagement de la voie.

Dès lors, il convient de procéder à une enquête parcellaire complémentaire simplifiée, pour permettre la poursuite de l'acquisition amiable ou par la voie de l'expropriation de ces parcelles.

Il est à noter que n'ayant pu prendre possession des parcelles précitées, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été contrainte de réaliser un aménagement provisoire au droit du Centre Maguelone pour ouvrir la voie à la circulation.

Après avoir approuvé le dossier d'enquête parcellaire complémentaire simplifiée, il est proposé de solliciter Monsieur le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, en vue d'obtenir l'arrêté d'ouverture de l'enquête complémentaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'enquête parcellaire complémentaire simplifiée,
- solliciter de Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, l'ouverture de l'enquête complémentaire simplifiée, avec le bénéfice de la procédure d'urgence, en application des articles R 15-2 et suivants du code l'expropriation,
- requérir à l'issue de l'enquête le prononcé de l'arrêté correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 100 CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – MARCHÉS N°3048MG12 D'ENTRETIEN, CONTRÔLE ET MAINTENANCE DU PARC AUTOMOBILE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE LANCER UN APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. R. Révol, Conseiller Communautaire, Président délégué suppléant de la Commission Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Afin de veiller à l'entretien, au contrôle et à la maintenance de son parc automobile, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit lancer une consultation sur appel d'offres en application des articles 33 3°al., 57 à 59 (Appel d'Offres ouvert) et 77 (marché à bons de commande) du code des marchés publics.

Les opérations d'entretien, contrôle et maintenance comprendront l'installation, la pose, la dépose, la mise au point, la mise en service, l'emploi des pièces de rechange, le diagnostic, le dépannage, la réparation, l'échange standard de pièces (action de remplacement d'une pièce identique, neuve d'origine ou remise en état conformément aux spécifications d'origine), révision, rénovation, reconstruction, maintenance préventive, maintenance corrective, maintenance curative.

Toutes les opérations liées à l'entretien du parc automobile de Montpellier Agglomération devront être réalisées dans le respect de la norme AFNOR X60.010.

Le marché sera à bons de commande sans minimum ni maximum. Il sera effectif au 1^{er} janvier 2013 pour une première période allant jusqu'au 31 décembre 2013, et pourra être renouvelé par reconduction expresse pour trois périodes supplémentaires de un an.

Le montant annuel du marché n°3048MG12 est estimé à 84 000 € T.T.C., soit 336 000 € T.T.C. sur 4 ans.

Les estimations de montants annuels ne sont pas contractuelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement du marché n°3048MG12,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 900,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1, à signer le marché n°3048MG12 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 101 PERSONNEL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

I. Créations de poste

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de créer au tableau des effectifs des postes ci-après mentionnés :

Nbre de poste	Réf. Poste au tableau des effectifs	Pôle	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps complet/temps non complet	Cadre d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
1	2007-118	Développement Territorial	Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	A	Temps complet	Ingénieur ou Attaché	Chargé d'études PLU
1	2012-012	Culture, Sport et Solidarité	Direction de la culture	A	Temps complet	Attaché	Chargé de mission commande publique et contrats à la Direction de la culture
1	2004-107	Culture, Sport et Solidarité	Direction de la culture	B	Temps complet	Rédacteur	Chargé de communication du Musée Fabre
1	2012-013	Culture, Sport et Solidarité	Direction des sports	B	Temps complet	Rédacteur	Assistante RH et Moyens de remplacement

Certaines de ces créations seront suivies de suppressions de postes pour mise en conformité, après avis du Comité Technique Paritaire.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

II Confirmation de poste au tableau des effectifs

Par délibération n°9618 du 23 juin 2010, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de Directeur du protocole (n° de poste : 2003-175) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Protocole de la Communauté d'agglomération de Montpellier.

- nature des fonctions : assurer la coordination des équipes pour réalisation des manifestations et réceptions avec les fournisseurs, le suivi de la gestion administrative et comptable de la direction, l'élaboration du rapport d'activité du service, l'élaboration des prises de parole et de gestion des invités lors des manifestations organisées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience similaire.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité et la coordination des manifestations et réceptions organisées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des créations et confirmation de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 102 HORS COMMISSION – PROJETS D'INTÉRÊTS COMMUN 2012 - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre du financement des Projets d'Intérêt Commun et de l'exécution budgétaire de l'exercice 2012, il est proposé au Conseil d'Agglomération de retenir les projets ci-dessous :

COMMUNES	PROJETS	MONTANT PAR PROJET
BAILLARGUES	Aménagement de la maison Milhe	30 000 €
	Restauration d'une vieille porte	20 000 €
	Aménagement du centre-ville : aire de jeux pour enfants	30 000 €
BEAULIEU	Aménagement du site de l'ancienne Cave Coopérative : salle polyvalente et Esplanade du Pic Saint-Loup (Phase 3)	100 000 €
CASTELNAU LE LEZ	Requalification de la propriété "Laporte"	200 000 €
CASTRIES	Aménagement de l'avenue de la Gare et de la rue des Faïsses	100 000 €

COMMUNES	PROJETS	MONTANT PAR PROJET
CLAPIERS	Aménagements pour les déplacements doux (tranche 3)	62 000 €
	Création d'un parking de covoiturage	20 000 €
	Création d'une voirie de desserte de la médiathèque Albert Camus rue de Montferrier	8 000 €
COURNONSEC	Aménagement urbain : Place et rue Ricard (Phase 2)	50 000 €
	Restauration du Temple	40 000 €
COURNONTERRAL	Complexe sportif : création d'une piste d'athlétisme	40 000 €
	Réfection de la toiture du Temple	20 000 €
	Réaménagement de voirie du centre ancien	10 000 €
FABREGUES	Aménagement de l'entrée de ville	80 000 €
GRABELS	Construction d'un "Centre de vie" dans le quartier de la Valsière : local associatif, espaces ludiques, liaisons douces	80 000 €
JACOU	Programme de voirie	70 000 €
JUVIGNAC	Réalisation d'un réseau de fibre optique	70 000 €
LATTES	Aménagement du parking et du parvis de l'espace culturel Lattara	115 000 €
	Création d'un arrosage intégré sur le stade Roger Andrieu	15 000 €
	Réalisation d'un éclairage de deux courts de tennis type mastecray sur le complexe sportif de Courtoujours	10 000 €
LAVERUNE	Aménagement de l'avenue du Château : aspects sécurité et création de circulations douces (Phase 2)	70 000 €
LE CRES	Aménagement de l'avenue des Baléares	100 000 €
MONTAUD	Aménagement de la transversale de Montaud	37 000 €
MONTFERRIER-SUR-LEZ	Aménagement du "Cœur du village"	70 000 €
MONTPELLIER	La Panacée (Phase 4)	600 000 €
MURVIEL LES MONTPELLIER	Extension du dépôt archéologique et études d'aménagement du musée Paul Soyris	50 000 €
PEROLS	Aménagement de la rue Georges Barnoyer	70 000 €
	Réalisation d'un skate-parc	30 000 €
PIGNAN	Travaux de réfection du pluvial de l'axe centre (REPLACE) (Séquence 2 / Phase 1) : route de Saussan et rue des Aires	80 000 €

COMMUNES	PROJETS	MONTANT PAR PROJET
PRADES LE LEZ	Aménagement Urbain (Phase 3)	125 000 €
RESTINCLIERES	Réfection de voiries	20 000 €
SAINT-BRES	Réalisation d'un skate-parc	15 000 €
SAINT-DREZERY	Aménagement de l'allée de la Liberté (Phase 1)	80 000 €
SAINT GENIES DES MOURGUES	Réfection voirie et réseau d'éclairage public quartier haut des Mourguettes	40 000 €
	Réalisation d'un terrain multisports "City Stade"	10 000 €
SAINT GEORGES D'ORQUES	Aménagement de la maison de maître du parc municipal H. Courty	90 000 €
SAINT-JEAN-DE-VEDAS	Etude pour la conception et l'aménagement de l'avenue Clémenceau	50 000 €
SAUSSAN	Construction d'une Maison des Jeunes (Phase 2)	20 000 €
SUSSARGUES	Création d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales rue de l'Aspic	20 000 €
	Acquisition d'une parcelle en centre-ville pour aménagement d'une placette	15 000 €
	Aménagement de la place de l'Eglise (Phase 2)	15 000 €
VENDARGUES	Complexe sportif Guillaume Dides : transformation du terrain d'honneur pelousé en terrain synthétique éclairé	158 000 €
	Acquisition d'une carriole pour le service "Hippobus"	2 000 €
VILLENEUVE-LES-MAGUELONE	Aménagement du boulevard des Fontaines	50 000 €
	Aménagement du boulevard Carrière Poissonnière	30 000 €
	Création de deux courts de tennis	20 000 €

Par ailleurs, il est également proposé au Conseil d'Agglomération de modifier les affectations de crédits attribués dans le cadre des Projets d'Intérêt Communs suivants :

- 55 479 euros accordés à la Commune de Montferrier-sur-Lez par délibération n°8912 du 26 mai 2009 portant sur le projet d' « aménagement de la rue des deux Croix » sont affectés à l' « aménagement du "Cœur du Village" » ;
- 167 800 euros accordés à la Commune de Montpellier par délibération n°8236 du 26 juin 2008 portant sur le projet de « Pluvial Aiguelongue » sont affectés à la réalisation du « Plan Local de Déplacements : mise à double sens du quai des Tanneurs et du Verdanson (Phase 2) » ;
- 64 000 euros accordés à la Commune de Pérols par délibération n°10111 du 21 avril 2011 portant sur le projet d' « aménagement du parvis de la Médiathèque » sont affectés à l' « aménagement de la rue Georges Barnoyer » ;
- 50 000 euros accordés à la Commune de Pignan par délibération n°10111 du 21 avril 2011 portant sur le projet de « réaménagement de bâtiment place du 11 novembre : création d'une antenne MLJAM et de locaux associatifs » sont affectés à la « création et l'aménagement d'un centre multi-activités dédié aux associations » ;
- 50 000 euros accordés à la Commune de Saint Georges d'Orques par délibération n°9565 du 27 mai 2010 portant sur le projet d' « aménagement de la Place de la croix » sont affectés à l' « aménagement de la maison de maître du parc municipal H. Courty » ;
- 20 000 euros accordés à la Commune de Saint-Jean-de-Védas par délibération n°8912 du 26 mai 2009 portant sur le projet de « travaux pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite sur le site de la Peyrière » sont affectés à la « réhabilitation de deux courts de tennis en terre battue synthétique » ;

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modifications d'affectations relatives aux Projets d'Intérêt Commun sus mentionnés (Commune de Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Pignan, Saint Georges d'Orques et Saint-Jean-de-Védas),
- dire que les projets retenus relèvent de la compétence de la Commune et dépassent manifestement l'intérêt communal,
- approuver le versement des fonds de concours relatifs aux Projets d'Intérêt Commun présentés ci-dessus,
- dire que le versement des fonds de concours au titre des Projets d'Intérêt Commun sus indiqués est conditionné à la signature d'une convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, cette convention reprenant les principes du règlement de participation aux Projets d'Intérêt Commun,
- dire que les crédits sont ouverts au chapitre 908 du Budget 2012 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 103 HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE LOCALE - SERM - RAPPORT SPÉCIAL 2011 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PRÉROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la SERM a remis son rapport spécial 2011 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées. Elle exerce ces prérogatives lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci après.

En 2011, les opérations confiées à la SERM par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et concernées par ces prérogatives sont :

- ZAC Parc 2000 Extension sur la Commune de Montpellier ;
- ZAC Garosud extension sur les Communes de Montpellier et Lattes ;
- ZAC Aéroport sur la Commune de Pérols ;
- ZAC Hippocrate sur la Commune de Montpellier.

Pour la ZAC Parc 2000, l'arrêté préfectoral de cessibilité de 2007 concernait quatorze unités foncières de propriétaires privés. En 2011, sept unités foncières sont concernées par une procédure d'acquisition par voie d'expropriation. .

Pour la ZAC Garosud Extension, l'enquête parcellaire en 2010 concernait treize unités foncières. En 2011, quatre unités foncières sont concernées par une procédure d'acquisition par voie d'expropriation.

Pour la ZAC de l'Aéroport, l'enquête parcellaire en 2008 concernait une seule unité foncière pour laquelle une acquisition a été réalisée en 2011 par un traité d'adhésion à ordonnance d'expropriation.

Pour la ZAC Hippocrate, l'enquête parcellaire concernait trois unités foncières pour lesquelles le juge de l'expropriation du Département de l'Hérault a rendu trois ordonnances d'expropriation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport spécial 2011 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SERM ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 104 HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE LOCALE - SOMIMON - RAPPORT ANNUEL 2011 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

Par délibération n°8129 du Conseil de Communauté en date du 30 avril 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Madame Gabrielle Deloncle pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SOMIMON.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Gabrielle Deloncle présente le compte rendu des activités de la société SOMIMON au cours de l'exercice 2011.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National de Montpellier dont la zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau.

La société assure ainsi la mise en marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2011, la répartition du capital et la composition du Conseil d'Administration de la SOMIMON n'ont pas été modifiées par rapport à l'année précédente. Le capital social est de 240 000 €. La Communauté d'Agglomération détient toujours 42% des parts de la SOMIMON et occupe 4 sièges sur 10 au Conseil d'Administration dont le poste de Présidence en la personne de Madame Gabrielle Deloncle.

Le Conseil d'Administration de la société s'est réuni les 30 mai et 8 décembre 2011 ; l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2010 s'est tenue le 20 juin 2011 et celle approuvant les comptes de l'exercice 2011 s'est tenu le 29 juin 2012.

L'effectif de la société était de 17 agents au 31 décembre 2011, dont le Directeur Général.

En 2011, la société poursuit le développement de ses activités en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et le positionnement au service de la dynamique vitivinicole. L'activité globale des concessionnaires et opérateurs accueillis au sein du M.I.N, s'élève à environ 112.5 millions d'euros de chiffre d'affaires tel que déclaré en 2011.

• L'immobilier d'entreprises :

Cette activité représente environ 60,6% du Chiffre d'affaires de la Somimon.

Le site a connu en 2011 l'arrivée de quatre nouveaux concessionnaires, cinq producteurs du carreau et trois vendeurs halle horticole. Parallèlement, on notera le départ de huit concessionnaires (dont 3 pour cessations d'activité et 5 pour résiliation de contrat), le départ de cinq producteurs du carreau et de cinq vendeurs halle horticole. Cinq entrepôts et concessionnaires sont concernés par des agrandissements de surface.

Les arrivées, agrandissements et déplacements sont généralement accompagnés d'une mise aux normes validée par un organisme extérieur. Les charges pour le délégataire, liées à une adaptation des locaux, sont compensées sur la durée du contrat par un complément de loyer.

• L'activité de « plate-forme frigorifique »

Cette activité développée par la Somimon, réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée avec enregistrement de courbes de températures, et protégées de la lumière, dans un espace contrôlé en permanence sous vidéo surveillance. La société délégataire propose des prestations associées en termes de réception, de contrôle, de gestion des stocks...

Ces services sont utilisés par des PME/TPE extérieures au MIN comme par les opérateurs du MIN.

Au cours de l'exercice 2011, l'activité frigorifique a progressé de 7% par rapport à 2010.

La mise à disposition de locaux en température dirigée représente environ 14% du Chiffre d'affaires de la Somimon. La qualité des installations et le savoir faire reconnu de la Somimon en matière de maintenance des installations frigorifiques permettent l'accompagnement des opérateurs dans la mise à disposition de ces installations et le développement de l'activité de la plate-forme frigorifique.

• L'activité annexe « ventes de glace » (glace à rafraîchir et glace alimentaire),

Elle est marquée cette année, et ce malgré la nette reprise enregistrée l'année précédente, par une baisse de 25% en raison des conditions météorologiques défavorables de l'été 2011 et l'émergence d'une offre concurrente sur Montpellier. Cette activité représente environ 0,77% du Chiffre d'affaires de la Somimon.

Les éléments financiers au 31 décembre 2011 s'inscrivent ici dans la politique ambitieuse développée par la Somimon et illustrée par les progressions de deux indicateurs : +44% de travaux et +5% de chiffre d'affaires net (+123K€).

Le chiffre d'affaire hors taxes de l'exercice s'établit à 2 562 K€ en légère hausse par rapport à 2010 (soit +123 K€, soit + 5%). Les produits totaux représentent 2 963 K€ (soit une progression de +5%, +151K€ par rapport à 2010) pour un total de charges de 2 958 K€ (soit +146K€ et +5% par rapport à 2010), le résultat net de l'exercice s'élevant ainsi à 5.6 K€. Les capitaux propres de la société délégataire s'élèvent désormais à 1 064 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SOMIMON pour l'exercice 2011 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 105 HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE LOCALE - SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) - RAPPORT ANNUEL 2011 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°8127 du Conseil de Communauté en date du 30 avril 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Gilbert Pastor pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société d'Equipelement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Gilbert Pastor présente le compte rendu des activités de la SERM au cours de l'exercice 2011.

Le capital social de la SERM est inchangé au 31 décembre 2011 et la Communauté d'Agglomération de Montpellier détient toujours 27,61% des actions. A ce titre, elle occupe 3 sièges sur 14 au Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration s'est réuni les 27 janvier, 11 mai, et 17 novembre 2011. L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2010 s'est tenue le 16 juin 2011, et celle approuvant les comptes de l'exercice 2011 s'est tenue le 20 juin 2012.

Au 31 décembre 2011, l'effectif de la société est de 118 personnes, dont le Directeur Général, et le Directeur Général Délégué, Monsieur Jean-François Courty.

Activité d'aménagement

En 2011, l'activité opérationnelle du secteur aménagement de la SERM a engendré un chiffre d'investissement de 156,3 M€ T.T.C.

Ce volume de dépenses d'investissement est en augmentation de 11% par rapport à 2010 en raison d'un volume important de travaux et par le poids important des mandats (le Nouvel Hôtel de Ville, l'unité de Méthanisation).

Elles se répartissent à 106,2 M €, soit 68% pour les concessions d'aménagement et 50,1 M €, soit 32% pour les mandats d'études, d'acquisitions foncières et de réalisation.

Le volume d'aménagement a été particulièrement soutenu en 2011 notamment en logements avec 1840 logements, 5,4 hectares de terrains d'activité et plus de 25 000 m² de bureaux et services.

Les recettes d'aménagement se sont élevées au total à 144,5 M € T.T.C. en parfaite stabilité par rapport à 2010. La section « aménagement » dégage ainsi un résultat opérationnel excédentaire à hauteur de 937 K €.

Au titre des activités d'aménagement 2011, les opérations suivantes ont été conduites :

- dans le domaine économique : Route de la Mer sur Lattes et Pérols, Parc Eureka sur Montpellier, Parc de l'Aéroport à Pérols, Parc de la méditerranée à Pérols Garosud et Garosud Extension à Montpellier, Euromédecine sur Grabels, Hippocrate à Montpellier, Extension Parc 2000 à Montpellier, Marcel Dassault à Saint-Jean-de Védas, Lotissement Jean Mermoz sur Castelnau le Lez, Lotissement Saint Exupéry au Crès, Parc d'activités Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone, restructuration du secteur du Frigoulet à Cournonsec, Via Domitia, ...
- dans le domaine des grands équipements : complexe de Rugby Yves du Manoir, MIBI (concession Euréka), Usine de méthanisation, Aquarium Mare Nostrum, Park&Suites Arena (avec Enjoy Montpellier), restructuration et extension du Musée Fabre, poursuite de la location de la 3^{ème} tranche d'hôtel biotechnologique (Cap Sigma) à Euromédecine, nouvelle mairie de Montpellier.
- dans le domaine du logement : ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde, ZAC Parc Marianne, Ovalie, Grisettes et Nouveau Saint Roch, et Port Marianne - Jacques Cœur, la ZAC Malbosc ; rénovation urbaine de Grand Cœur et du Petit Bard, Quartier Roquefraise à Saint-Jean-de-Védas, renouvellement et développement urbain du village de Prades le Lez, l'aménagement du quartier Est de la Commune de Saint-Brès, la définition urbaine du centre du village de Saint Georges d'Orques, ...

Activité de gestion

Concernant l'exploitation et le développement des réseaux de chaleur et froid, on constate une baisse des ventes d'énergie sur le chaud, de 13,8% en raison de la douceur du 4^{ème} trimestre 2011 ; tandis que les ventes de froid s'affichent en progression de 8,5% par rapport à 2010, à la fois en raison des conditions climatiques et des nouveaux clients.

Le Département Energies a poursuivi le développement de son activité avec l'exploitation du réseau de Parc Marianne et l'achèvement des travaux de desserte de la ZAC des Grisettes ainsi qu'au travers de sa filiale Energies du Sud, laquelle est elle-même associée fondateur de la SAS Heliotam, chargée de l'implantation d'ombrières photovoltaïques sur les parkings de la Communauté d'agglomération de Montpellier gérés par TaM à Castelnau le Lez et Saint-Jean-de-Védas.

La section Département Energies dégage un résultat opérationnel de 1 802K€ après imputation d'un résultat exceptionnel lié aux droits de raccordement qui se sont élevés à 1 187K€.

Activité de gestion immobilière

La SERM a également géré cette année 15 bâtiments d'immobilier d'entreprises.

La société n'a pas vu évoluer ses participations au sein de ses filiales et autres sociétés. Elle détient ainsi toujours en 2011 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energie Sud, 32% dans la SARL GEODEM, 2,01% dans la SA EML Enjoy Montpellier, 99% dans la SCI Odyseum 1 et 100% de la SAS SEAMAN. En outre, l'année 2011 a été marquée par la création d'un GIE SERM-SAAM groupant toutes les fonctions support.

Le Chiffre d'Affaires comptable total de l'exercice 2011 atteint 102 906 K€ contre 113 846 K € en 2010, année qui avait été marquée par la cession du pôle ludique Odyseum pour 20 595K €, soit une progression réelle retraitée à plus de 10%.

La bonne gestion des charges permet de dégager un résultat opérationnel total de 2 731 K € bien supérieur à la prévision budgétaire qui était de 407 K€.

Ainsi, l'exercice 2011 présente un solde bénéficiaire après impôts de 1 702 K € (contre 900 K € en 2010). La situation nette à la clôture de l'exercice atteint 14 707 546 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SERM pour l'exercice 2011 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 106 HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE LOCALE TAM - RAPPORT ANNUEL 2011 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8126 du Conseil de Communauté en date du 30 avril 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Robert Subra pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de TaM.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, le compte rendu des activités 2011 de la société TaM est présenté.

En 2011, TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement ainsi que les activités en mandats pour la construction des lignes de tramway, notamment les lignes 3 et 4 inaugurées le 6 avril 2012 avec un très large succès auprès du public, et l'assistance à maîtrise d'ouvrage (pour la construction du parking d'échange Odysseum).

Aucune modification de capital social n'est intervenue en 2011 et la Communauté d'Agglomération de Montpellier détient toujours 27,79% des actions, elle occupe 4 sièges sur 12 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence en la personne de Monsieur Robert Subra.

Pour l'année 2011, le Conseil d'Administration s'est réuni les 20 janvier, 20 avril, 22 juin et 26 octobre. Les Assemblées Générales Ordinaires approuvant les comptes des exercices 2010 et 2011 se sont tenus le 22 juin 2011 et le 20 juin 2012.

Le Conseil d'administration du 22 juin 2011 a approuvé la cession d'action de l'UFCS à l'association CLCV. L'assemblée générale ordinaire du 22 juin 2011 a désigné pour 6 ans en remplacement de l'UFCS, la CLCV comme nouvel administrateur.

Le Conseil d'administration du 26 octobre 2011 a désigné les nouveaux membres de la Commission d'Appel d'Offres de TaM pour une durée allant jusqu'au terme de leur mandat.

L'effectif total de la TaM au 31 décembre 2010 s'établit à 1028 personnes (+42 par rapport à 2010).

Toutes activités confondues, le total des produits d'exploitation s'établit à 89,8 M€, il est composé pour 90% des produits de l'activité transport. Les charges d'exploitation passent à 89,63 M€.

Le résultat net de l'exercice 2011 est quant à lui positif à hauteur de 9,8 K€. Les capitaux propres de la société s'élevant désormais à 18,5M€ et représentant 24% du total du bilan.

■ Activité Transport

TaM est mandataire du Groupement Momentané d'Entreprise constitué par TaM et Transdev Montpellier, titulaire de la Délégation de Service Public des transports de l'Agglomération de Montpellier du 1^{er} janvier 2010 jusqu'au 31 décembre 2017.

L'année 2011 constitue le deuxième exercice régi par le nouveau contrat de Délégation de Service Public avec l'Agglomération, désormais géré en groupement avec Transdev. Cette deuxième année a été marquée par l'avenant 3 qui prend en compte les impacts de travaux Ligne 3 et Ligne 4 faisant l'objet d'un étalement en Subvention Forfaitaire d'Exploitation 2012/2017, ainsi que les modalités de calculs des compensations.

Si les travaux des Lignes 3 et 4 impactent plus fortement qu'en 2010 l'offre, la vitesse et la fréquentation sur le réseau, en revanche TaM a renforcé sa lutte contre la fraude, ce qui, associé à une amélioration des relations sociales par rapport à 2010, est à l'origine d'une remontée significative du chiffre d'affaires.

Avec 63,5 millions de voyages en 2011, le volume de clientèle a sensiblement augmenté, soit +2% par rapport à 2010 malgré l'impact des travaux.

Les recettes directes de trafic atteignent les 30 millions d'euros et sont en progression de +1,8 millions d'euros, soit +6%.

L'activité transport présente un résultat après impôts 2011 de 205,10 K€.

La charge de transport de la Collectivité (Subvention Forfaitaire d'Exploitation, compensations, taxes refacturées) atteint 48,18 millions d'euros T.T.C., soit une augmentation de 2,89 M € T.T.C. par rapport à 2010.

Les investissements mis à disposition ou subventionnés par l'Agglomération comptent pour 2011, 6 bus GNV Citelis supplémentaires, ainsi 38 bus au GNV utilisent la station de compression gaz du dépôt CEMH, complétant la flotte des 71 Agora GNV du dépôt Jeune Parque.

L'inauguration le 6 avril 2012 des nouvelles Lignes 3 et 4 de tramway et du nouveau réseau bus restructuré, constitue désormais un nouveau réseau de transport, correspondant à la nouvelle offre contractualisée fin 2011 dans l'avenant 3 à la DSP Transport.

■ Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

Les principaux faits marquants de l'année 2011 sont relatifs :

-au mandat d'étude et de réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway (Juvignac-Pérols-Lattes) et Ligne 4 « la Circulade » : Les raccordements L1 et L2 ont été exécutés et les premiers roulages ont débuté, l'ensemble générant des charges de pré exploitation.

-à l'achèvement du mandat de réalisation de l'Extension Est de la 1^{ère} ligne de tramway par l'inauguration de la station Mondial a eu lieu le 17 décembre 2010.

-à la finalisation du mandat de réalisation sur la 2^{ème} ligne de tramway (Saint-Jean-de-Vedas) concernant l'évitement Grisettes en été avec remise en service le 29 août 2011.

-au mandat de réalisation de la Ligne 5 de tramway « Lavérune, Clapiers, Prades le Lez et bouclage de la Ligne 4 Circulade » : la première phase de concertations préalables a été lancée dès juin 2011, le diagnostic a été livré en novembre et les évaluations des variantes de tracé sont en cours.

Les activités en mandats présentent un résultat à l'équilibre.

En termes de perspectives d'avenir, il est prévu :

-Ligne 5 « Lavérune, Ovalie, Clapiers, Prades le Lez incluant le bouclage de la Ligne 4 », d'un montant de 330 M€, programmée sur la période 2011-2017, l'objectif étant d'organiser l'enquête préalable à la DUP au 2^{ème} trimestre 2013 pour pouvoir engager des travaux d'ici fin 2013 ;

-Ligne 2 « Saint Jean de Védas – Jacou » : poursuite de la réalisation de la voirie séparée de la voie de tramway à Castelnau selon l'issue de la procédure d'expropriation ;

-Ligne 3 « Juvignac, Pérols, Lattes et Ligne 4 Circulade »: Aménagements à finaliser dont branche Juvignac, essais à blancs en vue de l'inauguration le 6 avril 2012.

-Marché d'AMO travaux de Jeu de Paume remporté par TaM début 2012.

■ Stationnement (parkings et gestion des horodateurs)

La gestion des horodateurs sur voirie est attribuée à TaM pour la période du 1^{er} mars 2008 au 31 décembre 2013.

Concernant la gestion des 8 parkings de centre ville, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion du parking Nombre d'Or de 2010 à 2013, la gestion en affermage avec la ville de Montpellier du parking des Arceaux (pour la période 2011-2015) des parkings Laissac, Comédie, ainsi qu'en concession pour les parkings Gambetta et Europa et en amodiation pour les parkings du Marché aux fleurs (en partie avec l'agglomération de Montpellier).

TaM détient également la gestion du parking du Corum avec l'agglomération en sous délégation pour Enjoy Montpellier.

Le résultat du Stationnement après impôt s'établit en 2011 à -7,12 K€, avec un chiffre d'affaires de 8,67 M€ en baisse de -1% par rapport à 2010. L'activité a été pénalisée par la baisse de clientèle horaire sur les parkings Laissac et Gambetta du fait de l'impact des travaux du tramway et de l'inversion des sens de circulation ; et par la baisse de la clientèle abonnée sur le parking Europa avec la perte du plus gros client institutionnel.

■ Autres activités :

Il s'agit de la première année de gestion à Odysseum des parcs de stationnement de la Mer et de la Glace pour une délégation de janvier 2011 à décembre 2014 dont la consultation a été lancée par ASL Place de France.

TaM a contractualisé fin 2011 deux nouvelles activités de gestion de parkings privés avec les cliniques du Millénaire et Saint Jean.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société TAM pour l'exercice 2011,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 107 HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE LOCALE BRL - RAPPORT ANNUEL 2011 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Par délibération n° 9386 du Conseil en date du 12 février 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Louis Pouget pour la représenter au Conseil d'Administration de la SAEML BRL.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Louis Pouget présente le compte rendu des activités de la SAEML BRL au cours de l'exercice 2011.

Depuis cinquante ans, la société BRL participe au développement du Languedoc Roussillon en fournissant l'eau nécessaire à ses projets. Dans sa mission d'aménageur régional BRL intervient à la demande de la Région et des collectivités locales ou des acteurs économiques du Languedoc-Roussillon pour maîtriser ou gérer les ressources en eau, protéger ou valoriser le littoral, prévenir et lutter contre les inondations ou valoriser les zones rurales. En complément de ressources locales fragiles et souvent insuffisantes, BRL distribue en Languedoc-Roussillon chaque année plus de 100 millions de mètres cubes d'eau, à partir des ressources renouvelables et abondantes, grâce aux grands ouvrages hydrauliques exploités dans la région : canaux, barrages, stations de traitement d'eau potable.

Le capital de la société s'élève à hauteur de 22 588 779 €, soit 10 221 167 actions à 2.21€.

La société est majoritairement détenue par la Région Languedoc Roussillon à 47,07%. Cette société est présidée depuis le 21 novembre 2011 par Monsieur Damien Alary, représentant de la Région Languedoc Roussillon et vice-présidée par Mr Michel Brousse représentant du Département de l'Aude. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire à hauteur de 0.11% et dispose d'un représentant à l'assemblée spéciale des actionnaires. La société BRL a naturellement vocation à être un acteur majeur du service public régional de l'eau voulu par la Région Languedoc Roussillon tant par son mandat de concessionnaire du réseau hydraulique régional qu'au travers d'autres missions qu'elle exerce pour différents maîtres d'ouvrages. Dans ce contexte, les actionnaires ont souhaité faire évoluer, les statuts de BRL en adoptant, par Assemblée Générale Extraordinaire du 21 novembre 2011, la réglementation relative aux SAEML et mettre en place une gouvernance avec un conseil d'administration et une direction générale.

Au cours de l'exercice 2011, le Conseil d'Administration s'est réuni à deux reprises les 21 novembre, et 13 décembre. L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Extraordinaire le 21 novembre 2011 et en Assemblée Générale Ordinaire le 16 juin 2011 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2010. Le conseil de surveillance a été pour sa part réuni à 5 reprises les 16 février, 20 avril, 16 juin, 7 septembre et 28 septembre 2011.

L'effectif de la société est de 72 salariés au 31 décembre 2011,. Le groupe BRL représente quant à lui, 563 personnes.

En 2011, le groupe renoue avec des ambitions de développement, notamment sous l'impulsion de la Région Languedoc-Roussillon pour l'extension du réseau hydraulique régional sur le maillon sud entre Montpellier et Fabrègues, et le lancement du débat public d'Aqua Domitia. Aussi, sous l'implication des Départements actionnaires la société BRL a développé des réseaux de desserte hydroagricole. On notera que la mobilisation des services partagés de la maison-mère BRL ont permis de mieux maîtriser les risques et optimiser les supports apportés aux opérationnels, aussi BRL Exploitation a su renouveler 100% de ses contrats à échéance en 2011 avec maintien des marges, BRL Ingénierie a pu améliorer son portefeuille de contrats et assurer le développement du CA, et BRL Espaces Naturels a su développer une croissance du CA malgré les effets de la crise et la pression sur les prix, tout en résistant au dumping des concurrents.

Le chiffre d'affaires du groupe 2011 est en augmentation de 1,1M€ par rapport à 2010 et s'établit à 64,1 millions d'euros.

Le total des produits d'exploitation en hausse de 3,6% s'est élevé à 74 060 K€ pour un total de dépenses d'exploitation de 71 603 K€ en hausse plus importante de 5,9%. Le résultat d'exploitation de la société ressort donc à 2 458 K€. Le résultat net consolidé présente un bénéfice à hauteur de 1 746 K€.

Les capitaux propres consolidés de BRL s'élèvent désormais à 374 885 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML BRL pour l'exercice 2011 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 108 HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE LOCALE - ENJOY MONTPELLIER - RAPPORT ANNUEL 2011 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

Par délibération n°10708 du Conseil en date du 29 février 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Madame Gabrielle Deloncle pour la représenter au Conseil d'Administration de la société SAEML ENJOY Montpellier.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Gabrielle Deloncle présente le compte rendu des activités de la société SAEML ENJOY Montpellier au cours de l'exercice 2011.

La SAEML ENJOY Montpellier a en charge le développement des activités sur les équipements du Corum-Palais des congrès-Opéra, du Zénith Sud, et du Parc des expositions (sur le ressort duquel se trouve la Park&Suites Aréna). Les trois sites, dédiés au tourisme d'affaires et culturel sur l'Agglomération de Montpellier, affichent une forte ambition sous l'emblème d'une marque commune « Enjoy Montpellier ».

Le capital de la société s'élève à hauteur de 34 580 450 €, soit 212 150 actions à 163€ suite à une augmentation de capital de 4 533 356 € clôturée au début de l'année 2011. La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste aujourd'hui actionnaire principal avec 37,89% du capital. Elle détient six sièges sur dix-huit au Conseil d'Administration.

La société est toujours présidée en 2011 par Monsieur Frédéric Lopez, représentant de la Région Languedoc-Roussillon, et Monsieur Jacques Martin en tant que Vice-Président.

Le Conseil d'Administration de la société s'est réuni le 30 mars 2011 suite à l'augmentation de capital de la société afin de prendre acte de la modification du nombre de postes d'administrateurs réservés aux collectivités locales évoluant de 14 à 15 sièges ; ainsi, 2 postes d'administrateurs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont été supprimés et la Région Languedoc-Roussillon, désormais actionnaire à 35,80%, a bénéficié de 3 postes d'administrateurs supplémentaires.

La SERM a démissionné de sa qualité d'administrateur et a été nommée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 juin 2011 au poste de censeur pour une période de 6 ans.

Le Conseil d'administration du 14 décembre 2011 a pris acte de la désignation de Monsieur André Deljarry en tant que nouveau représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier.

Le mandat de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon a été renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 juin 2011.

Au cours de l'exercice 2011, le Conseil d'Administration s'est réuni à trois reprises les 30 mars, 16 mai et 14 décembre. L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Extraordinaire le 18 février 2011 et en Assemblée Générale Ordinaire le 27 juin 2011 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2010.

L'effectif de la société est de 133 salariés au 31 décembre 2011 dont 7 personnes en CDD et 1 mandataire social.

Parmi les faits significatifs de l'année 2011, il faudra noter la signature du partenariat « naming » avec la société Park&Suites à effet au 1er juillet 2011 pour une durée de 12 ans et 6 mois. Le montant du partenariat sur la totalité du contrat a été arrêté à 12,125 Millions d'euros dont 3,125 K€ en échange de prestations.

Pour l'activité des trois sites, le chiffre d'affaires hors taxes s'établit à 27 555 K€, en progression de 9% par rapport à 2010, soit près de 2 M€ d'euros supplémentaires avec une première année pleine d'exploitation pour la Park&Suites Aréna.

Par ailleurs dans le cadre du développement des manifestations autoproduites par Enjoy Montpellier, on peut noter cette année une diminution du Chiffre d'affaires à hauteur de 1 million d'euros (soit -9,7%) essentiellement du fait de la baisse significative du chiffre d'affaires relatif à la manifestation ENERGIA dont le moratoire sur le photovoltaïque a stoppé net la progression.

Les quatre sites d'exploitation affichent un nombre total de 488 manifestations, 60% ont été réalisées au sein du Corum, 17% au sein du Zénith Sud, 14% au sein du Parc des Expositions et 9% au sein de la Park&Suites Aréna. On notera que 28% de ces manifestations ont concerné des congrès (dont 16% de congrès internationaux), 7% ont concerné des foires et salons (dont 24% étaient des manifestations autoproduites par Enjoy), 13% ont concerné des manifestations diverses (meeting etc..) et 52% ont concerné des spectacles et manifestations sportives.

L'évolution conjuguée des produits et charges d'exploitation conduit à constater en 2011, un Excédent Brut d'Exploitation de 5 440 K€, en forte progression de +64% par rapport à 2010.

La situation nette de la société au 31 décembre 2011 s'établit à près de 33 millions d'euros .

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML ENJOY Montpellier pour l'exercice 2011 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 109 HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT - SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION MONTPELLIERAINE (SAAM) - RAPPORT ANNUEL 2011 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°9872 du Conseil de Communauté en date du 2 décembre 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Jean-Pierre Moure pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Jean-Pierre Moure présente le compte rendu des activités de la SAAM au cours de l'exercice 2011.

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, la SAAM a pour objet de mener des actions ou opérations d'aménagement ayant pour finalité de mettre en œuvre un projet urbain ou une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

En 2011, la société est présidée par Monsieur Jean-Pierre Moure, en qualité de représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Une augmentation de capital de 1 380 000€ a été proposée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 octobre 2011. Le Conseil d'administration du 19 décembre 2011 a ainsi constaté la réalisation de cette augmentation portant le capital social à hauteur de 1 780 000€. L'ensemble des actionnaires a pris part à cette augmentation de capital et de nouveaux actionnaires ont également rejoint la société (Baillargues, Clapiers, Saint Georges d'Orques, Saint-

Jean-de-Védas, Le Crès, Grabels, Courmonterral, Vendargues, Lavérune, Prades le Lez, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelonne et Pérols). Ainsi, au 31 décembre 2011, la SAAM compte 22 actionnaires.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier demeure actionnaire majoritaire avec 50,51% des actions. A ce titre elle occupe toujours 9 sièges sur 18 au Conseil d'Administration.

Lors de sa séance du 19 décembre 2011, le conseil d'administration a pris acte de la désignation de Mme Danièle Antoine-Santonja en tant que représentante des membres de l'Assemblée Spéciale, et de la désignation en tant que censeur de Mr René Revol représentant la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il faudra noter que la délibération relative à la souscription de la Commune de Castelnaud le Lez à hauteur de 100 nouvelles actions pour un total de 10 000€ a fait l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Montpellier le 6 janvier 2012. Aussi, le Conseil d'administration de la SAAM lors de sa séance du 29 mai 2012 a constaté le nouveau capital de la société à hauteur de 1 770 000€ au lieu de 1 780 000€.

Le Conseil d'Administration s'est réuni les 11 mai, 18 octobre, 17 novembre et 19 décembre 2011.

L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2010 s'est tenue le 24 juin 2011, celle approuvant les comptes de l'exercice 2011 s'est tenue le 20 juin 2012.

L'année 2011 a été marquée par la création du GIE SERM/SAAM afin de mutualiser les ressources fonctionnelles des deux sociétés (financier, juridique, foncier, communication et information). Le fonctionnement du GIE est effectif depuis le 1^{er} janvier 2012 et s'est accompagné de la mise à disposition du personnel fonctionnel sur 2012 puis 2013. L'effectif opérationnel de la société est de 4 personnes dont le Directeur Général et le Directeur Général Délégué.

L'année 2011 a été celle du démarrage opérationnel de la société. Ainsi la société s'est vue confier par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des projets stratégiques comme le mandat d'études concernant la nouvelle gare TGV sur le quartier de Méjanelle ou l'aménagement de la Route de la Mer, opération labellisée « Ecocité ».

A ces opérations emblématiques sont venues s'ajouter des concessions telles que Hippocrate, Odysseum Est, Parc 2000 2^{ème} extension, et des mandats comme Cannabe et le Hangar Aéroport.

Le chiffre d'opérations généré s'établit à 4,1 Millions d'euros. Il est notamment porté par les acquisitions réalisées sur la Route de la Mer pour 3,4 Millions d'euros.

Le Chiffre d'Affaires comptable total de l'exercice 2011 atteint 251 044 € (contre 103K€ en 2010 soit une hausse de +143%) et la production totale : 3 862 785 € (contre 109 332 € en 2010). Compte tenu des charges nécessaires au démarrage de l'exploitation et des moyens mis en place, le résultat de l'exercice présente un déficit de 285 452 €.

La situation nette, parfaitement saine à la clôture de l'exercice, s'élève à 1 366 255 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPLA SAAM pour l'exercice 2011,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 110 HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT - OR AMÉNAGEMENT - RAPPORT ANNUEL 2011 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°8130 du Conseil de Communauté en date du 30 avril 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur C. Valette pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) L'Or Aménagement.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur C. Valette présente le rapport annuel 2011 de l'administrateur de la SPLA L'Or Aménagement.

Depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SAEML « Acmeo » en date du 4 mars 2010 la transformation de la société en Société Publique Locale d'Aménagement désormais dénommée SPLA « l'Or Aménagement », a été entérinée. La société se caractérise par un actionariat entièrement composé de collectivités territoriales et leurs groupements, avec un actionnaire détenant plus de 50% des actions. La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or devient actionnaire majoritaire avec une participation de 51% ; la Communauté d'Agglomération de Montpellier, reste toujours actionnaire à hauteur de 3,57% au 31 décembre 2011. Elle est représentée par 1 poste sur 18 au conseil d'administration de la société.

L'objet social de « l'Or Aménagement » réside dans l'étude et l'aménagement de terrains, dans l'exploitation, la gestion, l'entretien et la mise en valeur des équipements réalisés sur le territoire concerné ainsi que dans la mise en valeur des patrimoines bâtis ou non bâtis et des espaces naturels.

En 2011, le montant du capital social de la SPLA est inchangé et s'élève à 320 143 €. La composition du capital a toutefois été modifiée suite à l'adhésion de la commune de Valergues à la Société Publique Locale d'Aménagement par l'acquisition d'une partie des actions de la commune de Mauguio. Cette dernière voit ainsi sa participation

diminuer à hauteur de 36,229% (contre 36,54% en 2010) ; la commune de Valergues étant désormais représentée à hauteur de 0,314% du capital et 1006,16€.

L'effectif de la société est composé de 4 salariés au 31 décembre 2011.

Du point de vue de l'activité d'aménagement en 2011, les éléments suivants sont à souligner :

- Opérations d'aménagement :

Les opérations en cours sont la ZAC des Châtaigniers à Saint-Aunès et la ZAC Lou Plan des Aires à Mudaison.

- Conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage en conduite d'opération :

L'année 2011 a entériné la clôture des opérations relatives aux Travaux de réhabilitation de la passerelle Mertens (Mauguio), au lotissement du «Grand Plantier» (Candillargues), et à l'Extension de la zone d'activités du Bosc (Pays de l'Or Agglomération).

Les opérations suivantes se sont poursuivies : la réhabilitation de la Cave coopérative en centre socio culturel (Mudaison), l'extension de la mairie de Candillargues, le confortement de la digue Ouest du Port de Carnon (Mauguio), le remplacement des pannes A et B du port de Carnon (Carnon), la requalification de l'Avenue de l'Europe (La grande Motte), la construction d'une crèche intercommunale à Mudaison (Pays de l'Or Agglomération), construction d'un centre de loisirs à la Grande Motte (Pays de l'Or Agglomération), et extension de l'école élémentaire à Mudaison.

- Conventions d'assistance technique

L'année 2011 a entériné la clôture des opérations concernant l'opération d'habitat sur le lieu dit « Font de Mauguio » (Mauguio)

Les opérations suivantes se sont poursuivies : ZAC Portes de l'aéroport (Pays de l'Or Agglomération), requalification de l'Avenue de l'Europe (La Grande Motte), reconstruction de l'école Primaire A.Camus, de l'Ecole maternelle J.Prevert et extension du restaurant scolaire (Mauguio), et reconstruction des postes d'amarrage des pontons H et G du bassin Ouest du Port de Carnon (Mauguio).

Les perspectives d'évolution sur 2012 portent notamment sur :

- les traités de Concession :

Lieu dit « Font de Mauguio » (30 ha) (Mauguio), ZAC Portes de l'aéroport pour une création en septembre 2012 (Pays de l'Or Agglomération).

- l'assistance à maîtrise d'ouvrage :

Extension urbaine sur la commune de la Grande Motte (la Grande Motte), réaménagement du Lido du petit et grand Travers (Pays de l'Or Agglomération), Extension de la zone d'activités de la Louvade (Pays de l'Or Agglomération), Création d'une école élémentaire dans la Commune de Candillargues, réhabilitation du Hangar Durand (Candillargues).

Du point de vue financier en 2011, le Chiffre d'Affaires hors taxe s'élève à 268 985 € (pour mémoire en 2010 : 167 337 €). Le Résultat d'exploitation est déficitaire et s'élève à -7 402 € (pour mémoire en 2010 : 171 081 €) : l'ensemble des produits est issu des différentes opérations de concession (dont essentiellement l'opération Lou plan des Aires) et des différentes études menées en 2011. L'ensemble des charges d'exploitation est principalement constitué des paiements sur « Lou plan des Aires » pour 109 K€, des frais de personnel pour 215 K€ et des charges externes pour 57 K€. Le Résultat net de l'exercice apparaît finalement à 891 € (pour mémoire en 2010 : - 50 353 €) du fait d'un résultat financier bénéficiaire. Les capitaux propres s'établissent à 932 783 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPLA L'OR AMENAGEMENT pour l'exercice 2011,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N° 111 HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE - LRAD - RAPPORT ANNUEL 2011 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°9899 du Conseil de Communauté en date du 15 décembre 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Gilbert Pastor pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de LRAD.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, le compte rendu des activités 2011 de la société publique locale Languedoc-Roussillon Agence de Développement est présenté.

La société LRAD a été créée le 22 décembre 2010 à l'initiative de la Région Languedoc Roussillon et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec un capital social de 37 000€.

Cette société a pour objet de concevoir, d'étudier et de mener à bien des dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour le compte de ses seuls actionnaires (la Région Languedoc Roussillon et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier) sur différentes thématiques telles que la filière des énergies renouvelables, le tourisme, la longévité des seniors, les solutions Tic innovantes et les montages technico-économiques originaux, à

forte valeur ajoutée en matière de développement économique et d'emploi.

Aucune modification de capital social n'est intervenue en 2011 et la Communauté d'Agglomération de Montpellier détient toujours 33,24% des actions au côté de la Région Languedoc Roussillon, elle occupe 1 siège sur 3 au Conseil d'Administration.

Pour l'année 2011, le Conseil d'Administration s'est réuni une fois le 22 avril afin d'approuver le budget prévisionnel, le plan d'affaires et le plan de trésorerie et de constituer la Commission d'appel d'offres et la commission des achats de la société. Aucune Assemblée Générale ne s'est tenue compte tenu du démarrage d'exploitation.

L'effectif total de LRAD au 31 décembre 2011 s'établit à 4 personnes, 3 postes de chefs de projet et 1 poste de directeur de mission.

L'année 2011 a été marquée par le démarrage de l'activité de la société et les 7 opérations qui ont été notifiées par les collectivités actionnaires dont 5 contrats de prestations intellectuelles pour la Région Languedoc Roussillon et 2 contrats de prestations intellectuelles pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Parmi les opérations confiées par la Région Languedoc-Roussillon, on notera les missions suivantes accomplies par LRAD : mission d'étude de faisabilité pour un Portail Touristique Régional, mission d'Aménagement pour l'Attractivité du Territoire, mission d'étude de création d'un fonds régional de maturation pour une SATT – Société d'Accélération du Transfert de Technologie – pour les Universités et Établissements d'Enseignement Supérieur de la Région Languedoc-Roussillon, mission d'Aménagement pour l'Attractivité du Territoire, mission Dynamique Oenotourisme, et la mission de repérage de secteurs d'implantation.

Parmi les opérations confiées par Montpellier Agglomération, on notera les missions suivantes accomplies par LRAD : la mission d'accompagnement à la définition d'une stratégie de mise en place de l'Open Data et à l'étude de la mise en œuvre d'une plate-forme mutualisée, et la mission d'étude de positionnement d'un pôle d'affaire à destination du tertiaire supérieur à proximité de la Nouvelle Gare TGV.

Du point de vue financier en 2011, la SPL LRAD enregistre un chiffre d'affaires de 657 K€ pour un total de produits de 657K€ et un total de charges de 714 K€. La société enregistre donc pour son premier exercice social une perte de 57K€. Les capitaux propres s'élèvent à -20K€ mais de bonnes perspectives sont constatées pour l'année en cours et un résultat prévisionnel de 30K€ est attendu pour 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPLA LRAD pour l'exercice 2011,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.